



**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**

**THE IDENTITY  
OF CENTRAL EUROPE**

**L'IDENTITE  
DE L'EUROPE CENTRALE**

**Editors:**            **Sous la  
direction de:**

**Grzegorz Gorzelak  
Bohdan Jałowiecki**



**FRIEDRICH  
EBERT  
STIFTUNG**

# THE IDENTITY OF CENTRAL EUROPE

# L'IDENTITE DE L'EUROPE CENTRALE

**Editors:**            **Sous la  
direction de:**

**Grzegorz Gorzelak**

**Bohdan Jałowiecki**

**This volume was edited with collaboration of the University of Warsaw UNESCO Chair  
for Sustainable Development**

**Volume préparé en collaboration avec la Chair UNESCO du Développement durable  
de l'Université de Varsovie**

©Copyright by Europejski Instytut Rozwoju Regionalnego i Lokalnego

**ISBN 83-905393-7-3**

This volume was sponsored by:  
Volume publié avec le concours de:

**Friedrich Ebert Stiftung,  
Ministerstwo Edukacji Narodowej,  
Polski Komitet do Spraw UNESCO**

Adress: University of Warsaw  
European Institute for Regional and Local Development  
ul. Krakowskie Przedmieście 30, 00-927 Warszawa  
Tel/Fax: (48-22) 826 16 54, 826 21 68

Published by: Michał Swianiewicz  
ul. Nowowiejska 39/28, 02-010 Warsaw, Poland  
tel. (48-22) 25 43 48





Antoni Kukliński

*The volume dedicated to Professor Antoni Kukliński*  
*En hommage au Professeur Antoni Kukliński*



## CONTENTS — CONTENU

Foreword — Avant propos <i>Grzegorz Gorzelak, Bohdan Jałowiecki</i> .....	9
Welcoming addresses:	
KLAUS WOLF <i>President, Akademie für Raumforschung und Landesplanung</i> ...	13
GRZEGORZ GORZELAK <i>Director: European Institute for Regional and Local Development</i> .....	14
<i>Bernard Poche</i>	
L'identité de l'Europe Centrale .....	17
<i>Bernard Michel</i>	
Le rôle des classes moyennes en Europe centrale .....	34
<i>Krzysztof Kwaśniewski</i>	
European Cultural Heritage and its Meaning for European Integration .....	41
<i>Hubert Rossel</i>	
La Référence identitaire régionale: les cas de la Belgique et de l'ex — Tchécoslovaquie .....	52
<i>Tomasz Zarycki</i>	
Attitudes Towards West and Est as the Main Element of the Central European Identity .....	97
<i>Jan G. Lambooy</i>	
Geopolitics and Spatial Economic Networks .....	107
<i>Grzegorz Gorzelak</i>	
The Dilemmas of Regional Policies of the Central European Countries .....	113
<i>Hans Joachim Kujath</i>	
Regionalist Strategies for Central Europe — a Response to Global Change ....	129

*Jan Sadlak*

The University and the Quest for Identity in Central Europe ..... 138

*Andre Hurst*

Le patrimoine commun des Européens et leur avenir: Le cas d'un illustre savant polonais, Alexander Turyn ..... 143

*Anna Adamus-Matuszyńska*

Ethnic and National Stereotypes in the Social Consciousness of the Peoples in the Central Carpathian Region ..... 148

*Marek Kucia*

Public opinion in Central European Integration. The Cases of the Czech Republic and Poland ..... 164

*Maria Halamska*

L'identité sociale des agriculteurs centre-europeens ..... 183

## AVANT-PROPOS

Le présent volume est consacré à l'Europe Centrale et à son identité. Cette partie de l'Europe se trouve dans une période cruciale de son histoire. Dans quelques mois les dirigeants de l'OTAN et de l'Union Européenne décideront sur l'avenir des pays situés au centre de l'Europe. Ces pays entreront dans la zone d'influence occidentale ou bien resteront dans une zone gris, pour employer l'expression d'un héros d'une pièce de Sławomir Mrożek : à l'Ouest de l'Est et à l'Est de l'Ouest. Cette expression reflète brièvement toute l'indétermination de la situation, de l'Europe centrale qui se trouve dans une zone de transition entre deux mondes culturels distincts, entre deux civilisations. Il est temps de déterminer la position de ces pays.

Avant d'aborder la lecture de ce volume, qui contient les communications présentées au cours du 4<sup>ème</sup> colloque de Mađralin<sup>1</sup>, est opportun de rappeler en quelques mots, la position de l'Europe Centrale sur la scène européenne.

Le premier grand clivage avait eu lieu au VII<sup>ème</sup> siècle quand l'Eglise chrétienne se partage entre l'Eglise romaine et l'Eglise byzantine. Cette rupture avait des conséquences très importantes puisque ces deux monde se sont depuis développé séparément et devenus plus au moins hostiles l'un à l'autre.

Après la chute de Byzance au XV<sup>ème</sup> siècle la Russie a hérité certaines traditions byzantines. C'est que L'Europe Centrale et Orientale se divisent en deux parties. La partie constituée par la Pologne, les pays baltes, l'ex Tchécoslovaquie la Hongrie, la Slovénie et la Croatie appartient à la civilisation romaine, et l'autre la partie englobant la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Bulgarie, la Roumanie, la Serbie, la Macédoine et (partiellement) la Bosnie appartient à la civilisation byzantine.

L'histoire européenne est pleine de conflits, des guerres, des conquêtes et reconquêtes. Les tourbillons de l'histoire ont tracé et retracé les frontières. Chaque siècle, voire demi-siècle, dessinait à nouveau la carte politique de notre continent. Ces changements n'avaient pas que des conséquences politiques mais aussi ils avaient un impact sur les structures économique, ethniques, culturelles et linguistique.

---

<sup>1</sup> En réalité le premier colloque avait eu lieu à Nieborów.

Mais il ne faut pas en même temps oublier que l'Europe, malgré ces nombreux clivage constitue néanmoins une certaine entité culturelle, avec son architecture, ses universités, sa peinture, sa littérature et sa musique. On peut aussi remarquer, en se référant à Paul Valéry, que les Européens se reconnaissent dans le message gréco-romain et la spiritualité judéo-chrétienne, fondement de la civilisation européenne. Cette unité culturelle est le seul fondement du mythe unificateur de l'Europe.

La carte européenne de XIX<sup>ème</sup> siècle a été tracée par les puissance victorieuse qui ont combattu l'Empire napoléonien. Cette carte a été ensuite corrigée par l'unification de l'Italie, la guerre entre la France et la Prusse, et par la guerre de Crimée qui a abouti aux changements de l'image géopolitique des Balkans. Après 50 ans à peine depuis les combats de 1870 avait la Première Guerre mondiale, a changé de nouveau les frontières européennes.

L'esquisse du système géopolitique actuel résulte du Traité de Versailles et c'est grâce à ce traité que des pays comme la Lituanie, la Lettonie, l'Estonie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Yougoslavie ont pu naître ou renaître. Le processus de la création de l'Etat, qui a commencé au XIX<sup>ème</sup> siècle et qui ne s'est pas terminé, notamment à cause du manque du cadre formel de l'Etat, se poursuit dans ces pays pendant la période de l'entre-deux-guerres — ainsi que le processus de l'adaptation de la nation en cours de formation au territoire politique dont elle dispose.

L'ordre en Europe après la Deuxième Guerre mondiale, défini par les grandes puissances à Yalta, a provoqué des corrections considérables dans la forme politique de l'Europe Centrale et Orientale. Des pays comme la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie ont disparu absorbés par l'URSS, la Pologne a perdu ses territoires de l'Est et a été poussée, au détriment du territoire de l'Allemagne, vers l'Ouest, la Roumanie a perdu la Moldavie.

Les frontières des pays sur le territoire de l'Europe Centrale ont un caractère arbitraire et on peut les comparer en un certain sens à la division de l'Afrique par le Congrès de Berlin. Elles ont été tracées par des puissances victorieuses après la Première et la Deuxième Guerre mondiale au mécontentement de presque tous les pays intéressés.

La victoire de l'Union soviétique sur les Allemands confirmée par les accords de Yalta, déplaça la zone d'influence de cette puissance, avec complaisance des pays occidentaux, vers l'ouest, au delà de la Pologne. En 1945, la frontière politique de l'Europe fut établie sur l'Elbe, et une grande partie de l'Europe centrale tomba dans l'orbite orientale. Pendant les années de la guerre froide, c'était une frontière impénétrable qui, selon Edgar Morin, séparait l'Europe en deux demi-Europes. Le symbole de cette division, beaucoup plus significatif pour l'Ouest que pour l'Est, est le mur de Berlin, élevé en 1961, donc bien après la période stalinienne. Petit à petit des fissures apparaissent dans des barbelés des frontières, permettant non seulement l'existence des relations officielles commerciales et culturelles, mais aussi des contacts entre individus. Lentement, avec bien du mal, beaucoup de portes en Europe sont maintenant ouvertes.

Pendant presque un demi siècle après la Deuxième Guerre mondiale, la ligne qui partageait l'Allemagne était celle du rideau de fer qui séparait le Monde Occidental de l'Empire soviétique. Cette frontière, beaucoup moins imperméable, mais toujours existante a été récemment repoussée vers l'Est, sur la ligne qu'on peut tracer de Trieste au bord de la Mer Adriatique jusqu'à Szczecin au bord de la Mer Baltique. Peut être

dans quelques années la nouvelle carte européenne sera dressé et la nouvelle ligne passera plus à l'Est leu long de la frontière orientale de la Pologne, de la Slovaquie et de la Hongrie.

Les colloques de Mađralin ont déjà une certaine histoire. En 1991 l'Institut Européen du Développement Régionale et Locale a organisé le colloque : L'Europe Unifiée — le défi de l'An 2000<sup>2</sup>, en 1992 un autre colloque : Les dilemmes de la politique régionale dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale<sup>3</sup> et enfin en 1993, une rencontre consacrée à la question régionale en Europe<sup>4</sup>. Certaines ont participé á ces trois colloques. Nous sommes donc à Mađralin pour la quatrième fois fois-ci pour discuter sur «*L'identité de L'Europe Centrale*». Cette reunion a été organisé grâce au concours du Comité Polonais de l' UNESCO, ainsi que de Fondation Frédéric Ebert et du Ministère de l'Education Nationale.

Le colloque «Mađralin — 1997» avait une particularité, celle de l'hommage les membres de l'équipe de l'EUROREG, ainsi que nos collègues et amis, ont voulu rendre au à Professeur Antoni Kukliński à l'occasion de son 70<sup>ème</sup> anniversaire. Professeur Kukliński pendant plusieurs années était notre directeur, d'abord dans le cadre de l'Institut d'Economie Spatiale et ensuite dans celui de l'Institut Européen du Développement Régional et Local. En réalité, c'était toujours le même Institut qui n'a changé que le nom.

Les communications présentée dans ce volume sont intéressant et instructives et font preuve d'une grande compréhension entre les spécialistes des sciences sociales, venus de dix pays et de nombreuses villes européennes. Sur le plan de nos échanges, nous avons été particulièrement heureux d'écouter la communication du prof. André Hurst qui venu de Suisse, nous a parlé de notre illustre savant Aleksander Turyn, malheureusement peut connu dans son pays natal.

Grzegorz Gorzelak  
Bohdan Jałowiecki

---

<sup>2</sup> Les actes de ce colloque ont été publiés en 1992 sous la titre : *Repenser l'Europe* (ed. Bohdan Jałowiecki), EUROREG, Université de Varsovie, 240 pp.

<sup>3</sup> Les actes de ce colloque ont été publiés en 1992 sous la titre : *Dilemmas of Regional Policies in Eastern and Central Europe* (ed. Grzegorz Gorzelak, Antoni Kukliński), EUROREG, University of Warsaw, 512 pp.

<sup>4</sup> Les actes de ce colloque ont été publiés en 1993 sous la titre : *Question régionale en Europe [Regional Question in Europe]*, (les textes ont été publiés en anglais et en français), ed. Grzegorz Gorzelak, Bohdan Jałowiecki, EUROREG, Université de Varsovie, pp. 570.



## WELCOMING ADDRESSES

The board of the German Akademie für Raumforschung und Landesplanung in Hannover takes pleasure in sending Professor Antoni Kukliński its best wishes on the occasion of his 70<sup>th</sup> birthday and the opening of the international seminar *“Central European Identity”*.

**We would like to congratulate:**

- the internationally renowned teacher;
- the imaginative and stimulating scientist with the astounding ability to overcome the narrow confines of the subject discipline, to arrive at integrating approaches and to render both theory and research utilisable for application in administration and politics;
- this personality whose whole attention is directed at improving living standards at home and who at the same time proves that an isolated national view of a problem cannot lead us further, but that a realistic international perspectives in required;
- the pan-European and cosmopolitan with an understanding of the differences and impossibilities of this world, with a feeling for the things that unite use, and with an optimism that cannot be shaken by reversals and disappointments, and
- the man who has found a large circle of friends throughout the world thanks to his straightforward and undogmatic manner, his excellent ability for open dialogue and his integrity.

Our Academy is proud to be able to count you, Professor Kukliński, among its members: in honour of your pioneering scientific work and your important services to international cooperation you were made an honorary member of our Academy. We had the honour of making this award in 1996 in Hannover during the jubilee celebrations of the occasion of the 50<sup>th</sup> anniversary of the foundation of the Academy.

We can look back with great pleasure on many years of collaboration with you. You are a founding member of the Polish-German Working Group, a member of the Academy's European committee, and have collaborated with pioneering lectures in several of the Academy's congresses. In addition, we were able to organise

seminars in Poland and Germany together with EUROREG. The most recent results of our successful collaboration are several joint publications on the topic of "European Space—Baltic Space—Polish Space". Through your untiring commitment you have made a tremendous contribution to the realisation of this broad-based transnational scientific discussion around the Baltic Sea.

Professor Antoni Kukliński, the Academy would like to give you its best wishes for the future. We are looking forward to a continuation of our stimulating, fruitful and always pleasant collaboration. We are united by the scientific goal of supporting economic development and the protection of the environment within the meaning of sustainable development with scientific findings. At the same time, we hope to make a small contribution to the further strengthening of cooperation between Poland and Germany, and at the same time to the development of united Europe.

*Klaus Wolf*  
President, Akademie für  
Raumforschung und  
Landesplanung

The main message of this speech at the occasion of Antoni Kukliński's 70<sup>th</sup> anniversary can be formulated in the following way: ***the world would have been poorer had Professor Kukliński not existed.*** To prove this statement I shall try to present the virtues of Antoni Kukliński as a scholar, a manager of science, a teacher, and a colleague—which, in my mind, constitute Him as ***a person.***

***Innovativeness*** is perhaps the main feature of Antoni Kukliński as a scholar. Several times he was able to open a new field for research well before the majority of the international scientific community were aware that this field had ever existed. Integration of regional studies and regional planning, which materialised at the turn of the 'sixties and 'seventies in the global UNRISD programme and then in the world-wide renowned Mouton publication series in Regional Planning was one of the first manifestations of this ability. The Diagnosis of the Polish Spatial Economy and then the project on Local Poland—both projects conducted in the 'eighties—were the major research undertakings invented and coordinated by professor Kukliński, which proved their scientific values well beyond the boundaries of Poland and Polish science.

Innovativeness of Professor Kukliński's mind drives him from one subject of research to another. He is an opposite to a scholar who would spend his life studying one particular object or phenomenon—on the contrary, the scope of Antoni Kukliński's fields of interest is broad, indeed. We can find there: location theory and industrial development; regional development and planning; spatial economy; local development; post-socialist transformation; technology development and technology policy. And intellectual temperament has always pushed A. Kukliński toward practice, for all his theoretical considerations always had a fundamental question behind them: how to implement them in the real life? That is from where—perhaps—he derived his inspirations—from the changing objective reality, which all the time posed new questions. The virtue of Antoni Kukliński was that he could identify them and provide them with new answers.

Invention is only a half-way to success. Knowing this, Professor Kukliński has developed unusual skills of ***launching and managing the research projects.*** Some

of them brought together numerous scholars from different countries and from several academic centers. *Networking* became one of A. Kukliński's every day practices several years before this term became so fashionable.

I have recently met a prominent representative of regional studies, who occupies an important function within the UN establishment. When this gentleman learned that I had known Antoni Kukliński, he referred to him as to "his mentor". This incident reflects extremely well the position which Professor Kukliński has achieved among the world-wide global community of regional scholars. So many of us owe him inspiration and encouragement. leadership and guidance—so many of us may call him "*our mentor*".

Professor Kukliński has always been a demanding (sometimes too demanding—what I may confirm as a member of the Institute's staff for over 15 years) leader and boss. However, he also has been *a loyal* leader and boss. He never disturbed people in their pursuit of academic carrier and achievement. He has also not interfered too closely and too directly into one's activities: he created opportunities, and how we have used them—it was upon to our own initiative and responsibility. Loyalty to colleagues, friends and collaborators has always been one of Antoni Kukliński's principles. I have also witnessed several times when A. Kukliński was also loyal to his opponents and even enemies—which is one of the rarest, and at the same time one of the most respectful, features of character and morality.

*The world would have been poorer had Professor Antoni Kukliński not existed.* It is great pleasure to have an opportunity to express this deep believe of mine at this occasion of Professor Kukliński's jubilee, in the presence of so many eminent scholars from different countries. Thank you, Professor, for your inspiration until now and let me wish to you—and also to ourselves—many years for our fruitful cooperation in the future.

*Grzegorz Gorzelak*  
Director, European Institute for  
Regional and Local Development,  
University of Warsaw



**Bernard Poche**

**CERAT**

**Université Pierre Mendès France**

**Grenoble (France)**

## **L'IDENTITE DE L'EUROPE CENTRALE**

Une caractéristique souvent accolée à l'Europe centrale (et balkanique) est celle d'une poussée récente des nationalismes, au moins dans la période qui a précédé la trêve actuelle (après les "accords de Dayton" de novembre 1995), ou encore ce que l'on qualifie de résurgence de conflits "archaïques" fondés sur la survalorisation des composantes ethniques. On oppose alors cet ensemble supposé de phénomènes à la notion "moderne" de citoyenneté qui prévaudrait dans le reste de l'Europe. Or, ainsi que nous allons le préciser dans ce texte, cette association de catégories contrastée rend assez mal compte de la structure de la représentation des systèmes sociaux et/ou politiques qui sont en cause. En revanche, elle semble correspondre à la lecture qui a été faite, entre l'époque dite du "Printemps des peuples" (1848) et celle des traités de Versailles (1918–1920), puis dans l'entre-deux-guerres, de la construction, dans cette partie du continent, d'Etats-Nations sur le modèle des Etats unitaires et centralisés de l'Europe de l'Ouest (France, Grande-Bretagne, Italie, Espagne).

Il est possible, à l'inverse, d'interpréter les crises qui, dans certains des pays concernés, ont suivi l'écroulement du système socialiste (1989–1991), non comme un retour de poussées nationalistes venant remettre en cause ce qui avait été gagné, dans les Etats correspondants, dans le sens de la modernité, en particulier entre 1918 et 1939, mais bien au contraire comme la conséquence de la dissolution des compromis intellectuels "boiteux" et peu fiables qui s'étaient installés durant cette période. On peut alors y rechercher toute une série de tentatives, désordonnées mais non dépourvues de logique, pour reconstruire les systèmes de paramètres antérieurs<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Cette dernière interprétation peut dès le départ être affectée d'un coefficient favorable, car l'autre approche, celle de la résurgence des nationalismes que nous avons rappelée en préambule, conduirait

Cette démarche analytique, dans toute son extension, suppose donc que l'on reprenne, dans une perspective d'histoire des mentalités ou plus exactement d'histoire des représentations des divers groupes ou sous-groupes sociaux concernés, toute l'évolution des systèmes sociaux correspondant à cette partie de l'Europe. L'entreprise est considérable, référée aux dimensions du présent texte ; il est cependant possible d'en donner ici quelques linéaments directeurs, en s'appuyant sur des faits historiques qui sont bien connus, sinon toujours interprétés de manière judicieuse, et en se livrant au passage à une analyse sémantique des notions utilisées, de manière à tenter de dissocier celles qui sont souvent, et à tort, assimilées les unes aux autres ou traitées avec une mise en perspective insuffisante.

## 1. Les ambiguïtés du vocabulaire

Qu'appelle-t-on "nationalisme" en effet ? Le terme n'est pas de ceux qui peuvent donner lieu à une définition théorique *a priori*. Sans vouloir entreprendre une nouvelle fois ici de se référer à la littérature considérable qui lui est consacrée, mais en travaillant "au second degré" par rapport à ses auteurs, on peut tenter de dire que le nationalisme est surtout une fabrication idéologique qui tente de donner un contenu de "devoir-être" à ce qui constitue au départ un pur agencement politique, à savoir l'Etat dit "moderne" de l'Europe occidentale au XIX<sup>e</sup> siècle, appelé classiquement (et abusivement) Etat-Nation. A la suite d'une part de l'écroulement du principe monarchique d'Ancien Régime<sup>2</sup>, d'autre part de la propagation de la philosophie des Lumières, on tente à l'époque correspondante de construire un principe unificateur associant les fondements du pouvoir politique et ceux de l'organisation sociale dans une légitimité unique. Le principe qui fonde l'existence du "bien commun" n'est donc plus situé au dessus et à l'extérieur de la société comme dans les grandes monarchies "de droit divin" ; il est réputé se trouver en son sein. On va donc assister à l'élaboration, par le moyen de l'Etat, d'un principe sociétal bien particulier, cette pseudo-société, produit de l'Etat, étant en même temps supposée le fonder ; d'autre part, cette tautologie va être dissimulée par la sacralisation, sous le nom de Nation, de cet appareil social, en quelque sorte "de synthèse".

On peut donc dire qu'au départ il y a "étatisme", ou culte de l'Etat, plus que nationalisme ; une des formes de ce culte est évidemment ce que l'on désigne par

---

presque inévitablement à supposer que la phase intermédiaire, depuis 1945 (1948 en ce qui concerne la Tchécoslovaquie), celle du "socialisme", aurait constitué simplement la "poursuite du processus de modernité par d'autres moyens". Cette hypothèse — les régimes socialistes comme des modes quasiment nécessaires de transition vers la modernité — a été parfois soutenue, avec son corollaire qui consiste à présenter le socialisme de l'Est, au moment de son écroulement, comme "le maillon faible de la modernité". Mais une interprétation de cet ordre nécessite presque obligatoirement un réexamen au fond de l'idéologie moderniste, qui dépasse le cadre du présent texte.

<sup>2</sup> Selon lequel le monarque est propriétaire et responsable (devant un principe de type métaphysique) de son royaume, et a en charge le "bien commun" qui s'y rapporte, en échange de quoi il reçoit l'allégeance individuelle de ses sujets, dont par ailleurs les modalités d'organisation et d'association sont libres tant qu'elles ne contredisent pas le principe politique (et ontologique) en cause, des contraintes supplémentaires relevant du coup de force, mais n'étant pas fréquentes. C'est ainsi que d'une part on a le fameux *cujus regio ejus religio* mais que, d'autre part, l'organisation interne des villes, par exemple, ne relève pas dans son principe du pouvoir royal, qui va tout au plus entrer en relations avec elle, éventuellement pour tenter de la contrôler, ou pour en tirer des recettes fiscales.

"patriotisme". Il est singulier de voir que ce terme n'est, en tout cas en français (et en France), presque plus employé, non plus que celui de patrie. Le nationalisme, sous sa forme "occidentale", semble être cependant une "rationalisation *ex post*" de cet "amour sacré de la patrie", lequel n'est peut-être guère autre chose que le culte (latrrique) de l'Etat comme instance transcendante supérieure, associé à la fameuse notion de (peuple) souverain dont une des origines est à rechercher dans le Rousseau du *Contrat Social*. Le tout résulte donc plus, en réalité, d'une élévation au niveau métaphysique du *principe politique* que d'une "laïcisation", dans la suite de la démarche des Lumières, d'un système social antérieur dominé par une monarchie d'essence religieuse. La Nation moderne, au sens où la conçoivent alors ses théoriciens français du XIX<sup>e</sup> siècle, dont le plus souvent cité est Ernest Renan avec son célèbre discours "Qu'est-ce qu'une nation?"<sup>3</sup>, est réputée être la manifestation quasi "magique" de ce « désir de vivre ensemble », de ce « plébiscite de tous les jours »<sup>4</sup> dont le moins que l'on puisse dire est que leurs instruments de validation ne sont pas d'une totale clarté. Mais ceci n'est guère, comme fréquemment dans le langage religieux, qu'un effet de rhétorique; il s'agit de montrer, par voie invocatoire (ou, comme disent les linguistes pragmaticiens, performative<sup>5</sup>), que cette adhésion va totalement de soi pour le "croyant".

En revanche, le terme de nation possède, dans la culture de l'Europe centrale, un tout autre contenu. Si, selon une analyse d'ailleurs classique, on rapproche dans le lexique slave<sup>6</sup> les termes de *nacija*, de *narod* et ceux qui dérivent de la racine *ljud-*, et qu'on essaye de les mettre en équivalence avec les termes français de *nation* et de *peuple*, on voit que la coupure qui existe entre les termes slaves passe "à l'intérieur" des deux termes français (schéma 1)

Schéma 1.

slovène		français
NACIJA	↔	NATION
NAROD	↔	PEUPLE
LJUDSTVO	↔	

Nation peut correspondre soit à *nacija* soit à *narod*, le sens n'étant évidemment pas le même; peuple peut correspondre soit à *narod* soit à *ljudstvo*, et là encore il y a plus qu'une nuance. En fait — et c'est ce qui vient encore compliquer la question — il y a de surcroît des glissements de sens dans le temps: *nacija*, qui est presque un néologisme, va signifier la nation au sens politique, alors que *narod* va signifier la nation en tant qu'elle se considère comme un héritage de l'histoire; ce dernier terme va être traduit par peuple avec la même connotation de peuple historiquement constitué,

<sup>3</sup> In E. Renan, *Qu'est-ce qu'une nation? et autres essais politiques*, Paris, Presses Pocket, 1992.

<sup>4</sup> E. Renan, *loc. cit.*, pp. 54–55.

<sup>5</sup> Cf. John R. Searle, *Les actes de langage, essai de philosophie du langage*, Paris, Hermann, 1972, et la préface d'Oswald Ducrot pour cette édition en langue française.

<sup>6</sup> Nous utiliserons ci-après la terminologie slovène; mes champs de recherche m'ayant amené à travailler sur ce pays, je me sens plus autorisé, scientifiquement parlant, à travailler avec ce vocabulaire que je ne le serais avec le polonais par exemple. Mais les termes, et surtout les concepts, sont très proches d'une langue à l'autre, et l'analyse différentielle est à peu près transposable.

alors que la racine *ljud-* et ses dérivés vont correspondre à la "légitimité" qui résulte de la notion de "populaire", c'est-à-dire à peu près au "peuple souverain" que l'on a dérivé du Contrat Social<sup>7</sup>.

On pourrait dire que l'on retrouve là l'ancienne acception française du mot nation, que les philologues font provenir, à travers le latin *natio*, d'une racine qui signifie la naissance, l'origine, ainsi que le rappelle, avec cependant une nuance archaïque, voire un peu dépréciative, le dictionnaire *Robert* : « **Nation** : 1°) *Vieux* : Groupe d'hommes auquel on suppose une origine commune »<sup>8</sup>. Si on considère la manière dont se constitue historiquement la population de l'Europe centrale, on constate que cette origine commune, qui correspond à la *narod* et qui remonte à l'ensemble des tribus slaves dans ses subdivisions un peu floues, est réellement fondatrice du groupe social. Mais si ce groupe a bien une forte représentation de lui-même, que je qualifie d'auto-référentielle, celle-ci n'est pas directement à la racine du pouvoir politique. Soit cette représentation reste confondue avec le groupe militaro-tribal initial, et elle perd tout contenu institutionnel dès la fin des anciennes monarchies électives qui représentent au Moyen-Age l'organisation première des royaumes croate, de Bohême, etc. ; la *narod* reste alors une structure sociétale enchâssée dans une organisation politique qui lui est extérieure. Soit encore — et c'est le cas de la Pologne — elle correspond à une catégorie sociale de seigneurs terriens qui a bien au départ une origine commune, mais qui s'étend ensuite par cooptation, et s'impose (comme le fait la "République des nobles" — *Rzeczpospolita szlachecka* — polono-lituanienne après l'Union de Lublin) à un ensemble hétérogène de populations qui ne correspondent, ni à la nation-origine commune, ni moins encore, bien entendu, à une "communauté de destin" quelconque qui serait ressentie par chaque individu.

La structure de base des groupes sociaux, c'est-à-dire, pour parler le langage sociologique "scientifique", la racine du lien social, est donc bien dans cette "auto-définition" d'un groupe qui se reconnaît comme tel, mais cette définition est floue et, surtout, elle n'a pas de rapport direct avec l'exercice du pouvoir politique. Ceci peut facilement être interprété comme la persistance d'une organisation de type clanique ou militaro-agraire, qui est fortement ancrée dans le monde slave et germanique (et aussi hongrois) et n'a à peu près rien de commun avec la structure de type latin (le modèle de la Rome impériale, qui a survécu en Occident) qui se construit sur un mode pyramidal à partir d'un rapport juridique direct entre le principe du pouvoir central (ce qui deviendra "le sommet de l'Etat") et le "citoyen".

## 2. Les logiques de l'organisation sociale

Mais si l'on veut comprendre la logique profonde ("sociétale") de cette représentation, et comment, au delà de toutes les suspicions d'archaïsme, elle correspond à une structure fondamentale de la relation entre l'individuel et le collectif, il faut reprendre le débat plus en profondeur.

<sup>7</sup> Exemples empruntés à la Constitution de la République Socialiste de Slovénie (1974) : « La nation slovène (*slovenski narod*) (...) réalise et garantit (...) la liberté nationale (*nacionalno svobodo*) ». « La défense populaire (*ljudska obramba*) fait partie du système unitaire d'organisation de la Fédération des Républiques, etc. ».

<sup>8</sup> *Le Petit Robert*, édition 1976, p. 1138. Trois autres acceptions "modernes" sont données à la suite.

Ce qui est premier en effet dans ce mode d'organisation, ce n'est pas le principe politique, c'est le lien social, c'est-à-dire le rapport entre individu et société. On sait combien, pour la sociologie, cette question est délicate, surtout depuis que, en France, Emile Durkheim a affirmé la primauté des représentations collectives sur les représentations individuelles. Mais ce dont il s'agissait à l'époque était de constituer une science des sociétés qui aille au-delà de l'idéalisme philosophique alors en vigueur, lequel faisait de l'individu absolu, du *sujet raisonnable* (et, à la limite, interchangeable) le seul acteur pertinent de la connaissance et de la représentation du monde. D'une part, en effet, cette dernière posture intellectuelle ne tenait aucun compte du monde social et historique sous ses aspects concrets, et elle pouvait tout au plus le réduire à une vision sans cesse renouvelée du "bien commun" de la philosophie médiévale ou de la "Cité" du monde antique (mais on voit là qu'on revenait au politique, au besoin par une voie détournée). Mais d'autre part et, selon moi, de manière plus fondamentale, elle se condamnait à une série d'approximations ou de jugements apodictiques sur le problème de l'hétérogénéité, du pluralisme, etc. ; Johann Gottfried Herder avait été, sinon le premier, du moins un des premiers, dans ses *Idées pour la philosophie de l'histoire de l'humanité*<sup>9</sup> (ouvrage écrit à partir de 1784), à envisager de manière différentielle la "destinée historique" de diverses parties qu'il constitue comme des composantes discernables de cette humanité<sup>10</sup>, et l'on sait que le succès initial de cet ouvrage n'a pas tardé à se muer en oubli, voire même pour son auteur en un discrédit s'exprimant parfois de manière violente (en tout cas en France).

Le problème du sujet collectif n'est donc pas tant, comme on l'a beaucoup (et de manière excessive) reproché à Durkheim, qu'il ferait de l'individu un produit presque total des déterminismes sociaux ; il consiste à mettre en face l'une de l'autre deux réalités. La première est l'individu tel qu'il élabore sa personnalité et son intelligibilité du monde dans une relation réciproque et permanente avec son contexte (ce que les sociologues de l'école ethnométhodologique, entre autres, appellent la *réflexivité*). La seconde est le groupe social qui seul peut donner un contenu organique, représentable et stable sur courte période, à cette élaboration d'un sens du monde, ce qui correspond à la problématique du langage (dans un sens cognitif) et rejoint ce que les mêmes auteurs appellent l'*accountability* (le fait que le monde soit reconnu comme descriptible et interprétable dans l'accomplissement pratique des actions humaines)<sup>11</sup>.

Ces considérations, apparemment de pure théorie, sont nécessaires pour fonder ce que j'appelle lien social ou socialité, et faire apparaître qu'il ne s'agit absolument pas d'un problème de nation au sens "politique et moderne" de ce mot, mais du groupe tel qu'il se donne pour visible et comme constituant l'enveloppe générale des procédures de construction d'un sens du monde. Le sujet collectif politique, qui a pour finalité d'exercer une souveraineté, constitue une question bien distincte ; contrairement à ce qu'il est courant d'affirmer dans la pensée "occidentale" qui s'inscrit dans la suite des Lumières, ces deux aspects que l'on attribue au "collectif" (c'est-à-dire le *sociétal*

<sup>9</sup> Edition récente bilingue (choix partiel de textes), Paris, Editions Aubier Montaigne, 1962.

<sup>10</sup> Cf. Le commentaire de Louis Dumont : « Chez Herder, toutes les cultures sont posées comme de droit égal. Il est clair que cela n'est possible que parce que les cultures sont vues comme autant d'individus, égaux malgré leurs différences : *les cultures sont des individus collectifs* », L. Dumont, *Essais sur l'individualisme*, Paris, Seuil, coll. "Points-Essais", 1991, pp. 138-139 (souligné dans le texte).

<sup>11</sup> Cf. par exemple Harold Garfinkel, *Studies in Ethnomethodology*, Prentice Hall Inc., Englewood Cliffs (New Jersey, USA), 1967.

et le *politique*) n'ont pas le même objet et n'ont aucune raison de se confondre l'un avec l'autre. Ils n'ont ni les mêmes terrains d'application (les mêmes domaines de compétence), ni les mêmes conséquences en termes de regroupement ou de territorialité. Le concept de collectif sociétal est, par nature et donc de façon "définitive", distinct de celui de collectif politique ; telle est la proposition fondamentale qui est la nôtre ici.

Or, dans la tradition intellectuelo-élitaire de l'Europe occidentale, l'Etat tend à apparaître, sinon comme le modèle idéal (c'est cependant assez souvent le cas), du moins comme le modèle pratique le plus commode pour parler de Société. On peut, de manière schématique, attribuer à cela deux origines. La première est le problème de la légitimité politique tel qu'il se pose à la fin de l'Ancien Régime ; comme le fait justement remarquer Guy Hermet, dans la France de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle : « face à la noblesse et à la haute bourgeoisie se dressait une contre-élite intellectuelle et économique, nettement roturière. (...) Celle-ci ne se reconnaissait nullement dans l'aristocratie même frottée de l'esprit des Lumières. (...), à peine plus dans l'opulente bourgeoisie d'argent, à ses yeux opportuniste. Cette contre-élite formait une sorte de peuple, fort de centaines de milliers d'avocats, de notaires, de marchands, de fonctionnaires subalternes, de gens instruits de toutes occupations. (...) Son but immédiat consistait à ravir l'Etat à l'élite établie. (...) Pourtant, la future couche dirigeante révolutionnaire réalisait qu'elle formait un peuple trop restreint pour qu'il puisse incarner seul une légitimité susceptible de supplanter celle du roi. Pour l'acquérir, il fallait qu'elle se persuade elle-même et qu'elle donne à croire à tous qu'elle ne représentait pas autre chose que la fraction active du peuple tout entier, qu'elle se confondait avec lui, en bref qu'elle était la Nation avec une majuscule. »<sup>12</sup>

La seconde est cet aspect particulier de la théorie des sociétés qui apparaît un demi-siècle plus tard et qui va atteindre son apogée avec Durkheim ; avec le modèle de la "société globale", qui correspond à l'encastrement des divisions fonctionnelles et hiérarchiques de la "division sociale du travail", il est, là encore, commode (bien que cela ne corresponde pas à une théorisation) de considérer l'Etat comme la figure la plus claire de cette "société" abstraite et formelle<sup>13</sup>. De plus cela correspond, à la même époque ou peu s'en faut, à l'effort de radicalisation intellectuelle qui est entrepris par la science politique, en fonction de ses propres objectifs, pour construire un modèle de l'Etat comme garant objectif de l'"intérêt général", cette nouvelle forme du "bien commun" de la philosophie du Moyen-Age, au dessus des "intérêts particuliers"<sup>14</sup>.

De manière progressive, on va donc voir fonctionner, dans l'Europe de l'Ouest, le discours sur l'Etat comme constituant une pseudo-société, qui vient se superposer aux sociétés que définissent les ethnologues, avec plus ou moins de conviction et surtout de généralité catégorielle. Le fait qu'il s'agisse d'un modèle pseudo-sociétal est selon moi attesté par le fait que nul ne s'attache à théoriser l'écart qui le sépare du modèle sociétal proprement dit ; si l'on met à part quelques très rares ethnologues, comme

<sup>12</sup> Guy Hermet : *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, Paris, Editions du Seuil, 1996, p. 91.

<sup>13</sup> Cf., pour une critique de cette vision de la sociologie classique, B. Poche, *L'espace fragmenté. Eléments pour une analyse sociologique de la territorialité*, Paris, L'Harmattan, 1996, ch. I et II.

<sup>14</sup> Cf. A ce sujet par exemple Georges Burdeau, *Les libertés publiques*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 3<sup>ème</sup> éd., 1966, en particulier le chapitre 1<sup>er</sup> du titre II, consacré à "la liberté d'association", où il entend montrer que l'Etat issu de la Révolution française libère l'individu des divers liens de type associatif qui l'emprisonnent tout en faisant obstacle à la formation de la volonté générale.

Pierre Clastres en France, dont l'ouvrage *La Société contre l'Etat*<sup>15</sup> connu en son temps un vif succès mais tomba très vite dans l'oubli, la notion de société *en soi* est, soit réservée aux populations primitives (ou qualifiées d'archaïques par rapport au modèle "occidental-développé", sans que nul ne se soucie de la pérennité de ces catégorisations), soit renvoyée à une néo-ethnologie, que l'on va comme par hasard appliquer de façon préférentielle aux groupes "marginiaux", "exclus" (selon l'évolution de la terminologie). On tentera alors de traiter sur ce registre des "jeunes des banlieues", des immigrés non intégrés au modèle national, etc., et on entreprendra de privilégier à leur sujet les relations de parenté, la persistance des modes de sociabilité dits traditionnels, l'échange non-marchand, les modes d'expression "sauvages" (les graffitis, le "rap", la "danse urbaine") et autres phénomènes échappant au départ au système des *policies*<sup>16</sup>. On va alors voir remettre en vigueur le terme de "tribus", que l'on appliquera par extension à cette partie de la sociabilité<sup>17</sup> qui se niche dans les interstices de la régulation politique. Mais le retour permanent au recours à la médiation politique et étatique, dès que ces soi-disant sociétés ou néo-tribus sont dans une situation estimée critique, montre bien le caractère illusoire de cette mise en œuvre de systèmes de catégorisation basés sur la seule sociabilité (à la limite, les seules relations de voisinage), en laissant l'intégralité de la définition du monde social, et des prérogatives visant l'intelligibilité du contexte qui l'entoure, au seul Etat.

### 3. La structure sociétale du "modèle centre-européen". Rappels historiques anciens

Si on revient maintenant à l'"autre" logique, celle qui est à l'œuvre dans l'histoire de l'Europe centrale, on peut mieux comprendre, grâce à ces éléments préalables, quels sont les principes implicites de représentation sociale qui y sont à l'œuvre. Sans vouloir envisager une transposition du modèle quasi-automatique, cela peut d'ailleurs permettre de repérer des structures de représentation qui, bien qu'officiellement occultées, sont toujours à l'œuvre dans l'Europe occidentale. Nier *a priori* toute similitude possible entre ces structures logiques de base des sociétés situées à l'Est ou à l'Ouest de l'Europe, correspondrait en effet, soit à une vision totalement historiciste du monde (du type : en tout lieu et à toute époque, ce qui arrive est ce qui devait logiquement arriver) soit à une croyance absolue dans la primauté de l'explication de type politico-institutionnel (du type : l'évolution des Etats de l'Europe occidentale depuis le XIX<sup>e</sup> siècle a constitué une "culture politique", laquelle résulte de l'omniprésence de l'Etat centralisé, comme un véritable "sur-moi" des sociétés correspondantes, et les structures sociétales non étatiques ne jouent plus à l'Ouest qu'un rôle mineur<sup>18</sup>).

<sup>15</sup> Paris, Editions de Minuit, 1974.

<sup>16</sup> Sauf à ce que celles-ci s'attachent à les "récupérer" par la suite.

<sup>17</sup> Soulignons que pour nous le terme de *sociabilité* s'applique aux relations ordinaires de la vie quotidienne, alors que celui de *socialité* correspond à la structure organique du lien social qui constitue le groupe, c'est-à-dire à la *représentation sociale*.

<sup>18</sup> C'est dans une certaine mesure la position que semble adopter Guy Hermet, auteur déjà cité, dans son article *L'Est et l'Ouest : les fausses ressemblances des séparatismes européens* in : "L'Europe occidentale : le mirage séparatiste", Chr. Bidégaray éd., Paris, Editions Economica, 1997. C'est surtout celle de la presque totalité des analystes italiens du mouvement des Ligues dans ce pays.

La dualité entre pouvoir politique et structure sociale, en admettant dans un premier temps que l'on puisse utiliser cette terminologie "moderne" dans le cours de l'histoire, peut être relevée comme un phénomène presque général dans l'Europe centrale et orientale. Si l'on considère comment se dégage, à partir de la "christianisation" des populations en cause (phénomène plus politique que religieux et qui correspond plus au baptême de la structure politique qu'à la conversion des individus), et jusqu'aux événements qui vont aboutir au "Printemps des peuples" déjà évoqué, le rapport entre le pouvoir et les populations, on peut y distinguer trois niveaux différents qui ne correspondent à aucune homogénéité entre eux, ni conceptuelle, ni sociétale.

- Au niveau tout à fait supérieur, on trouve un principe militaro-politique "pur", qui est représenté dès le haut Moyen-Age par le fait monarchique, celui-ci étant en général institué nominalement, et donc légitimé, par l'autorité religieuse la plus élevée (donc pratiquement toujours le pape) à l'occasion de, ou en relation directe avec, l'entrée du chef militaro-tribal le plus puissant dans l'Eglise catholique romaine. Ce geste, qui correspond souvent à l'"envoi" par le siège de Rome de la couronne royale (qui sera appelée plus tard la couronne de Saint Etienne, ou de Saint Venceslas) correspond à l'entrée de la structure ainsi constituée dans la "famille" des monarchies chrétiennes, sur laquelle le pape exerce une autorité morale assez bien établie dans son principe. Mais, à la différence de ce qui interviendra par la suite en Europe de l'Ouest (à l'exception, il est vrai, de l'Angleterre), ces monarchies n'évoluent pas, au moins jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, vers le modèle intellectuel de la monarchie absolue, dont la théorie est d'inspiration religieuse et dont la pratique est assez tôt codifiée ; par exemple, en France, par ceux qu'on appelle les Légistes, à partir du règne de Philippe le Bel (fin XIII<sup>e</sup>–début XIV<sup>e</sup> siècles).

- Au second niveau, on trouve, non pas les grands féodaux "encadrant" de moyens féodaux puis les seigneurs locaux comme en France ou en Angleterre, mais une couche dont les membres sont de statut égal, bien que de grandes disparités existent entre eux : c'est la noblesse, c'est-à-dire l'ordre militaro-agraire. Cette couche, qui se comporte à la manière d'une oligarchie, est au départ issue de la nation originaire ; subdivision un peu arbitraire des peuples slaves ou nation hongroise arrivant de son berceau asiatique. Elle est fréquemment représentée par une Diète ; c'est elle qui constituera la "République des nobles" de l'Etat polono-lituanien déjà cité, de 1569 à 1795. Cette oligarchie détient la véritable légitimité "nationale", au sens politique (c'est-à-dire étatique), et à cet égard son origine "ethno-nationale" passe presque, pourrait-on dire, au second plan derrière le processus de cooptation déjà évoqué ; les nobles lituaniens, biélorusses, voire ukrainiens-ruthènes sont polonisés, les nobles transylvains sont magyarisés ; quant à la noblesse de Bohême, elle se constitue, au fil des siècles, des grands propriétaires aussi bien allemands que tchèques.

- Au troisième niveau enfin, on trouve d'une part les villes et d'autre part le peuple des campagnes, l'ensemble des deux constituant la population dans son ensemble, "hors élites". Il n'est cependant pas nécessairement explicatif de parler de niveau inférieur d'une hiérarchie ; ce qui prédomine est la nature différente de la représentation. Cette population est constituée de groupes extrêmement distincts les uns des autres, des divers points de vue de l'origine "ethnique" première, de la langue, des coutumes, de la religion parfois, et du statut "socio-économique" : polonais, tchèques, allemands, ruthènes, juifs, lituaniens, biélorusses, slovaques, hongrois, valaques, croates, slovènes, voire serbes ayant quitté ou fui l'empire ottoman, etc.

Ces populations, pour lesquelles les raisons de leur présence dans les territoires en cause sont très diverses, constituent pour la plupart des groupes relativement stables et homogènes — ce qui ne suppose nullement qu'elles possèdent un fort principe de consensus interne, qu'elles constituent des communautés au sens de Tönnies, des *Gemeinschaften* ; ce sont en réalité des sociétés, et ce qui les réunit est le principe de socialité, le lien social, c'est-à-dire un principe d'agrégation, non un principe fusionnel. Mais elles partagent une caractéristique commune qui est ce que j'appelle la représentation sociale ou le sentiment d'appartenance, termes sans doute plus adaptés et surtout moins ambigus que celui d'identité ou surtout celui d'identité ethnique, auxquels sont souvent attribués (bien que sans doute à tort) une connotation substantialiste. Il s'agit en fait d'un processus de "construction langagière du sens"<sup>19</sup> mais qui, en tant que tel, *doit nécessairement* bénéficier de deux propriétés majeures, sous peine d'une radicale *contradictio in terminis* : être partagé pour l'essentiel par le groupe dans son entier<sup>20</sup> et posséder une stabilité dans le moyen terme. C'est le résultat seulement de ce processus que l'on viendra par la suite à qualifier d'identité ; ce qui n'est pas en soi erroné, à la condition de ne jamais oublier que c'est le processus langagier-groupe qui est premier, et non l'identité substantielle.

Le schéma 2 résume ces trois niveaux :

Schéma 2.

Niveau social	Origine "nationale"	Corrélation "politique"
ROI	Souvent extérieure au groupe	Forte mais parfois agrégée à un espace plus large
NOBLES	Au départ liés au groupe, puis élargissement par cooptation	Très forte. Constituent comme oligarchie la véritable légitimité politique (Diète)
POPULATION des villes et des villages	Très diversifiée, selon de multiples groupes de reconnaissance possédant des langues et des cultures différentes	Inexistante

Par la suite, le monarque deviendra de plus en plus souvent, au fil des héritages, des unions dynastiques et des dévolutions (dont certaines sont parfois encore le fait du pape<sup>21</sup>) totalement étranger à la "nation" dont il est le roi. On sait que ses pouvoirs sont d'ailleurs souvent limités, c'est particulièrement le cas de la Pologne ; la véritable "légitimité politique" appartient à l'ensemble des nobles, magnats, boyards, etc., dont on a vu qu'ils n'étaient plus toujours d'origine nationale au plan

<sup>19</sup> Cf. B. Poche, *Localité et construction langagière du sens. Pour une sociologie cognitive des groupes sociaux*, Thèse de doctorat d'Etat ès Lettres et Sciences Humaines, Université Paris V et Cahiers du CERAT n° 2, 1987.

<sup>20</sup> Contrairement à certaines affirmations qui relèvent d'une interprétation incorrecte, le statut très positif que propose G. Simmel pour "l'étranger" par rapport au groupe va tout à fait dans le même sens.

<sup>21</sup> Comme en témoigne l'attribution par celui-ci de la couronne de Saint Etienne à un Anjou de Naples, vaguement apparenté aux anciens rois hongrois, après qu'il ait déclaré ce pays fief pontifical vacant à la suite de l'assassinat de Ladislas IV en 1290, cf. G. Castellan : *Histoire des peuples de l'Europe centrale*, Paris, Editions A. Fayard, 1994, p. 55.

“culturel” et linguistique. Ce fait voit d'ailleurs son importance réduite en raison de la place que tient une “langue de l'administration” ou de l'Université, ou une langue véhiculaire dans les villes, qui sont rarement la langue des groupes sociaux constituant la population : la Hongrie sera administrée en latin jusqu'en 1844 ; on sait par ailleurs quelle est l'imbrication du polonais ou du tchèque avec l'allemand et le yiddish ; Gdańsk/Danzig, Wrocław/Breslau, Lwów/Lemberg, Bratislava/Pressburg, Ljubljana/Laibach, voire Prague, sont par bien des côtés des villes “allemandes”.

Cette superposition de trois niveaux, dont on peut soutenir qu'ils sont presque complètement hétérogènes entre eux, correspond à la coexistence de deux principes, celui d'*appartenance*, et celui d'*allégeance*. Selon mes hypothèses, ces deux principes sont à peu près totalement extérieurement l'un à l'autre. L'allégeance correspond à la soumission à un pouvoir politique, en échange bien entendu de certains avantages ; il s'agit tout autant d'acceptation que de soumission et l'ordre politique, qui est consubstantiel à l'emploi de la contrainte comme on le rappelle sans cesse en citant Max Weber, n'en est pas pour autant par nature un mode oppressif<sup>22</sup>. L'appartenance, quant à elle, ne correspond à aucun pouvoir institué non plus qu'à aucune position de monopole, en particulier celui de la contrainte non plus que celui du territoire ; elle est une structure d'échange de sens, y compris en permettant de rendre lisibles les conflits internes au groupe ; il ne faut pas la confondre avec un consensus.

On voit que l'oligarchie qui est le fondement de cette organisation de l'Europe centrale correspond au point de jonction de ces deux principes : elle échange de l'appartenance avec les divers systèmes sociétaux sur lesquels elle détient la prééminence, et elle échange de l'allégeance avec le monarque (qui est fréquemment élu par elle, et n'est pas “indigène”, double raison qui fait que sa prééminence à lui est toute relative). Mais cette double relation n'est pas symétrique : l'échange d'appartenance permet d'assurer le transfert de l'autorité politique vers les sujets, mais ce n'est pas, à l'inverse, la délégation de ceux-ci qui fonde le pouvoir politique de la classe oligarchique ; en effet, une telle délégation ne saurait être d'essence “démocratique”, mais elle ne s'opère pas non plus sur le plan d'une identité nationale ou ethno-culturelle qui, au sens des “nationalismes” de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, n'a à cette époque aucune réalité dans les représentations sociales.

Il y a donc peut-être certaine imprudence à étendre<sup>23</sup> l'Europe occidentale aux dimensions du « monde latin et latinisé par opposition à l'Orient Grec et hellénisé », au motif que, après la première entreprise de Charlemagne, elle va « s'étendre, vers le Sud, par la reconquête de l'Espagne sur les Maures et, vers le Nord et l'Est, par la libre adhésion à la *Res Publica christiana* des royaumes scandinaves, ainsi que de ceux des Slaves de Pologne et de Bohême auxquels s'ajouta la Hongrie »<sup>24</sup>. Ceci représente une vision à la fois strictement juridique (avec de plus un certain anachronisme) et “française” ; on a vu ce qu'il fallait penser de “l'adhésion à la *Res Publica christiana*”, laquelle correspond beaucoup plus, à partir de l'époque des

<sup>22</sup> S'il fallait “filer la métaphore” plus loin, il faudrait plutôt l'assimiler à cette forme particulière de protection acceptée (et payée) qu'est le *racket* selon ses modes initiaux, avant qu'il ne dégénère en criminalité pure et simple. Y a-t-il une telle différence entre les mythes de Robin des Bois ou de Mandrin, ceux sur lesquels se fondent initialement les diverses mafias, et la protection qu'assure à l'origine le seigneur terrien ?

<sup>23</sup> Comme le fait par exemple Daniel-Louis Seiler.

<sup>24</sup> Citations extraites de D.-L. Seiler, “La naissance des formations indépendantistes en Europe occidentale”, in Chr. Bidégaray éd., *Europe occidentale. Le mirage séparatiste*, op. cit., p. 49.

Ottoniens, à la tentative de constituer une "confédération de royaumes" sous l'égide jumelée du pape et de l'empereur, tentative dont le Saint Empire Romain Germanique marquera finalement le résultat à peu près stable jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle, où il sera ébranlé par la Réforme et la guerre de Trente Ans. Mais cette tentative ne s'étend jamais, sauf épisodiquement et sur un mode vaguement idéologique, aux trois royaumes de l'Ouest, Angleterre, Espagne et France; d'autre part elle semble étroitement liée au statut interne des appareils politiques locaux, car elle suppose de manière presque nécessaire une "structure politique faible" (sauf épisodes guerriers temporaires) à la tête de chacun de ces Etats "confédérés", pour permettre le fonctionnement de cette association de monarchies chacune à support oligarchique. Ces Etats "souverains" pré-modernes doivent à la fois posséder une forme de légitimité suffisamment fluide pour s'adapter à d'étonnantes mutations territoriales, et connaître une autorité royale suffisamment faible pour s'intégrer dans ces pseudo-confédérations que seront, sur le plan juridique, aussi bien le Saint Empire que la réunion dynastique des possessions de la Maison d'Autriche<sup>25</sup>.

#### 4. L'évolution des structures sociales à l'époque moderne

On voit mieux maintenant d'où proviennent les difficultés qui s'attachent à l'emploi actuel des mots de *nacija* et *narod* et de la racine *ljud-*. Le seul qui soit réellement ancien dans son usage est bien entendu le second, et le fait qu'on le traduise aussi bien en français par "nation" que par "peuple" (avec, chez les slavissants "littéraires", une certaine préférence pour la seconde solution), permet de considérer que son emploi correspond à un phénomène de groupe, de système auto-référentiel qui, à partir du moment où le mode du politique se dégage des "chefferies" tribales (c'est-à-dire en fait dès le Xe siècle) ne correspond plus à un principe d'autorité de type Etat ou pré-Etat<sup>26</sup>.

Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle on a donc la superposition des deux principes ci-dessus évoqués. Le principe politique (l'allégeance) correspond à la gestion de l'espace en tant que possession et aux questions de légitimité qui y sont attachées; il relève d'un mode patrimonial personnel et en aucune manière d'une question d'identité, nationale ou autre. Le principe d'appartenance correspond à la gestion symbolique du groupe social, avec naturellement la relation à l'espace d'extension du groupe en tant que matériau coutumier, support de langage et de mémoire, etc., mais il n'a que très peu de rapport avec la légitimité politique. Les groupes sont "saisis" dans la trame du filet qui correspond au mode politique par l'intermédiaire des structures oligarchiques qui, en tant que telles, ne sont pas (ou plus) participantes de la *narod*, mais peuvent être considérées comme en ayant hérité.

<sup>25</sup> Qui, accolant les "possessions héréditaires des Habsbourg" (Basse-Autriche, Styrie, Carinthie, Carniole, Tyrol, Vorarlberg, Comté de Gorizia et Trieste), les royaumes de Hongrie et de Bohême (c'est-à-dire les couronnes de Saint Etienne et de Saint Venceslas), plus tard la Galicie, les possessions italiennes, etc. n'eurent jamais historiquement d'autre dénomination, jusqu'en 1806 en tout cas.

<sup>26</sup> Naturellement ceci ne tient compte, ni de ce qui est rattachable avant cette période aux deux grands rassemblements hérités de l'Antiquité, l'Empire d'Occident et l'Empire d'Orient et, en marge du premier, les monarchies d'origine germanique qui subissent son influence "*post mortem*" (Francs, Lombards, Wisigoths), ni des regroupements de peuples slaves dans les tout premiers siècles qui suivent leur arrivée (comme la Grande Moravie), qui sont encore rattachables au système militaro-tribal.

La situation va se modifier à peu près au même moment que dans l'Europe occidentale (c'est-à-dire à la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle) et pour des raisons un peu comparables, c'est-à-dire à cause du double phénomène de l'obsolescence des anciennes structures politiques et de l'émergence de nouvelles élites. Celles-ci proviennent, soit du début des transformations économiques correspondant à l'apparition des premières industries, soit de la mise en place de structures d'enseignement visant progressivement un public d'origine un peu plus populaire que les anciennes structures basées sur les collèges et les Universités, et utilisant au moins en partie les langues de chacun des groupes concernés. On va donc voir se produire des mouvements très semblables les uns aux autres et dont les modes d'action seront très voisins ; mais, à la différence de ce qui se passe dans l'Ouest du continent, ces mouvements seront au départ d'ordre essentiellement culturel et linguistique : la philologie slave et la production d'instruments techniques sur les langues apparaissent un peu partout avec les Tchèques Josef Dobrovsky et Josef Jungmann, le Croate Ludovic Gaj, le Slovène Jernej Kopitar, etc., voire plus au Sud le Serbe Vuk Karadzic ; et des littératures et historiographies voient le jour, ou se développent avec éclat là où elles existaient déjà (Mickiewicz en Pologne, Petöfi en Hongrie<sup>27</sup>). Mais beaucoup de ces grammairiens ou littéraires, qui pour les premiers commencent souvent à écrire en allemand, soit vivent en dehors des Etats lorsqu'ils sont créés, soit n'ont que peu d'arrière-pensées proprement politiques.

Il en va un peu de même en ce qui concerne le premier développement de l'économie industrielle et financière. Certes, celle-ci émane pour l'essentiel des structures sociales qui relèvent des groupes d'appartenance, mais elles constituent alors des tissus sociaux évolutifs qui continuent à s'insérer dans les mailles des grands empires et, en Autriche-Hongrie au moins, elles ne correspondent pas en soi à la revendication d'une indépendance politique, d'autant que les empires constituent de vastes marchés protégés (la remarque s'applique d'ailleurs aussi aux marchés agricoles, comme on en verra les conséquences pour la Hongrie après 1919).

Ce genre d'ambivalence va caractériser toute la période qui précède la Première Guerre mondiale. La mise en place, dans les Balkans, de systèmes politiques en principe modernes entre les premières "indépendances" (qui sont parfois au départ juridiquement de simples autonomies) — Serbie et Grèce, puis Roumanie — et les grandes crises de la période 1874–1912, avec la guerre russo-turque et les guerres balkaniques, ne modifie pas fondamentalement ce système de représentation : les monarques (Serbie exceptée) et parfois leurs conseillers sont allemands, les élites sont fréquemment marquées par des influences extérieures (française pour la Roumanie par exemple) ; leur rapport aux groupes sociaux locaux demeure presque exactement du même ordre. Certes, selon les situations, le rapport à la "nation historique" peut être invoqué de façon plus ou moins "mobilisatrice" ; mais en réalité même dans les cas où il semble l'être le plus fortement (par exemple en Pologne ou pour les différentes nations des "Slaves du Sud") les ambiguïtés demeurent.

De ce fait, la situation qui est créée après 1918 va hériter de ces ambiguïtés. Lorsque la République polonaise sera reconstituée, ses frontières ne correspondent à aucune *narod* ; elle englobera, outre les Juifs que nul (à commencer par eux-mêmes) ne considère réellement comme polonais, une proportion très importante d'Allemands, de Biélorusses, de Ruthènes ou d'Ukrainiens, pour lesquels le fait qu'ils ne soient

<sup>27</sup> Lequel était d'ailleurs d'origine slovaque.

en aucune façon polonais sur le plan culturel et linguistique ne semble devoir entraîner aucun corrélat institutionnel. La terminologie de "minorités" qui est alors largement utilisée semble totalement inadaptée pour rendre compte du phénomène. De la même manière, la République tchécoslovaque, c'est-à-dire principalement ses dirigeants (Masaryk et Beneš) formés en partie dans les universités françaises, ne prennent pas davantage en compte sous cet aspect juridique le problème constitué par les anciens *Deutschböhmen* rebaptisés Allemands des Sudètes, qui auraient eu eux aussi, en principe du moins, les meilleures raisons du monde de se considérer comme des Tchécoslovaques puisqu'ils étaient des constituants "à part entière" de la Bohême-Moravie depuis des siècles, mais à la condition de garder leur "identité représentationnelle" propre. Ils ne se soucient guère non plus du problème que pourrait poser l'identité slovaque, pratiquement niée malgré tous les engagements pris. En fait, cela *aurait pu* en effet ne poser aucun problème si les diverses *narodi* avaient été associées, à égalité absolue de statut de groupe, au sein de l'entité politique ; mais on sait que tel ne fut pas le cas. Tout au contraire on feignit de penser, alors que la chose n'était guère évidente, que la revendication des peuples (le Printemps de 1848 et tout ce qui s'en était suivi) visait *d'abord* l'indépendance politique, et que de plus cette indépendance était justifiée par le statut de ce groupe auto-référentiel. On s'acheminait directement ainsi vers de graves impasses.

En effet, on semblait vouloir associer deux principes presque contradictoires. D'un côté, sur le modèle "des Lumières", ou "modèle français", on avait le principe de la citoyenneté "démocratique". Celle-ci est réputée remplacer l'ancienne oligarchie cooptée (légitimée par la détention d'une partie du patrimoine territorial) par une nouvelle oligarchie, élue sur la base d'une pré-sélection de type idéologique (qui est une cooptation déguisée), avec une légitimation fondée sur les valeurs abstraites auto-proclamées par les membres de cette nouvelle élite<sup>28</sup>. De l'autre côté, sur le modèle de la couche sociale héritière des très anciens clans, on avait la nouvelle idéologie nationaliste ; elle vise quant à elle à élargir la représentation de type patrimonial (qui est historiquement celle de la noblesse) à tous les individus qui accepteraient de se reconnaître dans cette forme de représentation, et à les transformer en autant de (petits) seigneurs co-détenteurs du territoire, baptisé "patrie", qui vont dès lors dialoguer directement avec un chef charismatique et autoritaire (ce qu'étaient à peu près tous les *leaders* de ces pays, c'est-à-dire non seulement Horthy et Alexander Ier de Yougoslavie, mais tout autant Masaryk et Pidulsky<sup>29</sup>). Ce chef représente bien

<sup>28</sup> Guy Hermet déjà cité a donné de ce nouveau mode cooptatif, à propos de la Révolution française, une description saisissante : «Le devoir (du peuple — dans le schéma français révolutionnaire, ndr) consiste à désigner des mandataires sans mandat impératif qui le représentent à leur guise, et à en respecter l'autorité (...). La Nation est un corps politique bridé par avance. (...) Telle est l'origine de la conception dite universaliste du fait national, fondée sur des valeurs partagées ou réputées telles» ; et encore : «La doctrine révolutionnaire de la Nation légitime le mode de domination d'un Etat qui prétend reposer sur une volonté générale monopolisée de façon exclusive par un personnel politique spécialisé qui confisque la souveraineté dite populaire et "substitue à la lutte des intérêts pour le pouvoir une compétition des discours pour l'appropriation de la légitimité" (F. Furet). Cette compétition verbale (...) se confond aussi avec la phase fondatrice d'une légitimité démocratique très distincte de celle des régimes simplement représentatifs. (...) C'est une "visée d'universalité qui est demandée au citoyen", afin qu'il assimile comme par réflexe une logique où "l'Etat (...) s'incorpore à la société", *Histoire des nations et du nationalisme en Europe*, op. cit., pp. 94-95 et p. 96 (les deux dernières citations proviennent de Lucien Jaume).

<sup>29</sup> Cf. Henri Béraud, *Dictateurs d'aujourd'hui*, Paris, Flammarion, 1933.

évidemment le "roi" des anciennes formes politiques oligarchiques, mais avec l'autorité nouvelle qui correspond à la modernité politique.

Ces deux modèles vont être en perpétuelle contamination l'un vis-à-vis de l'autre. Le premier apporte l'enveloppe formelle; les "démocraties parlementaires égalitaires". Mais on est fortement tenté de penser que c'est le second qui va apporter le contenu effectif de valeurs : plus que des principes abstraits d'ordre éthique (comme dans le "modèle français") ce sont des appartenances de groupe qui semblent être arbitrairement transformées en valeurs politiques, bien qu'officiellement, sous le couvert par exemple du "tchécoslovaquisme" ou du "yougoslavisme", on ait tenté l'absurde entreprise de cumuler les deux systèmes de valeurs. En tout état de cause, il s'agissait en apparence de fusionner appartenance et allégeance avec une "couverture" de démocratie : l'instabilité des Etats de l'Europe centrale dans l'entre-deux-guerres n'a peut-être pas d'autre origine. Mais derrière ces *nacije* largement artificielles, constituées au fil de négociations diplomatiques qui relèvent du jeu d'influence, les *narod*i subsistent, et elles ne sont toujours pas davantage des supports politiques, en tous cas pour la population dans sa structure sociale; mais les leaders tentent de les utiliser comme telles, ce qui n'était pratiquement pas le cas jusque là. Il est à noter que sur ce dernier point la seule exception est peut-être celle de la Hongrie, dont le statut moral, plus encore de dominateur que de dominé durant tout le XIXe siècle, est sans doute en partie une des origines de ces difficultés "sémantiques". La nation hongroise était représentée, par ses élites, comme un corps politique; mais à la condition expresse que soient du même coup "magyarisés" politiquement Croates, Slovaques et Roumains de Transylvanie, voire Serbes de l'actuelle Voïvodine<sup>30</sup>.

Le passage aux régimes socialistes, préparé dans certains cas par le rôle des partis communistes dans la résistance à l'occupation allemande, va introduire la concurrence de la terminologie "populaire", *ljudski*, avec tous ses corrélats, et si l'on s'attarde sur les entrées que propose le dictionnaire slovène-français publié à Ljubljana<sup>31</sup>, on trouve comme équivalents pour ce dernier terme : "du peuple, populaire, national"<sup>32</sup> (avec pour exemples : *ljudska republika*, république populaire, *ljudska lastnina*, propriété populaire). Il s'agit donc bien du "double corrélat" que l'on trouve aussi parfois en français pour le terme de peuple<sup>33</sup>. Mais en tout état de cause le peuple qui est propriétaire de la "propriété populaire" (dite aussi souvent "propriété sociale", dans les traductions officielles en langue anglaise : *social ownership*) dans les Républiques

<sup>30</sup> «Tous (les membres de ces nationalités non magyares, ndr) étaient soumis à la loi des nationalités — dite loi XXIV — votée par le Parlement de Budapest en décembre 1868. Elle proclamait le principe de l'égalité de tous et du libre usage de la langue et l'appliquait aux "citoyens hongrois de diverses langues maternelles". Mais elle affirmait dans le même temps l'unicité de la "nation hongroise"; tous étaient "membres de la nation politique hongroise unitaire". C'était la porte ouverte à tous les conflits». G. Castellon, op. cit., p. 275.

<sup>31</sup> V. Jesenik, N. Dembskij, *Slovensko-francoski slovar*, Ljubljana, Dazavna zalozba Slovenije, 1990.

<sup>32</sup> Ce qui montre bien que la réaction souvent enregistrée chez les slavisants français de traduire *ljudje* par "les gens", et d'en faire l'élection lorsque le mot est accolé à un qualificatif (*delovni ljudje* : les travailleurs) est relativement ambiguë. Certes dans le dictionnaire déjà cité on relève le doublet *ljudje* — *ljudstvo* (traductions proposées : les gens, le public — la population); mais les exemples que nous indiquons dans la suite du texte montrent que la double connotation est toujours présente.

<sup>33</sup> Cf. *Le Petit Robert*, ed. de 1976, p. 1288 :

«I.1°. Ensemble des hommes vivant en société, habitant un territoire défini et ayant en commun un certain nombre d'institutions.

II.1°. Un peuple, considéré comme le corps de la nation, l'ensemble des personnes soumises aux mêmes lois.

yougoslaves, ou qui est au c'ur de la "défense populaire" (*ljudska obramba*, cf. plus haut note 7) n'est évidemment pas la *narod* ; on pourrait presque avancer, sans solliciter trop les équivalences de sens, que l'association *nacija-ljudstvo* est fondamentalement politique (le premier terme sous l'angle institutionnel, le second sous celui de l'appel à la légitimité) alors que *narod* est fondamentalement sociétal et représente l'aspect non politique du groupe social d'appartenance.

## 5. L'éternel retour du groupe

La crise que l'on enregistre de façon aiguë à partir de 1988–1989, mais qui avait commencé bien plus tôt (avec les dates-clé de 1956 pour la Hongrie, 1968 pour la Tchécoslovaquie, 1970 pour la Pologne), va donc voir, dans la pratique concrète, ce couple *nacija-ljudstvo* s'écrouler. Il n'y a plus de "nation moderne" et (ou : parce que) il n'y a plus de "légitimité populaire" avec le sens global, sinon même universaliste, donné au terme de peuple ; il est, dans le même sens, intéressant de souligner le fait bien connu, mais peut-être pas assez sollicité dans ses conséquences, et qui remonte (entre autres origines) à la fameuse "théorie des nationalités" de Staline, selon lequel les régimes socialistes avaient sans cesse mis en avant à la fois la citoyenneté unique de l'Etat (populaire) et la pluralité des nationalités qui le composaient (au plan "culturel") mais *sans jamais poser de manière claire* l'articulation entre les deux<sup>34</sup>. De ce fait, ce qui va revenir au premier plan des représentations est tout naturellement ce groupe social conscient de représenter une unité de sens, et ceci sans tenir nécessairement compte des questions de frontières politico-administratives et surtout des structures de "cohabitation" pluralistes. En soi, l'interpénétration de divers groupes auto-référentiels dans l'espace compris entre les Karawanken et les monts Balkans n'avait rien de choquant ni de susceptible de générer des tensions, non plus que celle qui existait autour de la limite juridico-politique entre Slovaquie et Hongrie, à la condition toutefois que l'on acceptât de considérer que la gestion politique "lourde" (en particulier armée, diplomatie, monnaie, justice au niveau supérieur) était une chose, et la gestion collective des phénomènes liés aux processus identificatoires des groupes (langue, culture, religion, statut de la personne et droit coutumier, questions familiales, économie de production locale, etc.) en était une autre ; et que la seconde n'entraînait aucun monopole sur un territoire, non plus bien entendu qu'aucun droit à l'exercice de la coercition : seule la première pouvant, *dans des domaines très limités*, invoquer la protection contre l'"ennemi extérieur" et la défense de l'ordre public intérieur.

C'était en fait l'esprit de certains des modes de gestion internes à l'ancienne Autriche-Hongrie (sous une forme naturellement moins organisée et moins tolérante)

---

2°. le plus grand nombre (opposé aux classes supérieures, dirigeantes — sur le plan social — ou aux éléments les plus cultivés de la société)«.

On voit que le dictionnaire en cause (considéré en France comme "plutôt orienté à gauche") souligne, avec peut-être une certaine intentionnalité, le rapprochement entre le peuple "composant le corps de la nation" et les "classes populaires", ambiguïté sur laquelle Guy Hermet jette une lumière un peu plus crue (voir plus haut, note 28).

<sup>34</sup> Les Constitutions, fédérale et des Républiques, de 1974 en Yougoslavie sont d'intéressants témoignages de cette contradiction.

et même, dans une certaine mesure, à l'Empire ottoman<sup>35</sup> ; c'était aussi, de manière cependant assez fictive, le principe déjà évoqué des nationalités dans les systèmes socialistes (avec l'importante nuance que, sauf en Yougoslavie, elles ne jouissaient pratiquement d'aucun droit). De ce fait *ces modes autonomes de se ressentir et de se représenter comme un système sociétal* n'avaient aucune raison d'avoir disparu, et même ils étaient toujours vivants et actifs. Lorsque l'"Etat-Parti" s'écroule, c'est donc naturellement cette *structure culturelle de base* qui réapparaît. La permanence de ce qui est en réalité un mode fondamental de la cognition et de l'intelligibilité du monde social, c'est-à-dire les identités de groupe, n'a donc aucune raison de constituer en soi un problème. Celui-ci été créé par le fait qu'on ait voulu transformer cette structure de société en une structure politique, au sens à la fois le plus extensif dans ses prérogatives et le plus dépourvu de souplesse dans son rapport à l'individu. Des Etats-Nations des années 1918–1939, dont on a dit souvent que chacun d'eux était une "Autriche-Hongrie en réduction", on a voulu, après la longue crise socialiste, faire sortir autant de "Nations-Etats" qu'il y avait de cases correspondant à une combinaison "groupe historico-culturel plus territoire" sur l'échiquier de l'Europe centrale et balkanique. De là devait nécessairement naître un désastre, avec ses points les plus marquants dans les mini-"républiques serbes" de la Krajina et de Palé ; mais les blocages que l'on enregistrait dans le même temps dans la partie méridionale de la Slovaquie avec l'ainsi-nommée "minorité hongroise" étaient du même ordre, et également insolubles.

En fait, il n'y a que deux façons de poser (sinon de résoudre : restons modestes, ou pour le moins prudents) ce problème. On peut admettre que la particularité du groupe social auto-référentiel est un archaïsme dépassé, à l'heure de la mondialisation et de la nouvelle citoyenneté. On fera ainsi bon marché de plus d'un millénaire d'histoire connue et de cultures, voire de civilisations, profondément distinctes : jusqu'à plus ample informé, un Kachoube de la région de Gdańsk n'est pas un habitant de la Grande Pologne historique autour de Gniezno et de Poznań, ni un Silésien, pas davantage un Sorabe de Lusace, ou un Tchèque ; un Slovène n'est pas un Croate de la Slavonie ni un Croate de l'Istrie ou de la côte dalmate, qui lui-même n'est pas un Monténégrin, et ainsi de suite. On peut cependant décider qu'il en est ainsi, et que toutes ces caractéristiques humaines vont devoir trouver leur place quelque part entre la nostalgie, celle qui hante les salles des musées d'histoire, et les programmes des agences de voyage.

Mais on peut aussi considérer que cette histoire a modelé un schéma sociétal et culturel bien spécifique, qui est celui de la distinction fondamentale entre deux éléments tous les deux majeurs : la manière dont le groupe se voit lui-même, voit son espace, ses modes d'expression, et le statut de l'individu qui en est un membre ; et la manière dont des "personnels politiques mandatés" sont chargés par des confédérations de tels groupes de gérer, *a minima*, leurs intérêts communs limitativement définis (ce qui aurait, entre autres, l'avantage d'éliminer dans sa formulation des cent dernières années la trop célèbre question des minorités). Utiliser l'identité de groupe comme principe politique est une erreur tragique, selon toute probabilité ; mais cela ne signifie, ni qu'elle est périmée, ni qu'elle ne peut conserver qu'un rôle un peu folklorique. Le principe de telles identités semble bien imprégner profondément la culture de l'Europe centrale et être, sinon un des fondements de son identité à elle (l'Europe centrale est

<sup>35</sup> Avec en particulier l'auto-gestion sur la base religieuse des communautés non musulmanes par le système du *millet*, cf. G. Castellan, *Histoire des Balkans (XIV<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, Paris, Editions Fayard, 1991, pp. 118–121.

---

elle-même un espace profondément diversifié), du moins une des marques de son destin historique. Et peut-être, si on osait ce "renversement copernicien" entre le politique et le sociétal, s'apercevrait-on que ce qui est si manifestement apparent en Europe centrale est aussi vrai, de manière souterraine, dans l'autre Europe, celle de l'Ouest, et que l'on a sans doute enterré un peu vite, ou transformé en produits de consommation pour Jacobins en vacances, les identités des groupes sociaux auto-référentiels qui la constituent, elle aussi, à travers l'histoire — et, peut-être, malgré l'Histoire.

**Bernard Michel**

**Université Paris I — Panthéon — Sorbonne**

## **LE ROLE DES CLASSES MOYENNES EN EUROPE CENTRALE**

Ce qui distingue l'Europe centrale, c'est le déficit en classes moyennes. Il ne s'agit pas seulement d'une variation dans le dosage de quelques groupes sociaux mais d'un déséquilibre structurel des sociétés. Les sociétés modernes de l'Europe occidentale reposent sur une classe moyenne nombreuse qui en assure l'équilibre. Equilibre économique, car ces classes moyennes constituent un marché stable pour la consommation et une réserve en capital qui peut alimenter l'investissement ; équilibre social, car ces classes moyennes offrent des échelons progressifs qui permettent l'ascension sociale ; équilibre politique enfin, car les classes moyennes constituent un rempart contre les extrémismes, ramènent le jeu politique vers le centre et, par la variation de leur vote, peuvent décider d'une alternance politique dans le cadre de la démocratie.

L'héritage historique de l'Europe centrale permet seul d'expliquer des singularités sociales qui sont mal comprises en Occident. Dans l'actuel débat sur l'élargissement de l'Union Européenne à l'Europe centrale, la tentation est grande pour les technocrates de tout réduire à des indicateurs macro-économiques qui permettent de rendre comparables des structures profondément différentes. Le discours du Parlement européen a tendance à retenir un seul chiffre : le PNB des pays candidats à l'Union (ce qui semble plus large que l'Europe centrale proprement dite) représenterait 8% du PNB de l'ensemble des pays membres, soit le PNB des seuls Pays Bas. Donnée statistique rassurante en apparence, facile à maîtriser. En réalité, il ne s'agit pas seulement d'obtenir une croissance quantitative, mais de procéder à des changements qualitatifs de très grande ampleur dans la société et dans les mentalités. Les difficultés d'adaptation de

l'ancienne République Démocratique Allemande, malgré une aide économique massive, commencée bien avant 1989, attestent la complexité d'une telle transformation.

L'existence des classes moyennes suppose deux conditions préalables : un développement économique accompagné d'une diffusion du capital ; mais aussi la création de mentalités qui permettent aux groupes sociaux qui forment les classes moyennes d'avoir une conscience claire de leur place dans la société. Un groupe ne peut exister que s'il mesure sa propre originalité et s'il est capable d'imposer son image dans l'ensemble de la société. Cela suppose un climat favorable et surtout l'absence de courants hostiles.

Historiquement, l'Europe centrale moderne a été marquée par deux éléments : l'importance de la Contre Réforme catholique qui a permis un remarquable essor intellectuel et spirituel. Mais elle a aussi, par sa méfiance envers le prêt à intérêt, préparé la voie à un rejet du capitalisme, très fort au XIX<sup>e</sup> siècle et au XX<sup>e</sup> siècle, dans l'Empire d'Autriche et dans la Pologne des partages. Par ailleurs, le poids de la noblesse, qui n'est pas limité comme en France par la Monarchie absolue, a imposé dans toute la société, des valeurs aristocratiques qui ont souvent survécu au moins jusqu'à la deuxième guerre mondiale. Le mépris envers le commerce, la banque, considérés comme très subalternes, a eu un effet très négatif sur la représentation des classes moyennes. Seule la société tchèque a échappé à cette influence, car à partir du XVII<sup>e</sup> siècle, la noblesse a été presque complètement germanisée. Le mouvement national du XIX<sup>e</sup> siècle a dû se développer sans son aide, avec des valeurs sociales qui ne devaient rien à l'influence aristocratique.

Socialement, au XIX<sup>e</sup> siècle, les sociétés d'Europe centrale ont fondé leur nationalisme sur l'aristocratie et la petite noblesse d'un côté, sur la paysannerie, encadrée jusqu'en 1848 par le domaine seigneurial, de l'autre. Entre les deux, les classes moyennes sont faiblement représentées et surtout elles constituent l'élément le moins national.

En effet, les classes moyennes ne sont pas, comme en France, largement recrutées dans l'ensemble de la population. Un rôle essentiel est joué par les Allemands, plus largement urbanisés, plus ouverts sur le grand commerce. Mais aussi par la population juive, présente dans toute l'Europe centrale. En 1931, en Pologne, la bourgeoisie se recrute à 51% parmi les Polonais catholiques, à 3 ou 4% parmi les Allemands, mais surtout à 43% dans la population juive<sup>1</sup>. Dans la Hongrie de l'entre-deux guerres, la bourgeoisie magyare est souvent apparentée à des familles allemandes, volontairement assimilées à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, que la statistique ne recense plus comme une population séparée. Mais la répartition par religions montre que les Juifs, faiblement représentés dans la fonction publique, sont nombreux dans les professions libérales : 49% des avocats, un tiers des médecins et des journalistes, un quart des acteurs<sup>2</sup>. Dès les années 1840, les Juifs de Hongrie ont choisi la cause nationale hongroise dont ils seront jusqu'en 1918 des partisans déclarés. Ce n'est qu'après la défaite de la première guerre mondiale que les milieux nationalistes les considéreront comme étrangers. En ce qui concerne les Juifs Polonais, la situation est évidemment plus complexe. Les Juifs de Galicie se déclaraient Polonais avant 1918 mais parmi ceux du Royaume du

<sup>1</sup> Żarnowski Janusz, *Spoleczeństwo Drugiej Rzeczypospolitej. 1918-1939* (La Société de la Deuxième République), Warszawa 1973. p. 273.

<sup>2</sup> Berend Ivan, Ranki György, *Spoleczeństwo węgierskie w okresie międzywojennym* (La société hongroise dans l'entre deux guerres), "Studia z dziejów ZSSR i Europy środkowej" IX, 1973. p. 157.

Congrès, soumis à la domination russe, l'assimilation n'a été que partielle et beaucoup se considéraient comme de nationalité juive.

En Bohême-Moravie, les Tchèques ont une classe moyenne nationale, face à une bourgeoisie allemande qui s'est déjà solidement installée avant 1848. A Prague, la fonction de la bourgeoisie est exercée encore par les Allemands qui représentent encore l'élément majoritaire dans le grand commerce, l'industrie et la banque, même si les progrès considérables des Tchèques les menacent dans ce dernier domaine. En 1900, 52% des Allemands ont une profession indépendante, contre 32,7% des Tchèques; 35% sont employés dans le commerce, l'administration, la banque, contre 11,4% de Tchèques<sup>3</sup>. Pourtant, dans les pays de la Couronne de Bohême, grand centre de l'industrialisation autrichienne, les Tchèques ont fait depuis 1860 d'énormes progrès. Leurs classes moyennes sortent de la paysannerie aisée, de l'artisanat des petites villes. Les banques tchèques ont fait de Prague le grand centre bancaire slave de la Monarchie<sup>4</sup>. Même si les Allemands ont pris auparavant une place dominante dans l'industrie, les Tchèques ont réussi à prendre pied dans les sucrerie, le textile, les machines-outils.

Mais ce qui forme les classes moyennes parmi les Tchèques, c'est l'intelligentsia. Je ne cherche pas à traiter ici cette question que j'ai abordée dans l'un de mes livres. La mémoire de Prague<sup>5</sup>. Il est clair que les intellectuels, en Pologne et en Bohême-Moravie, ont constitué un substitut des classes moyennes, pour compenser la faible présence, dans le mouvement national, de la bourgeoisie industrielle et commerciale. Le terme d'intelligentsia a moins de poids dans l'histoire hongroise, même si c'est aussi une réalité bien présente. Dans l'Europe centrale, les membres des classes moyennes ont du mal à se désigner eux mêmes, ce qui est l'indice d'une difficulté à s'affirmer. Ainsi, le terme de « bourgeoisie » n'est pas revendiqué. Dans la Pologne de l'entre deux guerres, industriels et commerçants préfèrent employer l'expression de « sphères économiques » ou reprendre le nom de « marchands » (*kupiectwo*) qu'utilisait la terminologie russe<sup>6</sup>. Dans les milieux tchèques, la bourgeoisie déclare se rattacher à l'intelligentsia, terme plus noble qui insiste plus sur les mérites de l'ascension sociale que sur l'argent. Jaroslav Preiss, directeur de la principale banque tchèque, le *Zivnostenska Banka*, considéré comme le modèle même du capitalisme, n'était après tout qu'un juriste, entré dans la banque par le journalisme économique.

Dans les deux sociétés aristocratiques, Hongrie et Pologne, la bourgeoisie a du mal à se définir comme étrangère à la noblesse. Le père de l'écrivain hongrois Sandor Marai était banquier : profession bourgeoise. Mais il exerçait ses fonctions en tant que membre de la gentry. Où se situait-t-il véritablement ?

« A dire vrai, il était bien difficile à un étranger de comprendre cette Hongrie, avançant cahin-caha sur le chemin de l'embourgeoisement » — déclare Marai dans ses Confessions d'un bourgeois<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> Michel Bernard, *Les Allemands de Prague au XIX<sup>e</sup> siècle*, dans *Villes et sociétés urbaines dans les pays germaniques Sedes*; 1992. p. 203.

<sup>4</sup> Voir ma thèse : *Banques et banquiers en Autriche au début du XX<sup>e</sup> siècle*, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques 1976.

<sup>5</sup> *La mémoire de Prague*, Perrin 1986.

<sup>6</sup> Żarnowski, livre cité p. 273.

<sup>7</sup> Marai Sandor, *Les confessions d'un bourgeois*, Budapest 1934, édition française Albin Michel 1991, p. 118.

La confusion s'accroît encore car, dans ces deux sociétés, la bourgeoisie a tendance à adopter des valeurs aristocratiques, sans chercher, hors de son milieu professionnel, à imposer les siennes propres et sa conception du monde.

Après 1918, la résurrection de la Pologne, la création de la Tchécoslovaquie ont marqué de profonds changements. Les nouveaux Etats ont eu pour but de créer des bourgeoisies nationales, en commençant par un recrutement massif de fonctionnaires. En Bohême-Moravie, en Galicie autrichienne, s'étaient constitués des corps de fonctionnaires dépendant des diètes de Prague et de Lwów. Il s'agissait désormais de recruter des fonctionnaires pour les besoins nouveaux de l'Etat. Un exemple typique a été la constitution d'un Ministère des Affaires Etrangères : dans le cas polonais, le recrutement se fait surtout dans la noblesse ; dans le cas tchèque, dans l'intelligentsia, proche du nouveau président, Masaryk, professeur à l'Université de Prague et Benes également professeur<sup>8</sup>.

Les études de Żarnowski sur la Pologne, de Berend et Ranki sur la Hongrie, permettent d'évaluer les effectifs de ces classes moyennes. En 1931, en Pologne, la bourgeoisie représenterait 260.000 personnes ; la grande bourgeoisie à elle seule, 2.000 personnes, ce qui, avec les familles, forme un groupe de 5 à 6.000. La bourgeoisie moyenne compterait 30.000 membres. Ce nombre aurait été plus élevé avant la crise économique. Le reste serait formé par le groupe de la petite bourgeoisie<sup>9</sup>. Mais les bases économiques de la bourgeoisie sont fragiles. L'économie est étatique ou dominée par le capital étranger.

En Hongrie, la grande bourgeoisie représentait 12.000 familles contre 350.000 de la petite bourgeoisie. En 1930, il fallait compter 250.000 employés de sociétés privés et fonctionnaires, 40.000 officiers et sous officiers. Les professions libérales, avec 20.000 personnes, formaient un groupe nettement moins nombreux<sup>10</sup>.

Pour la Tchécoslovaquie, il n'existe pas d'études détaillées. On peut évaluer la grande bourgeoisie, allemande et tchèque, à 5% de la population, soit environ 22.000 familles. Les classes moyennes représenteraient 20% de la population active. Leur nombre aurait fortement diminué lors de la crise des années trente. Mais, dans les années vingt, la mobilité sociale au sein de ce groupe a été élevée<sup>11</sup>. C'est le seul pays où s'est vraiment développée une classe moyenne active, créatrice d'entreprises indépendantes, sur le modèle occidental.

Après la deuxième guerre mondiale, les régimes communistes mis en place par l'Union Soviétique ont imposé des conceptions nées du marxisme-léninisme, mais surtout calquées sur une société russe arriérée, qui entraînaient la destruction des classes moyennes.

La confiscation de la propriété privée a commencé par la nationalisation des industries, après 1945 ; elle s'est poursuivie par la confiscation des terres, qu'il s'agisse de grands domaines ou de moyennes et petites propriétés. La nationalisation a ensuite touché toute forme de possession immobilière, appartements urbains, maisons rurales. Le partage des appartements l'expulsion hors des grandes villes des bourgeois

---

<sup>8</sup> Voir mon article *La formation du Ministère des Affaires Etrangères et le personnel diplomatique en Pologne de 1918 à 1939*, dans Hausteijn Ulrich, Strobel Georg, Wagner Gerhard, *Ostmitteleuropa*, Stuttgart 1981. (Mélanges en l'honneur de Gotthold Rhode).

<sup>9</sup> Żarnowski, livre cité p. 264-279.

<sup>10</sup> Berend, Ranki, article cité 153-154.

<sup>11</sup> Teichova Alice, *The czechoslovak economy. 1918-1980*, London 1988, p. 10-12.

considérés comme hostiles au régime ont désorganisé la vie des classes moyennes. Les confiscations des boutiques, même modestes, des ateliers des artisans ont poussé plus loin encore la répression sociale, en s'en prenant également aux couches inférieures de la classe moyenne. L'inflation, les réformes monétaires forcées ont fait disparaître les épargnes.

Surtout, il y a eu destruction de toute identité propre : les noms de capitalistes, de bourgeois, même de petits bourgeois ont pris un sens péjoratif. Pire : ils désignaient ceux qui en étaient accusés pour une arrestation, pour les persécutions des enfants, écartés de tout espoir de faire des études, même secondaires.

A la place, s'est installée une *nomenklatura* parasitaire dont le pouvoir ne résultait pas d'une compétence professionnelle ou intellectuelle, mais de son obéissance passive au parti communiste au pouvoir. Cette *nomenklatura* jouissait de privilèges sociaux étendus : logements réquisitionnés dans les meilleurs quartiers des villes, emplois bien payés, avantages accordés par les syndicats ou par les unions d'artistes ou d'écrivains, voitures de fonction, liberté de voyager. Ses enfants avaient un accès réservé à l'enseignement supérieur, aux rares bourses d'études à l'étranger<sup>12</sup>.

En apparence la *nomenklatura* pouvait représenter une forme de classes moyennes : elle en avait le statut économique supérieur à la normale, des pouvoirs sociaux, un poids politique de relais de la direction du parti. Elle pouvait accéder à un niveau de loisirs culturels élevé. Pourtant, il lui manquait un caractère essentiel : elle ne pouvait assumer les responsabilités de ce statut social face à l'opinion publique. Elle ne jouait pas, en échange de sa situation privilégiée, un rôle créateur : il n'existait pas de mécénat privé de la culture, mais une simple consommation, plus ou moins active, d'une culture créée par l'Etat ; il n'existait pas d'initiatives ou de risques personnels dans l'économie.

Autrement dit, de la deuxième guerre mondiale à la chute du communisme, le régime socialiste a aggravé les défauts des sociétés d'Europe centrale. Cette longue parenthèse, d'au moins deux générations, représente un traumatisme dans le développement d'une structure équilibrée de la société.

A partir des années 1980, les sociétés d'Europe centrale évoluent vers un modèle différent. La Tchécoslovaquie qui, par la réforme économique de 1965, avait semblé prendre l'initiative de ces changements, a connu, après l'échec du Printemps de Prague et de la normalisation de 1970, une période de gel qui a duré jusqu'en 1989. L'initiative privée a été constamment réprimée et interdite. Il n'y a eu aucun appel au capital étranger. En Hongrie et en Pologne, l'ouverture sur l'occident a provoqué une révolution progressive. En Hongrie socialiste, le pouvoir politique appartenait à une élite de 10.000 à 50.000 personnes qui disposait aussi du pouvoir économique. A partir des années 1980, il se forme une technocratie, la bureaucratie étatique se différencie de la bureaucratie du parti et gagne peu à peu une marge d'indépendance. Elle essaie d'introduire dans les entreprises étatiques « l'élargissement du champ de manœuvre », l'ouverture sur l'économie de marché.

<sup>12</sup> L'enquête sur la société tchécoslovaque menée dans les années 1960 par le sociologue Pavel Machonin et son équipe montre que, malgré l'égalitarisme théorique, on peut distinguer dans le style de vie une catégorie moyenne : 25,33% pour la variante inférieure, 19,14% pour la variante supérieure. Machonin Pavel, *Ceskoslovenska společnost. Sociologická analýza sociální stratifikace* (La société tchécoslovaque. Analyse sociologique de la stratification sociale), Bratislava 1969 ; et du même auteur : *Sociální s struktura socialistické společnosti (Sociologické problémy současné československé společnosti)*, Praha 1967. (Structure sociale d'une société socialiste. Problèmes sociologiques de la société tchécoslovaque contemporaine).

« Trois catégories d'élite ont joué un rôle primordial pour faire démarrer le changement de régime : les technocrates de Kadar, l'opposition démocratique et l'intelligentsia réformiste. Dans la deuxième moitié des années 80, ils ont été en alliance latente. Dès la début des années 80, ils avaient acquis un pouvoir informel. Dans la deuxième moitié des années 80, ils ont tenté d'accéder aux sommets du pouvoir. La technocratie voulait le pouvoir formel, les deux autres voulaient élargir leur influence informelle »<sup>13</sup>.

Il y a eu donc, avant même la révolution politique de 1989, une reprise de « l'embourgeoisement » de la société. Ce qui a largement contribué à cette évolution, c'est la formation de ce qu'Elemér Hankiss a appelé « La seconde société ». A côté du secteur d'Etat paralysé, s'est développé un secteur privé, illégal mais toléré par nécessité par les autorités qui, surtout dans le domaine des services, répond aux besoins de la population<sup>14</sup>.

La même situation s'est créée en Pologne, où l'économie privée représentait en 1980 20% des revenus, 32% en 1983. Par le travail dans les sociétés privées, par l'usage de plus en plus fréquent du dollar dans les transactions privées, l'opinion polonaise cesse de se référer aux valeurs du système socialiste pour se situer dans la perspective de la libre entreprise. Lors d'un sondage de 1988, 86,3% se déclarent favorables à la libre compétition, tandis que 31,6% restent fidèles à 'économie contrôlée par l'Etat. Dans un sondage de 1989 à Varsovie, le retour à la propriété privée, le libre marché et la concurrence étaient cités comme les conditions pour sortir la Pologne de la crise d'identité sociale où elle se trouvait<sup>15</sup>.

A la fin de 1989 et au début de 1990, les communistes ont dû céder le pouvoir, en Hongrie, en Pologne, mai aussi en Tchécoslovaquie où le retour à l'économie de marché s'est opéré, sans phase de transition, sous l'influence des économistes rassemblés autour de Vaclav Klaus, ministre des finances puis premier ministre.

La privatisation de l'économie, accompagnée d'une restitution, au moins partielle, des biens confisqués entre 1945 et 1950, remet en cause la structure antérieure de la société.

C'est le problème des nouveaux entrepreneurs. De 1992 à 1994, j'ai dirigé à Paris un petit groupe de recherches qui a publié dans le Courrier des Pays de l'Est les résultats de ses travaux, fondés sur l'utilisation de statistiques mais aussi sur des entretiens privés avec ces nouveaux entrepreneurs, dans deux pays : la Hongrie et la Tchécoslovaquie<sup>16</sup>. Deux types d'entrepreneurs apparaissent : des créateurs de petites et moyennes entreprises, qui utilisent un capital de départ limité, fourni par la famille et des amis proches ; des managers, chargés de gérer des firmes privées, dont le capital a été souscrit par des entreprises d'Etat ou par des entreprises étrangères. En Tchécoslovaquie, le recours à une privatisation par coupons, souscrits par un très large

<sup>13</sup> Gueullette Agota, *Images du changement économique en Hongrie dans : le contrat social en Europe. Actes des conférences et séminaires de la Chaire Glaverbel de Sociétés et Civilisations européennes*, Université catholique de Louvain 1995-1996, p. 181-182.

<sup>14</sup> Molnar Miklos, *La démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, Puf 1990, p. 211-230.

<sup>15</sup> Ziśkowski Marek, *Czy kryzys tożsamości systemu społecznego w Polsce?* (Ya t'il une crise d'identité du système social en Pologne) 1988, p. 14. et *Social structure, interests and consciousness. The crisis and transformation of the system of «real Socialism» in Poland*, "Acta Sociologica" 1990, p. 289-303.

<sup>16</sup> Gueullette Agota, Michel Bernard avec la collaboration de Catherine Horel et de Vladimir Fisera, *Vers la renaissance de l'élite économique en Hongrie et en République Tchèque*, "Courrier des Pays de l'Est", août 1994. p. 52-63.

public, a permis de lancer les bases d'un capitalisme populaire. Mais la plupart des souscripteurs ont confié leurs titres à des fonds de gestion qui ont pu utiliser des capitaux considérables dont ils n'étaient pas propriétaires. Partout, le point sensible a été la reconstitution d'un capital bancaire, capable de garantir la solidité et la sûreté des dépôts et de fournir les fonds nécessaires aux nouveaux entrepreneurs.

Une question se pose, celle de l'origine des capitaux. Certains ne viennent-ils pas de l'ancienne nomenklatura, parfois plus directement de la police secrète communiste qui disposait de sommes cachées considérables? Plus récemment, quelle a été l'influence de capitaux qui seraient venus de la mafia russe? Il semble difficile d'apporter des réponses.

Pour la Hongrie, Agota Gueullette considère qu'il serait inexact de penser que l'ancienne nomenklatura dominerait le secteur privé actuel. A peine 4 à 5% des dirigeants des sociétés privées étaient déjà entrepreneurs en 1988. Et depuis 1990, les quatre cinquièmes des dirigeants économiques ont été changés 3 à 4% seulement étaient auparavant fonctionnaires du parti<sup>17</sup>. Ceux qui avaient des liens politiques étaient plutôt en contact avec une génération plus jeune de réformateurs, autour de Grosz. Le danger d'un retour des ex-communistes serait donc artificiel. Dans le cas de la Hongrie et de la Pologne, l'évolution a été assez progressive pour que les nouvelles élites ne fussent pas directement liées au régime communiste précédent<sup>18</sup>.

Plus largement, la privatisation de l'économie prépare la renaissance des classes moyennes. Encore faut-il qu'apparaisse la conscience d'une appartenance à ce groupe. Dans la République Tchèque, une série de sondages, de 1994 à 1997, ont permis de voir comment la population déclare se ranger dans l'échelle sociale :

Groupe	1994	1995	1996	1997
Supérieur	1%	1%	1%	1%
Moyen supérieur	14	17	19	18
Moyen inférieur	56	51	53	53
Inférieur	27	26	23	24
Ne sait pas	2	5	4	4

Il est frappant de voir que près de 70% se considèrent comme membres des classes moyennes. La couche supérieure des classes moyennes se recrute parmi les diplômés des Universités, un sur deux est indépendant; ils votent en général pour la coalition gouvernementale au pouvoir, des partis ODS et ODA. La couche inférieure a plutôt une formation secondaire, vote souvent pour le parti socialiste (CSSD)<sup>19</sup>.

Sans aucun doute, dans les trois pays, la forte implantation des classes moyennes représente une chance considérable de stabilité économique et politique. Si la République Tchèque semble bien placée dans ce processus, c'est qu'elle retrouve les traditions de l'entre deux guerres, plus enracinées que dans les deux pays voisins.

Ainsi s'atténue, rapidement, plus vite qu'on ne pouvait le prévoir, la différence entre Europe centrale et Europe occidentale. C'est un élément essentiel de l'élargissement de l'Union Européenne.

<sup>17</sup> Gueullette Agota, *Images du changement économique en Hongrie*, article cité, p. 182-183.

<sup>18</sup> Horel Catherine, *Les nouvelles élites intellectuelles et politiques en Hongrie, dans le contrat social en Europe*, livre cité p. 201-208.

<sup>19</sup> *Lidové Noviny*, 11 mars 1997.

**Krzysztof Kwaśniewski**

**Uniwersytet im. Adama Mickiewicza, Poznań**

## **EUROPEAN CULTURAL HERITAGE AND ITS MEANING FOR EUROPEAN INTEGRATION**

One of possible sociological and anthropological approaches to the problems of European integration seems to be the study of connections and dependencies between some more general categorizations of some old and some more recent historical phenomena concerning nation-creating processes in European countries and peoples. Taking into account not only social, demographic, or economic features but also older historical and cultural differentiation seems necessary, too, in order to create fairly balanced and integrated delimitation of European cultural regions and provinces.

The European integration can be planned only according to the real facts, and not following any abstract pattern of Europe. The delimitation of Eastern and Western Europe proposed recently by Huntington<sup>1</sup> maintains the old "Kohn dichotomy"<sup>2</sup> and does not seem exact, as the elimination of Eastern Europe from the integrated Europe (according to a still older proposition of R. Coudenhove-Kalergi) and based on a hidden now, and previously open, presumption not to consider East Slavonic peoples as white Europeans, and Orthodox Christians as Christians. The same can be said about the idea of establishing South and South-East conventional frontier of Europe based on evaluating criteria, along the Vistula river or even along the Yenissei river<sup>3</sup>. All such projects would act in favor of Euro-Asiatic ideologies—not only in contemporary Russia—and in favor of an objective modification of the real Asia's frontier westward, so that such a defense of the European culture and specificity would be more dangerous for its preservation than the acceptance of Europe's real composition.

---

<sup>1</sup> Huntington, Samuel P., 1996, *The Clash of Civilisations*, New York, Simon & Schuster.

<sup>2</sup> Kohn, Hans, 1944, *The Idea of Nationalism*, New York.

<sup>3</sup> Gottman, J., 1969, *Le problème géographique*, in: "L'Europe du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècle", Milan, 1;61.

Another erroneous tendency in the pan-European movement is connected with the conception of the integrated Europe as a phenomenon directed "against Motherlands"<sup>4</sup>, or connected with the principle *cuius regio eius natio*<sup>5</sup>. The Western knowledge now recalls anew the phenomenon of a nation conceived not as citizenship, but as ethno-national identity—not only in Central and Eastern Europe; therefore a contiguous ideology was called *ethno*—nationalism<sup>6</sup>, not simply nationalism. The 19th century's old tendency to disaffirm the national identity was soon opposed by the request to complete human and civil rights by "national rights"<sup>7</sup>. The elimination of national (ethnic and other) differences between people, if possible, would strengthen the stress towards anonymous uniformity of the contemporary civilization and would not eliminate conflicts due to these differences, which can always find other pretexts<sup>8</sup>. And by the by, if B. Brecht is right that the cognition begins with the sense of alienism, the uniformity means perhaps ignorance. The very idea of solving conflicts by elimination not of their real causes, but of the differences between antagonists, seems false. "Dangerous manifestations of national chauvinism can be opposed only by the nations, by their creative and progressive forces and their all-human traditions"<sup>9</sup>. And the national (ethnic) chauvinism seems most dangerous, when hidden under the pretext of universal human ideas, conceived sometimes as someone's *national* mission. It is of some importance, therefore, in connection with the distinction of functional, horizontal, and federal, vertical conception of European integration<sup>10</sup> to emphasize that every federal conception is connected with hegemony, and that only functional conception of such integration has common features with the sociological theory of integration<sup>11</sup>: the accordance of social norms, the extension of communication, the functional compatibility of social actions and *the harmony of cultural patterns*. All these factors seem much more important for the European integration than a mechanical uniformization and likewise mechanical abolition of national frontiers. Even a clever conception of Euroregions can be mismanaged if their main aim will be apparently cultural, not only political destruction of national frontiers. Lack of Euroregions, homogenous in ethnonational respect and a preference to create Euroregions across, not along ethnonational boundaries, especially in the German borderlands, does not seem encouraging and appropriate. Only the preservation of all nations as constituting, autonomous parts of Europe can cause that Europe will be really integrated, and not merely unified, or even controlled by some country's hegemony and subject to an "internal colonialism"<sup>12</sup>. I am not a historian, but it seems to me also that instead of

<sup>4</sup> Drieu la Rochelle, P., 1931, *L'Europe contre les patries*, Paris.

<sup>5</sup> Claude, I. L., 1955, *National Minorities. An International Problem*, Cambridge, Cambridge University Press, 90–91.

<sup>6</sup> Connor, Walter, 1994, *Ethnonationalism. The Quest for Understanding*, Princeton, Princeton University Press.

<sup>7</sup> Delos, J. T., 1944, *Le problème de civilisation—la nation*, Paris, "droits de l'homme, du citoyen et du national".

<sup>8</sup> Kwaśniewski, Krzysztof, 1994, *Konflikt etniczny* (Ethnic Conflict), "Sprawy Narodowościowe", new series, 3:1(4):39–54.

<sup>9</sup> Chałasiński, Józef, 1968, *Kultura i naród* (Culture and Nation), Warszawa, Książka i Wiedza, p. 63.

<sup>10</sup> Kwilecki, Andrzej, 1969, *Idea zjednoczenia Europy* (The Idea of European Integration), Poznań, Wydawnictwo Poznańskie, p. 201 and *passim*.

<sup>11</sup> Landecker, W. S., 1950, *Types of Integration and their Measurement*, "American Journal of Sociology", 56:1.

<sup>12</sup> Lafont, R., 1967. *La révolution régionaliste*, Paris.

new wave of persuasions about German descent, affiliations and "unquestionable" priorities it would be perhaps more pertinent to look back upon some Celtic traditions, similar in Germanic, and in other language families.

By the way, the tendency to uniformization is connected with old, and always reappearing, stress towards an evaluating conception of culture and cultures, with an overestimation of civilizations not as aspects of cultures, but in their syncretic character and their autonomy as related to cultures. Perhaps there are civilisations, in a way "higher" or "lower", but accepting the statement about "higher" and "lower" cultures appeared always erroneous and dangerous.

So we have to deal with Europe as a whole "from the Atlantic Ocean to the Ural Mountains", reaching the conventional European land frontier in the East and South-East. Therefore, some statistical data concerning the European part of the Russian Federation and of the Community of Independent States can not be exact, because, for instance, data concerning Kazakhstan, situated only partly in Europe, are not possible to gather separately for its European part.

First analytical proceeding must include an inventory of contemporary Europe's national (and ethnic) composition. Except:

- miniature states, e.g., Andorra, Liechtenstein, Monaco, San Marino, and the Vatican;
- states situated in the major part outside Europe, as the above mentioned Kazakhstan or Turkey;
- autonomous territories, the population of which is of not quite certain ethnic (nationality) difference from the majority nation (e.g., Isle of Man, Madeira, or Sicily);
- autonomous national minorities having their national states, but nationally autonomous in another state, e.g., Hungarians or Albanians in Yugoslavia, Germans (or, better, "German speaking Belgians") in Belgium, Germans in Italy, or Swedes in Finland;
- all ethnic groups living in Europe in a Diaspora, or in another way deprived of any legal form of ethno-national territorial autonomy, e.g., the Jews or Gipsies-Roma;
- and considering Switzerland as one country with respect to its strong common national conscience, 54 nations-countries which enjoy some form of ethno-national territorial autonomy can be enumerated in Europe.

13 of these countries are of Slavonic majority population, 11 of Germanic, 10 of Finno-Ugrian, and 9 of Romance population. 19 of all 54 European countries are of Roman Catholic majority religion, 17 of Greek Orthodox, and 12 of Protestant majority religion. Only 11 European countries do not belong to one of these four language families, and only six are not dominated by Christian religions. Catholics dominate in the Romance countries, Orthodox in the Slavonic and Protestants in the Germanic ones. The strongest is the correlation of Germanic countries with Protestant religion (Kendall's  $Q = +0.93$ ), (all following coefficients represent the correlation between all 54 nations belonging and not belonging to a given category, and characterized by the incidence or lack of a given factor) next we can mention the correlation of Romance countries with Catholic religion (+0.80), of Finno-Ugrian countries with Orthodox religion (+0.74), and finally of Slavonic countries with Orthodox religion (+0.54, what seems also noteworthy; Slavonic peoples are least integrated by religion). Geographical and political separation of Slavonic countries (unlike other language families in Europe) by Austria, Hungary and Romania does not allow to form their provinces according to

their religious affinity, either. Considering the expansion of the religions as connected with influences of the language families in which they prevail, on other nations we can state that till now the most influential was Catholic religion, diffused in all major language families in Europe, especially among the Slavonic countries (five of them: The Czech Republic, Croatia, Poland, Slovakia, and Slovenia). Greek Orthodox religion embraced seven Finno-Ugrian countries (Karelia, Komi, Komi-Permia, Nenetsia, Mari, Mordova, and Udmurtsia), and even two Romance countries (Romania and Moldavia). Protestant religion in Europe remained in the major part limited to the Germanic countries, and expanded only in three European non-Germanic countries (Finland, Estonia, and Latvia), in all cases in connection with a former military (German or Swedish) conquest.

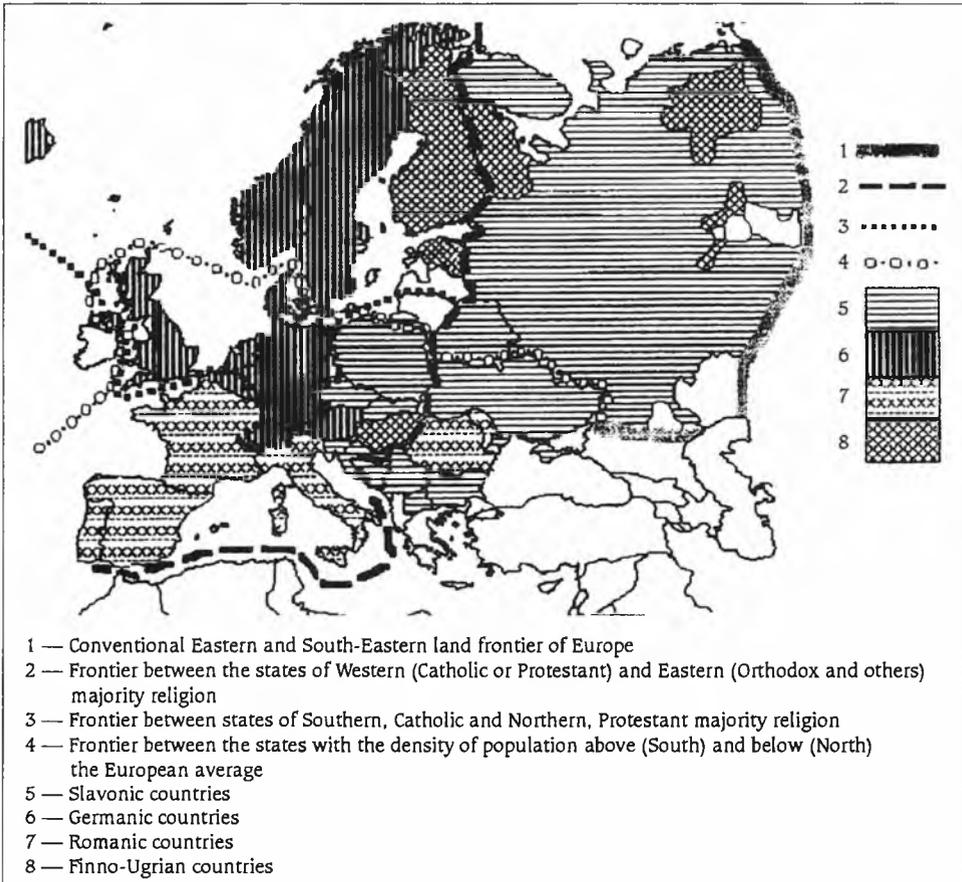
Table 1.

## Basic classification of european national states and autonomies

European independent or autonomous countries:	Roman Catholic	Protestant	Greek Orthodox	Others
Finno-Ugrian	Hungary	Estonia, Finland	Karelia, Komi, Komi-Permia, Nenetsia, Mari, Mordova, Udmurtsia	
Germanic	Austria, Luxemburg	Denmark, Flanders, Germany, Great Britain, Iceland, Netherlands, Norway, Sweden, Switzerland		
Romantic	France, Catalonia, Galicia, Italy, Portugal, Spain, Walonia		Moldavia, Romania	
Slavonic	Czech Republic, Croatia, Poland, Slovakia, Slovenia		Belorussia, Bulgaria, Macedonia, Montenegro, Russia, Serbia, Ukraine	Bosnia-Herzegovina
Others	Basconia, Ireland, Lithuania, Malta	Latvia	Greece	Albania, Bashkortostan, Chavashia, Kalmukia, Tatarstan.

First consequence of these general old European common features and distinctions are the delimitations illustrated in Map 1. We must mention here the vertical delimitation of Europe into provinces of Western religions (Catholic and Protestant) and of Eastern religions (mainly Orthodox). This delimitation is crossed by another, horizontal one, concerning the density of population above and below the European average. This line goes along North-East frontiers of Ukraine and Poland, then cuts off,

in the North, Russian Federation, Scandinavia, but also Iceland and Ireland: countries situated North of this line (but except Chavashia) have the density of population below the European average; the fact that in the past 30 years greatest was natural increase of Bosnian Muslims, Albanians and Moldavians (native populations of countries where violent situations have occurred recently) can be an example, how important is the demographical pressure even now, and even in Europe. It seems also of some importance that according to the presented analysis Poland is in no way a European periphery; it is an only state in Europe which, belonging to one of the "quarters" of Europe created by these delimitations, has in the same time direct contacts with all three remaining "quarters" of Europe.



Map 1. Basic delimitations of Europe

54 considered European nations-countries were analyzed with respect to their cleavages of ca. 20 different features. 8 of them appeared clear, dichotic differentiation (see Matrix). Among them it seems especially important for the subject under discussion that the correlation of better or worse, but concrete experiences of federal coexistence and national autonomy is characteristic rather to Orthodox ( $Q = +0,79$ ), Slavonic

( $Q=+0,68$ ), and Finno-Ugrian countries ( $Q=+0,45$ ), but does not occur in Catholic ( $Q=+0,28$ ) and Romance countries ( $Q=+0,08$ ); there is even a distinct, negative correlation in connection with Protestant ( $Q=-0,73$ ) and Germanic countries ( $Q=-0,86$ ). Similar indexes concern the correlation between dominant state religions and language families in Europe, and the fact of the uninterrupted political independence or autonomy since 1700: positive correlation for Germanic ( $Q=+0,86$ ), Protestant ( $Q=+0,72$ ), and Romance countries ( $Q=+0,58$ ), no correlation for Catholic countries ( $Q=+0,14$ ), and a distinct, negative correlation for Slavonic ( $Q=-0,65$ ), Orthodox ( $Q=-0,77$ ), and Finno-Ugrian countries ( $Q=-1,0$ ). Paradoxically, these interruptions or deficiencies in the political independence or autonomy seem also the source of valuable experience in accepting the federal status.

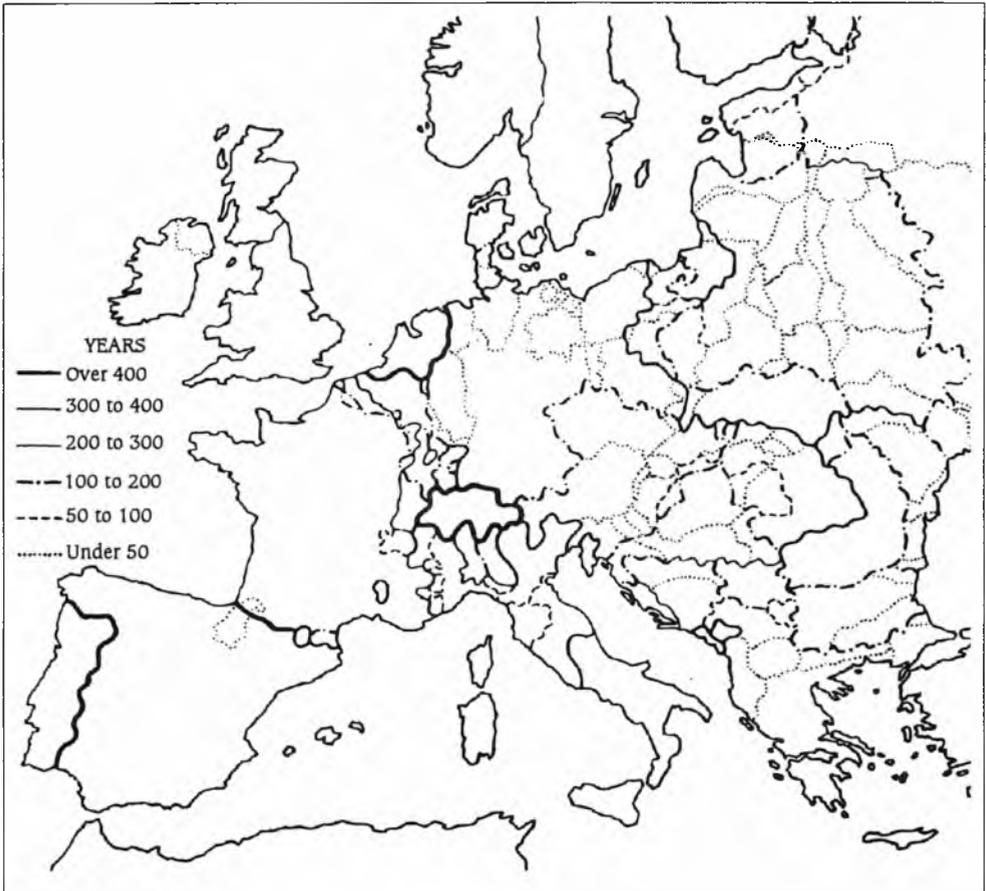
The presentation of durability of European frontiers<sup>13</sup> (Map 2) indicates in fact more to tragical fate of kind of colonial „European Africa” in Central Europe than to difficulties in national delimitation, which could be an obstacle of a European integration, while durability of political frontiers seems more the function of political annexations than cultural and social similarities and differences. Some authors show that dates of the creation of Modern Central European states are relatively recent and periods of multiparty democracy in these countries are rather short<sup>14</sup>. Consequently, they conclude that it does not prove the maturity of these countries to the united Europe; this suggestion seems also biased, not related to the same data concerning other, West European countries.

The two factors mentioned above, as well as six others, are presented in the Matrix. On the bases of these data we can state that Europe is integrated especially in connection with four features, first mentioned in the Matrix: the introduction of Christianity in the 6th century or before or after this time; the location (or not) on the former territory of Roman Empire; the density of population above or under the European average; the location (or not) on the viticulture areas. All these features are in a mutual, positive correlation in all relations. Next four features are: incidence or lack of past or present federal bonds with other nations-countries; the growth of population under or over 10% in 1965–1985; a national language accepted or not accepted as the official state language in another European country or countries (except the federated ones); the loss (or not) of the sovereignty in the period from 1700. As to these four features the incidence of correlation was also present, but negative correlations prevail in those cases.

Out of 16 possible correlations between these two groups of features only four positive correlations and one negative one appear statistically significant. Accordingly, we can state that the relation between the old European delimitations and nation-creating factors represented by the first group of features, and more recent and more political factors gathered in the second group, is not close and direct. Nevertheless, in all these positive and negative correlations we can see different European, centripetal and centrifugal tendencies. One thesis can be considered as proved: objective factors of European integration are connected rather with the conformity of facts, conditioned by old, cultural phenomena, and rather discordant with facts, conditioned by more recent, political situations. This can be an in-

<sup>13</sup> Rugg, Dean S., 1985, *Eastern Europe*, London and New York.

<sup>14</sup> Giddens, Anthony, 1993, *Sociology*, Cambridge, Cambridge University Press, p. 345.



Map 2. Durability of European frontiers (Rugg, 1995)

dication that integrating factors can be found rather in cultural than in political traditions.

Difficulties of the European integration can also be aggravated by the fact that this idea is mainly patronized by powerful countries with traditions of European and extra-European predominance, and deprived of experiences of federal associations with other nations-countries.

Some glimpses at the correlations of the mentioned features with four most numerous language families of European nations and with three main European religions seem also interesting. Romance and Catholic countries are characterized by the closest connections with all-European correlations. Germanic and Slavonic countries are statistically equally approximate to the all-European syndrome, but in the same time Slavonic countries are more similar, and Germanic countries more opposed to the features of Romance countries. The role of a mediator between Catholic and Protestant countries seems to be statistically appropriate to Orthodox countries just by their characteristics, and against their geographical situation. Finno-Ugrian

**Matrix of Correlation of Some Categorical Features of 54 European Countries (Kendall's Q coefficient)**

Countries:	1.	2.	3.	4.	5.	6.	7.	8.
1. in which Christian religion was introduced in the Vita century and before	X							
2. situated on the former territory of the Roman Empire	.99	X						
3. with the density of population over the European average	.94	.89	X					
4. belonging to the viticulture area	.80	.99	.96	X				
5. having recent experience of federal connections with other countries	.45	-.35	-.58	.08	X			
6. the population of which increased 10% or more in 1961–1985	.43	.10	-.27	.29	.51	X		
7. national languages of which are official also in other European and non-federated country/countries	.36	.43	.53	-.20	-.88	-.68	X	
8. which did not lose their sovereignty from 1700 till now	.03	.16	.37	.16	-.77	-.71	.82	X
<b>Romantic</b>	.76	.87	.72	.85	.08	.44	.44	.58
<b>Slavonic</b>	-.12	.17	.48	.59	.68	.28	-1.00	-.65
<b>Germanic</b>	-.09	.14	.30	-.50	-.86	-.95	.87	.86
<b>Finno-Ugrian</b>	-1.00	-1.00	-.92	-.84	.45	-.03	-.23	-1.00
<b>Catholic</b>	.69	.71	.71	.63	.28	.72	.45	.14
<b>Orthodox</b>	.43	-.52	-.43	-.27	.79	-.68	-.83	-.77
<b>Protestant</b>	-.83	-.68	.30	-.73	-.79	-.94	.58	.72

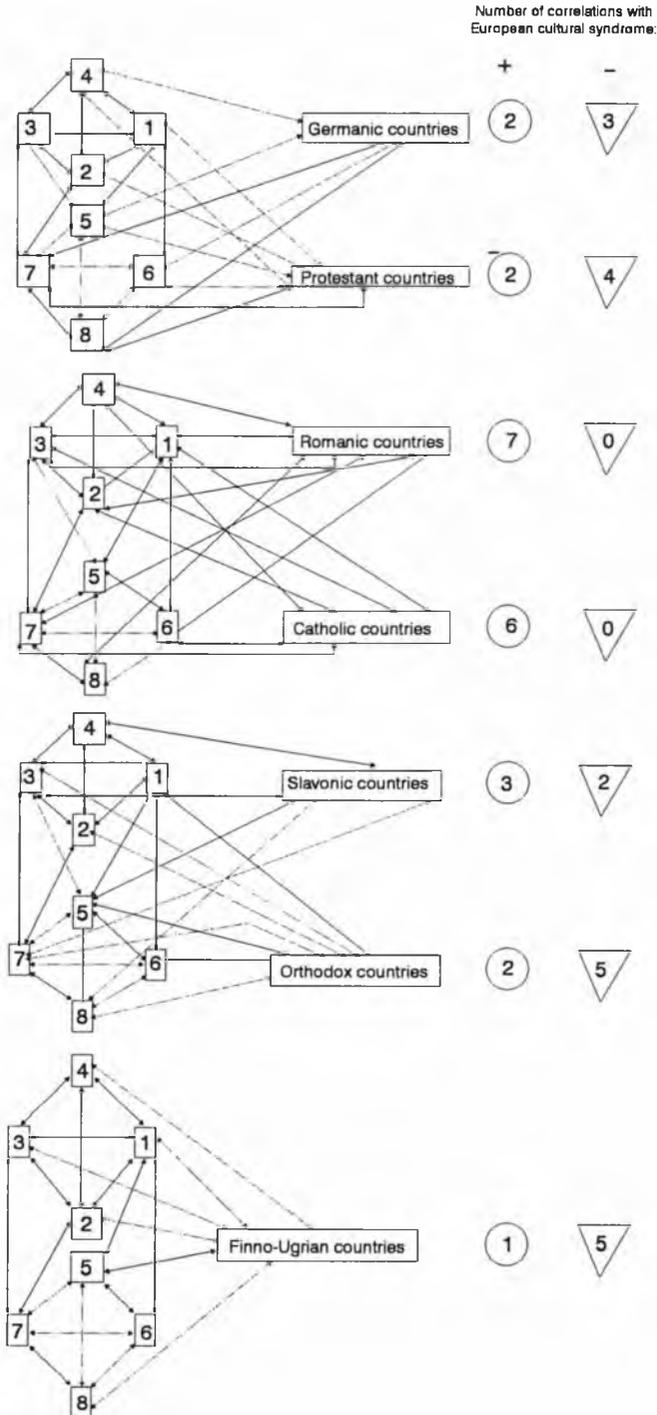
(Minimal significant correlation on the level  $0.05 = 0.396$ )

countries, especially those situated far away in the Russian Federation, seem the most alienated ones.

Germanic countries are distinctive due to their strong positive correlation not only with Protestant religion, but also with lower density of population connected with lower growth of a population rate, expansion of a national language as official in other countries, and unthreatened sovereignty in the past three centuries, and also by their strong negative correlation with the experience of federal association with other nations-countries.

Analyzing the quality and quantity of correlations between major European language families and the above mentioned eight features concerning the European traditional cleavages (see Graphics) we can notice more elements of Germanic countries' situation in Europe. Out of eight possible connections, their positive correlation with European features occurs only in two cases, while in three cases it is negative. In the same time a correlation of Protestant countries appears positive with two, and negative even with five of the mentioned, all-European features. We have, thus, not

Graphical presentations of the structure of correlations of some categorical features of 54 European countries (numbers of features like in the matrix,  $\leftarrow \rightarrow$  — significant negative correlations,  $\leftarrow \rightarrow$  — significant positive correlations)



only alienation, but opposition to the coherent all-European cultural syndrome. Only Finno-Ugrian peoples are more opposed to the said syndrome.

Romance countries (seven of eight possible positive correlations) and Catholic countries (six positive correlations) seem most integrated with the analyzed European syndrome. Slavonic and Orthodox countries' position as regards the syndrome is, again, intermediate between Romance and Germanic countries (see Graphics).

It also seems interesting to notice that the characteristics of Poland conform with eleven of seventeen correlations in all-European dimensions. It is connected especially with the adoption of certain Mediterranean features, notwithstanding the fact that Poland does not belong neither to these countries, nor to the former territory of the Roman Empire. This could be considered as an indication not of Poland's special importance, but of different distribution of centripetal and centrifugal factors of European integration than adopted according only to political and economic interests of predominance. European integration is possible and desirable, but in accordance with Europe's cultural and traditional structure, not against it. The responsibility of the wealthy and the powerful seems perhaps greater than they fancy. The European integration, if it is to be durable, must be a process of mutual adaptation and accommodation, not of unilateral assimilation. Up to our times the only satisfactory multiculturalism could have occurred only after a cruel extermination of indigenous peoples and on a cultural *tabula rasa*, in North America, in the USA (however, not in Canada) or in Australia. This, by far the easiest and fastest way to an integrated Europe, seems unlikely in our times. But international cooperation and interdependence, especially in connection with military production, are not strong enough to guarantee real international security for medium size and small states. But powerful states back up the tendencies to resign the „national superstitions” and the decomposition of existing federations; in the same time they do not help to create new federations of small and medium states, nor they accept the creation of autonomous national districts on their own territory (e.g., Brittany, Lusatia, Scotland; certain steps toward autonomy of nationalities can be noticed only in less influential Western states, such as Belgium, Italy, or Spain, but in the same time an overt oppression of national minorities occurs in Turkey as a NATO state). Between the map of Europe according to Hitler's conceptions, in 1943<sup>15</sup>, and the map of united Europe after 2000 there must be some differences. Sir Ralf Dahrendorf says, that what was done by *Oberkommando der Wehrmacht* before, will be done by *Bundesbank* now, and this is the only progress; as we know, Dahrendorf is a German sociologist and a British Lord—not a Central European nationalist. I am not alone considering, that the progress cannot consist in this fact. The essay presented here is naturally far from being complete and its aim is mainly to suggest direction, necessity and possibilities of farther studies

From ancient times till now all former multinational states, where nations were deprived of a full national autonomy, didn't endure. The stimulated intensification of international migrations is more and more opposed by the immigration policies of wealthy and powerful promoters of European integration, and by discrimination of migrant workers by the nationalism of great corporations. And nevertheless, just in the mighty and wealthy countries we hear about fears concerning „the difficulties of

---

<sup>15</sup> Keegan, John (ed.), 1993, *The Times Atlas of the II World War*, London, p. 90.

preservation of national character," „reaching the limits of immigrants' absorption" and even *Überfremdung*. But the same fears are considered as ridiculous in Central Europe.

Ordinary people want to belong to the integrated Europe; they, however, often do not know exactly what it means. But they don't want to „blush for being of a nationality" (as J. Benda said). R. Coudenhove-Kalergi's Europe of one nationality, one language, one religion, and even of one race seems to remain not very desirable utopia. It does not mean that the European integration is undesirable or impossible. It means only that we need more elaborated and subtle, more cultural and traditional criteria of its integration. The official return to the term European *Community*, instead of European *Union*, would be a good platform, if it would mean the acceptance of more functional than federal conception of this integration.

The above analysis seems to prove two farther important conclusions:

1. European integration must overcome the inconsistency between Germanic countries' central geographical situation, their political and economic domination, and North American affiliation, and on the other part, the Romance-Slavonic cultural, more close, mutual affinities as well as closer connections with all-European cultural characteristics;

2. European consistency must be emphasized more by great powers' than by other countries' self-limitation, more by the avoidance of the dangers of hegemony than by elimination of ethnic and national, centrifugal tendencies.

Somebody has said, in connection with the perspectives of European integration, that it is considered as an opportunity by young people, and as a danger by old people. My generation has seen some opportunities which appear utopias now and are eagerly rejected as „modernism". But confessors of post-modernism are not consequent enough to reject also other perspectives accepted on the basis of insufficient evidence. To waste an opportunity *is* a danger, but to avoid a danger seems also an opportunity. The opportunity of the international security, economic cooperation, preservation of all-European civilization—not instead of, but on the basis of cultural identities—cannot result from the acceptance of artificial, Platonic idea of Europe and of an European, nor from the cultural uniformity and amalgamation, nor from the hegemony in politics, economy or information. The acceptance of such a way could bring the menace of future paroxysms, dangerous also for predominant states which are not alone in the world.

**Hubert Rossel**

Géographe — chercheur indépendant, Suisse

## **LA REFERENCE IDENTITAIRE REGIONALE : LES CAS DE LA BELGIQUE ET DE L'EX-TCHECOSLOVAQUIE**

### **1. Introduction : être ensemble ou vivre ensemble ?**

L'évolution récente de l'Europe centrale a mis en évidence l'implosion progressive de plusieurs pays aux frontières artificielles, imposées par les différents accords qui ont suivi la Première Guerre mondiale, surtout les Traités de Versailles (1919) et du Trianon (1920). Ces frontières artificielles avaient été imposées à des populations qui, dans la plupart des cas, n'avaient pas été consultées. Dans la logique de l'époque, et celle du dépeçage des empires multinationaux antérieurs, on a créé de nouveaux Etats qui se voulaient des « Etats-nations » ou que l'on a présentés comme tels, exprimant la volonté — tacite, bien entendu ! — des « nations » qui y étaient regroupées. L'Autriche-Hongrie et l'Empire germanique avaient vécu ! Vive la Tchécoslovaquie ! Vive la Yougoslavie (qui ne portera ce nom que plus tard, mais dans les mêmes frontières) ! Vive la Grande Roumanie ! La Tchécoslovaquie et la Yougoslavie n'avaient tout simplement jamais existé auparavant. La première était formée de la Bohême et de la Moravie, ex-germaniques, et de la Slovaquie, ex-hongroise. La deuxième — le Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes — englobait aussi les Monténégrins, des Macédoniens, des Albanais et des Hongrois de souche. Quant à la Roumanie, elle voyait doubler sa superficie, ajoutant aux anciennes principautés roumaines de Valachie et de Moldavie, la Transylvanie et le Banat, anciennement hongrois.

On avait dépecé des entités multinationales pour recréer de nouvelles entités plurinationales ! Certaines minorités nationales d'hier, dans des pays différents, deve-

naient les nouvelles majorités dans les Etats nouveaux, eux aussi, créant de nouvelles minorités à qui on fera bien sentir leur nouveau statut. Les quelques plébiscites organisés pour se donner bonne conscience, ne s'appliquèrent pas à ces populations, à ces peuples, à ces nations, transbahutés et/ou dépossédés. Quelques rectifications de frontière entre la Hongrie et l'Autriche (Sopron, 1921), entre l'Autriche et la Slovénie (Carinthie, 1921), entre l'Allemagne et la Pologne (Haute Silésie, 1921, et Prusse orientale, 1920). A l'ouest de l'Allemagne, les cantons germanophones d'Eupen, Malmédy et Sankt-Vith furent rattachés à la Belgique (1920).

« A pays artificiels, problèmes naturels ! » Des pays créés de façon volontariste mais exogène, extérieure à la/aux population(s) qui l'habite(nt), ne peuvent rencontrer que des difficultés bien évidentes, compréhensibles de par les circonstances mêmes de leur création. Ils ne procèdent pas d'un désir interne, endogène, volontaire de vivre ensemble. *Etre ensemble* par la volonté des autres ou *vivre ensemble* par choix ! Ces Etats nouveaux, ne correspondant pas à une nation, ou ne permettant pas à l'ensemble de leurs nations de s'exprimer, librement et de façon équilibrée, sont pratiquement voués à l'échec et à l'éclatement. Que reste-t-il de l'ex-Yougoslavie créée *ex nihilo* par les alliés ? Qu'est-il advenu de l'ex-Tchécoslovaquie ? Et à l'Ouest, — en contrepoint — comment et vers quoi la Belgique évolue-t-elle ? A première vue le rapprochement peut paraître étonnant. Certes, les contextes d'évolution sont différents, tant socio-économiques que géopolitiques, mais le contexte historique et les circonstances de leur formation et de leur évolution respective ne le sont pas tellement... Mêmes causes exogènes, mêmes réflexes identitaires régionaux...

Ces réflexes identitaires régionaux sont, en fait, des réflexes *nationaux* d'un point de vue « émique » ; ils correspondent à l'*espace vécu* des populations concernées. La même réalité, d'un point de vue « étique », sera pourtant très souvent présentée par un observateur extérieur comme un *espace perçu* à connotation *nationaliste*. Une partie du paradoxe réside déjà dans la terminologie utilisée et le contenu sémantique que chacun y met... Je ne reviendrai pas en détails sur ces questions de base, les ayant déjà traitées précédemment dans le contexte de l'Europe centrale et orientale<sup>1</sup>, mais il faudrait aussi développer une réflexion sur les rapports existant entre les nations et les Etats, ainsi que sur la complémentarité et/ou l'opposition qui en découle(nt) au niveau de leurs interactions. De quelle protection légale les minorités culturelles disposent-elles actuellement pour exprimer leurs références identitaires régionales ? Ces questions de base permettraient, dans un premier temps, de ne pas se tromper de paradigme, de définir la dimension sémantique des notions utilisées et de voir l'évolution actuelle du droit des minorités.

Il faudrait aussi pouvoir replacer la question de l'évolution actuelle des régions dans un contexte de décentralisation, de fédéralisation et/ou de partition par rapport aux Etats-nations dans lesquels ces événements se concrétisent. Le réflexe identitaire d'un peuple, d'une nation, d'une population marginalisée se fait toujours par rapport à une dimension culturelle, souvent marginalisée, quelle que soit la façon dont elle perçue ou présentée de l'extérieur. Mais comment est-elle perçue ? Y a-t-il adéquation entre l'*espace vécu* d'un point de vue endogène et l'*espace perçu* d'un point de vue exogène ? La minorité culturelle peut-elle valablement recourir à la dimension régionale

<sup>1</sup> Rossel H., 1993, *La résurgence des groupes ethniques et culturels en Europe centrale suite à l'implosion des régimes communistes*, in : Gorzelak G. & Jałowiecki B. (Ed.), "La Question Régionale", EUROREG, Varsovie 1993 : 253-341.

comme support pertinent de l'expression de sa différence? Et dans quel type de région? Faut-il craindre un risque de disparition des Etats-nations à mesure que les régions se développent ou, au contraire, faut-il se réjouir de cette nouvelle complémentarité?

C'est dans ce contexte de référence identitaire régionale que s'inscrit ma réflexion relative à deux exemples précis. Nous analyserons d'abord le cas spécifique de l'ex-Tchécoslovaquie, de ses différentes composantes humaines, du contexte de la création de l'Etat tchécoslovaque, de son système fédéral, puis de sa partition actuelle. Il est sans doute bon de rappeler ici, avec Patrick Michel, les idées exprimées par le tchèque Kundera qui a réactivé le débat sur l'existence de l'« Europe centrale » comme entité spécifique, et l'ambiguïté de ce concept, par opposition à l'Ouest européen et à la Russie d'Europe. « La seule façon de poser la question vaut *relecture* [c'est moi qui souligne] du passé, l'opérationnalisation ici pointée de l'histoire étant d'abord affirmation d'une volonté de différenciation, dont l'instrument privilégié est l'exclusion. On quitte naturellement le registre du débat intellectuel, les questions induites par cette réflexion touchant inévitablement sur le politique concret, ici pensé en termes de stratégies, à définir, puis à mettre en œuvre<sup>2</sup> » L'interaction du politique et du socioculturel projeté est inévitable dès lors qu'on veut traduire dans les faits les perceptions identitaires de soi-même et des autres. Mais la remise en question de la pertinence des Etats-nations tels qu'ils existent et la recherche de la dimension optimale de l'espace régional pertinent n'est pas le propre des Etats de l'Europe centrale et orientale, vu les nouveaux contextes dans lesquels ils se trouvent depuis l'éradication progressive des systèmes sociopolitiques et socio-économiques communistes. En 1992, ce même « Institut européen pour le développement régional et local » de l'Université de Varsovie avait mis l'accent sur les expériences faites à l'Ouest dans le cadre des politiques régionales, après avoir passé en revue les dilemmes qui se pos(ai)ent à l'Europe centrale et orientale<sup>3</sup>. C'est donc de façon un peu ironique et provocatrice, — mais parfaitement sérieuse et honnête dans la démarche intellectuelle!-, que je vais mettre en évidence pourquoi et comment certains pays de l'Ouest regardent maintenant comment évoluent ceux de l'Est, pour profiter aussi de leurs expériences dans le domaine de la régionalisation et de la partition : le cas de la Belgique par rapport à l'évolution de l'ex-Tchécoslovaquie est particulièrement révélateur à cet égard.

## 2. Les cas de la Belgique et de l'ex-Tchécoslovaquie

Le survol rapide de leur passé historique respectif — par lequel nous commencerons — fait apparaître que, dans chaque cas, une des deux composantes essentielles des communautés culturelles ont pu former, à un moment ou à un autre, une nation assez cohérente ayant une forte identité de soi-même alors que le reste du pays actuel était formé de populations plus diverses, ayant une certaine cohésion mais, à une exception près (la Principauté de Liège, en Belgique), dépendaient de structures étatiques extérieures aux frontières des Etats actuels.

<sup>2</sup> Michel P., 1993, *Le facteur religieux*, in : Gresh A. (dir.), "A l'Est, les nationalisme scontre la démocratie?", Bruxelles, Ed. Complexe, "Intervention". 1993 : 127-135.

<sup>3</sup> Gorzelak G., Kukliński A. (ed.), *Dilemmas of Regional Policies in Eastern and Central Europe*, EURORREG, Warsaw 1992.

Ces références identitaires passées ne sont pourtant à mettre en parallèle avec ce qui deviendra le « nationalisme » au XIX<sup>e</sup> siècle. Les nationalismes ethniques (au sens culturel et non simplement biologique du terme) n'existaient pas sous cette forme aux périodes antérieures ; jamais ils ne s'étaient inscrits dans des frontières politisées au sens des Etats-nations. Jamais les limites *nationales* des identités culturelles — vécues sous l'angle linguistique, par exemple, qui en est la manifestation la plus forte — n'avaient servi de référence à un clivage des limites territoriales des principautés, duchés, comtés ou autres formes de limites politiques de ces époques. Les frontières linguistiques n'étaient pas des limites infranchissables, bien au contraire puisqu'elles passaient parfois à l'intérieur même de ces entités sans que cela ne provoque — à l'époque — d'animosité particulière et, encore moins, de revendications identitaires. Jamais les limites *nationales* d'alors n'étaient devenues des limites *nationalistes*, avant les grands mouvements du XIX<sup>e</sup> siècle. Et les nationalistes actuels, qui font référence à ces périodes passées sous cet angle, ont une mémoire très sélective de leur passé, en le réécrivant et en pratiquant — en fait — du « révisionnisme historique ». On voit à quels extrêmes il peut mener dans certains cas...

Les *caprices* de l'Histoire montrent aussi qu'une partie de nos espaces territoriaux de référence se sont trouvés, à un moment de leur passé, à l'intérieur du même empire multinational, le Saint-Empire romain de la nation germanique, et sous la férule de la même dynastie, les Habsbourg : pratiquement toute la Belgique actuelle, moins le Comté de Flandre (et encore, pas en totalité !), et la Principauté de Liège, à l'Ouest, la Bohême et la Moravie, à l'Est. Les *surprises* de l'Histoire révèlent aussi que la période d'apogée de la Bohême — à l'Est — se fit sous la maison de Luxembourg — à l'Ouest — au XIV<sup>e</sup> siècle ! L'*ironie* de l'Histoire fait que, à la même époque, la Flandre était un fief du roi de France (non, ce n'est pas une erreur) et que la Slovaquie faisait déjà partie du royaume de Hongrie. Le passé historique de la Belgique et de l'ex-Tchécoslovaquie n'a pas vraiment préparé la cohésion des différents peuples qui allaient se retrouver ensemble par le *hasard* de l'Histoire, le hasard n'étant pas innocent en l'occurrence, ni pour les uns, ni pour les autres !

## 2.1. L'ex-Tchécoslovaquie : de la non-existence à la partition

Le but n'est pas de faire l'historique de l'évolution passée des uns et des autres (et surtout pas sur l'ex-Tchécoslovaquie, ici en Europe centrale !), mais bien de mettre en évidence ce qui, dans le passé, a pu avoir une certaine influence — ou une influence certaine — sur la suite des événements.

### 2.1.1. Des passés différents

Tchèques et Moraves ont la particularité d'être à la limite occidentale du monde slave et à la limite orientale du monde germanique, dans un bassin naturel limité par les monts Sudètes au nord, Métallifères à l'ouest (Erzgebirge ou Krušné Hory) et de Bohême au sud. Les Slovaques, eux, se trouvent aussi à la limite du monde slave, les Slaves septentrionaux, adossés aux Monts Tatra, au nord-ouest de la chaîne des Carpates (les Beskides), en contact avec les populations magyares. Sans tomber dans un déterminisme primaire, il est évident que, depuis le VI<sup>e</sup> siècle, la topographie des lieux a renforcé la cohésion de ces populations slaves à la limite de mondes culturels différents, surtout dans le « quadrilatère de Bohême ».

Le problème des Tchèques et des Moraves, relève Pierre Béhar, a été semblable à celui rencontré par les Polonais à la même époque : « comment adopter la civilisation occidentale avec le christianisme sans se soumettre à la domination germanique » ? Depuis Charlemagne, en effet, la christianisation s'était faite par l'entremise des princes allemands, qui en profitaient aussi pour prélever l'impôt au passage... Ce fut le prince morave Rotislav ou Ratislav, du royaume de Grande-Moravie, qui mit un terme à cette influence. En 861, il « demanda au pape Nicolas I<sup>er</sup> l'autorisation de mettre en place une administration ecclésiastique indépendante en Grande-Moravie. Le pape ayant refusé, Ratislav se tourna en 862 vers l'empereur de Byzance, Michel III, en lui demandant des maîtres<sup>4</sup> ». Et l'année suivante, arrivèrent les frères Cyrille et Méthode qui créèrent une Eglise nationale slave.

Cet élément peut paraître anecdotique puisque l'influence orientale s'arrêtera là : ni l'Eglise slave, ni l'alphabet cyrillique ne subsisteront, mais c'est *la seule période* antérieure à la création de la Tchécoslovaquie, en 1918, — soit un millénaire plus tard ! — où Tchèques, Moraves *et* Slovaques vont se trouver sous une direction commune : la Grande-Moravie. *Royaume* pour les uns, *empire* ou *principauté* pour d'autres, qualifié de mythique ou d'éphémère suivant les points de vue, cet « Etat » eut un grand rayonnement sous la dynastie des *Mojmír*, *Rotslav* et *Svatopluk*, avant que ne survint l'invasion hongroise qui détruisit tout, en 906, à la demande de l'empereur carolingien Louis II le Germanique... La partie occidentale fut ensuite rattachée à la Bohême, dont elle suivit les destinées bonnes ou mauvaises, alors que la partie orientale passera sous la coupe des Hongrois. Outre son existence bien réelle, la Grande-Moravie eut — et a encore — un impact *mythique* important dans l'« inconscient (?) collectif » des Tchèques et des Moraves, puisque chacun en revendique la paternité culturelle. C'est la Grande-Moravie qui va être présentée comme l'*ancêtre fondateur* de la « Tchécoslovaquie » par Tomáš Masaryk et Edvard Beneš en 1918, alors que pour les nationalistes moraves, cette période correspond, au contraire, à l'apogée du particularisme morave occulté par l'intégration à la couronne tchèque dès le XI<sup>e</sup> siècle. Ce qui est plus étonnant est que les Slovaques se réfèrent aussi à cette « conscience historique ». Comme le signale l'historien slovaque Lubomír Lipták : « Le préambule de la constitution de la République slovaque de 1992 se réfère à "l'héritage spirituel de Cyrille et de Méthode et à la mission historique de la Grande-Moravie" »<sup>5</sup>. C'est la raison pour laquelle c'est le jour de la fête de la Saint-Cyrille-et-Méthode, le 6 juillet, qui est devenu le jour de la fête nationale de chacun des deux pays séparés : depuis 1991 en Slovaquie (soit 2 ans avant leur indépendance effective !) et 1995 en République tchèque.

La **Bohême** fait partie du Saint-Empire depuis sa création, en 962, par le couronnement d'Otton I<sup>er</sup>. Elle y restera, ainsi que la **Moravie** y intégrée, jusqu'à sa destruction au Congrès de Vienne et sa prise par Napoléon en 1806. Au début du XIII<sup>e</sup> siècle, devient un royaume, le seul de tout le Saint-Empire, avec Ottokar I<sup>er</sup> Přemysl, qui annexa la Moravie au détriment de la Pologne (1222). Son petit-fils, Ottokar II, après avoir conquis la plus grande partie de la Hongrie actuelle, voit son trône contesté par Rodolphe de Habsbourg, qui s'y installe. Les Habsbourg resteront sur le trône d'Autriche jusqu'en 1918.

<sup>4</sup> Lipták L., 1996, *Petite histoire de la Slovaquie*, Paris, Institut d'Etudes slaves, "Cultures & sociétés de l'Est" 24. p. 17.

<sup>5</sup> Ibidem p. 19.

La bataille de Mohács, en 1526, vit la défaite totale des Hongrois devant les Turcs Ottomans et provoqua une déstabilisation en Europe centrale. Des conflits et des luttes d'influence entre les Jagellon de Pologne et les Habsbourg d'Autriche permirent le couronnement de *Ferdinand de Habsbourg* à la tête de la Hongrie et son élection à la couronne de Bohême par les Etats tchèque et sa reconnaissance dans les territoires dépendant de la Bohême : la Moravie, la Silésie et la Lusace. Depuis ce moment-là, jusqu'en 1918, au démantèlement de l'Autriche-Hongrie, la Bohême partagera tous les aléas de la monarchie des Habsbourg d'Autriche. C'est sous ce nom que seront dorénavant regroupées les terres héréditaires des Habsbourg dans la partie centrale et orientale du Saint-Empire : l'Alsace, l'Autriche et le sud de l'Allemagne. Les terres de la partie occidentale du Saint-Empire, — de loin les plus importantes—, restèrent dans les mains du frère aîné de Ferdinand de Habsbourg, Charles 1<sup>er</sup> de Habsbourg, qui n'est autre que *Charles Quint*, lorsqu'il fut élu sous ce nom à la tête du Saint-Empire en 1519. Ce dernier résidait à Bruxelles et régnait sur toutes les possessions des Habsbourg d'Espagne. Des accords secrets entre les deux frères sur le partage des terres des Habsbourg avaient été signés à Bruxelles en 1522.

La guerre de Succession d'Autriche (1740–1748) supprima encore davantage la spécificité de la plupart des peuples sous la férule des Habsbourg. Une centralisation va se développer à l'est comme à l'ouest du Saint-Empire. En Belgique actuelle, comme en République tchèque actuelle, les règnes de Marie-Thérèse (1740–1781) et de Joseph II (1781–1790) vont voir se succéder les réformes et la centralisation autrichienne du *despotisme éclairé*, avec l'allemand comme seule langue administrative dans la partie tchèque.

Bien que la Bohême et la Moravie ne faisaient pas partie des «territoires héréditaires» autrichiens, ils y ont été intégrés pour former les Etats de *Cisleithanie* de l'Autriche-Hongrie, après le compromis de 1867. Ce nouveau dualisme austro-hongrois permit l'imposition du bilinguisme aux fonctionnaires de Bohême (1882) et la création d'une section tchèque à côté de la section allemande de l'université Charles de Prague. Cette période de la double couronne permit un développement culturel important parallèlement au développement économique. Si bien qu'à la veille de la Première Guerre mondiale, la partie occidentale de la future Tchécoslovaquie était pratiquement au même niveau que les autres pays d'Europe occidentale. Les Tchèques participaient *directement* au pouvoir « autrichien » (95% en 1914) et ils avaient retrouvé leur autonomie culturelle. On ne peut pas en dire autant des Slovaques, qui étaient dans un système d'administration *indirecte*, par Hongrois interposés, en Transleithanie.

La **Slovaquie** actuelle se trouvait dans le giron hongrois pratiquement depuis le début de l'arrivée des Magyars en Europe centrale, intégrés au royaume de Hongrie, dès le début du X<sup>e</sup> siècle, et complètement soumis à la fin du XI<sup>e</sup> siècle. Ils formaient ce que les Hongrois appelleront la «*Haute Hongrie*» à cause de tout le contrefort montagneux sur lequel elle est adossée (La *Ruthénie subcarpatique* en formait la partie orientale). Le peuplement en a toujours été essentiellement slave, mais la région fut toujours administrée par la noblesse hongroise, comme partout ailleurs dans le royaume de Hongrie. Il existait cependant une petite noblesse locale, sans pouvoir réel.

Après la défaite de Mohács face aux Turcs Ottomans (1526), la quasi totalité de la Hongrie fut «occupée», sauf la «Hongrie royale», — dont la *Haute Hongrie* faisait partie—, qui passa sous la coupe des Habsbourg, comme signalé précédemment. La

capitale de la *Hongrie royale* passa de Budapest à Pozsony (qui deviendra Bratislava bien plus tard seulement).

Lors de la double couronne austro-hongroise, après le compromis de 1867, les Slovaques de Haute-Hongrie connurent la même politique de magyarisation que les autres populations non hongroises de la *Transleithanie*. L'autorité politique se trouvait dans les mains de la noblesse hongroise, comme signalé plus haut; le pouvoir économique dans les mains de la minorité allemande (et juive), — que les rois de Hongrie avaient incités à venir dès le début du XIV<sup>e</sup> siècle, pour exploiter les sous-sol minier du pays. Les Slovaques étaient, en fait, asservis pour la plupart; ils n'avaient quasi aucune autonomie culturelle (contrairement aux Tchèques, en Cisleithanie). En Transleithanie, l'administration autrichienne *indirecte*, par Hongrois interposés, fit que 27% des Slovaques étaient illettrés, en 1914, contre 3% seulement chez les Tchèques.

Quels que soient les critères choisis, la différence de culture et de passé historique est significative pour comprendre que la « naissance » de la Tchécoslovaquie ne va pas se faire sans difficulté.

### **2.1.2. Création d'un Etat commun : la Tchécoslovaquie**

La création de l'Etat « tchécoslovaque » unitaire se fait dans le contexte de la désintégration voulue de la double monarchie multinationale austro-hongroise par les Traités de Versailles (1919) et du Trianon (1920). Elle sera le fait de trois nationaux tchèques et/ou slovaque, ayant vécu à l'étranger, et se référant implicitement à l'image *idéalisée* de la Grande-Moravie, puisque Moraves, Tchèques et Slovaques s'y identifient tous et à la reconnaissance du fait politique par les Alliés, car tout se passe pendant et immédiatement après la Première Guerre mondiale.

*Tomáš Masaryk* (1850–1937) est né en Moravie, de père tchèque et de mère slovaque. (Ce détail n'est pas sans importance pour les tenants des identités *ethniques* séparées, comme en Bosnie-Herzégovine ou... en Belgique!) Etudiant à Vienne et à Leipzig, converti au protestantisme, membre des Frères Moraves, il devient professeur de philosophie à l'université Charles de Prague. *Edvard Beneš* (1884–1948), né en Bohême, est étudiant de Masaryk, avant d'aller à Dijon cueillir un doctorat en droit et de revenir enseigner à Prague. *Milan Štefánik* (1880–1919) est Slovaque. Après des études à l'université Charles de Prague, il part s'établir en France et en acquiert la nationalité.

Tous trois créent, en 1916, à Paris — avec le soutien d'universitaires français — le *Conseil national tchécoslovaque*, qui sera reconnu deux ans plus tard par le gouvernement français. Entre temps, en 1917, à l'intérieur de l'espace tchèque et slovaque (en fait, dans l'*Autriche-Hongrie* de l'époque) des députés tchèques avaient fait une proposition pour créer un « *Etat confédéral* » avec la Slovaquie (donc la *Haute-Hongrie*), proposition qui se heurta à l'opposition des Hongrois. Et l'année suivante, après l'échec de la tentative du dernier des Habsbourg de transformer l'Empire en une *fédération d'Etats* nationaux (octobre 1918), Edvard Beneš annonça la formation d'un *Gouvernement provisoire « tchécoslovaque »*, qui fut immédiatement reconnu par les Alliés. Le pays adopta une Constitution de Type « *République parlementaire* » en 1920, qui fut effective jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale. Mais le pays était quand même construit sur un déséquilibre car les critères choisis ne furent pas les mêmes dans l'ex-Cisleithanie et dans l'ex-Transleithanie.

Chaque composante du pays avait une idée différente de son insertion dans la nouvelle République. *Pour les Tchèques*, il était clair qu'il fallait s'unir *avec les Slovaques* pour se défendre contre les pressions et les dangers extérieurs ; on élargissait, en fait, aux Slovaques la possibilité de se protéger d'un nouvel environnement en construction. Les Tchèques songeaient à l'aspect numérique des slaves dans le nouvel Etat, surtout par rapport à l'importante minorité allemande qui était depuis plusieurs siècles dans la partie tchèque, au début pour exploiter les ressources minières du pays (La minorité polonaise devenait encore moins importante après la restitution forcée de la partie orientale de Teschen/Těšín à ce pays en 1920, au Traité du Trianon). *Pour les Slovaques*, il était tout aussi clair que c'était la première fois, depuis plus d'un millénaire, qu'ils avaient la possibilité de se retrouver dans un Etat qui n'était pas dirigé par des Hongrois. Le passé historique ne les avait pas suffisamment liés aux Tchèques que pour s'identifier à leur nation. Ils voyaient donc dans la nouvelle donne tchécoslovaque la possibilité de renforcer leur propre identité slovaque face aux autres minorités, et plus particulièrement la minorité hongroise au sud de la Slovaquie.

Je partage entièrement l'expression très judicieuse de Frédéric Wehrlé, lorsqu'il affirme : « Ce qui était demandé aux Slovaques, c'était d'être "*Tchécoslovaques*", pour que la "*nation tchécoslovaque*" [en italique dans le texte] puisse faire front aux revendications autonomistes ou séparatistes de la minorité allemande, tant sur la plan intérieur qu'international<sup>6</sup>. Cela impliquait l'incorporation des Slovaques à la nation tchèque — en d'autres termes la négation de l'existence d'une entité slovaque — et d'un pouvoir d'Etat centralisé, afin que l'Etat-nation tchécoslovaque résiste aux agressions intérieures et extérieures. Côté slovaque, l'union politique avec les Tchèques fut pensée en termes différents. Elle avait été pensée comme un moyen d'arrêter le processus de dénationalisation dont souffraient les Slovaques en Hongrie et comme un instrument de *préservation* [en italique dans le texte] de l'intégrité et de la spécificité de ce qui a été perçu comme le territoire national slovaque, par l'octroi d'une *autonomie territoriale* [c'est moi qui souligne] dans le cadre constitutionnel de la Tchécoslovaquie »<sup>7</sup>.

### 2.1.3. Une République unie, du moins juridiquement (1918–1989)

L'essentiel se trouve, à mon sens, résumé dans cette approche duale qui existe dès l'origine de la création de la Tchécoslovaquie : • un Etat unitaire, centralisateur, de type *jacobin*, dans l'esprit des dirigeants Tchèques, avec un pouvoir très centralisé, si possible en mains tchèques — vu ce qui vient d'être dit ; les Slovaques au service de l'Etat tchécoslovaque, même à l'époque de la République socialiste *Fédérative* de Tchécoslovaquie (qui aurait pu laisser supposer un fédéralisme de fait !); • un Etat régionalisé, de type *fédéraliste*, pour les Slovaques, qui tient compte des spécificités de la nation slovaque et de la Slovaquie en tant que région, surtout au moment de la République dite *Fédérative* de Tchécoslovaquie.

On peut le dire ou l'écrire en quelques mots ou, au contraire, l'explicitier et le prouver de façon plus nuancée<sup>8</sup> ou plus régionalisée et nationalisée, au sens culturel

<sup>6</sup> Wehrlé F., 1994, *Le divorce tchéco-slovaque. Vie et mort de la Tchécoslovaquie 1918–1922*, Paris, L'Harmattan, collection "Pays de l'Est".

<sup>7</sup> Wehrlé F., 1993, *Les chemins de la désintégration de la Tchécoslovaquie*, in : Gresh A. (dir.), 1993 : 89–100.

<sup>8</sup> Marès A., 1995, *Histoire des pays tchèques et slovaque*, Paris, Hatier, collection « Nations d'Europe ». et surtout : Wehrlé F., 1994, *Le divorce tchéco-slovaque. Vie et mort de la Tchécoslovaquie 1918–1922*, Paris, L'Harmattan, collection "Pays de l'Est".

du terme<sup>9</sup>, le reste n'apparaît plus que comme une succession d'éléments — heureux ou malheureux — liés à l'évolution événementielle, allant dans ce sens ou s'en écartant suivant l'évolution historique, que l'on est pas toujours seul(s) à décider, vu sous l'angle *émique* !...

La protection des minorités — imposée par les traités de paix — fut effective aussi, ce qui est assez rare à cette époque, en Europe centrale, pour être signalé, jusqu'au dépeçage de 1938–1939 sous la pression des Nazis. La conférence de Munich (septembre 1938) livre à Hitler les territoires tchèques de population allemande, — les Sudètes—, en Bohême, en Moravie, en Silésie, ainsi que l'ouest du territoire de Teschen/Těšín. Pour la Slovaquie, l'arbitrage germano-italien de Vienne (novembre 1938) permet à la Hongrie d'en annexer la partie méridionale, peuplée de Magyarophones. Cette situation troublée favorise la partition temporaire de la Tchécoslovaquie avec le « protectorat » de Bohême-Moravie et l' « indépendance » de la Slovaquie, proclamée par la Diète de Bratislava suite à un ultimatum d'Hitler (mars 1939). Mgr Jozef Tiso en devient le président, sous la protection du Reich.

La fin de la guerre permet le retour aux frontières de 1937, c'est-à-dire la récupération des terres des Sudètes, mais les accords de Postdam (1945) en permettent l'expulsion de toute la population germanophone, ce que les Tchèques ne se privent pas de faire ; en un an la question est « réglée » ! Par contre, du côté slovaque, le pays doit céder la Ruthénie subcarpatique à l'URSS ; elle devient l'*Ukraine* subcarpatique.

Du point de vue qui nous intéresse ici, la force de l'identité régionale et ses possibilités d'expression, on aurait pu craindre que la loi tchécoslovaque de novembre 1938 sur l'*autonomie slovaque*, qui consacrait la « fédéralisation de l'Etat », ne reste lettre morte par la suite. Pas sous l'angle juridique, en tous cas, puisque les accords de Košice reconnaissent et confirment l' « *autonomie de la Slovaquie* » en mai 1945. Mais cette autonomie reste très formelle, quels que soient les régimes qui se succèdent. La Tchécoslovaquie reste un *Etat unitaire, régionalisé*, et la marginalisation progressive de la Slovaquie continue à se faire, comme dans l'entre-deux guerres, tant sur le plan politique que sur le plan social et économique.

Ce ne sont pas le « Coup de Prague » (1948), qui voit la prééminence du Parti communiste sur les instances gouvernementales, la proclamation de la « démocratie populaire », la période des procès staliniens et, même, la nouvelle Constitution tchécoslovaque de 1960 qui changent la réalité des choses : l'autonomie slovaque est toujours réduite davantage à la portion congrue.

Par contre, le « Printemps de Prague » de 1968, pour éphémère qu'il fut avant l'intervention des troupes du Pacte de Varsovie, a voulu transformer le régime en un *socialisme à visage humain*, en accordant une place importante aux relations tchécoslovaques. Ce n'est pas l'effet du hasard si cela se produisit après l'arrivée du Slovaque Alexander Dubček (1968) puis du Slovaque Gustáv Husák (1969) à la tête du PC puis de l'*Etat fédéral, régionalisé* tchéco-slovaque depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1969.

Cette période 1969–1989, dite de « normalisation », fut moins défavorable aux Slovaques que les périodes précédentes. Les *Recueil statistiques de l'Etat tchécoslovaque* fédéralisé montre que de nombreux in-vestissements furent faits dans la partie slovaque

<sup>9</sup> Urban O., 1996, *Petite histoire des pays tchèques*, Paris, Institut d'Etudes slaves, « Cultures & sociétés de l'Est » 25. pour le point de vue tchèque et Liptak (op. cit) pour le point de vue slovaque.

du pays : de grands combinats agricoles et industriels firent leur apparition dans une région qui était fort sous-équipée jusqu'alors. Un processus d'égalisation avait été entrepris visant à réduire le fossé séparant la Slovaquie du reste du pays.

La période 1969–1989 voit aussi la montée lente mais régulière de l'affirmation de ses idées, la création de la « *Charte 77* » (1977), dont Václav Havel est signataire. Les troubles en Europe centrale se font de plus en plus fréquents durant la décennie quatre-vingts, suite à l'insatisfaction sociale généralisée : le mouvement Solidarność en Pologne, le dégel hongrois sous János Kádár, l'agitation constante en Allemagne de l'Est ; la contagion devient de plus en plus forte. En Tchéco-Slovaquie même, le slovaque Gustáv Husák est remplacé par le tchèque Miloš Jakeš à la tête du PC (1987), tout en restant à la tête de l'Etat, mais deux ans plus tard (1989), en novembre (chute du Mur de Berlin !), des manifestations contre le régime communiste provoquent la fin du monopole du pouvoir du PC dans le pays.

### ***2.1.4. Une transition démocratique, du moins juridiquement (1989–1992)***

Le changement était dans l'air du temps. Chacune des deux *nations* tchéco-slovaques voulait s'exprimer pleinement et librement (pour les « minorités dites nationales » dans les deux parties du pays, c'est une autre affaire). Pour extérioriser ce désir de changement Václav Havel est élu président de la nouvelle République tchéco-slovaque, dès janvier 1990, et l'appellation officielle du pays devient, trois mois plus tard, la « *République Fédérative Tchèque et Slovaque* ». Il n'y a, — en fait —, à ce moment-là, pas de changement juridique : l'Etat reste toujours un *Etat fédéral, régionalisé*, ce qu'il était déjà depuis exactement vingt ans (janvier 1969) ! Ce qui change, par contre, est le désir affirmé par les deux parties d'apporter des modifications constitutionnelles pour répartir les pouvoirs entre l'Etat fédéral et les Républiques fédérées tchèque et slovaque. Mais pas avec le même contenu !

Ce qui se passe ensuite durant les deux années suivantes est assez kafkaïen ou ubuesque, lorsqu'on voit le fossé qui s'accroît de plus en plus entre : la montée des partis nationalistes tchèque et slovaque ; les responsables politiques des deux nouvelles Républiques fédérées ; les responsables politiques et leur population respective dans chaque République. Différentes lectures des événements sont possibles : certains parlent de « malentendus », d'« ultimatum » tchèque, d'une « liquidation civilisée » de la Tchécoslovaquie, de « maladresses du pouvoir central », plus tout ce qu'on a pu lire dans la presse à cette période !... Il y a certainement de tout cela, mais il y a surtout, à mon avis, un exemple peu ordinaire de *politique politicienne et de manipulation du pouvoir*, dans un mépris total du respect le plus élémentaire de la volonté des populations concernées, ne parlons même pas de peuples... Car, d'un côté comme de l'autre du pays, une large majorité de la population était hostile à la séparation du pays en deux Etats indépendants — pour des raisons différentes — et voulaient le maintien d'une structure commune. Et les politiciens tchèques et slovaques n'ont absolument pas voulu en tenir compte, puisqu'ils ont refusé le verdict populaire, sous forme de référendum, dont l'issue était certaine : le refus de ce qui a été présenté comme le « divorce de velours ».

La population slovaque avait toujours exprimé ce désir d'une structure fédérative — fédération ou confédération — et avait exprimé un sentiment d'incompréhension, voire d'injustice vis-à-vis des Tchèques, ou tout au moins de leurs dirigeants, mais pas

de rejet absolu ! Mais les partis politiques qui s'étaient progressivement imposés dans chaque République fédérée avaient déjà fait leur choix : le *Parti Civique Démocratique* (ODS) de Václav Klaus, vainqueur des élections en République tchèque, voulait une «fédération fonctionnelle», en fait, un pouvoir fortement centralisé à Prague au niveau de l'Etat fédéral ; le parti de Vladimír Mečiar, *Mouvement pour une Slovaquie Démocratique* (HZDS), voulait une «République confédérale», c'est-à-dire la plus décentralisée possible, avec un Etat confédéral à pouvoir faible.

Les partis politiques majoritaires dans chaque partie de l'Etat fédéral ne sont parvenus à s'entendre pour un règlement équilibré de l'arrangement constitutionnel du nouvelle formule véritablement fédéraliste. Chaque fois que la partie slovaque proposa un contrat d'Etat entre les deux Républiques fédérées, elle essuya un rejet des Tchèques, qui se refusaient à toute décentralisation effective. Si bien qu'après les élections parlementaires de juin 1992, qui virent la réélection de Klaus dans la partie tchèque et de Mečiar en Slovaquie, les deux hommes signèrent entre eux un accord sur la «partition» de la République Fédérative Tchèque et Slovaque (20 juin). Aucun de leur parti respectif (ODS et HZDS) n'avait jamais annoncé cette intention. L'historien tchèque Karel Bartošek, qui avait déjà mis en évidence «la difficile coexistence des deux nations» dans la Tchéco-Slovaquie, n'hésita pas à parler d' «une séparation antidémocratique»<sup>10</sup>. Point de vue que je partage d'autant plus que, outre la fait que la population n'a pas été consultée, aucun des deux partis n'était particulièrement représentatif du choix de la majorité des citoyens du pays, ni au parlement fédéral, ni à leur parlement régional. Les choses se sont alors précipitées : le mois suivant (17 juillet), le Conseil national slovaque proclame la *Souveraineté de la Tchécoslovaquie*, ce qui provoque — trois jours plus tard — la démission de Václav Havel de la présidence de la République Fédérative (20 juillet) ; 1<sup>er</sup> septembre : adoption de la *Constitution slovaque* ; 19 décembre : adoption de la *Constitution tchèque* ; 31 décembre à minuit : fin de la *Tchécoslovaquie* comme Etat commun.

La volonté des Tchèques avait fini par l'emporter. Non seulement chaque parti avait imposé cette solution à son électorat, de façon totalement antidémocratique, mais les Tchèques avaient aussi imposé leur conception de l'Etat aux Slovaques. Le jour même de la signature de la partition du pays entre les deux responsables de parti et *Premiers ministres* de leur République respective, Václav Klaus avait dit en signant le document qu'il «préférerait deux Etats indépendants à la confédération»<sup>11</sup>. Il ne faisait que dire tout haut ce que beaucoup de dirigeants tchèques pensaient tout bas, ce qui avait aussi été exprimé par des journaux tchèques, dont cet hebdomadaire qui titrait : «Seuls vers l'Europe ou ensemble vers les Balkans»<sup>12</sup>.

### **2.1.5. Naissance de deux Etats indépendants : la République tchèque et la Slovaquie**

Qui peut dire si les choses se seraient effectivement passées comme cela, si le contexte dramatique de l'autodestruction de l'ex-Yougoslavie n'avait pas permis une comparaison on ne peut plus favorable à l'ex-Tchécoslovaquie pour cette séparation

<sup>10</sup> Bartošek K., 1992, «Tchéco-Slovaquie. La difficile coexistence des deux nations», in : *L'état du monde — Edition 1993*, Paris, Ed. La Découverte, 235-240.

<sup>11</sup> Wehrlé F., 1993, op. cit. : 96).

<sup>12</sup> Cité in : Marès A., 1995 : 357.

non violente ? Sous des dehors calmes, la transition ne s'était pas moins faite de façon assez *peu démocratique* dans l'esprit sinon dans la forme. C'est probablement la raison pour laquelle la communauté internationale a entériné aussi rapidement la politique du fait accompli.

On a souvent lu et entendu dire, à cette époque, que chacune des deux parties avait l'impression de faire une « bonne affaire » : les Tchèques s'étaient séparés des Slovaques et n'avaient donc plus ce *boulet économique* à traîner derrière eux ; les Slovaques n'étaient plus subordonnés aux Tchèques et allaient donc « enfin » pouvoir *prendre en mains leur propre destinée*. Mais de qui parlait-on, en fait, des dirigeants ou de la population de chaque peuple ?

Finalement, le « régionalisme égoïste » et « la somnolence repue » des Tchèques, l'ont emporté sur le « populisme patriotique de gauche » des Slovaques. Les expressions sont de Petr Pithart, Premier ministre de la République tchèque de 1990 à 1992<sup>13</sup>, qui insiste sur la profonde asymétrie des situations tchèque et slovaque lors de leur séparation. Ces clichés caractérisent bien les raisons du blocage des discussions constitutionnelles, mais conditionnent aussi, en grande partie, les premières années de vie des nouveaux Etats, dans le contexte tendu de l'Europe orientale.

Quelle *distance psychologique* à trois années d'intervalle ! En 1989, l'histoire s'était remise en marche ; la Tchécoslovaquie était en fête par la nomination de son nouveau gouvernement fédéral. Alexander Dubček, le *réprouvé* était élu président de l'Assemblée tchéco-slovaque et Václav Havel, le *dissident*, président de la République.

Mais l'accord politique qu'il y avait eu sur la Constitution fédérale s'était vite lézardé, en bute à des questions économiques, diplomatiques. Les accords signés par la Tchécoslovaquie avec ses voisins étaient contestés par les Slovaques pour des raisons de continuité juridique. Václav Havel avait bien souhaité un accord de « cohabitation » entre les Républiques fédérées tchèque et slovaque ; il avait demandé un renforcement de ses pouvoirs pour empêcher l'éclatement du pays ; il avait incité le Parlement à adopter la loi sur la décentralisation. Mais rien n'y fit, le processus de partition était engagé dans les faits, après l'avoir été depuis longtemps dans les esprits de nombre de *nationaux* et/ou *nationalistes* de chaque partie de la fédération. On ne rencontrait que des « citoyens en quête d'Etat dans l'imbroglie tchécoslovaque », pour reprendre l'expression de Blanka Richova, historienne et politologue enseignant à l'Ecole des hautes études économiques de Prague. L'absence d'une véritable *identité unique* peut-elle être un phénomène durable ? Cette quête de la *nation tchécoslovaque*, entre fiction et réalité, montrait toute la difficulté et toute l'ambigüité de faire coexister la nation « culturelle, nationale » et la nation « politique, juridique ».

Et le Parlement, en adoptant la loi sur la partition de la Tchécoslovaquie pour le 31 décembre 1992, avait ouvert la voie à une *scission constitutionnelle* de la Fédération. Le vote avait été acquis de justesse, à la troisième tentative de l'Assemblée fédérale, grâce à l'apport des voix de quelques députés de gauche qui n'ont pas respecté les consignes de vote de leurs partis, hostiles à la séparation. Le texte ne prévoit ni référendum ni ratification par les Conseils nationaux (Parlements tchèque et slovaque), comme le proposaient les anti-indépendantistes dans leurs amendements. Les avis étaient donc fort partagés et on allait rencontrer autant de mécontents que de

<sup>13</sup> Pithart P., 1995, *L'asymétrie de la séparation tchéco-slovaque*, in : Rupnik J. (dir.), 1995, *Le déchirement des nations*, Paris, Seuil. 1995 : 157-179.

personnes à la mine réjouie, — mais pour des raisons différentes—i, à la veille de cette séparation «*imposée*» en quelque sorte.

### Le prix économique de la partition

Cela va vite s'inverser quand les Slovaques vont se rendre compte des conséquences de la réalité économique de leur nouvel Etat, pour lesquelles ils vont devoir payer le prix fort, car la partition a affecté une économie slovaque qui était déjà en pleine crise. L'analyse des caractéristiques spécifiques de la Slovaquie et de la République tchèques, aux points de vue économique et social permet d'en prendre conscience du premier coup d'œil : une société plus rurale, moins industrialisée mais pas plus agricole pour autant, donc beaucoup plus engagée dans le secteur tertiaire. Une société beaucoup plus touchée par le chômage — quatre fois plus élevé qu'en République tchèque !—, alors que le rythme de l'accroissement naturel de la population y est plus élevé qu'en Bohême-Moravie. Un parc industriel plus récent mais complètement disproportionné par le gigantisme des combinats construits durant la période précédente et, de plus, technologiquement obsolète et polluant, rendant la reconversion à l'économie de marché d'autant plus difficile. Le tiers de la population active est engagé dans le secteur secondaire qui ne fournit que la moitié du PNB.

Si le nouvel Etat slovaque présente une grande homogénéité dans ses caractéristiques sociales et économiques, on ne peut cependant pas dire que les données de départ soient des plus favorables. Il est vrai, pourtant, que les conditions de la formation de ce nouveau pays «*indépendant*» est éloquent dans la confrontation des sociétés de type sociétal et politique dont parle Bernard Poche. Il se pose d'ailleurs la question de savoir, vu le passé historique de cette région, si la Slovaquie — comme la Slovénie d'ailleurs — ne serait pas devenue un Etat «*que* pour pourvoir être une "grande région" autonome»<sup>14</sup>. S'il fallait répondre par l'affirmative, à savoir que les Slovaques ont bien demandé leur indépendance pour pouvoir jouir d'une autonomie effective, on se demande alors pourquoi leurs *décideurs* politiques n'ont pas réfléchi davantage au fait qu'ils ne disposaient de pratiquement aucune économie viable sans la partie tchèque, vu la façon dont le pays avait été mis en valeur précédemment. Une «*autonomie culturelle réelle*» n'aurait-elle pas alors été plus favorable pour eux qu'une indépendance problématique ? Le problème ne fait d'ailleurs que changer d'échelle et de communauté car, ce que les politiques slovaques ont «*arraché*» aux Tchèques, ils ont beaucoup de mal à l'accorder maintenant aux minorités hongroises dans leur nouveau pays ? On est toujours le minoritaire et le marginal de quelqu'un !...

Pendant que la Slovaquie «*se bat*» avec ses voisins aux frontières méridionales, les Tchèques, eux, profitent de l'avantage qu'ils ont d'avoir un long tracé frontalier avec deux pays de l'Ouest — membres de l'Union européenne — pour jeter des ponts transfrontaliers et participer au réseau des *Eurorégions*. Les pays de l'ex-Europe de l'Est peuvent tirer profit de ces unions, puisqu'ils peuvent aussi, dans une certaine mesure, bénéficier de crédits communautaires par le biais du programme PHARE, tout en n'étant pas membres de l'UE. La République tchèque fait partie de cinq régions transfrontalières, du nord au sud : les *Eurorégion* «*Neisse-Nisa-Nysa*», avec la Pologne et l'Allemagne ; «*Elbe/Labe*», «*Erzgebirge-Krušné Hory*» et «*Egrentsis*» avec l'Allemagne ; «*Bayerischer Wald/Sumava*» avec l'Allemagne et l'Autriche. La Slovaquie,

<sup>14</sup> Poche B., 1992, *La Belgique entre les piliers et les «mondes linguistiques»*. *Quelques réflexions sur la question des formes sociales*, in : "Recherches sociologiques", Louvain-la-Neuve, Université catholique de Louvain, Unité de Sociologie, vol XXIII, N° 3 : 43-67.

quant à elle, essaie de rejoindre l'*Euroregion* « Carpatés », avec la Hongrie, l'Ukraine et la Pologne.

Pour faciliter le passage à l'économie de marché, chacun des deux nouveaux Etats a aussi passé des « *accords bilatéraux* » avec des pays de l'Ouest, non seulement dans le domaine économique mais aussi dans les secteurs culturels et scientifiques. Ces accords ont été signés avec des *Etats*, des *Régions* ou des *Communautés culturelles*, — lorsque la distinction est faite entre ces deux dernières entités ayant la compétence juridique pour le faire. C'est le cas de la Belgique ; nous en présenterons les nuances par la suite. Signalons simplement, dès maintenant, que la *Région wallonne* (le Sud du pays) et la *Communauté française de Belgique* (regroupant l'ensemble des francophones du pays) se sont intéressées à la Slovaquie dès le début de son *combat identitaire*, au sein de la *République Fédérative Tchèque et Slovaque* (1990).

Ces différents accords sont les seuls, à ma connaissance, à avoir été passés entre les deux nouveaux *Etats* issus de l'ex-Tchécoslovaquie et les différentes *Régions* et *Communautés culturelles* de Belgique, au 1<sup>er</sup> janvier 1997. Il est assez symptomatique de constater que ces accords ont uni une des « grandes régions » issues d'un Etat fédéral (l'ex-Tchécoslovaquie) avec deux autres *régions*, — l'une au sens économique (la Région wallonne), l'autre au sens culturel (la Communauté française de Belgique) — j, d'un Etat fédéral « de compromis » (la Belgique). Le fait que la Wallonie et les francophones de Belgique aient fait le choix d'aider les Slovaques, qui ont voulu se séparer des Tchèques, et non les Tchèques est très révélateur aussi de l'esprit dans lequel se fait cette collaboration sur le plan interne belge, le point de vue émique de la question...

### **Les questions juridiques et constitutionnelles**

Du point de vue de la *perception de l'espace* et des *cartes mentales* que se font les individus, on assiste souvent à un divorce entre celles des responsables politico-économiques qui prennent les décisions et celles des populations qui en subissent les conséquences dans leur vie de tous les jours. On est alors à l'antipode de l'esprit de la « région » comme source de cohésion, d'incitation et d'engagement ; peu de chances qu'on y voie se créer des régions transfrontalières dans un premier temps ! Vu le contexte d'« autoritarisme politique » dans lequel sont nés les deux nouveaux Etats, il ne faut pas s'étonner que tous ces problèmes fassent bien partie de la quotidienneté de la population. Quel est le cadre constitutionnel et juridique qui a permis aux Tchèques et aux Slovaques de se répartir les différents biens communs de l'ex-Tchécoslovaquie ? Quelle(s) clef(s) de répartition ont-ils utilisé(s) ? Comment tentent-ils de régler les problèmes institutionnels qui subsistent ? Autant de questions qui intéressent directement toutes les « régions » — quels que soient leurs noms — qui aspirent à une autonomie juridiquement reconnue par les Etats-nations dans lesquelles elles se trouvent.

La quasi totalité des biens matériels, avoirs et dettes de ces organismes dépendant de l'administration d'Etat ou d'entreprises publiques fédérales, ont été répartis selon deux règles définies par la *loi constitutionnelle du 13 novembre 1992*. Les propriétés immobilières et le mobilier afférant ont été répartis selon le *principe de la territorialité* : ce qui se trouve dans une des deux Républiques fédérées y reste. Pour le reste, des commissions de répartition, créées dans chaque ministère et organisation, ont appliqué la règle de « deux pour un », correspondant au *rapport des populations* tchèque (10 millions) et slovaque (5 millions). Lorsque ces deux règles se sont révélées

inacceptables pour l'une des deux parties, les biens ont été divisés en vertu d'accords particuliers. Ce fut, entre autres le cas pour le partage du patrimoine historique : les collections de mobilier et tableaux se trouvant dans une république et ayant été déménagées dans l'autre, ou le partage des collections des différentes bibliothèques communes aux deux pays.

Le contentieux financier est l'un des plus importants entre les deux nouvelles Républiques : la répartition des biens et les compensations le faisait monter à près de 25 milliards de couronnes au moment des indépendances, soit quelque 830 millions de dollars, en faveur de la République tchèque. L'achèvement de ces négociations ne semble pas évoluer beaucoup, car les Slovaques lient la reconnaissance et le remboursement de leur dette au retour des objets culturels « slovaques » qui se trouvent encore dans les musées tchèques, restitution pour laquelle Prague ne semble pas être pris d'un empressement particulier...

### **Nationalisme et minorités**

Les problèmes institutionnels sont en cours de règlement, les questions économiques remises sur les rails du libéralisme en menant une politique d'austérité, même si les déficits budgétaires posent encore des problèmes aux gouvernements et la privatisation en bonne voie, malgré des difficultés plus grandes en Slovaquie. A mesure que ces deux Etats deviennent « normaux », *standardisés* aux normes occidentales, les mêmes antagonismes que partout ailleurs refont surface, y compris ceux de la politique politicienne et des tensions ethniques avec les populations marginalisées. La perception *étiquée* qu'on en a de l'extérieur réduit ces dernières essentiellement aux Tsiganes pour les Tchèques et aux Magyars pour les Slovaques ! Et pourtant...

Sur le plan politique, l'évolution de la République tchèque est moins mouvementée que celle de sa turbulente voisine ; il est vrai que le président Václav Havel, l'ancien dissident, apporte un « supplément d'âme à cette démocratie sans histoires », comme le dit Serge Enderlin. Cela ne met pas pour autant la classe politique du pays à l'abri de la corruption ou de scandales financiers. Des mécontentements sociaux s'y manifestent aussi, tels ceux des cheminots ou des instituteurs en ce début d'année. Mais d'une façon générale, le bilan est plutôt positif selon les différents observateurs nationaux ou étrangers. Le nationalisme n'y est pas trop agressif ; il ne constitue pas un élément de référence dans la gestion de la politique du pays. Mais le citoyen n'a pas une vue claire de la situation politique réelle ; il ne lui est pas facile de percevoir si on peut parler de « gain » ou de « perte » en la matière par rapport à la situation antérieure.

L'évolution politique de la Slovaquie, par contre, est beaucoup plus ambiguë et équivoque. Si la « méthode Mečiar » a donné des résultats économiques honorables dès 1995 — à un point tel qu'il s'est payé le luxe de refuser un crédit de 33 millions de dollars au FMI! —, cela ne va pas sans des dérapages certains au niveau de la démocratisation du pays ou de la démocratie tout court... Dès son arrivée au pouvoir, il a muselé la presse en reprenant en main le principal journal d'opposition, élargissant ensuite ses propos incendiaires à l'ensemble de la presse, en brocardant même la présidence slovaque au passage ! Les manifestations antigouvernementales à Bratislava ne se sont, dès lors, pas fait attendre. Dans la surenchère politicienne, Mečiar a aussi noué une alliance de gouvernement avec deux partis démagogiques et nationalistes. Il fut le seul (avec la Roumanie de Ion Iliescu) à pratiquer une telle politique démagogique et populiste, n'hésitant pas non plus à faire licencier plus de 4000 fonctionnaires pas assez *loyaux* à son goût. La crise politique s'aggrava dans

une proportion telle que la situation de la Slovaquie inquiéta l'Union européenne, tant les conflits se multipliaient entre le chef de l'Etat et le premier ministre. La Slovaquie de Vladimír Mečiar connut un isolement croissant et certains observateurs jugent ce type de pouvoir de façon très sévère.

Le pays pouvait d'autant moins donner une *image négative* de lui-même que c'est à la même période que se discutaient en Europe les conditions d'accès à l'UE (Union européenne) et à l'OTAN, que l'OSCE avait organisé la Conférence pour la stabilité en Europe, encourageant les pays voisins à régler leurs problèmes de minorités et de tracés frontaliers. Le pays vit dans l'attente de cette prochaine décision de l'OTAN qui sera prise dans le courant du mois de juillet. Mais Vladimír Mečiar est sur la défensive et attend d'abord anxieusement les résultats du référendum qui sera organisé sur l'OTAN dans son pays, suite au vote du Parlement de Bratislava d'une résolution obligeant le président Michal Kováč à convoquer une consultation populaire d'ici l'été. La date a été fixée aux 23 et 24 mai prochains.

Quel impact les politiques nationales et/ou nationalistes des deux nouveaux Etats issus de l'ex-Tchécoslovaquie ont-elles sur les minorités culturelles de leur territoire respectif? En effet, le démembrement de l'Autriche-Hongrie par les Alliés après la Première Guerre mondiale n'avait pas suivi les frontières culturelles des différents peuples qui constituaient les nations de la double monarchie multiethnique, s'opposant même à l'organisation de plébiscite pour le rattachement de plusieurs d'entre eux. Le problème n'étant donc pas résolu, il ne faisait/ferait que se reposer à un autre niveau et à une autre échelle.

Dans la partie tchèque, la principale minorité a toujours été celle des Allemands, appelés les «*Sudètes* ». Jusqu'à l'expulsion massive *autorisée* de 3,5 millions d'entre eux, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, ils formaient *grosso modo* le tiers de la population de la Bohême-Moravie. Après, leur proportion tomba à moins de 2%, vers les années cinquante, pour former maintenant un demi pour cent (0,6%) de la population de la République tchèque, soit 600.000 personnes ; les Tchèques eux-mêmes en constituent 96%.

Les circonstances dans lesquelles les «*Sudètes*» ont été expulsés les ont progressivement conduits à demander une indemnisation, puisque la nouvelle République tchèque et l'Allemagne ont signé en 1992 un «*traité de bon voisinage et de collaboration amicale*». Pour les «*Sudètes*» restés en République tchèque, le *traité de bon voisinage* de 1992 confirme les frontières existantes (art. 3) et donne aux Allemands (art. 20) le droit de développer leur culture ; mais il ne prévoit pas la prise en charge d'écoles, ni le bilinguisme des toponymes et des services publics.

Mais c'est en Slovaquie que les problèmes des minorités sont les plus aigus, et plus particulièrement avec les *Magyars*, qui se trouvent dans les districts frontaliers de la zone méridionale du pays. Ils forment une communauté assez homogène, ayant vécu dans ces régions depuis pratiquement un millénaire, dans la *Haute Hongrie* du royaume du même nom. Ils ne sont devenus «*minorité nationale*» que depuis leur séparation de la Hongrie, par les traités de Versailles et du Trianon, et leur rattachement d'abord à la Tchécoslovaquie, puis à la Tchéco-Slovaquie et, maintenant, à la Slovaquie. Leur situation est devenue de moins en moins «*confortable*» à mesure que le nombre de minorités diminuait dans le pays de référence. Ils sont actuellement quelque 570.000–600.000 personnes et forment près de 11% de la population de Slovaquie, la seule minorité importante du pays.

Ils ont une très forte conscience de leur identité ethnique et culturelle, étant adossés à la Hongrie que seul le Danube sépare. Leur désir n'est pas tant de rejoindre la Hongrie, puisqu'ils savent bien qu'il est utopique, pour l'instant, d'imaginer changer quoi que ce soit au tracé des frontières internationales, aussi aberrantes soient-elles, de peur de créer un précédent. L'exemple de l'ex-Yougoslavie n'est certainement pas un exemple à suivre ni une source de tentation, quand on voit le contexte dans lequel les choses se sont passées ! Par contre, ils ont un désir très affirmé de pouvoir se constituer en *région autonome* ou, au moins, de pouvoir bénéficier d'une *autonomie culturelle* effective dans le cadre de la Slovaquie. Ce que la minorité hongroise de Slovaquie demande n'est que de pouvoir bénéficier d'un « statut spécial » lié à la spécificité ethnique et culturelle de sa population, comme le prévoient les documents internationaux de l'ONU, du Conseil de l'Europe et de l'OSCE. Ce qu'ils rejettent catégoriquement, par contre, est le projet slovaque de redécoupage administratif qui « *conduirait à une totale marginalisation des Hongrois* », à leur « *assimilation* ». Contrairement à ce projet qui prévoit de disperser la minorité hongroise dans cinq régions, les élus hongrois de Slovaquie ont revendiqué la création d'une ou de trois régions dans lesquelles les Hongrois seraient majoritaires. Ils ont également réclamé une véritable décentralisation des pouvoirs de décision vers les communes et les régions. La similitude de situation est frappante avec celle des Hongrois de Transylvanie, en Roumanie.

Le dernier ambassadeur de l'ex-Tchécoslovaquie en Hongrie, Rudolf Schmel, explique cette situation de tension chronique par un manque de dialogue entre les parties en présence. La situation est bloquée car il n'y a que des ultimatums adressés à la minorité hongroise qui se trouve toujours placée devant le fait accompli. Et, de leur côté, les représentants des Hongrois de Slovaquie n'ont jamais trouvé des hommes capables d'engager des négociations constructives. Ils ont favorisé une communication rigide en s'adressant aux autorités slovaques à travers Budapest. Peut-être, mais le Parlement a quand même voté une « loi sur la langue d'Etat », imposant l'usage du slovaque dans toutes les démarches officielles et administratives (novembre 1995). Bratislava voulait une langue « slovaquement » pure, luttant contre tous les « tchéquismes », « anglicismes », « américanismes... Et, tout en ne le disant pas, cette loi annule, par le fait même, la législation précédente qui permettait à la minorité hongroise d'utiliser sa propre langue dans les communes où elle représentait plus de 20% de la population. C'est la raison pour laquelle cette loi, dès avant son adoption, avait déjà été critiquée à l'Est comme à l'Ouest : à l'Est, par le gouvernement de Budapest, qui reste toujours très sensibilisé par les questions qui touchent les minorités magyares hors de Hongrie ; à l'Ouest, par le Conseil de l'Europe, qui la trouve contraire aux *Conventions sur les droits de l'homme et des minorités* et à la *Charte sur les langues minoritaires*.

La veille de l'ouverture de la *Conférence sur la stabilité en Europe*, organisée par l'OSCE à Paris, les 19 et 20 mars 1995, la Slovaquie a signé avec la Hongrie un traité de base considéré comme un modèle à suivre pour régler la question des minorités magyares. Ces traités de bon voisinage sont jugés indispensables pour les voisins de l'ancien *Comecon* et du Pacte de Varsovie, pour pouvoir faire acte de candidature à l'Union européenne et à l'OTAN. L'accord signé entre les deux pays, à Bratislava, le 16 mars 1995, par les premiers ministres hongrois et slovaque, Gyula Horn et Vladimír Mečiar, reconnaît un statut d' « autonomie » pour les minorités hongroises de Slovaquie. La nouvelle est d'importance parce que la chose était loin d'être évidente, lorsque V. Mečiar et ses alliés nationalistes avaient réapparu à la tête du gouvernement.

Ce «traité de bon voisinage» allait faire partie de l'ensemble de ceux qui se trouvaient déjà dans la *corbeille* du «Pacte de stabilité», sous l'égide de l'OSCE. Il incluait entre autre la fameuse «Résolution 1201» de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, donnant aux minorités nationales «*le droit de disposer d'administrations locales ou autonomes, ou d'un statut spécial*». Encore que les Slovaques ne soient pas très chauds non plus à l'idée de faire référence au droit à l'*autonomie* des communautés magyares. Yves-Michel Riols, journaliste au *Monde*, rapporte que le nouveau chef de la diplomatie slovaque, Juraj Schenk, aurait réaffirmé qu'une telle disposition menacerait l'*"intégrité territoriale de l'Etat"* et créerait un *"dangereux précédent"* en Europe. Alors que les autorités hongroises se félicitaient de l'incorporation au traité de la *Résolution 1201*, Vladimír Mečiar, confirmait l'idée de Juraj Schenk comme quoi l'accord s'appuyait sur «*la conception individuelle des droits de l'homme*», jugeant «*inacceptable l'idée d'autonomie*». Les premiers, les Hongrois, se réfèrent au texte même de la Résolution 1201, datant de 1993, alors que les seconds, les Slovaques, se réfèrent à la convention-cadre du même Conseil de l'Europe, datant de 1994, qui a exclu ce paragraphe relatif au droit des minorités ! Les premiers se réfèrent au droit se rapportant à une autonomie régionale, «régionalisée», «territorialisée», les seconds au droit défendant une autonomie «culturelle» et «personnelle», avec toutes les ambiguïtés que ces notions comportent. Ces interprétations très fortement divergentes exprimées par les chefs de gouvernement respectifs ne sont pas pour faciliter non plus les relations tendues entre la Hongrie et la Roumanie, qui abrite la plus forte minorité magyare, près de deux millions de personnes en Transylvanie, qui défend exactement le même point de vue.

Alors que le gouvernement hongrois de Hongrie avait ratifié le 25 septembre 1995 la *convention-cadre du Conseil de l'Europe pour la protection des minorités nationales*, la Slovaquie la reporta dans un premier temps, pour finalement le ratifier six mois plus tard, mais en l'expurgeant d'une partie de son contenu. A cause de ces ambiguïtés, le traité de coopération entre les 2 Etats, avait été reporté à 2 reprises par le Parlement de Bratislava pour finalement entrer en vigueur le 15 mai 1996, après avoir échangé les documents de ratification à Budapest. Mais l'ambassadeur hongrois à Bratislava fut convoqué, le 10 juillet suivant, au ministère slovaque des affaires étrangères pour se voir remettre une note de protestation violente contre une déclaration adoptée, quelques jours plus tôt, à Budapest, qui préconisait le droit à l'*autonomie* pour les minorités hongroises dans les pays voisins ! La question est loin d'être résolue...

A quoi sert-il de signer des traités dont l'esprit ne correspond pas à la lettre, à cause des restrictions de pensée, si ce n'est à faire le lit des nationalismes les plus extrémistes et à compliquer encore davantage une situation géopolitique déjà lourdement chargée d'hypothèques passées ? On peut parfois sérieusement douter de la bonne foi de ceux qui prennent des initiatives allant dans ces directions, sauf à les remettre dans le cadre du populisme et de la démagogie politicienne. Le nationalisme réduit au «régionalisme égoïste» et/ou du «populisme patriotique» dont parle Petr Pithart, ancien Premier ministre (tchèque) de la République Fédérative Tchèque et Slovaque et signataire de la Charte 77.

#### « Nation nationale » et « nation politique »

*Tomáš Masaryk*, avait imaginé le concept de la «nation tchécoslovaque». Ce *père fondateur*, idéalisé, presque «mythique», bénéficiait d'une aura importante, tant du côté tchèque que du côté slovaque. Pour lui, né en Moravie, de père tchèque et de mère

slovaque, il semblait évident que le sens civique l'emporterait dans le nouvel Etat créé sur les cendres de l'Autriche-Hongrie. Il n'était pas seul à partager cet enthousiasme et cet élan généreux à la base de la nouvelle *République tchécoslovaque*, dont il fut, rappelons-le, le premier président. Il avait imaginé que le principe de la « nation politique », faite de tous les *citoyens* du pays, l'emporterait sur la « nation nationale », faite des différentes *ethnies culturelles* qui le compose. N'était-ce pas ce que les Tchèques, les Moraves et les Slovaques avaient vécu précédemment, dans les Empires multinationaux et pluriethniques des Habsbourg et/ou des (Austro-) Hongrois, *chacun de leur côté*. La dernière remarque prend toute son importance, car le manque de passé commun, mais aussi les difficultés extérieures rencontrées, leur attitude d'indifférence et/ou de méfiance réciproque, les relations de dépendance et/ou de subordination et/ou d'infériorité *imposées* par les Tchèques aux autres nations (y compris les Moraves) ou *vécues* par les Slovaques, tous ces éléments ne permirent pas à la colle de la « citoyenneté républicaine » de prendre de façon solide et durable (Ne parlons pas des minorités ethniques sudètes, silésiennes, polonaises, ruthènes et hongroises !). La « nation nationale » prit toujours le pas sur la « nation politique », y compris et peut-être surtout — suivant les points de vues — durant les périodes où l'Etat était davantage *fédéralisé*. Ce qui mena à une rupture de consensus et à la séparation en deux Etats distincts. « La Tchécoslovaquie a pu se fracturer, — explique Petr Pithart — , parce que, au cours de ses soixante-dix ans d'existence, elle n'a pas réussi à forger avec les Tchèques et les Slovaques (...) une nation politique, dans le sens occidental. Cet échec n'était pas inéluctable : ce n'est, en effet, qu'après 1989 que se trouvèrent véritablement réunies les conditions nécessaires pour mettre en chantier cette "nation des citoyens". Mais il est probable que, pour nombre d'habitants des deux républiques, il était déjà trop tard »<sup>15</sup>.

Le cas *tchécoslovaque*, devenu *tchéco-slovaque*, avant d'être *tchèque et slovaque* a créé un précédent ; ce cas d'école va certainement faire jurisprudence. L'implosion de la chape communiste imposée à l'Europe centrale et orientale a permis/favorisé/facilité la remontée des problèmes nationaux antérieurs, non résolus et *gelés*. La résurgence de ces questions identitaires a provoqué la crise et l'explosion de l'ex-Yougoslavie. On a assisté — et on assiste encore ! — à l'exemple de la pire des solutions : le refus de dialogue, au sens vrai du terme, et l'utilisation de la violence — armée ou *légitime* — pour résoudre (pense-t-on !) les problèmes. Une paix imposée ne résout jamais les questions de fond et ne supprime pas la violence ; elle ne fait que l'étouffer à nouveau et favorise, par le fait même, l'augmentation de la pression... qui la fera resurgir ultérieurement. Les accords de Dayton (14 décembre 1995) n'ont rien résolu ; ils occultent des problèmes potentiellement dangereux puisqu'on a écarté des accords les questions de désaccord profond entre les différentes parties. Il suffit de voir ce qui se passe encore actuellement en Bosnie-Herzégovine, en Yougoslavie (Serbie + Monténégro) et en Croatie pour en être convaincu. L'exemple de désagrégation à ne pas suivre !...

Et au même moment (1<sup>er</sup> janvier 1993), on assiste à l'explosion d'un autre Etat fédéral, mais qui se passe dans la douceur : l'ex-Tchécoslovaquie. La communauté internationale la juge acceptable, puisqu'elle la reconnaît ! Elle n'est certes pas « irréprochable », aux yeux mêmes des critères démocratiques si longuement discutés en assemblées dans le cadre des différentes instances des Nations Unies (ONU), du

<sup>15</sup> Pithart P., op. cit., 1995 : 162.

Conseil de l'Europe (CE) et de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE). Mais elle se passe sans violence, dans des circonstances qui, vues de l'extérieur, paraissent mêmes *favorables* ou *souhaitables*. Si les choses peuvent se faire « si facilement », en apparence, et que la communauté internationale accepte les changements à l'Est, dictés par des approches régionalistes à référence identitaire et/ou culturelles à l'échelle de « grandes régions », pourquoi des minorités ethniques et culturelles ne pourraient-elles pas en faire autant, à l'Ouest, dans des Etats-nations en pleine restructuration ? Pourquoi des populations qui se considèrent comme des *nations*, au sens ethnique et culturel, ne pourraient-elles pas revendiquer des droits semblables à ceux obtenus à l'Est et toujours refusés à l'Ouest ? Pourquoi ne pourraient-elles pas créer des « régions », au sens sociopolitique et socio-économique, à la dimension de leur nation ? C'est le raisonnement tenu par nombre de « minorités » culturelles, dites *nationales*, dans plusieurs Etats-nations qui les comprennent. Pour reprendre les concepts de Tomáš Masaryk, la question deviendrait : pourquoi ne pas identifier la « nation politique » à la « nation nationale », en créant donc un nouvel Etat, si la « nation nationale » ne peut pas s'exprimer par la « nation politique » de l'Etat-nation dans lequel elle se trouve actuellement ?

Il est évident que « si la division pacifique de la Tchécoslovaquie apparut comme acceptable pour la plus grande partie du monde parce que presque toutes les autres divisions qui se produisaient en même temps étaient bien pires, elle représentera aussi pour nombre de Flamands, Ecossais, Gallois, Catalans, Lombards ou Québécois un événement très encourageant. On a pu (on peut encore) se sentir rassuré par des idées telles que : diviser un Etat n'est pas très difficile ; les risques y afférents ont été jusqu'ici inutilement dramatisés ; on peut l'entreprendre la tête froide, sans passion ni excès nationalistes, à l'instar d'une opération chirurgicale un peu compliquée. La division pacifique de la Tchécoslovaquie peut-elle être une source d'inspiration ? »<sup>16</sup> Dans le cas de l'évolution institutionnelle de la Belgique actuelle, la réponse est assurément oui !

## 2.2. La Belgique : de la volonté des autres au fédéralisme de compromis

La lecture du passé historique des nations se fait souvent selon des points de vue *émiques* différents, selon les tendances des observateurs et leur mémoire sélective. Que l'on présente l'histoire du pays comme celle d'une vision nationale de l'Etat<sup>17</sup>, d'une évolution politique<sup>18</sup>, celle d'une nation introuvable<sup>19</sup>, ou d'une vision nationaliste et dynastique<sup>20</sup>, — pour ne prendre que quelques exemples — chacun se réfère à ceux qu'il considère comme ses ancêtres et ses « pères fondateurs » ; chacun se forge aussi souvent ses propres « mythes » ou reprend ceux des autres. Une étude du passé qui se veut *régionale* (ce qui ne veut pas dire *régionaliste*), culturelle, correspondant au passé des *nations* — les « nations nationales » — qui se trouvent dans les Etats-nations créés au XIX<sup>e</sup> siècle, ne pourra que dénoncer les *grands mythes* forgés par les « nations politiques » dominantes des « centres » de ces Etats-nations<sup>21</sup>.

<sup>16</sup> Pithart P., op. cit., 1995 : 158.

<sup>17</sup> Pirenne, H., 1900–1932, *Histoire de Belgique* (7 tomes), Bruxelles, Maurice Lamertin.

<sup>18</sup> Mabilly X., 1992, *Histoire politique de la Belgique. Facteurs et acteurs de changement*, Bruxelles, CRISP/Centre de recherche et d'information socio-politiques.

<sup>19</sup> Perin F., 1988, *Histoire d'une nation introuvable*, Bruxelles, P. Legrain.

<sup>20</sup> Gérard J., 1988, *Oui, la Belgique existe, je l'ai rencontrée*, Bruxelles, J.-M. Collet.

<sup>21</sup> Morelli A. (dir.), 1995, *Les grands mythes de l'Histoire de Belgique, de Flandre et de Wallonie*, Bruxelles, Editions Vie Ouvrière, collection « Histoire ».

Il ne s'agit donc pas de passer en revue systématique les détails du passé historique du pays, mais bien d'évoquer quelques grandes étapes de l'évolution de l'histoire des territoires actuels du pays, pour montrer que la réalité passée de ce bout de territoire est bien du même type que celui de l'ex-Tchécoslovaquie : essentiellement des champs de bataille européens, pour des questions et des objets qui — très souvent — sont extérieurs aux populations locales. Des zones tampons et des régions marginales — telles la Belgique ou l'ex-Tchécoslovaquie — ont été créées pour éviter l'affrontement des puissances de l'époque et favoriser l'équilibre de leurs forces. Ces Etats, dans leurs limites imposées, sont donc des émanations de la volonté des autres, beaucoup plus que de la volonté propre de leurs populations respectives, qui ne forment pas du tout une *nation*, pas plus au moment de la création des nouveaux Etats que maintenant. L'évolution actuelle le prouve à suffisance dans chacun des cas précités. Evitons de faire de la projection d'idées actuelles ou de conceptions actuelles sur le passé. Et ne prêtons pas à nos « ancêtres » des idées qu'ils n'ont jamais eues, et qui ne sont — bien souvent — que les désirs ou les fantasmes de certains de nos contemporains, fussent-ils des décideurs politiques ou économiques !...

### **2.2.1. Avant l'indépendance : un passé plutôt composé**

Le territoire de la Belgique actuelle se trouve aux marges du monde conquis et effectivement romanisé par les troupes romaines, qui s'y sédentarisèrent et apportèrent la culture et la langue latine. Cette réalité permet de comprendre pourquoi la frontière linguistique court d'Ouest en Est, pratiquement à l'endroit où on la retrouve aujourd'hui. Que l'on soit partisan d'une théorie statique (plus ancienne, celle de Godefroid Kurth, reprise par d'autres par la suite, surtout francophones) ou dynamique, confirmée par l'approche historique (de Verlinden, Jan Dhont, Marcel van den Daele...) et l'approche linguistique de Maurits Gysseling, qui fait maintenant autorité, cette frontière correspond bien à la limite du monde celtique qui résista à la première vague (II<sup>e</sup> siècle avant J.-C.) et surtout à la deuxième vague de germanisation (V<sup>e</sup> s. après J.-C.), connue sous le nom de colonisation Franque. Il s'agit donc surtout d'une frontière culturelle, qui ne deviendra que bien plus tard une frontière sociale. En Belgique, elle ne bougea que très peu après les VI<sup>e</sup>–VII<sup>e</sup> siècles ; dans le nord de la France, par contre, elle fut beaucoup plus mobile, jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle.

La réalité biculturelle et linguistique remonte donc assez loin dans le passé pour être bien inscrite dans les faits et les mentalités, bien avant que les communautés ne se retrouvent dans le même Etat, dès le premier tiers du XIX<sup>e</sup> siècle. Jamais cette frontière culturelle n'était devenue une frontière politique, tout au plus servait-elle de frontière administrative entre les différentes parties des « entités » moyenâgeuses. Jamais cette frontière linguistique n'avait été, dans le passé, un obstacle aux contacts entre les populations concernées ou une cause d'opposition entre ces mêmes populations. On les retrouvait, par contre, regroupées dans les mêmes comtés ou duché ou unies dans des duchés ou comtés différents pour combattre un même « ennemi commun ». Avant d'avoir été regroupées sous et par des têtes couronnées étrangères — *royales* ou *impériales* —, la future Belgique fut marquée par deux divisions : l'une suivant un axe Nord-Sud, au milieu du IX<sup>e</sup> siècle, l'autre suivant un axe Est-Ouest, à partir du XVI<sup>e</sup> siècle.

La première division du pays actuel, la division Nord-Sud, survint lors du partage de l'Empire de Charlemagne (Traité de Verdun, 843) : l'Escaut va séparer la *Francie* (le futur royaume de France) de l'*Austrasie*, la future *Lotharingie* pour ce qui nous concerne. A cette époque, la Flandre dépendait de la France et le reste de la Belgique actuelle du « Saint-Empire romain de la Nation germanique ». Cette situation va durer jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle avec les terres de la maison de Bourgogne. Nous avons déjà signalé, à propos de la Bohême-Moravie, les liens de la maison des Habsbourg qui unissaient — sur le plan théorique des Etats — la partie orientale de la Belgique et la partie occidentale de la Tchécoslovaquie. Les deux relevaient du Saint-Empire de la nation germanique et de la même dynastie, avant la séparation des Habsbourg d'Espagne (dont dépendra la future Belgique par la suite) et les Habsbourg d'Autriche (dont relevaient la Bohême et la Moravie).

Cette première subdivision montre à l'évidence deux choses. Si des territoires aussi distants l'un de l'autre ont pu se trouver sous les mêmes institutions politiques, — l'un à l'Ouest et l'autre à l'Est du Saint Empire —, cela met en évidence, une fois de plus, la différence essentielle existant entre les institutions politiques et l'organisation du vécu social, « sociétal » et culturel des populations concernées. La structure politico-administrative ne change pas grand-chose à l'*espace vécu* des gens, qui recréent une organisation sociétale dans les limites de leur action possible.

Le second élément mis en évidence par cette première ligne de partage est le fait qu'elle ne suit pas du tout la frontière linguistique ! Le comté de Flandre, de langue flamande, dépend de la France ; les comtes de Flandre, à la tête du *pagus* des « Flamenses » sont les vassaux du roi de France, alors que l'essentiel de la partie francophone du pays est rattachée à l'Empire.

C'est dans ce contexte historique que s'inscrit le célèbre épisode des « Leliaerts » et des « Klauwaerts », ainsi que la « Bataille des Eperons d'or » (le 11 juillet 1302). Il ne s'agit en rien d'une lutte culturelle et linguistique entre les Flamands et les francophones « belges », mais bien d'une lutte sociale et d'un conflit d'intérêt économique entre la classe de la noblesse flamande, qui prenait parti pour le roi de France (les « Leliaerts ») et le comte de Flandre, avec les bourgeois et les artisans des villes flamandes (les « Klauwaerts ») qui défendaient leurs intérêts économiques et commerciaux. D'un côté, un conflit de suzeraineté d'ordre féodal, les comtes de Flandre étant théoriquement vassaux des rois de France ; de l'autre, un conflit économique entre les intérêts des artisans et des bourgeois flamands dont la laine *anglaise* était la matière première de leurs industries drapières.

Le malheur pour la Flandre de l'époque fut que les Anglais et les Français étaient en conflit politique (la Guerre de Cent Ans) pour des raisons qui dépassaient largement le cadre de la Flandre. Encore faut-il rappeler que cette situation ne concerne que la Flandre française, non pas de langue française, mais sous la dépendance politique des rois de France. Car la partie orientale de la Flandre relevait de l'Empire, comme la région bruxelloise et la Wallonie actuelle, à l'exception de la Principauté de Liège. La situation politique est donc celle d'une opposition entre le comte de Flandre et ses artisans, d'un côté, et le roi de France et à sa propre noblesse flamande, de l'autre. Où sont les conflits linguistiques dans cette situation ? Quelle querelle entre Flamands et

Wallons ? Seuls, les nationalistes peuvent revendiquer de tels propos ! Les historiens *flamands* actuels, eux-mêmes, le reconnaissent<sup>22</sup>.

En transposant la situation dans le contexte actuel, et en faisant une analyse de type sociologique, on pourrait dire que les artisans et les bourgeois flamands, soutenus par leur comte, ont essayé de créer une « grande région », un « système sociétal autonome »<sup>23</sup>, mais que les décideurs réels de l'époque et ceux qui disposaient de la force (les nobles flamands et les Français) ne voyaient pas les choses sous le même angle. Le « sociétal » face au politique...

Le terme « *flamand* » aux XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> siècles ne comprenait donc pas que la Flandre actuelle ; n'ayant pas de connotation *nationale* au sens nationaliste du terme, il englobait aussi les Hollandais et les Wallons ! En fait, ce sera l'ensemble des Pays-Bas bourguignons au XVI<sup>e</sup> siècle. Les langues et les cultures différentes ne posaient pas de problème à l'époque, les identités de chacun étant respectées, puisqu'il n'y avait pas de sentiment nationaliste égocentrique. Sur les dix édits que Charles Quint promulgua à Bruxelles, cinq ont été rédigés en français, quatre en flamand et un en latin. Le français et le flamand étaient les langues vernaculaires des différentes parties de son empire et le latin, la langue officielle, comme quasi partout ailleurs à cette époque. Aucun clivage linguistique ni social à connotation linguistique.

La deuxième subdivision qui coupa le pays suivit un axe Est-Ouest : les territoires étant progressivement « grignotés » par des conquêtes militaires. Les uns venaient du nord et étaient l'œuvre des Orangistes des Pays-Bas, qui deviendront « espagnols » par la suite ; les autres venaient du sud, de France. Les XVI<sup>e</sup> et le XVII<sup>e</sup> siècles ne seront qu'une longue suite de pertes et de récupérations constantes de territoires, sous les Habsbourg d'Espagne. Sur le plan économique, cette période fut marquée par la fermeture de l'Escaut (*de facto* en 1585, *de jure* en 1648), si bien qu'Antwerpen/Anvers devint progressivement une cité commerciale de second rang. Le rachat du péage de l'Escaut ne se fit qu'en 1863, après l'indépendance !

Un nouvel essor se marqua au XVIII<sup>e</sup> siècle, sous le régime des Habsbourg d'Autriche, jusqu'à ce que, Joseph II provoque une rébellion des classes privilégiées *contre* une meilleure répartition des richesses. Pour les territoires belges, cette période autrichienne fut synonyme de développement économique, intellectuel et culturel. On voit progressivement apparaître — comme partout ailleurs en Europe, à cette époque — une francisation des couches supérieures des Flandres et de Bruxelles, depuis la fin de l'époque autrichienne. Certains historiens flamands, par contre, ressentent cette période comme celle d'une certaine marginalisation économique de la Flandre à cause de sa position *périphérique* par rapport à la « puissance continentale » de l'Empire autrichien<sup>24</sup>. Ne serait-ce pas plutôt dû à la situation bloquée du port d'Anvers, qui est le fait des Hollandais et non des Autrichiens ?

Pendant ce temps, la Principauté de Liège, soit disant *neutre*, divisait les territoires du Saint Empire en deux, d'abord ceux des Habsbourg d'Espagne avant de devenir ceux des Habsbourg d'Autriche. Elle joua le même rôle soit disant neutre que la Suisse,

<sup>22</sup> Peeters G. (dir.), 1980, *La Belgique : une Terre, des Hommes, une Histoire*, Bruxelles, Reader's Digest/Elsevier Séquoia. Adaptation française de Peeters G. (dir.), 1980, *België, een Verhaal over Land en Volk*, Amsterdam, Elsevier Nederland B. V.

<sup>23</sup> Poche B., 1993, « Le modèle de la "grande région" : un système sociétal infra-étatique autonome », in : Gorzelak G. & Jałowiecki B. (Ed.), 1993 : 199-218.

<sup>24</sup> Witte E. (dir.), 1983, *Histoire de Flandre des origines à nos jours*, Bruxelles, La Renaissance du Livre.

se vendant au plus offrant, souvent à la France des Bourbons, plus qu'aux Espagnols, aux Autrichiens ou aux Orangistes de la République des *Provinces-Unies*. Ne parlons pas du commerce des armes que les Princes-évêques de Liège faisaient acheminer dans l'Europe entière.

Mais ces « grignotages territoriaux », au nord et au sud, n'ont jamais correspondu aux limites culturelles et linguistiques qui courent suivant un axe Ouest-Est. Ce qui est bien la preuve que cette préoccupation ne constitue pas une motivation à l'époque. On avait donc des régions pluriculturelles et pluri-étatiques dont les limites ne correspondaient pas les unes aux autres.

### 2.2.2. La Belgique unitaire : un passé pas si simple (1830–1970)

L'opposition linguistique commence à se manifester surtout au moment de l'indépendance; c'était une opposition contre la langue du colonisateur, *orangiste* et hollandais, considéré comme « l'ennemi national protestant ». La cause première est donc plus religieuse que linguistique !

Après une période d'occupation française (1794–1814) et hollandaise (1814–1830), qui suivit celle des Habsbourg d'Autriche (1714–1794) — qui avaient eux-mêmes succédé aux Habsbourg d'Espagne! —, l'indépendance des Pays-Bas (Belgique et Pays-Bas actuels) fut *imposée* par les puissances étrangères. La partie méridionale des Pays-Bas (= la Belgique actuelle, essentiellement catholique) connut une libéralisation de l'emploi des langues, Guillaume d'Orange allant même jusqu'à rétablir la liberté linguistique sans limitations par l'arrêté royal du 4 juin 1830. Mais une opposition était en route depuis que Guillaume I<sup>er</sup> avait voulu imposer le néerlandais comme langue nationale du nouveau royaume (depuis 1814) : par arrêté royal du 15 novembre 1819 pour les 4 provinces flamandes; par arrêté royal du 18 octobre 1822 pour les arrondissements de Louvain et Bruxelles. Il y avait même un projet visant à imposer le *néerlandais* comme langue administrative en *Wallonie*. La *néerlandisation* de l'athénée de Bruxelles (en 1829) provoqua une levée de boucliers de la part du corps professoral. L'arrêté royal (hollandais) de juin 1830 arrivait trop tard.

Ces différents arrêtés linguistiques sont une des causes principales de la révolution belge de 1830, en plus des raisons liées à l'opposition religieuse. Crainte des Grandes Puissances de l'époque que ce mouvement ne fasse tache d'huile et ne provoque une guerre générale! D'où la Conférence de Londres et la proclamation de la neutralité de la Belgique par le Congrès, le 18 novembre 1830. Des luttes d'influences et des marchandages entre *Français* et *Anglais* débouchèrent sur l'acceptation comme roi des *Belges* du candidat anglais : le prince luthérien, *allemand* Léopold de Saxe-Cobourg-Gotha, en fait le veuf de la princesse héritière d'Angleterre : Charlotte. La Belgique est un exemple de plus de ce qu'ont pu produire les mouvements nationalistes du XIX<sup>e</sup> siècle, surtout lorsque les Etats-nations ont été créés par la volonté des autres : la Belgique est une création des Français et des Anglais, un Etat tampon qui devait les protéger de l'agressivité des Allemands! Londres avait mis son veto à ce que le duc de Nemours, fils du roi Louis-Philippe, monte sur le trône des Belges. Un compromis (certains diront *à la belge*, mais la Belgique n'existait pas encore!) mit les Français et les Anglais d'accord : le futur roi des *Belges*, un prince *allemand*, sera le candidat de *l'Angleterre*, qui épousera la fille du roi de *France*, Louise-Marie.

Où est le fondement de la *nation* belge dans un tel contexte ? Il y a un *Etat* belge, mais il n'y a pas de *nation* belge. Léopold I<sup>er</sup> lui-même était sceptique quant à l'avenir du pays. Il constatait, en 1859, après près de 30 ans de règne : « La Belgique n'a pas de nationalité et, vu le caractère de ses habitants, ne pourra jamais en avoir ». C'est la même constatation que fit le dirigeant socialiste wallon, Jules Destrée, en 1912, lorsqu'il déclara dans une lettre ouverte au roi Albert : « Sire, il n'y a pas de Belges, il n'y a que des Wallons et des Flamands ! »<sup>25</sup>

Les mouvements flamand et wallon vont progressivement connaître une évolution différente et divergente, les référents culturels des uns et des autres n'étant pas du tout les mêmes. Alors que le mouvement flamand exista depuis le tout début de la création de l'Etat belge, le mouvement wallon ne prit naissance que pendant la *Première Guerre mondiale*, lorsque la Belgique fut coupée, en mars 1917, en *deux régions unilingues* : la Flandre, capitale Bruxelles ; la Wallonie, capitale Namur. C'était la première fois, dans toute l'histoire du passé territorial de la Belgique actuelle que *la frontière linguistique devenait une frontière politique* !

### **Le mouvement flamand**

En Flandre, la *langue* a toujours été un clivage de *classe sociale* : le français était la langue de la culture, le flamand, la langue du peuple (surtout depuis la Contre-Réforme, quand l'enseignement du catéchisme et l'école primaire ont été donnés en flamand ; les cours de l'école secondaire et de l'université étaient aussi donnés en français.

Le combat va insensiblement glisser de la classe *sociale* à la classe *culturelle*, puis à la « *caste ethnique* », faisant surtout référence à la langue comme facteur de cohésion et/ou d'opposition. On a assisté à une véritable « *racialisation* » du différend linguistique belge, à la fin du siècle passé (surtout après la publication d'un ouvrage intitulé : *Les origines des Wallons et des Flamands*). La radicalisation progressive va permettre le passage du *jus gentis* (le droit des gens) au *jus soli* (le droit du sol), ne permettant plus le choix des langues aux individus, mais « *territorialisant* » les langues et imposant la fixation des langues comme base de découpage, impliquant des frontières qui deviendront inamovibles.

Les composantes du mouvement flamand, particulièrement au début, étaient caractérisées par un christianisme militant — depuis la Contre-Réforme — , un certain romantisme et passéisme, reposant sur une ère florissante antérieure — surtout à l'époque du Comté de Flandre — et, plus récemment, sur la participation au pouvoir de la petite bourgeoisie *francophone* du pays, y compris en Flandre. C'est la francisation systématique dans le jeune Etat belge qui provoqua la naissance du mouvement flamand, qui était d'abord un mouvement littéraire conduit par le talentueux philologue Jan-Frans Willems (1793–1846), considéré comme le père du mouvement flamand : « *De Vlaamse Beweging* ».

Ce mouvement littéraire fut d'autant plus vite repris par les relais *culturels* et *ethniques* que le français, — en réaction contre le néerlandais de l'occupant hollandais — avait été imposé à l'indépendance du pays comme la seule langue officielle du nouveau Royaume. Le vote étant alors censitaire, la minorité aisée et « cultivée » parlant le français, on comprend d'autant mieux la réaction du *peuple* flamand, qui recevait une éducation secondaire et universitaire en français, qui devait faire son service militaire avec des officiers parlant français, qui devait s'adresser à l'administration

<sup>25</sup> Haim C., 1995, *La Belgique mise à nu*, « Vif », éditions du Félin, Paris.

publique en français... Depuis le début, le mouvement flamand a toujours revendiqué l'« *autonomie culturelle* » flamande. Mais, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'économie de la Flandre n'était pas particulièrement florissante. Antwerpen/Anvers commençait seulement à reprendre de l'activité suite au rachat du péage de l'Escaut qui venait de se faire (1863). Mais l'essentiel de l'activité économique d'alors était basée sur la Première Révolution industrielle et les gisements de fer et/ou les mines de charbon. La Wallonie était la partie industriellement active du pays ; la Flandre restait essentiellement rurale et agricole. Le décollage de la Wallonie, commencé sous la période française et hollandaise pour cette raison, se confirmait et profitait aussi à la Flandre. La Flandre, à cette époque, était soutenue économiquement par la Wallonie, ce dont certains nationalistes flamands ne veulent plus se souvenir actuellement.

La Première Guerre mondiale joua un rôle particulièrement important dans la pensée symbolique et mythique des Flamands. L'occupant allemand avait coupé le pays en deux, la résistance la plus forte se faisant sur le front de l'Yser/IJzer. La Tour de l'Yser devint « le » symbole flamand par excellence, les nationalistes ayant forgé une identité nationale flamande de peuple brimé, ayant été inutilement exposé à l'ennemi, n'ayant même pas compris les ordres qui étaient donnés en français, expliquant par là le nombre particulièrement élevé de Flamands tués pendant la guerre, etc... Un véritable exercice de réécriture historique que, sous d'autres cieux, on appellerait du *révisionnisme historique* ! Les affirmations du début ont été, plus discrètement, ramenées à la baisse, les estimations aussi, avec le recul historique, y compris par les « historiens » flamands eux-mêmes. Mais rien n'y fait, la « *conscience née dans le feu* » est plus forte que jamais depuis la récupération du symbole de la tour de l'Yser par les nationalistes. Le pèlerinage annuel de la tour de l'Yser regroupe plusieurs dizaines de milliers de Flamands, à Dixmuiden/Dixmude, où ils réaffirment — de façon de plus en plus violente — leur attachement à la Flandre et au Christ : AVV-VVK, *Alles voor Vlaanderen — Vlaanderen voor Kristus*, Tout pour la Flandre — La Flandre pour le Christ. Les dernières manifestations ont même été désavouées par certains dirigeants flamands qui ne veulent plus s'y reconnaître.

La Deuxième Guerre mondiale renforça encore ce clivage, d'autant plus que les Flamands bénéficièrent d'un « régime de faveur », faisant partie de la grande famille germanique : les déportations furent moins systématiques, moins longues, moins dures, voire supprimées dans certains cas... Chaque partie accusa l'autre de *collaboration* avec l'ennemi, reprocha la différence des jugements militaires des conseils de guerre, plus indulgents en Flandre qu'en Wallonie, et s'opposa surtout sur la « question royale ».

Prévoyant sa déportation en captivité en Allemagne, Léopold III avait rédigé, en janvier 1944, un testament politique destiné au Premier Ministre (Hubert Pierlot), dans lequel il disait, entre autres, à propos des communautés belges : « Après une longue période d'inégalités et d'injustices indéniables, nos populations flamandes, fières de leur magnifique passé et conscientes de leurs possibilités futures, ont résolu de mettre un terme aux brimades d'une minorité dirigeante égoïste et bornée, qui se refusait à parler leur langue et à participer à la vie du peuple »

Ce jugement de valeur pour le moins partisan, en contradiction avec les usages royaux constitutionnels antérieurs, dans ce contexte de jugement des *collaborateurs actifs* déséquilibré, impliquant de nombreux nationalistes flamands, s'ajoutant à une critique des membres du gouvernement en exil à Londres qui avait jugée « irresponsable » l'attitude de neutralité du roi pendant la guerre, tous ces éléments provoquèrent un

nouveau clivage entre la partie flamande et le reste du pays. Après la régence du prince Charles, — le frère du roi, nommé par le Parlement réuni après la libération —, le peuple belge fut appelé aux urnes en mars 1950, pour se prononcer sur le retour du roi sur le trône de Belgique. Les résultats d'ensembles furent favorables par 58% des voix exprimées, mais une profonde divergence séparait les trois parties de la population : seule, la Flandre prônait le retour, avec 72% de « oui » ; le « non » l'emportait dans le reste du pays : 58% Wallonie et 52% à Bruxelles. Pour éviter une « guerre civile », le roi abdiqua en août 1950, en faveur de son fils, Baudouin, qui ne régna qu'à sa majorité (moins d'un an plus tard, le 16 juillet 1951).

Une première analyse pourrait laisser croire que ce clivage est uniquement « linguistique »/culturel ; en fait il est surtout de type sociétal et économique, le « non » l'ayant emporté surtout dans les zones industrielles, tant du nord (Anvers et Gand, par exemple) que du sud (Mons, Charleroi, Liège) du pays. Mais la Flandre étant plus rurale et catholique que la Wallonie, plus industrialisée et laïque/socialiste... L'antagonisme glissa insensiblement du domaine socioculturel (dit « linguistique ») au domaine socio-économique plus systématique et affirmé. Ce fait fut confirmé par la « grande grève » de l'hiver 1960, provoquée par un projet de loi associant impôts nouveaux et coupes budgétaires spectaculaires. Elle immobilisa le pays pendant pratiquement un mois, mais surtout le Sud du pays, basé sur la Première Révolution industrielle, qui se révéla beaucoup plus fragile que le Nord, à l'industrialisation plus récente, basée sur le pétrole et les hydrocarbures. La grève a révélé le clivage du pays en deux et a mis en évidence la bonne santé économique de la Flandre, qui commençait progressivement à se faire au détriment du Sud du pays.

En Flandre, on est donc passé progressivement de l'*autonomie culturelle*, déjà revendiquée précédemment, à l'*autonomie économique*, effective pour les raisons que l'on vient de signaler, qui débouchera ensuite sur l'*économie politique*, revendiquée avec de plus en plus de virulence. Dès 1961, cela se concrétise avec le refus de distribuer les formulaires de recensement linguistique par 300 bourgmestres flamands dans le but de favoriser la suppression du volet linguistique pour éviter les modifications de l'équilibre des langues dans les communes frontalières des deux zones linguistiques. En 1962, cela débouche sur la « fixation de la frontière linguistique » où, pour la première fois (en dehors de la période de la guerre 14–18, sous l'occupation allemande) *on fait correspondre la frontière politique à la frontière linguistique*. Jamais les différents comtés, duchés et autres principautés n'avaient fait cela, pas même le Comté de Flandre, qui se trouvait à cheval sur la frontière linguistique et à cheval sur la frontière de deux territoires politiques différents. Pour la Flandre, la nouvelle formule de 1962 correspond au début de la *politique du hérisson* et du repli sur soi dans le contexte belge.

### **Le mouvement wallon**

Comme signalé précédemment, le mouvement wallon est beaucoup plus récent que son équivalent flamand, puisqu'il est né pendant la Première Guerre mondiale, alors que le pays était coupé en deux territoires unilingues par l'occupant allemand. Mais, surtout, il s'est affirmé de façon très différente, même si la référence aux pères fondateurs est, bien entendu, de même nature. On ne peut pas ne pas se référer à la fameuse « Lettre au Roi », écrite en 1912 par Jules Destrée, et à la tout aussi célèbre sentence que l'on met toujours en exergue : « Sire, Vous réglez sur deux peuples. Il y a en Belgique des Wallons et des Flamands ; il n'y a pas de Belges ». Mais,

comme le fait très bien remarquer Jean-Philippe Schreiber, dans un article écrit sur « Jules Destrée, entre Séparatisme et Nationalisme », on oublie (?) toujours de remettre cette phrase dans son contexte pour éviter de devoir la nuancer... C'est ce que fait, par exemple, l'Institut Jules Destrée, lorsqu'il publie, en 1981, une nouvelle édition, tronquée, de la « Lettre au Roi sur la séparation de la Wallonie et de la Flandre », dans laquelle n'apparaissent plus les passages où Destrée s'exprime en patriote, *nationaliste* (belge) au sens politique du terme, ce qui ne l'empêche pas de revendiquer son identité wallonne. L'un est-il vraiment incompatible avec l'autre? Ne revenons pas sur le problème de la confusion (volontaire) entre *nationalité* et *citoyenneté*... C'est Jules Destrée aussi qui s'allie avec un autre patriote belge, ami politique (socialiste) et anversois (donc flamand), Camille Huysmans, pour élaborer le « Compromis des Belges », paru en 1929. On y retrouvait certes « le souhait d'aller de plus en plus vers une décentralisation culturelle, mais dans le cadre explicitement maintenu de l'unité nationale. Par son contenu, dont le but (...) était de conserver l'Etat belge, de combattre les tendances séparatistes et d'établir les bases d'une entente cordiale entre les Flamands et les Wallons, il influera considérablement l'élaboration de la législation linguistique des années trente »<sup>26</sup>. Cette « Lettre au Roi » avait été quelque peu oubliée, d'ailleurs, jusqu'à ce qu'un certain André Renard la ressorte des placards. Qui est André Renard? Le syndicaliste wallon derrière lequel se regroupèrent tous les ouvriers, lors de la grande grève de 1960!...

Les grands points de cristallisation au point de vue de la différenciation des références identitaires des Wallons sont, bien sûr, les mêmes que ceux qui ont déjà été présentés dans le « Mouvement flamand » : les questions liées à la *Résistance*, pendant et après la Deuxième Guerre mondiale ; la *Question royale* (1950) ; la *Grande grève* (1960) qui sert de révélateur au déclin économique de la Wallonie et à l'essor économique de la Flandre. On ne va donc en reprendre ici que certains aspects spécifiques à la Wallonie.

Dans l'immédiat après-guerre, dans les contextes ambivalents des querelles liées à la *Résistance* et à la *Question royale*, un congrès wallon s'était tenu, en octobre 1945, pour tenter de concrétiser des projets mis au point par la résistance wallonne pendant la guerre. Lors du vote devant orienter la politique du Mouvement wallon, le congrès dut choisir entre trois options : le *rattachement à la France* (47%), l'*indépendance de la Wallonie* (15%) ou l'*autonomie dans un cadre fédéral belge* (38%). Ce premier vote prônant le rattachement à la France fut qualifié de « sentimental » ; un second vote final, qualifié de plus « raisonnable » opta pour le projet de fédéralisme pour une Belgique à trois régions. Les réformes institutionnelles ne purent pas être votées par le Parlement, puisqu'il n'y avait alors pas de roi ; c'était la période de la régence du prince Charles. Nous sommes en 1945 ! Le fédéralisme était déjà dans les esprits de façon très claire, de même que ce qui sera appelé plus tard le « rattachisme ».

Puis on assiste à une intégration progressive de la régionalisation économique au discours fédéraliste wallon, tant sous l'angle politique que social. Après la grande grève de l'hiver 1960, le syndicaliste socialiste André Renard crée le *Mouvement populaire wallon* (MPW), en 1961, dans le but avoué d'une scission de la Wallonie, alors que les partisans du maintien de l'unité de la Belgique, — les « unitaristes » du *Parti socialiste*

<sup>26</sup> Schreiber J.-P., 1995, *Jules Destrée, entre Séparatisme et Nationalisme*, in : Morelli A. (dir.), op. cit. 1995 : 243-254.

*belge* (PSB) voulaient encore faire un front commun avec les mouvements progressistes flamands.

Mais le double déclin économique et démographique de la Wallonie des années soixante, mis en parallèle avec l'expansion économique et la croissance démographique de la Flandre des « *Golden Sixties* » fait progressivement apparaître dans l'esprit des Wallons une *image mentale* d'un Etat belgo-flamand ou flamando-belge, qui laisse mourir la Wallonie à petit feu au profit d'une Belgique identifiée à la Flandre. Les Wallons se sentent souvent considérés comme des citoyens de seconde zone, d'où le désir d'un *rattachement à la France*, exprimé par une minorité (mais des minoritaires mais font beaucoup de bruit!) ou, tout au moins, le désir de la *fédéralisation* de la Belgique, pour être maître de ses propres destinées.

La perception mentale flamande, au contraire, est celle d'une Wallonie en perte de vitesse, parce qu'elle se laisse aller; c'est la « fainéantise » des Wallons qui provoque leur taux de chômage croissant, ainsi que leur « esprit profiteur ». La Wallonie est un « boulet traîné par la Flandre courageuse », jeune (démographiquement) et dynamique. D'où leur désir de *fédéralisation* de la Belgique aussi, pour ne plus devoir « traîner ce boulet » et « payer pour la Wallonie » (emploi, sécurité sociale, caisse de retraite d'une population vieillissante), mais plutôt dans un Etat *confédéral*; et, pour une part grandissante de la population flamande, leur désir de *séparation* et d'*indépendance totale*. Ce dernier désir est également le fait de minoritaires qui font beaucoup de bruit, mais leur nationalisme est de plus en plus outrancier et agressif, aux yeux mêmes de certains Flamands moins extrémistes. Les Flamands « oublient » — volontairement — qu'au XIX<sup>e</sup> siècle, la Flandre pauvre et rurale a vécu *aussi* de la Wallonie, riche et industrialisée en fonction du couple « charbon-acier ». Ils oublient aussi que durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, l'industrialisation de la Flandre s'est faite surtout avec des capitaux wallons. Dans les années cinquante, 85% des *chômeurs* étaient *Flamands* et les *ressources* provenaient de *Wallonie*!

### **2.2.3. La Belgique régionalisée : un passé récent (1970–1994)**

La fixation de la frontière linguistique, en 1962, a marqué le début d'une politique de radicalisation de la part des nationalistes flamands. L'*identification des frontières linguistique, administrative et politique* a donné le coup d'envoi d'une politique d'exclusion systématique du territoire de la Flandre de tout ce qui n'était pas culturellement flamand : politique de repli identitaire, de refus de la différence culturelle officialisée et légalisée, de désir de mainmise totale sur sa gestion économique. Tous les moyens furent utilisés pour *recupérer* ce qui est flamand, ou considéré comme tel, et parvenir à terme à vivre dans une « *autosuffisance* » flamande. Ce dernier terme est à comprendre à un double niveau d'interprétation : une *autosuffisance culturelle*, exclusive de toute autre, alimentée par un nationalisme actif et parfois très *suffisant*, et une *autosuffisance économique*, s'apparentant à une autosubsistance économique, voulant — en tous cas à terme — ne plus être « solidaire » de la dimension sociale, et donc de la *politique sociale*, liant la Flandre aux autres communautés belges.

Le prétexte linguistique fut toujours utilisé pour faire coïncider le mieux possible la dimension territoriale à la dimension culturelle de la Flandre, quitte à utiliser une politique de chantage pour arriver à ses fins. Et c'est en cela que toutes les tentatives juridiques et constitutionnelles — dont on va parler dans un instant — risquent fort

de s'apparenter davantage à des emplâtres sur une jambe de bois qu'à de véritables possibilités offertes pour le développement équilibré de communautés culturelles et linguistiques différentes. Car, comment appeler autrement le *blocage du recensement linguistique*, qui serait défavorable aux Flamands, et le *compromis de parité linguistique* passé entre la Flandre et la Wallonie « sur le dos » de Bruxelles.

Le principe de la division du pays en zones linguistiques remonte à 1932 déjà. Les lois linguistiques de l'époque précisaient, entre autres, que si une commune avait un minimum de 30% de locuteurs de l'autre langue nationale, la commune devenait bilingue. Or, depuis la création de l'Etat belge, Bruxelles, ancienne ville flamande devenait une ville où la proportion des francophones ne cessait d'augmenter. On peut raisonnablement estimer que la population francophone de Bruxelles en 1830 devait être de l'ordre de 15%. Lors du premier recensement de la population, en 1846, 32% de la population se déclarait francophone. Actuellement c'est exactement le contraire : les francophones représentent 85% de la population résidente, les néerlandophones 15%. Le phénomène fut déjà mis en évidence par le recensement de la population de 1947, où figurait, entre autres données, la mention des langues parlées : 70,6% de la population était francophone. Voyant les conséquences que cela aurait pour leur communauté, les Flamands parvinrent à faire reculer la publication de ces résultats jusqu'en 1954 ! Les chiffres montraient que Bruxelles continuait à se franciser, ainsi que les communes flamandes voisines de l'Agglomération bruxelloise. Si l'on avait appliqué les lois linguistiques de 1932, sur le bilinguisme de Bruxelles, certaines anciennes communes rurales qui s'étaient urbanisées auraient dû bénéficier du statut bilingue de l'Agglomération. C'est ce que les Flamands ne voulaient pas. Ils commencèrent à parler de la « tache d'huile annexionniste » de la capitale et annoncèrent leur ferme intention d'y mettre fin en fixant une fois pour toute la frontière linguistique autour de l'agglomération. Le « carcan » était annoncé. Lors de la publication du recensement en 1954, trois communes passèrent au régime bilingue de l'agglomération : *Berchem-Sainte-Agathe, Evere, Ganshoren*. Les Flamands affirmèrent que ce serait leur dernière concession.

### **De la frontière linguistique à la troisième révision de la Constitution (1970)**

Lorsque les lois linguistiques de 1962 entrèrent en vigueur, elles fixèrent définitivement le *jus soli* de façon inamovible l'année suivante. L'arrondissement bilingue de Bruxelles capitale (qui deviendra plus tard la Région de Bruxelles-Capitale) est limité aux 19 communes de l'agglomération. Six communes périphériques, où résident une large majorité de francophones (parfois plus de 75%) devinrent des « communes à facilités » : *Drogenbos, Kraainem, Linkebeek, Rhode-Saint-Genèse/Sint-Genesius-Rhode, Wemmel et Wezembeek-Oppeem*. Cela signifie, en pratique, un unilinguisme néerlandophone, avec *possibilité* de bilinguisme externe dans les rapports administratifs avec la population francophone. Les dés de la fixation définitive de la frontière linguistique et du « jeu » *politicien* sont jetés par les nationalistes flamands... Depuis lors, il n'y a plus eu de recensement linguistique dans le pays, les Flamands s'y opposant de façon systématique.

C'est en poursuivant une pratique similaire d'assimilation à des patois néerlandophones d'un patois *germanophone* — parlé par une partie de la population des Fourons —, que des nationalistes flamands parvinrent à faire passer les communes des *Fourons* de la province de Liège (francophone) à la province du Limbourg (néerlandophone), sous le nom de *Voeren*, avant la fixation définitive de la

frontière linguistique. Cette « transaction » fut faite en « échange » de la région de Comines/Komen, qui passa de la province de West Vlaanderen/Flandre occidentale à la province du Hainaut. Depuis cette date, les nationalistes ont créé deux « enclaves » linguistiques nouvelles, qui serviront de levier et de monnaie d'échange à plusieurs *bras de fer* de politique politicienne. Ce cas spécifique des Fourons/Voeren est mondialement connu, par le refus systématique et répété de sa population — et de ses responsables politiques locaux — à entériner le fait accompli. Ce n'est généralement que par lui qu'était perçue la Belgique et ses « querelles linguistiques incessantes » ou son « agitation sociale et communautaire récurrente », avant qu'elle ne devienne fédérale. Il est vrai qu'il a fait tomber bon nombre de gouvernements et qu'il est l'occasion de « marches » annuelles de mouvements extrémistes flamands, tels que le *Vlaams Blok* — extrême-droite ayant quitté la Volksunie en 1978 —, ou le *Vlaamse Militantenorde* — en ayant été exclu, dès 1963 déjà, à cause de ses affinités fascistes —, manifestations toujours très médiatisées, est-il nécessaire de le préciser...

Autre exemple de transaction apparentée à du *chantage*, rapporté par Colette Ligot, sociologue, dans un ouvrage pluridisciplinaire présentant une série de documents d'archives relatifs à Bruxelles : « Lors des négociations préparatoires à la révision de la Constitution, la composition du Collège d'Agglomération de Bruxelles a donné lieu à de vives controverses. Ces négociations ont abouti à un compromis entre les Communautés flamande et francophone du pays. *En échange de la parité linguistique au gouvernement, les Flamands ont exigé la parité linguistique au sein du Collège exécutif de l'Agglomération* [C'est moi qui souligne]. Parité au gouvernement, alors que les mandataires flamands représentent la majorité de la population belge, en échange de la parité du Collège de l'Agglomération, alors que le Conseil d'Agglomération est élu à une large majorité francophone. Ce compromis met en évidence l'importance que la Communauté flamande accorde au renforcement de son pouvoir dans la capitale »<sup>27</sup>.

C'est bien là que réside toute l'ambigüité de la 3<sup>e</sup> révision constitutionnelle de 1970. Elle consacre l'autonomie culturelle des *deux communautés*, néerlandophone et francophone, ainsi que la reconnaissance de principe des *trois régions*, flamande, wallonne et bruxelloise. Elle entérine, par le fait même, les communes à « statut linguistique spécial » datant de cette époque de la fixation du *jus soli* par les lois linguistiques de 1962. Aux communes de la périphérie bruxelloise et aux deux enclaves précitées, il faut ajouter les 6 communes le long de la frontière linguistique : trois dans la région wallonne (Mouscron, Flobecq, Enghien) et trois dans la région flamande (*Spiere-Elkijn/Esperres-Helchin, Ronse/Renaix, Bever/Biévyène*).

Ce qui a créé le *problème* belge, à la limite, n'est même pas le clivage linguistique en soi, mais bien le clivage de la société en deux mondes linguistiques *territorialisés* comme base de la société civile, imposés politiquement et juridiquement — par les modifications successives de la Constitution — créant progressivement un système complexe, hétérogène et *déséquilibré* entre « régions » et « communautés », les deux étant « territorialisées » de façon immuable par des manipulations de *politique politicienne*, surtout du côté flamand. L'expérience du fédéralisme belge se caractérise par ce désir *législatif* de présenter une possibilité de combinaisons de *langues et territoires*, tenant compte à la fois de l'*autonomie personnelle*, dans le domaine culturel, et de l'*autonomie collective*, dans le domaine socio-économique. Mais ce processus de régionalisation

<sup>27</sup> Ligot C., 1983, « La question linguistique », in : Bruneel A. & Laurent R. (dir.), 1983 : Bruxelles. VIII.11.

fédérale n'est réalisable, — comme tout processus de fédéralisme — , que s'il y a une approche *cohérente et honnête* entre les différentes parties. Y a-t-il *autonomie* des entités fédérées par rapport au pouvoir fédéral? Y a-t-il *participation* des entités fédérées à la fédération? Y a-t-il *rapport d'égalité* entre les différentes entités fédérées et le pouvoir fédéral? Si on ne peut pas répondre «oui» à chacune de ces questions, il est illusoire de vouloir aller vers un fédéralisme, fut-il *de compromis*, puisque tout prouve qu'il ne s'agit pas d'un fédéralisme *d'union*!

Je suis entièrement d'accord avec l'analyse du «laboratoire» belge que fait Bernard Poche, relatif au «problème du rapport entre territoire social (territoire de l'identification) et territoire politique (territoire de l'imposition. Cette approche permet non seulement de comprendre pourquoi il n'y a pas de recouvrement entre l'approche de l'Etat, — et le territoire politique qui va donner les «régions» — , et celle de la *société*, de la «société civile», — et le territoire de l'identification, le territoire social, qui va (pouvoir) donner les «communautés» — , mais elle explique aussi pourquoi la Flandre est surtout une *communauté culturelle*, alors que la Wallonie est surtout une *région* sous l'angle économique. C'est bien la raison pour laquelle la Flandre, en 1970, ne s'intéresse — de façon prioritaire — qu'au concept de *communauté culturelle* et non pas à celui de *région*. Car, dans son cas, il y plus qu'un simple recouvrement des deux concepts : la *Communauté flamande* englobe plus que la *Région flamande*, puisqu'elle comprend aussi la minorité flamande de la *Région de Bruxelles*. Agissant de la sorte, elle reste maître du jeu politique, puisqu'elle ne permet pas aux «régions» de se former réellement. De 1972 à 1980, plusieurs gouvernements échouèrent dans leurs tentatives de transposer dans les faits la concrétisation du système des régions, tel qu'il avait été prévu par la 3<sup>e</sup> révision de la Constitution.

#### La quatrième révision de la Constitution (1980 et 1989)

La **première phase** de la nouvelle Constitution (1980) apporta des modifications importantes au niveau des régions et des communautés, tant au niveau des entités, qu'à celui des appellations et des compétences. Sans entrer dans les arcanes juridiques et constitutionnalistes, il faut toutefois signaler — ne fût-ce qu'à titre d'exemple comparatif! — que, depuis la 3<sup>e</sup> révision de 1970, «la Constitution belge reconnaît l'existence de trois communautés (qualifiées de culturelles pendant dix ans) et de trois régions. Mais communautés et régions ne coïncident pas. L'élément constitutif de la communauté est la culture et la langue : il existe ainsi une communauté française et une communauté flamande (qualifiée pendant dix ans de néerlandaise) et une communauté germanophone (qualifiée pendant dix ans d'allemande). L'élément constitutif de la région est le territoire : il existe ainsi une région wallonne, une région flamande et une région bruxelloise. Les Bruxellois, qui appartiennent à une seule et même région, se répartissent entre les deux grandes communautés : française ou flamande. La communauté germanophone fait partie intégrante de la région wallonne. Les réformes de l'été 1980 ont étendu les compétences des communautés, précisé les compétences des régions et organisé deux communautés (la française et la néerlandaise) et une région (la wallonne), étant entendu qu'en Flandre les compétences de la région sont exercées par les organes de la Communauté. L'asymétrie du système peut éventuellement être réduite à l'avenir par la possibilité pour la Communauté française d'exercer les compétences de la Région wallonne. Les réformes de l'été 1980 sont enfin incomplètes en ce qui concerne l'organisation de la région bruxelloise et

de la communauté germanophone. La complexité des réformes est due, outre leur caractère asymétrique et incomplet, à l'échelonnement dans le temps d'étapes différentes selon qu'il s'agit de la place des exécutifs par rapport au gouvernement central, de la composition des conseils ou encore de la mise en œuvre des moyens financiers des communautés et des régions» (MABILLE X., 1992 : 357).

Contrairement à ce que pense Bernard Poche, Bruxelles représente un enjeu primordial pour les Flamands et continue à les intéresser au tout premier plan : «Théoriquement la Flandre revendiquerait le retour de Bruxelles, "ville flamande". Cette perspective n'est pas proposée en tous cas de façon bien précise, et on peut se demander si, dans une situation caractérisée par le purisme linguistique, la région flamande trouverait son compte à devoir intégrer les francophones de la ville» (POCHE B., 1992 : 54, n. 14). La preuve en est que, dès 1981, les Flamands prirent la décision d'installer leur Parlement et leur Gouvernement *communautaire* — et donc *régional*, puisque les deux sont fusionnés — à Bruxelles même. Pourquoi Bruxelles? alors que, culturellement parlant, la ville n'a jamais représenté l'âme de la Flandre, comme Gent/Gand — ancienne capitale des comtes de Flandre — ou, éventuellement, Antwerpen/Anvers comme métropole économique de la Région flamande. Bruxelles est la capitale du Royaume de Belgique et, puisque les Flamands n'y représentent plus que 15% de la population, la ville représente une enclave francophone en terre flamande. Ne voulant plus permettre la *francisation* de cette «région», au sens géographique et territorial du terme, ils ont utilisé des procédures mansuvrières pour empêcher tout nouveau recensement linguistique (depuis 1947 !) et pour différer la création de la «Région», au sens juridique des matières «territorialisables». Qu'ils y installent les organes législatifs et exécutifs de leur communauté culturelle, la *Communauté flamande*, peut être acceptable, même si cela se justifie difficilement par leur passé historico-culturel auquel ils se réfèrent si souvent en d'autres circonstances. Mais que Brussel/Bruxelles soit aussi le siège des organes de la *Région flamande* est totalement illogique et proprement inacceptable, puisque Bruxelles ne fait même pas partie du territoire de la Région flamande! Quelle pouvait être la réaction officielle de la Région de Bruxelles-Capitale, dont le principe était accepté sur papier depuis la 3<sup>e</sup> révision de la Constitution (1970), mais dont l'application concrète venait une nouvelle fois d'être différée par les parlementaires flamands, lors de cette 1<sup>re</sup> phase de la 4<sup>e</sup> révision constitutionnelle, lorsque les Flamands y installèrent le siège de leurs pouvoirs fusionnés? Bruxelles ne pouvait réagir puisqu'elle n'existait juridiquement pas!

L'analyse des articles constitutionnels qui définissent les «régions linguistiques» (art. 3<sup>bis</sup>), les «communautés» (art. 3<sup>ter</sup>), les «régions» (art. 107<sup>quater</sup>) conduisent donc à exprimer plus qu'une simple «surprise relative» (POCHE B., 1992 : 56). Cela ne s'explique pas par le fait que les articles n'ont pas été votés au même moment mais surtout par ce que l'on pourrait appeler une *ambiguïté «voulue»* à différents niveaux de responsabilité, pour pouvoir permettre des interprétations à différents niveaux de lecture dans des contextes culturels différents et faire «passer la chose» dans les deux communautés linguistiques principales, la germanophone étant considérée comme secondaire! Simples «statuts ambigus» pour Bruxelles et la Communauté germanophone? Ou volonté délibérée des nationalistes flamands de «faire glisser» Bruxelles dans le giron flamand puisque la «Région flamande» et la «Communauté flamande» y ont établi leurs organes communs? On peut ainsi faire dire à chaque

article ce qu'on veut et son contraire ! Parlera-t-on un jour d'articles constitutionnels « *ad manipulendum* » ?...

Ce n'est qu'en 1989, lors de la **deuxième phase** de la révision de la Constitution de 1980, que la *Communauté germanophone* put être finalisée et que la *Région de Bruxelles-Capitale* put enfin être constituée juridiquement, neuf ans après les deux autres régions. Parallèlement les compétences des différentes Régions et Communautés furent considérablement accrues, l'Etat central — qualifié désormais de « fédéral » — ne gardant que ce qui n'est pas expressément de leurs compétences respectives. Chaque entité se voit désormais attribuer des possibilités légales de ressources financières pour environ un tiers des budgets publics.

L'asymétrie de la fédéralisation progressive de la Belgique et la localisation effective des différentes communautés culturelles ont rendu obligatoire la création d'un système assez complexe pour résoudre le contentieux institutionnel bruxellois, à cause de sa situation enclavée en territoire flamand — même si elle forme une Région indépendante — et de son appartenance à la communauté culturelle francophone, — même si elle est séparée territorialement de la Région wallonne, qui en constitue la partie essentielle. La *Commission communautaire française* s'occupe des matières personnalisables des 85% de la population francophone de la capitale, en association avec la Wallonie, première composante de la Communauté française de Belgique (ils y occupent le quart des sièges : 19 sur 94). La *Commission communautaire flamande* fait de même pour les 15% de la population néerlandophone, directement représentés au sein de la Communauté flamande (qui siège aussi à Bruxelles ; ils y occupent 6 sièges sur 124). La *Commission communautaire commune* protège les intérêts des deux groupes linguistiques par une procédure dite de « sonnette d'alarme ». L'*Agglomération* règle encore certains aspects spécifiques à la ville, dont les organes de la *Région de Bruxelles-Capitale* sont également responsables, à côté de toutes les autres matières « territorialisées ». Ces cinq entités qui coexistent sont toutes dotées de la personnalité juridique.

La composition politique du Parlement bruxellois se compose de 64 sièges pour le groupe linguistique français et 11 sièges pour le groupe linguistique néerlandais<sup>28</sup>, alors que l'Exécutif se compose de 5 membres : « Outre le Ministre-Président, il comprend deux Ministres choisis parmi les membres du groupe linguistique français et deux Ministres choisis parmi les membres du groupe linguistique néerlandais »<sup>29</sup>. Un simple calcul mathématique montre donc un déséquilibre certain entre les deux groupes linguistiques, puisque, du côté flamand, 6 élus du Parlement suffisent pour désigner 2 membres de l'Exécutif alors que, du côté francophone, il faut 32 élus parlementaires pour en désigner le même nombre, c'est-à-dire cinq fois plus ! L'équilibre collégial a parfois de ces mystères... Rappelons que les Flamands ne constituent que 15% de la population bruxelloise et souvenons-nous du « compromis de parité linguistique ». Qui dit que les Flamands ne sont pas directement intéressés par ce qui se passe à Bruxelles ? La minorité flamande y est (très !) bien protégée ; on ne peut pas en dire autant de ceux que l'on appelle des « minorités », dans les communes dites « à facilités » de la Région de Bruxelles-Capitale, même s'ils constituent plus de 75% de la population comme à *Kraainem*, *Linkebeek*, *Drogenbos* — selon les estimations, puisque les Flamands bloquent tout recensement linguistique...

<sup>28</sup> Région de Bruxelles-Capitale, 1992 : 15.

<sup>29</sup> Région de Bruxelles-Capitale, 1992 : 23.

La **troisième phase** de la réforme de l'Etat devait aborder les domaines sur lesquels la coalition au pouvoir n'était pas parvenue à s'entendre ; ils furent encore la cause de nombreuses tensions entre partis franco-phones et flamands. Après une série de votes d'avril 1992 à juin 1993, la refonte des textes constitutionnels est achevée au début de l'année 1994. Le roi Albert II a pu, dès lors, sanctionner et promulguer le texte de la nouvelle Constitution cordonnée, qui a paru au *Moniteur belge* (le journal officiel), le 17 février 1994. Son article 1<sup>er</sup> stipule : « La Belgique est un Etat fédéral qui se compose des communautés et des régions ».

#### **2.2.4. La Belgique fédérale : un présent progressif (1994- ?)**

L'organisation institutionnelle de la Belgique fédérale allie une autonomie collective, non régionalisée, pour les matières liées aux personnes, et une autonomie régionalisée pour les matières liées au territoire. Les compétences l'Etat fédéral ne font que compléter celle des Communautés et des Régions, selon le principe de subsidiarité, dans les domaines où les entités précédentes ne sont pas compétentes.

##### **Des divergences d'interprétation et de points de vue**

Peut-on considérer que ces difficiles négociations, obtenues de longue lutte politique et juridique — sans violence physique systématique (même si dans certains cas...), sans mort d'homme en relation directe avec la conquête de droits culturels ou politiques —, ont amené les différentes communautés « belges » à un point d'aboutissement ? On peut en douter, vu ce qui continue à se passer dans le pays, même s'il est de type fédéral ; le fédéralisme (à la) belge est un fédéralisme *de compromis* et non de consensus et *d'équilibre* !

D'abord, il subsiste des ambivalences (s'il n'y a pas nécessairement opposition entre les deux aspects) ou des ambiguïtés (dans le cas contraire) dans le texte même de la Constitution. Les articles des versions antérieures, définissant les « régions linguistiques » (art. 3<sup>bis</sup>), les « communautés » (art. 3<sup>ter</sup>), les « régions » (art. 107<sup>quater</sup>) subsistent : ils sont devenus respectivement les articles 4 ; 2 & 38 ; 3 & 39. L'art. 1 qui dit que « la Belgique est un Etat fédéral qui se compose des Communautés [définies dans l'art. 2] et des Régions [définies dans l'art. 3] » pouvait laisser croire que l'Etat allait permettre l'application du droit personnel aux Communautés culturelles, l'autonomie « personnelle », non régionalisée, à laquelle il a été fait référence précédemment, l'autonomie culturelle personnalisée, s'appliquant aux individus et non aux collectivités territorialisées. Celle à laquelle aspirent, par exemple, les minorités culturelles magyrophones de Slovaquie et de Transylvanie en Roumanie. On pouvait d'autant plus y croire que le législateur parle de matières « personnalisables », « liées aux personnes » et non au territoire, que l'emploi des langues et de l'organisation de l'enseignement figurent bien parmi les attributions des Communautés culturelles.

Espoirs déçus et réforme constitutionnelle avortée, si on avait cru pouvoir y trouver une ouverture d'esprit et un élan de générosité allant dans le sens d'un respect réel de la différence culturelle et d'un désir réel de dialogue interculturel et intercommunautaire. Car l'article 4 nous ramène à la dure réalité de la politique politicienne et de la désunion constante qui a prévalu dans les discussions/disputes gouvernementales et parlementaires, à l'esprit mesquin et méfiant de ceux qui craignent l'ouverture, à la suffisance et à l'égoïsme des nantis, à l'esprit revanchard de ceux qui se sentent menacés (Flamands, Bruxellois et Wallons), à l'arrogance des nationalistes extrémistes

de tous bords (flamands et francophones) qui ont constamment utilisé le chantage pour arriver à leurs fins... On pourrait écrire un chapitre sur la tyrannie de partis minoritaires extrémistes, de quelque bord qu'ils soient, et la politique de type dictatorial qu'ils pratiquent en usant de la politique de chantage, que l'on fait passer par la suite pour une politique de compromis ou de consensus!

Que dit l'article 4 ? « La Belgique comprend quatre régions linguistiques : la région de langue française, la région de langue néerlandaise, la région bilingue de Bruxelles-Capitale et la région de langue allemande. *Chaque commune du Royaume fait partie d'une de ces régions linguistiques* [c'est moi qui souligne]. Les limites des quatre régions linguistiques ne peuvent être changées ou rectifiées que par une loi adoptée à la majorité des suffrages dans chaque groupe linguistique de chacune des Chambres, à la condition que la majorité des membres de chaque groupe se trouve réunie et pour autant que le total des votes positifs émis par les deux groupes linguistiques atteigne les deux tiers des suffrages exprimés »<sup>30</sup> (Moniteur belge : 4055).

Comment peut-on dire après cela que « la communauté est donc une *collectivité non territoriale* [c'est moi qui souligne]. C'est même là son originalité. Le citoyen qui réside à Bruxelles est libre d'appartenir à l'une ou l'autre des communautés, et ce en fonction des choix qu'il manifeste en vue d'appartenir à des institutions françaises [c'est-à-dire francophones] ou néerlandaises [c'est-à-dire néerlandophones], par exemple des écoles, de l'une ou l'autre communauté »<sup>31</sup>. (Delpérée F., 1995 : 129). Est-ce le propre des constitutionnalistes de faire de la casuistique et de faire dire aux textes de loi autre chose que ce qui est vécu dans les faits ? Ou de leur donner une portée à géométrie variable suivant les régions (au sens non politique du terme) d'application ? Où est la liberté du citoyen qui habite une des communes dites à facilités ? Comment peut-on dire que « la communauté est une collectivité non territoriale », alors que « chaque commune fait partie d'une des régions linguistiques », bien territorialisée celle-là, et aux frontières pratiquement inamovibles, vu les conditions requises pour les faire modifier (ce qui est compréhensible) et l'esprit qui a toujours prévalu dans ces « discussions » (ce qui l'est beaucoup moins), puisque tout est « marchandisé ». On est vraiment très loin de la « logique communautaire » des anthropologues économistes, de la richesse culturelle et du *pouvoir-prestige* ; on est en pleine « logique marchande », basée sur une *richesse-capital* et un *pouvoir-force*. Comment favoriser des liens de solidarité humaine dans ce contexte ? Comment faire coïncider les *espaces perçus* des politiciens avec les *espaces vécus* de la population, lorsqu'il y a un tel divorce de perception de l'espace par les « décideurs » et par la « société civile » ? Comment s'étonner, ensuite, qu'il y ait une telle méfiance et un tel désaveu des premiers par les seconds ?

Comment peut-il en être autrement quand on est — de façon quasi systématique — dans une telle logique d'opposition et non de complémentarité entre Flamands et francophones... Car, curieusement, on ne parle jamais des germanophones dans les questions communautaires belges... Nous y reviendrons.

On peut établir pas mal de parallèles entre la situation actuelle de la Belgique fédérale et le contexte dans lequel se trouvait l'ex-Tchécoslovaquie avant sa partition, tant au niveau des moyens utilisés par les politiciens que de celui des informations données à la population avant de prendre une décision importante. Les sondages de la

<sup>30</sup> Moniteur belge, 1994, "Constitution coordonnée", Bruxelles, 17 février 1994.

<sup>31</sup> Delpérée F., 1995, "Le fédéralisme sauvera-t-il la nation belge?", in : Rupnik J. (dir.), 1995, op. cit : 123-137.

population tchéco-slovaque, quelques mois avant la partition *imposée* par les hommes politiques, avait montré que beaucoup ne se rendaient pas vraiment compte des enjeux en présence. La situation était fort similaire en Belgique, à la veille du passage à l'Etat fédéral, après ce qu'on a appelé les « accords de la Saint-Michel ». Des sondages ont montré que près du tiers de la population ne savait pas de quoi il était question et avait de la peine à se prononcer sur l'avenir du pays, alors que le quart seulement était favorable au contenu de ces accords ; près de 44% de la population nationale les rejetait. Le pourcentage d'approbation nationale tombait de moitié à Bruxelles (12%) et en Wallonie (15%), alors qu'il montait à 34% en Flandre. Le rejet des accords est particulièrement significatif à Bruxelles, où plus de 57% de la population y était défavorable.

### **Données socio-économiques et évolution sociopolitique**

Depuis le début des années soixante-dix, on assiste au processus de régionalisation avec les différentes réformes constitutionnelles qui ont conduit à la fédéralisation du pays. La montée des intégrismes et des nationalismes (surtout flamand) avaient commencé bien avant cela et avaient déjà provoqué des points de fixation et des abcès, tels que les conditions de la flamandisation de l'Université de Louvain, de 1966 à 1968, de l'expulsion des étudiants francophones, du partage du patrimoine culturel et de la bibliothèque de cette université prestigieuse, une des plus vieilles d'Europe, (division des collections en ouvrages pairs et impairs, les uns attribués aux néerlandophones, les autres aux francophones !). Le fanatisme doublé de la bêtise ont atteints des sommets dans leur genre, dans ce domaine-là aussi (On se souviendra que les Tchèques et les Slovaques se sont entendus pour ne pas appliquer la règle «2-1» pour le partage du patrimoine historique et culturel de leur pays, avant la séparation de l'ancienne Tchécoslovaquie) !

Au cours des années quatre-vingts, la crise de la démocratie s'est encore accentuée, ainsi que la perte de crédibilité dans l'Etat, surtout à cause des réformes institutionnelles successives qui ne permettaient pas la participation de la population. Elles étaient essentiellement le fait des chefs des partis politiques principaux ; même le Parlement était parfois mis devant la politique du fait accompli. Ce ne sont pas des procédés et des manipulations politiciennes de ce genre qui vont susciter l'intérêt de la population pour la politique et la chose publique ! La perte de crédibilité dans l'Etat avait commencé, la crise de la démocratie aussi. Mais à ces crises politiques s'ajoutèrent aussi, à l'époque, l'aggravation des conditions économiques des différentes parties du pays, selon un schéma que nous connaissons déjà : très forte en Wallonie, moyenne pour la région bruxelloise et relativement faible pour la Flandre.

Le problème réel est donc essentiellement un problème financier et économique et non un problème linguistique. La langue est utilisée comme alibi, comme dans bien d'autres pays, parce que c'est un thème porteur... Dit simplement et crûment : les Flamands, « riches », ne veulent plus payer pour les Wallons, « pauvres ». Les Bruxellois sont, dans ce cas, rattachés aux Wallons, même s'il ne s'agit pas de la même Région, au sens politique du terme, puisque ce sont majoritairement des francophones. On passe donc du registre des « Régions » à celui des « Communautés », en liant l'autonomie culturelle à l'autonomie économique. Le but de la majorité des Flamands ayant une opinion, — comme l'ont montré les sondages faits juste avant la naissance de la Belgique fédérale —, est de considérer le stade actuel dans lequel se trouve le pays comme une étape temporaire vers une séparation plus prononcée :

passer du *fédéralisme* au *confédéralisme*, alors que pour les Wallons et les Bruxellois, les accords de la Saint-Michel auraient dû constituer une étape finale. Le procédé utilisé par les nationalistes flamands, ayant (forcément) la mémoire *volontairement* courte et n'ayant comme seule alternative que la fuite en avant, est d'avoir constamment des nouvelles revendications dans tous les domaines pour garder l'esprit mobilisateur de la population en éveil.

Le but poursuivi par la **Flandre** (5,8 millions d'habitants) consiste essentiellement à demander la « *défédéralisation* » de tout ce qui est encore commun, pour ne plus devoir payer pour les autres, et la suppression de tout ce qui peut encore être considéré comme des *privilèges* et/ou des *facilités* pour les francophones en terre flamande. En pratique, cela signifie, par exemple : la régionalisation de la sécurité sociale, des télécommunications et des transports ferroviaires, du commerce extérieur, de l'aide au développement, de la politique scientifique... Dans le domaine communautaire, cela se traduit par le désir de suppression des dernières facilités linguistiques existant encore dans les communes de la périphérie bruxelloises, des communes frontalières le long de la frontière linguistique, y compris dans l'enclave des Fourons ; pour certains, cela traduit même par la reconquête de Bruxelles, en plaçant la région sous une *autorité de tutelle confédérale*, en ne lui permettant donc plus de s'autogérer comme actuellement...

Pour être juste, il faut remarquer qu'il existe aussi (ou encore ?) des voix divergentes en Flandre, de personnes qui, bien que minoritaires, ne plongent pas tête baissée dans la voie du nationalisme réducteur ; c'est le cas de Yves Desmedt, rédacteur en chef du quotidien flamand de centre gauche *De Morgen*, quitte à se faire traiter de « belgiciste » par ses collègues éditorialistes flamands, parce qu'il refuse de « diaboliser de manière permanente tout ce qui est wallon ». C'est un pas qu'il a décidé de ne pas franchir. « C'est trop facile ! Et quand on est la seule voix dissonante dans ce concert d'éditorialistes qui crie que tout s'arrangera quand la Flandre sera indépendante... (...) Pour nous, la fédéralisation n'est pas non plus une fin en soi. Parce qu'elle ne s'est pas toujours faite de manière logique ». Il trouve que ses collègues « sont trop accrochés aux vieux piliers qui caractérisent la Belgique : capitalistes/ouvriers, catholiques/libéraux et flamands/francophones. La génération actuelle est la première qui n'accepte plus ces divages ». Son analyse économique est très pertinente aussi ; elle s'écarte des lieux communs que l'on entend généralement chez les nationalistes, ce qui ne l'empêche pas d'être flamand, de défendre la culture flamande et l'identité flamande. Alors que la presse flamande ne parle pratiquement plus de ce qui se passe au sud du pays, si ce n'est pour en montrer les dysfonctionnements, il est le seul à avoir consacré une série d'articles sur les difficultés économiques qu'ont rencontrées les Forges de Clabecq, en Wallonie, lors de la fermeture du centre sidérurgique. Il voulait proposer une image plus réaliste de la Wallonie. « Le dossier des Forges est intéressant à plus d'un niveau. Il démontre le poids que représente encore aujourd'hui l'industrie lourde en Wallonie, tout comme l'absence de reconversion ; contrairement à *la Flandre, qui a eu la chance de voir débarquer une flopée de multinationales durant les "Golden sixties"*. Cela a donné un *nouvel élan* dont la Flandre profite encore aujourd'hui »<sup>32</sup>.

La **Wallonie** (3,2 millions d'habitants), pendant ce temps, se débat dans des problèmes économiques apparemment insolubles. La *délocalisation* des entreprises

<sup>32</sup> De Boeck P, 1997, *L'autre voie du Nord*, "La Libre Belgique", sélection hebdomadaire, Bruxelles, 28 janvier au 3 février 1997. C'est moi qui souligne certains éléments.

des sites de la Première à la Deuxième Révolution industrielle, la *mondialisation* de l'économie, le parc industriel souvent obsolète ne font que renforcer une situation économique et sociale qui s'aggrave régulièrement. Ce qui rend le problème encore plus complexe est le fait que la crise qui affecte cette région n'est pas simplement d'ordre industriel et/ou urbain ; elle affecte aussi l'économie du monde rural.

La vie politique wallonne n'est pas à l'abri de dérapages et de malversations et de politique politicienne de bas niveau, loin s'en faut ! Mais à la différence de ce qui se passe (ou s'est passé) en Flandre, elle ne se fait pas prioritairement *contre* l'autre groupe linguistique ou *au détriment* de l'autre communauté culturelle. C'est en cela qu'elle est apparue moins fréquemment dans le cadre de cette approche identitaire de la politique belge. Les « affaires », comme on les appelle souvent en Belgique, ont même été proportionnellement plus nombreuses que leurs équivalents en Flandre, mais elles n'avaient que des connotations régionales internes ou, au niveau de la politique nationale/fédérale, s'inscrivaient davantage dans un contexte économique plus strict. Elles continuent d'ailleurs à s'inscrire dans le paysage politico-économico-social actuel du pays.

Car certaines personnes en Wallonie sont, elles aussi, prises dans le tourbillon des forces centrifuges, qui ne désirent pas seulement une autonomie pour la Région wallonne, mais une séparation d'avec l'Etat belge et... un rattachement à la France ! Ce mouvement n'est pas nouveau, puisqu'il s'était déjà manifesté comme tel pendant et après la Deuxième Guerre mondiale. Mais il refait parler de lui en ces temps de régionalisation, étant soutenu par le spécialiste en droit constitutionnel et professeur à l'Université de Liège, François Perin. Ses idées ne sont pas nouvelles : la nation belge n'existe pas<sup>33</sup>, mais bien son engagement sur la voie sécessionniste et « rattachiste »<sup>34</sup>.

Les **Bruxellois** (moins de 1 million d'habitants) sont probablement les derniers des Belges à regretter une Belgique unitaire. Ce sont ceux à qui on a refusé la possibilité de former une *Région* à part entière, au moment où les institutions des deux autres Régions du pays se mettaient en place sur son dos — et de quelle façon pour la Flandre ! Même si la prise de conscience de l'*identité régionale* de Bruxelles s'est bien renforcée au cours de cette première décennie de vie semi-autonome, le futur de la Région reste fort hypothéqué par le désir des Flamands de ne pas vouloir relâcher la bride dans le domaine communautaire et linguistique. Ils restent logiques avec eux-mêmes : il ne faut surtout pas que la proportion de *non Flamands* puisse augmenter dans les communes frontalières de la Flandre. C'est la même logique qui a justifié l'opposition flamande au vote des étrangers au niveau communal, comme le recommandent les directives européennes ; ils ont déposé un recours demandant de suspendre ce décret dans les communes où résident plus de 20% d'étrangers, parce qu'ils craignent d'être marginalisés si les étrangers votent sur des listes francophones !... Y aurait-il des recensements linguistiques à *usage interne* en Région flamande, alors qu'on les refuse depuis 1947 à *usage externe* au plan national/fédéral ? Là, cela devient moins logique : nouvelle contradiction (à usage interne) et nouvelle manipulation (à usage externe) !

Maintenant que Bruxelles et la Wallonie sont moins solidaires qu'avant, puisqu'elles forment deux Régions différentes, les plus extrémistes des Flamands veulent mettre plus de pression sur Bruxelles, en lui refusant le statut de région à part entière : en

<sup>33</sup> Perin F., op. cit. 1988.

<sup>34</sup> Perin F., 1997, *La scission de la Belgique*, Paris, Editions "République et qualité de vie".

diminuant ses possibilités d'autogestion et en ramenant la Région sous une *autorité de tutelle confédérale* et non fédérale. Certains n'hésitent même plus à revendiquer ouvertement Bruxelles comme capitale de la Flandre — y compris dans des articles scientifiques — , à cause de l'impact important qu'elle pourrait y jouer, vu le réseau urbain international dont la ville fait partie. Qui dit que la Région de Bruxelles-Capitale est libre d'agir comme elle le désire ?

Les seuls à avoir été totalement gagnants par le passage de l'Etat unitaire à l'Etat fédéral sont les membres de la **communauté germanophone** de Belgique (70.000 personnes). Neuf communes constituent la Communauté germanophone proprement dite, réparties en deux enclaves : dans l'enclave septentrionale, les quatre communes de *Kelmis/La Calamine, Lontzen, Raeren, et Eupen*; dans l'enclave méridionale les cinq communes de *Bütgenbach, Büllingen/Bullange, Amel/Amblève, Sankt-Vith/Saint-Vith, Burg-Reuland*. Toutes ces communes — sauf celle de *Lontzen* — ont une frontière commune avec l'Allemagne, pays auquel elles étaient rattachées jusqu'à la Première Guerre mondiale. Avant d'être réunies en une communauté culturelle ayant la personnalité juridique, ces communes formaient ce qu'on appelait les « cantons rédimés », la partie orientale de l'arrondissement administratif de Verviers, dans l'est de la province de Liège. La *Communauté germanophone* est toujours rattachée à la province de Liège et dépend de la *Région wallonne* pour tout ce qui ne concerne pas les matières « personnalisables ». Les cinq autres communes où se trouvent des minorités germanophones se trouvent aussi dans la Région wallonne, mais elles dépendent de la *Communauté française de Belgique* ; elles forment des régions avec des « facilités » pour les néerlandophones et les germanophones, pour les trois communes du nord : *Plombières, Welkenraedt, Baelen*, et pour les germanophones seulement dans les deux communes du sud : *Malmédy et Waimes*.

Comme il n'y a pas de situation tendue ni de contentieux entre les germanophones et les francophones de Belgique, la situation de leurs relations est beaucoup plus « normale » que celle qui prévaut en permanence entre les néerlandophones et les francophones. Depuis sa reconnaissance par la nouvelle Constitution coordonnée de 1994, l'article 130 donne à la *Communauté germanophone* exactement les mêmes droits qu'aux deux autres communautés culturelles du pays. Le Conseil de la Communauté germanophone a compétence pour régler par décret (ayant force de loi) toutes les matières culturelles, les matières personnalisables, l'enseignement, la coopération — entre communautés et internationale — , y compris la conclusion de traités.

Par contre, la *Communauté germanophone* n'a pas de compétence territoriale pour toutes les matières non personnalisables, — pas plus que les autres communautés culturelles du pays d'ailleurs — . Elle relève des compétences de la *Région wallonne*, dont elle fait partie. Mais, n'ayant pas de situation conflictuelle, un article de la Constitution a prévu que « sur proposition de leurs Gouvernements respectifs, le Conseil de la Communauté germanophone et le Conseil de la Région wallonne peuvent, chacun par décret, décider d'un commun accord que le Conseil et le Gouvernement de la Communauté germanophone exercent, dans le région de langue allemande, en tout ou en partie, des compétences de la Région wallonne » (Article 139 in : *Moniteur belge*, 1994 : 4096). Ces compétences sont exercées par voie de décrets, d'arrêtés ou de règlements, selon les cas, suivant que ce sont les Régions ou les Communautés qui les prennent; toutes ont force de loi. Voilà un bel exemple de complémentarité et de collaboration entre les *Régions* et les *Communautés*, quand il n'y a pas de marchandage

systématique, comme dans les communes « à facilités » de la Région bruxelloise entre Flamands et francophones... et qui ne reste pas simplement théorique. Car, après les élections de 1995, un accord-cadre a été annoncé par la Région wallonne pour le transfert des compétences en matière d'emploi, de tutelle des pouvoirs locaux et d'aménagement du territoire. Les moyens financiers allaient suivre, ainsi qu'une représentation garantie au Parlement wallon.

Des problèmes, il y en a toujours ; des différences de perception aussi, surtout quant à l'avenir. Mais les responsables de la Communauté germanophone ont la tête bien sur les deux épaules. Quand on leur demande ce qu'ils pensent de la constitution d'une quatrième région, beaucoup répondent ce qu'a dit un jour Gherard Palm, bourgmestre de *Büllingen/Bullange* à l'époque où il était tête de liste du Parti des Belges de langue allemande (PDB) : « Nous ne sommes pas des fétichistes institutionnels. Mais la vie des gens ne se résume pas aux matières culturelles et personnalisables. C'est l'emploi, donc l'économique qui est la priorité pour la population ». Et de se déclarer favorable à l'élargissement des compétences. « La 4<sup>e</sup> région n'est pas pour demain mais une préparation idéale serait la création d'une *province germanophone*. Certains nous demandent si la Communauté n'est pas vraiment petite pour tout cela. Nous répondons que nous voulons le bien-être de nos concitoyens dans une Belgique vraiment fédérée et une Europe vraiment unie ».

### 2.2.5. Et le « futur proche » ?

Le réalisme et le bon sens des autorités de la *Communauté germanophone*, les accords qu'ils ont pu passer avec les *Communautés flamande et française de Belgique*, pour tout ce qui touche l'ensemble des matières liées aux personnes, mais aussi la complémentarité qu'ils apportent — et veulent apporter ! — à la *Région wallonne* dont ils dépendent et les accords qu'ils ont passés avec cette même Région pour éviter les doublets au niveau des matières non personnalisables, donc liées au territoire, à l'intérieur de la région de langue allemande, toutes ces démarches sont des exemples idéaux, « idéels » et presque idéalisés de ce que la nouvelle Constitution coordonnée a essayé de mettre au point pour *toutes* les Communautés et Régions belges. En cela, la Constitution de la Belgique fédérale est/était une tentative de faire passer dans le domaine juridique les principes d'une autonomie non régionalisée, « personnelle », — pour tout ce qui se rapporte directement aux individus et à leurs caractéristiques spécifiques —, s'inscrivant dans des régions de développement, basées elles sur des approches plus socio-économiques. Elle n'est arrivée qu'en partie à ses fins, pour les raisons présentées précédemment.

Ces entités régionales, permettant — idéalement — de regrouper les intérêts culturels, économiques et sociaux, sont à dimension plus humaine, pour autant qu'on ait une volonté de collaboration et non d'opposition *politicienne* systématique. Elles permettent aussi de s'engager dans des domaines et pour des projets dans lesquels on est plus directement concerné et pour lesquels on *se sent* davantage concerné, donc motivé. La *perception mentale* que la population a ou doit/devrait avoir de sa région est primordiale. L'aspect psychologique est au moins aussi important que la dimension économique car, si l'on ne tient pas compte du premier, la seconde est souvent mal utilisée... quand ce n'est pas détournée ! Ces nouvelles entités s'inscrivent aussi de plein pied dans la politique européenne de régionalisation, surtout depuis la

*Convention de Madrid* qui, en 1980, a été à la base de la généralisation de la « politique transfrontalière » des régions, financée, depuis 1989, par les différents programmes *Interreg* : *Interreg I* (1989–1993) puis *Interreg II* (1994–1999). L'analyse d'une carte de synthèse représentant toutes les régions transfrontalières met en évidence que toutes les provinces belges sont concernées d'une façon ou d'une autre, sauf la nouvelle province du *Brabant wallon*. Le pays est tellement petit que seule la *Région de Bruxelles-Capitale* n'est pas concernée. Les deux autres *Régions* et les trois *Communautés flamande, française de Belgique* et *germanophone* sont engagées dans les Euroregio. La *Région de Bruxelles* est plus active au niveau des relations internationales directes ! Les « accords internationaux » que peuvent signer les différentes *Régions* et *Communautés* de la Belgique fédérale sont le domaine où les spécificités et les sensibilités des unes et des autres sont les plus visibles. La liberté d'action garantie à chaque entité belge par la nouvelle Constitution fédérale est donc *très* large, beaucoup plus large que celle garantie aux différents *Länder* allemands ou aux cantons suisses, pour ne prendre que deux exemples proches d'Etat connaissant une structure fédérale.

La Belgique, on le voit, est prise actuellement dans un mouvement de force centrifuge qui pousse chaque communauté vers une distanciation de plus en plus manifeste. La poussée *séparatiste* flamande est la plus forte de toutes, pour l'instant, à cause de l'affirmation beaucoup plus nette de sa politique indépendantiste. La fusion du Parlement et du gouvernement de la *Communauté flamande* et de la *Région flamande* facilite la cohérence de cette démarche, puisqu'on est sous une direction juridique et exécutive commune. Il n'en reste pas moins vrai que la Flandre est la partie du pays à avoir la politique de relations internationales la plus cohérente et la plus systématique.

Depuis que les *Régions* et les *Communautés* du Nord et du Sud du pays peuvent signer des accords avec d'autres régions ou pays, sans passer par l'Etat fédéral, elles ne s'en privent pas, ni les unes, ni les autres. Seule la *Région de Bruxelles-Capitale* avait accusé un certain retard en la matière, puisqu'elle n'a pu atteindre ce statut de « région » qu'en 1989 seulement, à cause de l'opposition systématique des Flamands à ce que Bruxelles puisse avoir une autonomie semblable à celle des deux autres régions du pays.

La Flandre et la Wallonie signent donc des accords différents, dans des régions différentes d'Europe et du monde, et pour des motifs différents. En *Flandre*, il s'agit surtout d'accords économiques avec des pays qui reconnaissent leur identité spécifique et les considèrent comme partenaires à part entière. Pour la *Wallonie* et la *Communauté française de Belgique*, il s'agit surtout d'accords de coopération culturelle ou économique, avec des pays et des régions du monde francophone, de la « francité », dans un premier temps, plus diversifiés par la suite. Mais les accords commerciaux ne sont jamais bien loin... Il n'y a que *Bruxelles* qui privilégie davantage le culturel sur les autres dimensions.

Le divorce ne fait que s'agrandir entre le *système fédéral* actuel, que désireraient garder les Wallons et les Bruxellois, et le *système confédéral* voulu par la Flandre, qui le considère — pour les plus nationalistes d'entre eux — comme une étape préparatoire à la séparation pure et simple des entités de l'Etat belge, qui sera passé, dans ce cas de figure, d'unitaire à fédéral, puis à confédéral, avant de devenir éclaté.

Dans ce contexte général de déstabilisation très grande et de perte générale des points de repère et de valeur, ce n'est pas l'effet du hasard si la *Wallonie* s'est

intéressée très tôt à la *Slovaquie*, au point d'avoir ouvert une représentation wallonne à Bratislava, dès 1991. Cela procédait d'une politique de recentrage dans un contexte européen en évolution rapide, qui plus est avec une région fédérale, à l'époque en lutte pour son indépendance totale. De plus, la structure industrielle des deux pays est très similaire, les problèmes de reconversion aussi ! Ce n'est pas par hasard non plus que la *Flandre* s'intéresse tout particulièrement à la *Slovaquie* et envisage de signer des accords avec elle, même si c'est un partenaire économique moins intéressant, sauf si on veut y faire des investissements à bon compte ! La dette est aussi d'une autre nature.

Il y a un parallélisme frappant entre les évolutions passées et récentes de la Slovaquie et de la Flandre. Les uns comme les autres se sentaient brimés et marginalisés dans le nouvel Etat qui les associait à un autre partenaire. Les Slovaques de la Tchécoslovaquie se sont toujours sentis comme des citoyens de seconde catégorie, écartés du pouvoir politique et économique par les Tchèques qui centralisaient tout autour de Prague et de l'ancienne Bohême-Moravie. Les Flamands se sont sentis exactement dans la même situation dans la Belgique du XIX<sup>e</sup> siècle, marginalisés culturellement par la société francophone (y compris en Flandre !) et économiquement par le décollage de la Wallonie, basé sur la première Révolution industrielle.

L'évolution actuelle des « (grandes) régions » est similaire aussi par le jeu *politicien* du chat et de la souris entre le Président et le Premier ministre slovaque sur le plan politique et social, y compris celui du respect des droits de l'homme vis-à-vis des minorités. On retrouve ce même jeu *politicien* entre les responsables flamands entre eux — les (hyper)nationalistes et les autres — et vis-à-vis des *Communautés* et *Régions* autres que la leur. On retrouve les mêmes « aberrations » linguistiques, au niveau du bon sens, et les mêmes attitudes intransigeantes et arrogantes des nationalistes slovaques envers les minorités hongroises ou autres, ou celles des nationalistes flamands envers les francophones de leur *Région* (les Fourons, les francophones des communes dites « à facilités ») ou de la *Région de Bruxelles-Capitale*.

La Slovaquie est un pays qui a été conduit à l'indépendance par des nationalistes ; d'un *Etat fédéral*, ils ont fait un *Etat indépendant*. La Flandre est une *Région* qui est aussi conduite par des nationalistes. L'*Etat fédéral* est déjà acquis ; il n'y a plus qu'à suivre l'*exemple slovaque* pour en faire un « Etat indépendant ». C'est le *séparatisme* que prônent les plus hypernationalistes d'entre eux ; ils représentent quand même 10% de la population qui s'affiche comme tel ! La voie est d'autant plus facile à suivre que la Flandre a un atout que les Slovaques n'avaient pas au moment de leur indépendance : la force économique. Cette différence est fondamentale. La Slovaquie n'avait pas une économie prospère et riche ; les Slovaques ont été « trompés » en quelque sorte par leurs dirigeants, puisqu'il n'y a pas eu de vote populaire. La Flandre a une économie riche et prospère, basée sur la deuxième et même la troisième Révolution industrielle : le pétrole et l'informatisation. C'est ce qui explique son nationalisme égoïste, caractéristique des nantis.

La « dette » que la Flandre a — peut-être — vis-à-vis de la Slovaquie est surtout celle de la reconnaissance car, sur le plan institutionnel, la Slovaquie a toujours une longueur d'avance sur la Flandre !... Les nationalistes flamands l'ont assez rappelé en 1992 et 1993, juste avant la partition la partition de la Tchéco-Slovaquie, particulièrement lors de leurs pèlerinages annuels à la tour de l'Yser ! Le maintien de la *fédération* actuelle va-t-elle résister aux prochaines négociations « communautaires »

et à la régionalisation de la concertation sociale voulue par le Ministre-Président de la Communauté flamande et déjà annoncée par le Parlement flamand? Rendez-vous en 1999, pour la prochaine étape de l'évolution belgo-belge : *confédération* ou *séparation*? Evolution vers un système confédéral ou l'éclatement pur et simple de l'Etat-nation actuel?

### 3. Conclusion : *Minorités et régions, nouvelle donne ?*

La référence identitaire régionale est au centre de pratiquement toutes les remises en question actuelles, superficielles ou plus profondes, dès qu'il s'agit de retoucher à quoi que ce soit de l'héritage spatial et/ou historique des Etats-nations. Jusqu'où peut-on remonter dans le passé pour justifier le présent? Jusqu'où peut-on perturber l'existence des autres et leur logique d'organisation sociale et culturelle — ce qui est inévitable! — pour faire naître et se développer la sienne? Jusqu'où va-t-on accepter l'hypocrisie des justifications subjectives que l'on impose comme des diktats aux autres, en utilisant la force armée (pouvant aller jusqu'au *génocide*) ou les pressions et interdits de tous ordres (pour provoquer un *ethnocide*)?

Ces questions, et bien d'autres à leur suite, on peut se les poser tant aux niveaux international que national, régional supra-étatique que infra-étatique. La nouvelle donne, — liée aux contextes géopolitique et géostratégique de l'Europe actuelle, mais liée aussi à la nouvelle politique de délocalisation quasi systématique dans le contexte de « guerre économique » que se livrent les pays à économie de marché aux niveaux européen et mondial —, peut permettre de redistribuer les cartes de façon partielle, mais profonde, pour autant que les décideurs de tous les niveaux acceptent de prendre leurs responsabilités. Il ne faut pas être naïf et prendre ses désirs pour des réalités; mais il ne faut pas non plus fermer les yeux sur ce qui se passe actuellement en Europe : la région en restructuration, un peu partout et au niveau continental, peut être une chance, une occasion, de se créer des espaces de vie meilleurs, plus conviviaux, et porteurs de signes de renouveau.

Quand on parle des droits et des devoirs des minorités et des Etats, on insiste davantage sur les *devoirs* des minorités envers l'Etat et sur les *droits* des Etats envers les minorités, plutôt que l'inverse. Qu'il s'agisse de droits individuels ou de droits collectifs, les obligations des Etats se bornent plus souvent à *tolérer* les minorités qu'à avoir une attitude de *support actif* à leur égard. Cette perception des choses est très visible par l'énoncé des textes juridiques internationaux. Władysław Czapliński — professeur à l'Institut des sciences juridiques à l'Académie des sciences de Varsovie — faisait très justement remarquer que ce sont des propositions négatives telles que celle adoptée dans l'article 27 du Pacte relatif aux droits civils et politiques dans le cadre de l'ONU (résolution 47/137 du 18 décembre 1992) : « *les personnes appartenant à des minorités ne peuvent être privées du droit...* » qui incitent à des interprétations restrictives du droit des minorités. Je ne puis que faire miennes ses affirmations, lorsqu'il dit : « Il me semble que, pour garantir l'identité d'un groupe minoritaire, il faut adopter une autre position : la *discrimination positive* [souligné dans le texte]. Cette approche signifie que l'Etat est obligé d'entreprendre des actions positives en faveur des minorités, avant tout dans les domaines législatif et financier (économique) ». Ce

n'est pas là faire œuvre de *novateur* au niveau juridique, mais bien de faire œuvre de *pionnier* dans l'application de ce droit aux minorités.

L'Europe est en restructuration profonde, à l'Est comme à l'Ouest. Ceux qui refusent de voir cette *évidence* pratiquent la politique de l'autruche... et ne pourront plus la pratiquer longtemps ! On peut s'en réjouir ou craindre la place prise par les « régions » dans le contexte actuel, mais on ne peut plus l'ignorer. La région « *entre* » l'Est et l'Ouest, ou la région « *trait d'union* » entre l'Est et l'Ouest ? La nouvelle géopolitique européenne valorise la dimension régionale, activement ou de façon plus hésitante suivant les Etats-nations de référence, quelle que soit l'échelle à laquelle on envisage le phénomène. Cette évolution ne fera que se confirmer, à mon avis, car la dimension régionale est la seule qui offre la possibilité de construire quelque chose sur des bases nouvelles, non pas en rejetant — ou en niant — le passé, ce qui n'aurait aucun sens, mais en l'intégrant dans une optique nouvelle qui me semble plus constructive et plus mobilisatrice ; plus constructive, parce que moins tournée vers les éléments passés porteurs de division ; plus mobilisatrice, parce que incitant et impliquant davantage les *espaces vécus* régionaux, c'est-à-dire les populations ! Mais cela ne sera possible que si les « (grandes) régions » ne sont pas sous la coupe réglée des (hyper)nationalistes...

**Tomasz Zarycki**

**Europejski Instytut Rozwoju Regionalnego i Lokalnego  
Warszawa**

## **ATTITUDES TOWARDS WEST AND EAST AS THE MAIN ELEMENT OF THE CENTRAL EUROPEAN IDENTITY: REFLECTIONS ONE THE POLISH CASE**

### **1. West and East as Points of Reference for Central European Identity**

The East and the West are perceived in Central Europe in different dimensions depending on the historical, geographical and political circumstances. Their definitions also differ considerably. East and West can be understood respectively as Western Civilization and Eastern Despotism. In other cases West can be identified with Germans and East with Eastern Slavs or, as it is most often in the Polish case, West is Germany and East Russia. In this context, by West and East I will most often mean here Western Europe and Russia. Both of them can be considered as important points of reference for Polish and to the large extend, for the Central European identity. The Russian factor is especially important in the Polish case because of close neighborhood of the two countries, long history of rivalry and conflicts and close ethnic and cultural links.

Almost everywhere in the world the question "Who are we?" is to the large extend answered by specifying "what differs us from others". In general Poles as well as many other Central Europeans define themselves by specifying in what they differ from West and East Europeans, the later most often identified with Russians.

If treated seriously, this is not an easy task. Analysed carefully, it becomes clear that relations with what is considered as West and East can be perceived in several

dimensions and in different contexts. Thus, we can see numerous dilemmas with which any Central European trying to define its identity is confronted.

In my paper I would like to discuss only two of these dilemmas. They will be of course generalized and are only part of a long list which could be elaborated. After a short reflection I will present two examples of identity programs which can illustrate the role the presented dilemmas play in the construction of the Polish identity.

## 2. The Dilemma of the attitude toward the West

Being a part of the Western European civilization, Central Europeans always suffered from inferiority complexes resulting from their peripheral location in relation to the Western European Core and moreover from the struggles to remain on the political map of Europe<sup>1</sup>. In effect two often contradictory elements appear in the Central European awareness: the strive for manifestation of Western European character of their history, culture and at the same time manifestation of their uniqueness, exceptionality and special character as reasons for independent, sovereign existence and arguments for international recognition and respect.

Along with the political dimension of relations between Western and Central Europe we can separately consider the issue of economic or even, as some would argue, civilizational underdevelopment of the region in relation to the West.

Hence the major dilemma facing Central Europeans in attempts to define their attitude towards the West. Copy the West or try to retain and develop your own originality. In other words: Pursuit of Europe or Escape from Europe. The solution may not be in one of these extremes, but finding an acceptable point between them is not an easy task. Moreover these two extreme options can be found to have several, quite different variants. The pursuit of Europe may have even the form of rejection of the own, national culture in order to prove one's own European, Western character. In such cases the differences between West and Central Europe are most often reduced to disparities in wealth—poor Center—East vs. rich West.

Such extreme reasoning, although rarely appearing in public discourse, can be however noticed in every day life. An interesting example of "escape from one's own national identity" in Poland give emigrants entitled to German citizenship, mainly coming from region of Upper Silesia. When leaving Poland for Germany many of them see the isolation from Polish identity as the condition for entering the better and richer world. Many of the Upper Silesians living in Poland and identifying themselves with German nationality define themselves not only in opposition to their Polish roots but also to their Silesian roots. Rykiel gives a spectacular example of "new habit of wearing Bavarian or Frankonian folk costumes rather than traditional Upper Silesian dress, which is believed to be 'too Polish'"<sup>2</sup>. As many observers confirm, the higher the

<sup>1</sup> Historian Piotr Wandycz concludes that the considerable part of the Central European history is the history of the fight for freedom. For this reason he has even entitled his well known book on the history of Central Eastern Europe *The Price of Freedom*.

<sup>2</sup> Zbigniew Rykiel, *The Cultural Split of Upper Silesia*, in: Marek Koter *Region and Regionalism. Social and Political Aspects*, Opole-Łódź, 1995.

social position of Polish emigrants in Germany, the easier for them to openly identify themselves with Polish roots<sup>3</sup>.

We can probably expect the same process to progress on a larger, national scale. The greater the wealth of the country and easier and more widespread access to Western-style consumer goods in Central European countries, the lesser the reasons for such extreme behavior.

Another type "pursuers of Europe" are so called "Euroenthusiasts", who consider any negative or even indifferent attitude towards European Union as a manifestation of backwardness and ignorance.

On the other hand we have several models of reserved or even negative attitude toward European core in Central Europe. The most extreme have the form of isolationism which is most often based on the idea of preserving the endangered national identity. The fear of Europe is here in fact the fear of own cultural weakness. It expresses the lack of confidence in the country's vital forces, and in the strength of its identity in relation to the Western culture, often seen as aggressive and imperial.

However, besides such isolationist options we can also observe several moderate versions of Euro-skepticism in which the emphasis is put on the need of originality and creativity of the region in all spheres of cultural and economic activity. From such point of view the strength of the country can not be built only on the mechanic imitation but to the large extend on the development of it's own innovativeness and cultural independence.

One of the fundamental question behind the dilemma of the relation towards the West is of course the judgement and interpretation of one's own history.

The problem of interpretation of history could be divided into thousands of individual questions calling for separate discussion. But in the most general terms it can be reduced to a fundamental question of 'how do we assess our history?'. As positive, often tragic but worth of remembrance, in which one can take pride, satisfaction and inspiration, or do we consider our historical achievements as insignificant or completely outdated, and thus unimportant? Is our history a history of collapses and failures due to our own helplessness and weakness or due to foreign aggressions and interventions?

In other words do we have to radically brake with our historical past, or at least its part, and build new identity on the base of the Western model, or should we consider our history as the main fundament of our renewed identity.

### **3. The Dilemma of the attitude toward the East**

The Central European attitudes toward the Eastern part of the continent, especially Russia, are also closely connected with the evaluation of own history and cultural potency.

In most cases Russia is perceived simply as a reverse of the West. Symbol of backwardness, despotism and disorder. Thus there is extremely negative attitude toward everything related with East and Russian.

---

<sup>3</sup> For example "Polityka", 1996.

Such perception is of course not so widespread in such countries of Central-Eastern Europe as Ukraine and, especially, Belarus where Russia plays in some way the role the West has in relation to Central Europe.

However the real dilemma for the Central European and especially Polish identity is not between the union with Europe or union with Russia, but between absolute rejection of Eastern cultural and historical links and partial recognition of those.

The dilemma has the similar character to the first one connected with the attitude toward the West, since it is also determined by the factor of positive or negative evaluation of own history.

In fact, one of the main problems of the Central European identity is the problem of temporal and spatial localization of the nations weakness. In other words where and when we find the sources of our deficiencies?

In the spatial dimension the sources of countrys weaknesses can be divided first of all between internal and external. In the later case the negative traits of national character are connected with influences from particular neighbors or regions. Here again the West and East are the most often quoted directions from which fatal influences were coming. In the Polish case East has certainly worse reputation, although the opinion that most Polish problems results from the countrys location between Russia and Germany is not unusual.

The temporal dimension of search for sources of national shortcomings is closely related with spatial one. Identifying particular historical periods as especially critical from point of view of national problems implies also more or less direct spatial localization of their sources. In the case of Poland they can be related with the very roots of Polish nation, or for example the Swedish Deluge, 18th century anarchy and decadence, period of partitions, especially the Russian occupation, Second World War and finally the Communist Era of Soviet domination.

In other words the discussion concerns the depth of the Central European underdevelopment. The fundamental questions then is the following. Is the inability to create effective, creative and well organised states and societies the profound and structural characteristic of the Central Europe, or is it the problem of transitory character connected mainly with difficult external conditions of development?

For those convinced about a rather deep character of Central European weaknesses, the Eastern connection of the region is ideal to point out as the main source of problems of the national characters.

In the case of Poland the negative influences can be related with external factors as the Russian or in general the Byzantine heritage and with the more local factor of Slavonic character reinforced additionally by Russian occupations and influences in XIX and XX centuries.

Using adjectives like Russian, Slavonic and Byzantine as synonyms with clearly negative connotation can be noticed both in public and private discourse in Poland. They all refer in such contexts to same "Eastern syndrome" of Polish character and are identified with such traits as alcoholism, provincialism, lack of respect for law, mendacity, secrectivness, laziness, disorderliness, etc. What is Slavonic than in Polish character is simply Russian in its very negative understanding.

From such a point of view all these negative characteristics are Easter accretions on the Polish fundamentally Western, Latin culture, or elements of the traditional local backwardness which should be unrooted as soon as possible. Therefore Polish

aspirations of joining European community must imply from such point of view active fight with these aspects of national legacy.

The opposite, let call it Slavophile option is today in the Polish case practically unnoticeable. Of course there were always Poles fascinated with the projects visions of Russian—Polish political rapprochement, but their visibility in the public discourse in minimal.

Between these extreme opposite attitudes towards the East we find advocates of different intermediate options which are viewed by different authors in different dimensions. One point of view is reduced to the political sphere where the contacts with imperial and despotic Russia automatically implies the turning away from Western Europe.

On the other hand contacts with Eastern Europe can be seen in light of economic cooperation which is often considered as a great opportunity for the development of Central European countries, because of their natural connection with the great Eastern market.

Another perspective is the cultural aspect of the Eastern connection. In this dimension contacts with Russia can be, according to some opinions, practically unrelated with its imperial regime. Moreover, they may lead in some cases even to conflicts with official Moscow since the most valuable and famous of Russian artists and social activists often act against the official social and ideological norms of their country

These are some of the several ways of finding solutions for reconciliation between Western and Eastern elements recognized in own identity. The crucial mechanism of construction of such solutions is of course the redefinition of the meanings of West and East as identity components.

The negative opposition of civilized West vs. wild, barbarious East can be replaced for example with such philosophical approach as Western materialism vs. Eastern spirituality or Western Aristotelian vs. Eastern Platonian visions of the world.

From such a point of view Central Europe is seen either as a meeting place of Latin and Orthodox traditions, or in a more moderate approach, as the region of Latin culture enriched by strong influences of Byzantine civilization.

Appreciation of the Eastern element in own roots, may from such point of view improve the understanding of the European culture, by for example better understanding of the differences between the two fundamental approaches to material world: Aristotelian and Platonian or may help in finding the balance between the two constitutional elements of European civilization: faith and reason, material and spiritual aspects of life.

Such approach be compared with other similar conceptions. First of all we could present the traditional Russian conceptions, in which Russia aspires to the role of the country uniting East and West and intermediating in their contacts. For example as the well-known Russian film maker Nikita Mikchalkov puts it, Russian character combines the Western reason with the wisdom of the East.

As it seems to me both dilemmas towards East and West could be summarized in the general dilemma of Central European identity: The dilemma, which I see between schizophrenic self-condemnation and idle self-complacency. Central Europeans must find their reasonable balance between these two extreme states.

\* \* \*

Let me now present two examples of attempts of constructions of original patterns of Central European Identity. They were thought to illustrate the role the above discussed questions of attitudes towards West and East play in the process of Central European self-identification. Their selection was based rather on their originality than representativeness.

Although they could be even considered as not widely known, and Polish specific, they seem to contain the most important elements characteristic for the fundamental of typical model of Central European Identities. What is the most crucial in this context is the importance of the attitudes towards both the West and the East in Central European selfdefinitions.

#### **4. In search of own originality and uniqueness— Example I: Ideals of the Polish-Lithuanian Commonwealth**

The first example of the Central European identity conception is the idea of revitalizing of the ideals of the Polish-Lithuanian Commonwealth. The social, legal and political achievements of the "Rzeczpospolita" are well known to majority of educated Poles. In my paper I would like to present them from another viewpoint, following the approach of David Zincavage. This American of the Lithuanian origin promotes the below presented ideals of, as he calls it, "fanciful and romantic idea of revival of the Grand Duchy" in the posting to the Internet "Baltic Republics Discussion Lists"<sup>4</sup>.

The most important element of the "Rzeczpospolita" ideal was of course democracy and tolerance of unusual quality taking into account the historical circumstance. Let me quote Zincavage:

"Historians typically estimate that 10% of the overall population of the pre-Partitions Polish-Lithuanian Commonwealth belonged to the Noble Estate. Of the Roman Catholic Population, the percentage is estimated at 25%. Outside Samogita, most Lithuanians are Roman Catholic. Southern Lithuania, along with Masovia, was especially noted for the large numbers of petty gentry inhabiting their own villages, plowing their own fields wearing a sword. That noble elite was no so small. Nor was most of it richer than its neighbors.

The Athenian democracy in Antiquity could boast that it was more democratic than Poland as a whole, roughly 20% versus 10%, but if we take the Jews into account who enjoyed self-rule, they add another 10%. We could compare England in the 19<sup>th</sup> century, prior to the passage of the Reform Act, where only 2% of the population were enfranchised, to Medieval Poland".<sup>5</sup>

Thus, inheritors of the Commonwealth legacy can take pride in its ideals even today and should not, according to Zincavage, adopt the Western imposed vision of their inferiority. They should rediscover their old traditions, which may be a source

---

<sup>4</sup> Internet address of the discussion list: BALT-L@UBVM.BITNET List editor: Edis Bevan <A. E. B. Bevan@open.ac.uk >.

<sup>5</sup> David Zincavage. BALT-L 6167. 25 Nov 1995,

of inspiration in building of new identity as well as rebuilding democratic system. Zincavage writes:

"The provinciality of the Western European historical perspective (particularly, the Anglo-Saxon one) is most regrettable. It took the nations of Western Europe until the 17<sup>th</sup> and 18<sup>th</sup> century to begin the task of demolishing the absolutist institutions which they had permitted to grow up in their countries, and to begin to suppose that government rested upon the consent of the governed. Even at present time, the western commitment to tolerance and personal freedom can hardly be claimed to have arrived at the level which prevailed in medieval Poland and Lithuania"<sup>6</sup>.

In another message Zincavage adds:

"For hundreds of years, they (Lithuania and Poland) were in a position to offer instructions in freedom, tolerance and pluralism to Western European states like England and France, why should they slavishly follow the modern Anglo-Saxon political example now?

Cardinal Hosius, a good Lithuanian, head of the Counter-Reformation in Poland, warned the Commonwealths against following the barbarous behavior of the English during Queen Mary's reign when the English burned Protestants at the stake"<sup>7</sup>.

The attitude toward West is marked not only by the pride in the historical legacy but also by lack of confidence in the West as a real ally of Central Europe. Zincavage writes:

"(...) Lithuania cannot rely upon the West to protect her. The West did not protect Lithuania in 1772, 1793, 1795, 1815, 1831, 1863, 1939, 1945 or 1991, and there is no reason to suppose that the West will act differently in the future"<sup>8</sup>.

Such assumptions, especially shared by Central-Eastern Europeans (Baltic States, Ukraine), but known also in Poland may lead in political dimension to the idea of the Central European alliance. The idea should not be confused with other groupings as for example the Visegrad group of countries aspiring to the membership in the European Union. The "Inter Sea"<sup>9</sup> (name of the region between Baltic and Black seas) alliance is rather unnoticed initiative of politicians from Ukraine, Poland, Baltic States and Belarus and has at its main aim the self defense of the countries of Central and Central-Eastern Europe against Russia. In the "League of Political Parties of the Inter-Sea Countries"<sup>10</sup> participate only one Polish party present in parliament (KPN—Confederation of Independent Poland). However in Ukraine several important political parties are present (Democratic Party, Congress of Ukrainian Nationalist, Greens, Socialdemocrats, Republican Party). Absent are of course communists and radical nationalist. Lithuania is also represented by influential Conservative Party and Lithuanian National Union. Although the initiative is practically insignificant in international dimension, and practically unknown in Poland it has been widely reported in Russian, especially communist press, where it was presented as aggressive anti-Russian initiative.

<sup>6</sup> David Zincavage. BALT-L 6078. 18 Oct 1995.

<sup>7</sup> David Zincavage. BALT-L 5928. 14 July 1995.

<sup>8</sup> David Zincavage. BALT-L 5675. 21 March 1996.

<sup>9</sup> Tomasz Szczepański, *Międzymorze. Polityka Środkowoeuropejska KPN*, Warszawa 1993.

<sup>10</sup> *Dokumenty Konferencji Partii Politycznych Krajów Międzymorza*. Kijów 29–30 lipca 1994.

In such approach, where emphasis is put rather on political ideals than on the cultural dimension, East is divided into two zones. The first one is Central-Eastern Europe group of former Western Soviet republics. The Byzantine background of some of them is not so important in contrasts to their Polish-Lithuanian Commonwealth legacy which distinguishes them sharply from Russia itself. The second one, Russia is the real "East" and the real threat. "The empire of the Bolsheviks or that of the Tsars", as Zincavage puts it, "was always simply an Oriental despotism ruled by terror"<sup>11</sup>. In such a conception Central Europe is assigned the role of "Antemurale", unappreciated shield of Western Europe against threats coming from the East.

Finally let me quote Zincavage for his general attitude towards the historical legacy, which is another important element of definition of national or regional identity.

Most of our history is a good history, and though a tragic one, it is a history that one can be very proud of. We saved the Ruthenians from the Tatars. We defended Europe's borders from barbarians. We gave refuge to the Jews and other persecuted peoples and protected them. We were more civilized than any other nation because we were more tolerant, and more freedom loving<sup>12</sup>.

## 5. In search of own originality and uniqueness— Example II: The Messianic Mission of Poland

Another example of search for Central Europe's own uniqueness is the messianic ideal, old concept with long tradition in Poland. The messianic idea first appeared in Poland already at the beginning of 19<sup>th</sup> century, during the period of partition of the country. The most influential Polish messianist was the greatest national poet Adam Mickiewicz. In his conception Poland played the role of "Christ of the Nations" as she suffered for redemption of sins of other nations and in this way had important role to play in their moral transformation. Since that time Poland had several other ideologues of messianism and similar conceptions concerning "the special role of the nation" appeared in other Central European nations.

In Poland, as it appears the idea is still alive. It has been for example recently recalled by the young but influential magazine "Fronda"<sup>13</sup>. In their presentation the emphasis was put on the vision of the blessed nun Faustyna Kowalska. According to her diaries from late thirties Poland was especially bellowed by Christ. If Poland will be obedient to the God's will it will play an important role in the conversion of the world.

The messianic concept, especially in its version presented in "Fronda", should not be too easily related with typical nationalist option. In messianism both universalism and national ideals are combined and may result in absolutely non aggressive vision of the country's role. The special character of the country is not granted, but conditional. The messianic task, although having international effect—the deliverance of the world—is based mainly on internal work on its own conversion which will serve as example for others.

<sup>11</sup> David Zincavage. BALT-L 6613. 3 May 1996.

<sup>12</sup> David Zincavage. BALT-L 5937. 14 July 1995.

<sup>13</sup> "Fronda" Nr 6/1996.

Let me shortly analyse the role of the West and East in the messianic concept. West, especially Western Europe, is considered here as a beneficiary of Poland or more general of the whole Central and Eastern Europe. Let me quote Rafał Smoczyński, the editor of "Fronda":

"Not only Poland needs rapprochement with the European Union, also Western Europeans, so often suffering from lack of the sense of life, may need spiritually awakened Eastern Europeans<sup>14</sup>.

The relation towards the East is also an interesting in this conception. Eastern Europe, and especially Russia becomes here not a classical enemy but rather a competitor. Russia is after all another nation famous for its messianic ideas popular especially among Slavophiles. Tens of Russian authors wrote about "Russian Ideas" and special role Russia has to perform on the international scene. In their majority the Russian messianic concepts are created as justifications of Russian imperial ambitions and Russian hegemony over other nations. In this context we could remind ideas of panslavism, Russian leadership in the family of Slavic nations, which filled many Poles with disgust at any slogans containing the slightest reference to Polish Slavonic character. However some of the Russian messianic concepts, could be considered to have rather moral than political and imperial character. The most influential of contemporary Russian mesianist is undoubtedly Aleksander Solzhenitsyn. Let me quote one of his thoughts:

"We have never had hope in the West and we should never have it in the future. (...) If the humankind will learn something from the 20<sup>th</sup> century, the lesson will be given by us to the West and not otherwise. Because of the too easy reached prosperity the will and reason have weakened in the West"<sup>15</sup>.

Thus Russia and Poland become the two main messianic rivals among Slavonic nations with ambitions of giving instruction to the whole Europe. In their different conceptions Poles and Russians exclude themselves in their missions or sometimes recognize their complementary roles. Vladimir Soloviov, the most famous of Russian philosophers of XIX century in his speech on Adam Mickiewicz, recognized the idea of suffering nation but reduced the Polish right to suffer only for redemption of its own sins, not of the other nations.

Thus in messianic visions, both Polish and Russians, the Eastern connections are most often recognized as valuable elements of national identity. One fundamental difference must be however underlined among Polish and Russian messianists. In Poland messianic concepts are most often used to underline the special role of Poland inside Europe, whereas in Russia they rather justify the independent position of the country outside Europe.

---

<sup>14</sup> Rafał Smoczyński, *Czy żyjemy w pogańskim świecie?*, "Życie" 8.10.1996.

<sup>15</sup> From the book *Calf*, quoted after article of Joseph Epstein *Why Aleksander Solzhenitsyn will not leave Russia?*, in "Commentary" Nov 1996. Translation in "Russkaya Mysl—La Pensee Russe" No. 4153, 12–18. Dec. 1996.

## **6. Final remarks**

The two above presented programs are revivals of old historical ideas. Although they may be not very representative in their form for popular Central European or even Polish identity, they seem to illustrate well the general problems facing the architects of national identities in the region.

These two examples could be of course followed by a very long list of other more or less original, more or less popular and more or less complex conceptions of national and regional identities. I could present examples of more self-critical approaches to own history and more decisively Euro-enthusiastic character. They, seemed however to me to be usually less original, and better known since presented by many of the influential Central European intellectuals.

**Jan G. Lambooy**  
University of Amsterdam

## **GEPOLITICS AND SPATIAL ECONOMIC NETWORKS**

### **1. Introduction**

The famous French economist Francois Perroux developed the concept of "growth pole" in the Post-war period<sup>1</sup>. With this concept he indicated that economic relations (economic networks) are not confined to national states, and economic growth was not delimited to the geographical space of national territories. Networks of international market relations transgress the national boundaries in an "economic space". Within this space a propulsive industry could be the base for further economic development, not only within the strict national borders, but across the entire network.

Perroux provided a non-nationalistic analytical framework aimed at transcending the pre-war nationalistic attitudes in Europe. His concept, however, became mainly used by regional economists as a spatial cluster with growth-effects on certain regions<sup>2</sup>, but his basic idea retains a certain validity in a uniting Europe, where still so many policies are strictly national.

Differently from economic functions, political functions are fundamentally rooted in territory. Polity has been based on ethnic and religious identities as well as on power of kings and armies. Polity also influences identities; it has shaped values, the use of languages and the belonging to religious groups. The existence of relatively independent German counties after the Thirty-year war of the 17<sup>th</sup> century determined

---

<sup>1</sup> Perroux, F., 1950, *Economic Space: theory and application*, in: "Quarterly Journal of Economics" 64, pp. 89–104.

<sup>2</sup> Kukliński, A., Various publications in the sixties and seventies, more in particular in the Mouton series, The Hague and Lambooy, J. G., 1969, *Het Geografisch Systeem en de Groeipooltheorie*, Assen: Van Gorcum.

the territories and the religion of their populations. In pre-revolutionary France less than 50% had French as their primary language; many dialects and even other languages (like Italian, Dutch and German) persisted long after the Revolution. The French nation is a relatively recent phenomenon, as are so many other nations. It is easy to understand that in present democratic situations, in which a free expression is not punished as *trahison*, many regions want to possess more rights to self-expression and self-determination. A uniting Europe meets with many difficulties, partly created during the last centuries.

A basic difference between political territory and economic action-space can exist if economic developments transgress political boundaries. This happens every day by international trade and by Foreign Direct Investments (FDI). Economic actors have their own values, differing from political ones, and they need to have access to resources (capital, information, channels of selling-opportunities, etc.) in order to produce. Economic actors use economic networks in many forms, like markets or associations. However, they are also functioning in social networks: as human beings they are embedded in these networks with values, tacit knowledge and ingrained attitudes. It remains a fact, however, that economic actors possess other criteria than actors which act in the arena of polity; they play different games, yet they are strongly interdependent. The divergence between economic and political spheres constitute one of the strongest tensions in international affairs. Many politicians tend to not only defend national political positions but national or sectoral economic interests and aspirations as well.

Various authors, for instance Lambooy<sup>3</sup> (1987) and Ohmae (1995), have exposed the possible tensions between the processes of globalisation and the national power to decide on economic matters. States and Multinational Corporations (MNC's) can have different goals and may collide on practical and political affairs. Technologies enable economic actors—even small enterprises—to play the international game. National states need to co-operate or will lose out with regard to economic performance, with corresponding economic and social costs. This evolution towards a new framework of decisions may not only affect economic developments, but is also a possible danger for the constitutional position of states.

## 2. Constitutional rules and access to resources

The nation-state is based on implicit (non-written) or explicit (written) constitutional rules, although not always with the consent of the entire population; they enable the state to act on a certain general basis, on the basis of agreement of the citizens. These rules are evolving through various stages of the nation's history and then shape many decisions. Constitutional rules delimit the possibilities of economic actors, but they also restrain the freedom of politicians to act against basic human values. The set of constitutional rules defines the basic rights of the citizens and the legitimacy of the power of the state, and the limits of jurisdiction with respect to the individual. As

---

<sup>3</sup> Lambooy, J. G., 1987, *Staten en Bedrijven; de groei van een multipolaire wereldeconomie* (States and Firms; the growth of a multi-polar global economy), in: Hoekveld, G. A. en L. van der Laan (eds), "Regio's in Wereldcontext" pp. 11–19. Meppel: Edu-Actief.

March and Olsen<sup>4</sup> argue: "The constitution of a polity defines the major institutional spheres in terms of appropriate times and places for different types of decisions, and in terms of appropriate participants, problems, solutions, and decision rules, but political orders are never complete".

The new and strong forces of technology and internationalisation are important factors to explain the direction of the changes of political orders. They change the structure of the access to resources of population groups and enterprises<sup>5</sup>. Krugman has indicated that the fear to lose political power induced many politicians to resist internationalisation on often fake arguments. He also stressed that "Not countries compete, but firms do", which is an assertion (although basically true) that can be criticised on different points. In the first place, many countries play a significant role in the definition of the terms of trade. Second, countries influence the "resource base" of the enterprises by institutional arrangements and by structuring the factors of production (education, investment in infrastructure, an efficient set of institutions, like that of property rights, and taxes). Third, firms are "embedded" in regional production-structures, with concomitant networks, relations of trust and tacit learning. Nevertheless, it has to be conceded: the main actors in the international trade arena are firms.

The most important aspect that authors, as Ohmae, stress, is that globalisation tends to be shaped by distance to the three main global centers: the USA and NAFTA, the EU and Japan. The principal trade relations and the most important destinations for FDI are to be found within these three "Trading Blocs". It has even to be emphasised that the greater part of trade relations are with neighbouring countries; the distance factor remains strong. At the same time it can be argued that the strongest economic base is still to be found at the regional level (Storper, 1992). Even for globally functioning corporations, the regional homebase constitutes a very important basis. The globalisation process does not mean that firms do not choose a specific location for their production. When they invest in other regions or countries, they are well aware of the fact that these have to "fit" with their needs for resources or the opportunities for contacting their customers. Not every country or region suits their goals and needs.

In the process of internationalisation enterprises possess more alternatives than just trade: they also have the possibility for the migration of the production factor capital across borders. Although the traditional Trade theory did not consider this possibility very seriously, direct investment (Foreign Direct Investment, or FDI) has become very important. With FDI, companies attempt to acquire cheaper production locations, better access to markets and knowledge. Many people still consider FDI as being a primary response to inter-regional or international wage differences<sup>6</sup>. Wages are, however, just one kind of costs. Other elements are logistical costs, and costs associated with legal problems and the access to knowledge. For their locational policies companies also have to consider that labour productivity can differ widely across regions and nations, depending on the degree of education, training and cultural attitudes.

---

<sup>4</sup> Anderson, J. J., 1992, *The Territorial imperative; Pluralism, Corporatism and Economic Crisis*, Cambridge: Cambridge University Press, p. 214.

<sup>5</sup> Krugman, P., 1994, *Competitiveness: a dangerous obsession*, in: "Foreign affairs", March/April, pp. 22-27.

<sup>6</sup> Krugman, P., 1994, *Competitiveness: a dangerous obsession*, in: "Foreign affairs", March/April, pp. 22-27 and Lawrence, R. E., 1996, *Single World, Divided Nations?*, Paris: OECD Development Center.

Both, companies and countries, are rivals in the arena of the access of resources. Resources can be distinguished in geographically fixed and footloose resources. The first are, for example, man-made infra-structural projects and the mines where natural commodities, such as coal and iron, are produced, and the second are man-related resources, such as knowledge and efficient institutions.

Resources are tangible and intangible entities available to people, firms and countries (or populations) that enable them to produce and consume efficiently or effectively<sup>7</sup>. Access to resources and the effective use of them is a fundamental issue in all works related to the debate on geopolitics. The “old geopolitics” was interested particularly in *commodities and land* (“Lebensraum”), the “new geopolitics” is primarily oriented in *man-related resources* and the formation of *power blocs*, like the EU and NAFTA. This means that constitutional rules are becoming an issue for debate, because their basis has become more diffuse by this formation of blocs and by the internationalisation of economic relations. The access to resources has become completely different from that in the previous colonial era. The decisive resources are more than ever man-related. Associated with that change, physical and political borders have received new meanings.

Constitutional rules are used to define the rights of citizens and enterprises, but this becomes increasingly difficult in an internationalising world with global players and other kinds of decisive resources. There is a development of *new geographies* and *new networks* of international relations from which there is no escape. There is no “global village”, but a world of Perroux-networks with international hierarchies and markets transgressing national sets of constitutional rules. An interesting question is whether it will be possible to define new sets of constitutional rules with groups of countries, similar to that of the various Trade Blocs, sometimes called “*Interstate Regionalism*”<sup>8</sup> which are evolving across the world. One of the main issues is that within those blocs not only the greater part of the trade relations occurs, but that these areas are also the group of countries where an intensive activity of FDI can be observed. In general it can be argued that inter-regional and international trade and FDI enhance economic welfare. They free up resources which then can be put to alternative uses with a higher productivity. One problem remaining, however, is that the change of the sectoral composition, that will be the result of technological and trade effects, may have adverse impacts on certain groups of firms and labour. This “re-compositioning” of the economy of rich countries, may have negative effects on the kinds of manufacturing which are sensitive for competition based on low costs, like the textile industry. But, other economic activities, like consulting, engineering and the production of high-knowledge equipment, may benefit because of the opening up of new markets. The nature of competition changes from inter-country towards global, but with very different effects for certain sectors and firms.

---

<sup>7</sup> Hunt, S. D., 1997, *Resource-Advantage Theory*, in: “Journal of Economic Issues”, Vol. XXXI, pp. 59–79.

<sup>8</sup> Gibb, R. and W. Michalak, 1994, *Continental Trading Blocs; the Growth of Regionalism in the World Economy*, New York: John Wiley.

### 3. Competitive advantage and the region

Since the publication of Porter's book *The Competitive Advantage of Nations*<sup>9</sup>, many other authors have drawn attention to the dilemma that countries and regions need to be competitive, but at the same time have to set free economic forces that may weaken their political power. Nevertheless, Porter emphasised in his theory that a group of four main conditions for being competitive are the existence of a network of related and supplying firms, the quality of the factors of production, of the demand and a good strategy of entrepreneurs. In his book he shows that successful enterprises with a high share of the world market had a history of strong domestic competition before they entered the external markets. These firms were also interconnected with a strong network of interrelated and supplying firms. Regions and countries possessing such networks displayed a good record of export, innovation and growth.

According to Porter, nation-states do not have a direct influence on the economic performance of the successful clusters. Their influence is indirect via the improvement of the factors of production, the institutional efficiency and the access to resources. Other authors emphasise the institutional factors even more.

In Institutional economics (with authors like Williamson and Nobleprize winner Douglas North) much attention is devoted to the impact on growth of the institutional configuration of countries. Comparative studies show that an important effect does exist. Institutional configurations, however, are difficult to change, because they entail many *tacit* elements, which are based on learning processes in families, at school and in employment. The success of the economy is interrelated with the institutional configurations of countries. As such, it is sometimes interesting to observe that many trans-border mergers or take-overs fail because of cultural differences.

Porter recognises the influence of cultural and institutional factors, but he lets them work indirectly, via the qualities of labour and entrepreneurs, and the quality of demand, which he calls "sophisticated demand", the principal reason why Italy has so many designed products and Holland has such a predominance on the world market.

Regions and countries can be conceived as learning systems, in which an institutionalised configuration and network relations develop and retain their position over a rather long time period. The inter-regional and international differences in the dynamics of the transition of the former East Bloc countries are interesting. They show how pre-communist value-systems and learning processes have been kept alive, even under tremendous political pressure.

For international co-operation in political and economic affairs this is a valuable lesson.

### 4. Regions

Ohmae distinguishes four factors (1995, pp. 2–4) that are changing the world's economy and the power of states to influence economic processes. He calls these the four It's: (1) *investment*: this is no longer geographically constrained, only depending

---

<sup>9</sup> Porter, M. E., 1990, *The Competitive Advantage of Nations*, New York: Free Press.

on the local attractivity; (2) *industry*: the strategies of modern MNC's are no longer shaped and conditioned by reasons of state but, rather, by the desire—and the need—to serve attractive markets wherever they exist; (3) *information technology*, which enable companies to operate in many parts of the world. The hurdles for cross-border participation and strategic alliance have changed considerably; and, (4) *individual consumers*. With better access to information about lifestyles around the globe, consumers are much less likely to want to buy local products. They want the best and the cheapest products, no matter where they come from. Ohmae argues that: "Taken together, the mobility of these four 1's makes it possible for viable economic units in any part of the world to pull in whatever is needed for development. They need to look for assistance only to pools of resources close to home". Old artificial borders of nations, not based on economic capabilities, will vanish under the power of new technological and economic forces. Ohmae asserts that new "Region-states", some are economically transgressing borders, like Singapore, and Hong Kong with the surrounding areas (until 1997 in different countries), and others within traditional states, like Catalonia and the region around Osaka (the Kansai region), will be the new focus of economic development.

His approach is, probably, a bit over enthusiastic, but nevertheless contains some grains of truth. The forces he mentions, are without doubt important and will help in shaping the new geography of economic development. Nevertheless, there are certain path-dependencies such as the old institutions, which make it more difficult for these changes to become realised. Certain laws, like fiscal laws and laws concerning moral values, will be maintained and may influence locational strategies of global corporations. States may hamper cross-border economic associations also by creating difficulties like the establishments of standards concerning food, health and electricity. On the other hand, Perroux already mentioned the new dynamics of the border-transgressing economic networks.

It seems, however, that the international developments as analysed by Ohmae, have another impact on economic structures as well. This could be called "the re-composition of the production-structure". Because of the enhanced possibilities of intra-and interregional trade and network relations, the number and the kind of firms will alter, sometimes considerably. This may also have an impact on wage-structures and positions of competitiveness. Not all these changes will be reflected in trade figures or in short-term effects on GNP

This seminar has been devoted to Professor Kuklinski. He has published many books and articles about regions and economic growth. A large part of his academic career has been devoted to show that interregional and international developments have to be approached with an even-handed perspective of political, cultural and economic factors.

**Grzegorz Gorzelak**

**Europejski Instytut Rozwoju Regionalnego i Lokalnego  
Warszawa**

## **THE DILEMMAS OF REGIONAL POLICIES OF THE CENTRAL EUROPEAN COUNTRIES**

### **1. Introduction**

The Central European countries (CEC)—composed of the Czech Republic, Hungary, Poland and Slovakia (together with the two south-eastern countries—Bulgaria and Romania which are also included in some analysis in this paper for the sake of a broader comparison), occupy the *area of 883,000 sq kilometers and have the population of 94.4 million*, thus being a great demographic and economic potential on the European scale. These countries have entered upon the path of rapid socio-economic and political *transformation only 7 years ago*. During this relatively short period of time very deep changes, involving all wakes of life, have taken place in these countries.

The post-socialist transformation seems to be one of the most challenging experiments in the modern economic history. The entire eastern part of Europe has begun its comeback to the global political and economic “mainstream”—the market system and democracy.

What was especially important, the political reforms of the post-socialist countries have opened them to the global markets and to new—some say “post-fordist” paradigms of socio-economic development. Thus the processes of economic restructuring, which in more developed countries have been on their way since two (in some cases even three) decades have been imposed to the post-socialist countries by the principles of

Table 1.

## GDP growth rates, 1989–1996

Countries	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996 <sup>a</sup>	1995	1996 <sup>a</sup>
								1989 = 100	
Bulgaria	-9.1	-11.7	-7.3	-2.4	1.8	1.0	1.0	76	77
Czech Rep.	-0.4	-14.2	-6.4	-0.9	2.6	4.8	5.1	85	90
Hungary	-3.5	-11.9	-3.1	-0.6	2.9	1.5	1.5	86	87
Poland	-11.6	-7.0	2.6	3.8	5.2	6.5	6.5	99	105
Romania	-5.6	-12.9	-8.8	1.3	3.9	6.9	4.5	84	88
Slovak Rep.	-2.5	-14.6	-6.5	-4.1	4.8	7.4	5.5	84	89

<sup>a</sup> estimates

Source: European Bank for Reconstruction and Development.

global competition. These processes have resulted in deep—and fortunately rather short—recession, which was then replaced by an accelerated growth (see table 1).

The economic reforms that have been introduced in these countries since 1990 assumed different models of transformation. In Poland changes in the national economy implemented since January 1990 followed the pattern of a *shock therapy*, which resulted in deep recession and breakdown of several branches of the Polish economy. Being the first country to enter onto the transformation path, Poland was also the first to pay economic and social costs incurred by this process. However, Poland was also the first to show signs of economic recovery. By the end of 1995 the GDP in Poland reached the 1989 level and in 1996 it exceeded it—as in an only post-socialist country—by 5 per cent. Similar processes, though slightly differently timed, have occurred also in other East-Central European countries.

Table 2 presents major economic categories in East-Central European countries during the transformation period.

Table 2.

## Major economic categories in East-Central European countries

Country	Pop'n (mill.) 1994	GNP <i>per</i> <i>capita</i> PPP\$ 1994 <sup>a</sup>	Unemploy- ment rate 1994	Consumer price inflation 1995	Employment by sector			Regional GDP <i>per</i> <i>capita</i> , EU = 100	
					1993			Highest	Lowest
					Agriculture	Industry	Services		
Bulgaria	8.4	4,000	12.8	62.7	22.1	35.5	42.4	61.2	12.2
Poland	38.6	5,200	16.0	28.0	26.2	31.3	42.5	46.2	20.8
Hungary	10.2	6,100	10.4	26.4	9.9	34.9	55.2	62.9	23.8
Czech Rep.	10.3	8,100	3.2	9.1	7.0	42.8	50.2	61.2	42.8
Slovak Rep	5.4	6,500	14.8	9.7	12.0	35.7	52.2	38.8	30.1
Romania	22.7	3,100	10.9	33.1	35.9	35.8	28.3	26.6	16.5

<sup>a</sup> Averages of several estimates (World Bank, Economist Intelligence Unit, Eurostat, Wiener Institute)Source: *Draft Final Report to the European Commission (DGXVI)*, EPRC, University of Strathclyde, Glasgow 1996.

The table indicates that the Czech Republic is the most developed country in the group, and also the country with the most even regional distribution of GDP creation. To a large extent this is rooted in the history of this part of Europe, and this in turn is a product of the spatial differentiation of European economic development during last several centuries. All six countries mentioned in the table throughout their entire history have been located on the *European economic periphery*. The Czech Republic is the closest to one of the two main European economic axes: the "old" northern one, extending from London to Rome (the "European banana") —in fact, Bohemia used to be a part of the western European economic system well in the 19<sup>th</sup> and the first half of the 20<sup>th</sup> centuries. Whole of Eastern-Central Europe is far away from the new Mediterranean axis, extending from Milan to Barcelona. Only the Czech lands have experienced an advanced level of capitalist industrialisation.

Presently, the economic situation of four East-Central European countries (Czech and Slovak Republics, Hungary and Poland) seems promising. Bulgaria and Romania are still striving to enter a stable path of growth and structural change. The Czech economy is the best balanced one, with the smallest inflation, lowest unemployment and decent rate of growth.

## 2. The regional patterns of East-Central european transformation

### 2.1. The emerging regional profiles

The heritage of history, coupled with natural endowment of particular areas, have put the regions of East-Central Europe in very different positions at the start for transformation. The most general pattern of reaction of particular regions to this new situation is displayed in the following simple table 3.

Table 3.

Typology of regions under transformation

		post-socialist transformation	
		<i>positive</i>	<i>negative</i>
position in the socialist economy	<i>good</i>	positive continuity (eg. great urban agglomerations)	negative discontinuity (eg. old industrial regions)
	<i>bad</i>	positive discontinuity (eg. Western regions)	negative continuity (eg. the "Eastern Wall")

These four types of regional reaction to transformation processes manifested themselves in all East-Central European countries. Let us examine the four general types of the regional reaction to the new economic, social, political and international situation.

### 2.2. The leaders (positive continuity)

All countries have their unquestionable *leaders of transformation*, which have already demonstrated the highest potential for restructuring and great capability for

adaptation to new conditions. These are their *greatest agglomerations*: Prague and Brno in the Czech Republic; Bratislava and to a lesser extent Košice in Slovakia; Budapest and the Balaton region in Hungary; Warsaw, Poznań, Wrocław, The Triple-City (Gdańsk-Sopot-Gdynia) and Kraków in Poland; Sofia city and region, Bourgas and Haskovo, may be also Bucharest in Romania.

However, some of these nodes are not surrounded by innovative and progressive hinterlands. Warsaw is a kind of an island within relatively poorly developed central part of Poland. Kraków borders on the west with one of the most difficult (if not the most difficult) regional cases in Europe (Upper Silesia) and on the east with Polish south-eastern periphery. Košice is a relatively small urban centre in a relatively backward Eastern Slovakia. Even more difficult situation exists in territories surrounding the Bulgarian and Romanian leading regions.

On the other hand, the space between the remaining nodes is filled in by the regions which are in fact the core areas of the four "Visegrad" countries (Czech and Slovak Republics, Hungary, Poland). These regions since centuries have concentrated the main bulk of development and innovation. They have also proved to be natural candidates to become the final winners of transformation on the entire East-Central European scale.

### 2.3. The losers: old industrial regions (negative discontinuity)

There is one big "black hole" in the socio-economic space of East-Central Europe: the Upper Silesia, a typical *old industrial region*. It is composed of the Polish Katowice voivodship and the Czech Ostrava-Karvina basin, and it constitutes the biggest regional problem in Europe. In Poland the Katowice region used to provide more than 20 per cent of national industrial product. Both parts of Upper Silesia (Czech and Polish) are on the edge of massive restructuring and increase of unemployment is probable. Coal-mining, the most important branch in the regional economy, should undergo deep structural changes. Heavy and chemical industries, being at the moment in decline, are the other dominating sectors of Upper Silesia and—if restructured—may produce unemployment and social tensions in the future, or—if still subsidised—these obsolete industries of the region will remain a heavy burden for the national economy.

It seems that the Czechs are much more successful with reconstruction of their "black basin". The policies adopted in this country have not allowed to subsidise the dying mines and factories, but the national funds allocated for industrial restructuring were really used to create new activities within the regions under restructuring. In Slovakia the decline has hit the regions specialised in heavy machinery and military industries—Bystrica, Zilina, Zvolen, Martin counties) that were oriented to the Soviet markets.

In Hungary the heavy industry-mining region (Borsod-Abaúj-Zemplén) begun its restructuring already in mid-1980s, which has not prevented a heavy recession in the 1990s. In Bulgaria the regions of Varna, Plovdiv and Russe are also in this group.

### 2.4. The backward peripheries (negative continuity)

East-Central Europe has its very clearly marked *external periphery*, extending along the western borders of the countries under discussion. It extends from the north-eastern corner of Poland to the south-eastern part of Hungary, the eastern part

of the Slovak-Hungarian border and then through Romania to Montana and Lovech in northern Bulgaria (although the Hungarian regions along the Romanian border are relatively well developed). These are the least developed, relatively sparsely populated rural areas with poorly developed urban system and infrastructure. Some of these areas are crossed by main transportation routes going in the East-West direction and no major artery exists nor is envisaged which would connect them in the North-South direction. All of these regions are poorly integrated with the centres of their respective national systems. Transformation processes are slow there, the level of education low and they do not attract the attention of foreign investors.

What is even more important from the prospective point of view, these areas can not expect to receive inducement for transformation and recovery from their neighbours on the other side of the border (Lithuania, Byelorussia, Ukraine, Moldova).

In several countries—mostly notably in Romania (Sub-Carpathia and upland areas of Oltenia, Apuseni mountains, rural areas of Banat)—an internal periphery can also be noticed—like the Great Plains in Hungary and central part of Poland surrounding Warsaw and Łódź agglomerations.

## 2.5. The newcomers (positive discontinuity)

The western regions of East-Central Europe have become the new winners of the transformation processes. The negative impact of previous isolation of the western border regions have begun to be overcome in effect of collaboration with the more developed western neighbours in Austria and Germany.

The sole geographical location of the “*western belt*” of the four countries bordering with Austria and Germany is its greatest potential. This is the region located centrally in Europe and the closest to the Western centres of economic activity. It is also the natural “border market” for Germans and Austrians, who take advantage of price differences and increase the demand for basic commodities and services. It is estimated, for example, that the German buyers leave some 4 billion DM yearly in western Polish regions, which becomes an important economic factor for the development of this area and covers the negative balance of the Polish international “official” trade (the Germans spent in Poland twice as much as the buyers from all other countries neighbouring Poland).

Moreover, this is the region which has transport advantages for investors from Austria and Germany who seek cheaper labour and financial incentives for their production. The greatest agglomeration in Central Europe—Berlin—is just 70 kilometers from the Polish border and its positive (in economic terms) influence can be already noticed in the form of investment and other commercial contacts<sup>1</sup>. The impact of Vienna on Bratislava and also on the Hungarian western region can be seen, too. Such a development of manufacturing and service sectors may give jobs to currently unemployed. The proximity of the Austrian and German markets will, no doubt, be a positive factor, too. The impact of Greek regions on their transborder partners in Bulgaria seems to be much smaller.

---

<sup>1</sup> For example, a Polish rural commune Tarnowo Podgórne—just west of Poznań—attracted over 300 million USD of Western—mostly German—investment, which is due to ability of local authorities to take advantage of favourable location close to big city and to an international road.

There are few more regions which demonstrate promising chances for development and which could be more visible even in the European scale. These are the regions which are the European reservoirs of unspoiled environment. North-East of Poland and the entire border region of Poland and Slovakia do create very promising chances for becoming the basins for tourist services and recreation on the continental scale, providing however that these functions will not damage the purest nature in Europe, since conflicts between tourist services and environmental functions are possible. The shore of the Baltic Sea might also have chances for attracting tourists. The same applies to the tourist-recreational and spa centres with long European traditions.

### 3. Regional policies during transformation of East-Central Europe

#### 3.1. The regional policies

During the entire transformation period *no comprehensive regional policies have been formulated in any of the East-Central European countries and the regional aspects of any social or economic policies (as weak as they are) are still almost non-existing*. In fact (with a weak exception of Hungary) the national governments of all six countries—at least during the first period of the post-socialist transformation—have left the “regional problems” to the so-called “market forces”, letting the new economic maps of their countries to be reshaped by the sectoral processes. It was only recently when the institutional framework of regional policies has appeared in some of these countries and some kind of legislation related to regional/spatial processes has been passed.

In *Bulgaria* a Government Strategy for Regional Development has been prepared. It aims at alleviating regional differences through equalisation of public investment, implementation of regional restructuring strategies and strengthening the positive impacts of transborder cooperation for development of border regions and localities. Studies and analysis for specific regions, as well as for creation of national administrative and financial institutions (eg. regional fund) directed towards regional development, are being carried out. A Council of Regional Policy, subordinate to the Council of Ministers, was established, and the regional/spatial policy as such lies within the responsibilities of the Ministry for Territorial Development, Housing and Construction. Most of these developments have occurred after 1994 and their real impact on socio-economic processes is severely limited by the scarcity of financial resources.

In the *Czech Republic* the principles of regional policies were declared in 1992 and were oriented towards the so-called “problem areas”, mostly through financial incentives provided to the SMEs operating in specified parts of the country. The restructuring of the coal-mining Ostrava-Karvina basin, where a principle according to which no single *koruna* from public sources can be spent to cover operating costs of coal mines and should be used only for creating jobs outside this sector, for training and re-training of workers leaving mining or for earlier retirements etc., can be taken as a positive example of regional restructuring in post-socialist countries<sup>2</sup>. In general,

<sup>2</sup> See K. Fazekas, G. Gorzelak, *Restructuring and Labour Market in Regions Dominated by Heavy Industry in Central Europe*, in: *The Regional Dimension of Unemployment in Transition Countries*, OECD, Paris 1995.

however, the neo-liberal doctrine banned any regional intervention and only after last elections in 1996 a more balanced Parliament acknowledged some need of a regional policy. Ministry for Local development is responsible for spatial planning, which clearly indicated that this planning is limited to the local-urban scale (i.e. does not go beyond classical physical planning).

In the *Slovak Republic* no specific programmes or institutions were created for regional policies. In 1994 the government commissioned the Slovak Ministry of Environment and later on also the department for Strategy development of the Society and Technics to elaborate the state regional policy. No strategy or proposal has been published so far<sup>3</sup>. Therefore, although it was argued that "strong regional policy is needed"<sup>4</sup>, its manifestations can only be seen in the state assistance provided to few areas dominated by military industries. Most of funds directed to regional assistance programmes come from the PHARE sources. Partial conceptions of regional policies—non-obligatory—are being developed for some regions and regional associations. Spatial planning lies under the supervision of the Ministry for Environment.

In *Hungary* the Ministry for Environment and regional Policy was established as early as in 1990, the Regional Development Fund was reorganised in 1992 and assisted areas were designated and a number of regional programmes were established. Two major directions of regional policies were pursued: improving living conditions in less developed regions and alleviating negative results of restructuring in regions dominated by traditional industries—a "crisis management" approach was in use in the case of the latter regions. The new law on Regional development and Physical Planning was adopted in 1996, whose principles follow the regulation existing in the European Union.

In *Poland* the importance of regional development and regional policies has been growing since 1995. There have been several initiatives undertaken both in the academic and governmental frameworks, which led to the very recent (August 1997) formulation of the principles of the spatial policy of the state (in accordance to the regulations of the Act on Physical Development of the Country, amended in 1994) and to creation in January 1997 the Committee for Regional Development within the Councils of Ministers. However, with the exception of three regional programmes directed towards "old industrial regions"—Katowice, Łódź and Wałbrzych—practical implementation of these principles is still the matter of the future, and the regional programmes have not been able to change the situation of these regions in any meaningful way. The PHARE-funded STRUDER programme, supporting these three regions parallel to a group of rural, peripheral ones, is of some importance for regional development and regional restructuring. Spatial planning is carried on the local level (under the supervision of the newly created Committee for Housing) and on regional and national level studies and concept of policies are being formulated.

In *Romania* "no clear programme for the development of regional policy is yet in existence (...) and no specific institutions have been created to take responsibility in this area"<sup>5</sup>. Some progress should be made as a result of a Green Paper on Regional Development, which is being prepared with the PHARE funding.

<sup>3</sup> According to L. Faltan, Director, Institute of Sociology, Slovak Academy of Sciences.

<sup>4</sup> *Regional Problems and Policies in the Czech Republic and The Slovak Republic*, OECD-CCET, Paris 1996.

<sup>5</sup> *Draft Final Report to the European Commission (DGXVI)*, EPRC, University of Strathclyde, Glasgow 1996, p. 181.

As can be seen from this concise presentation, only in three East-Central European countries out of six under discussion (i.e. in Hungary and Poland and in some way also in the Czech Republic) regional policy and regional development have received some attention. The other three countries seem to neglect the regional problem, which may be due to the fact that economic restructuring has not led, as yet, to durable positive effects in these countries. Moreover, the regional policies—as weak as they were in all East-Central Europe—have been subordinated to the traditionally-oriented approaches, i.e. they were targeted to less developed, peripheral regions and to the regions undergoing deep industrial decline. None of activities undertaken within the regional policies were directed towards enhancing the innovative environment in relatively more developed regions, which have displayed some potential for global competition.

It seems that nowadays there are two most important question for those formulating the principles of regional policies in East-Central Europe:

- can the East-Central European countries, needing rapid modernisation and growth, (which is a basic precondition of any restructuring) spend resources on alleviating regional differences which will necessarily grow, or should they concentrate on promoting development, investment, inflow of capital, which—necessarily—would be concentrated only in some regions and places?
- can these countries build modern, competitive economies and democratic societies in a centralised state, or should they enter the process of decentralisation by building strong regional units?

The traditional doctrine of regional policies provided a direct answer to the first question: equality at the expense of efficiency. However, recent approaches to this dilemma seem to challenge this deeply rooted principle. In an OECD document we read<sup>6</sup>:

“(...) a major objective of regional policy is to ensure that the spatial allocation of resources contributes to create economic growth, that is to promote competitiveness and to reduce unemployment.”

The East-Central European countries have therefore a choice between *traditional* and rather ineffective policies which aim to *decrease regional differences* and the *efficiency-oriented policies* which can result in fast economic growth, deep economic restructuring and rapid technological advancement, at the expense of regional polarisation (which, in fact, is taking place in all post-socialist countries<sup>7</sup>). First type of regional policies would be more rooted in the notion of “social justice”—second would lead to increased competitiveness of the leaders of transformation, and in this way of the entire national economies.

There is also another dimension of regional development: the relationship between the type of regional policy and the model of the *territorial organisation of the state*. In a *centralised state*, in which the decisions are taken on the national levels and in which the state budget has a strong redistributive function, the pro-efficiency regional

<sup>6</sup> *Themes for discussion*, 3<sup>rd</sup> informal meeting of OECD Ministers responsible for Regional Policies, Vienna 1994 (mimeo).

<sup>7</sup> And is a part of reality in the European Union—see the Cohesion Report, which openly states that the policies aiming at decreasing the regional policies proved to be ineffective, as least in the decade 1983–1993.

policies are hard to implement, since the limits for development policies of the regions themselves are very narrow, indeed. In a *decentralised state* there are much richer possibilities for the regions to conduct their own policies that can be well related to the specific situation of particular regions.

The reforms which moved the East-Central European countries from the authoritarian rule to the democratic system have—paradoxically—in some cases led to increased centralisation on the territorial level<sup>8</sup>. In the first “*shock of freedom*” the process of fragmentation of the territorial units took place in Czecho-Slovakia and Hungary. Hundreds of new municipalities were created, some of them not greater than 50 inhabitants. The regional level was abolished (only recently it has been reintroduced in the Czech Republic). In Hungary the attempts of creating big regions (governed by the so called “Representatives of the Republic”) were recently turned down. Also in Poland the reforms which aimed at creating some 12–13 big regions have been halted. Even in Bulgaria, where the regional units seem to be sufficiently big, there are plans to reintroduce much smaller 28 traditional territorial units.

Thus, the reforms of the territorial organisation of the state should be regarded as an important part of other structural reforms of the public sphere in all East-Central European countries, briefly mentioned above: the state security system, health care, education etc. It has to be strongly pointed out, that there is not much sense in introduction a deep decentralisation of the territorial structures if other spheres of the national system are to be strongly centralised. The *territorial decentralisation is just one part of the deep reforms of the post-socialist states*, which has to be performed, if these countries are to be integrated within wider Europe.

#### 4. The decentralised or centralised state

The reforms which moved the East-Central European countries from the authoritarian rule to the democratic system have—paradoxically—in some cases led to increased centralisation on the territorial level<sup>9</sup>. In the first “*shock of freedom*” the process of fragmentation of the territorial units took place in Czecho-Slovakia and Hungary.

---

<sup>8</sup> For example, in Poland the territorial unit on the regional level, *the voivodship*, has become more and more dependant on the national government, and—in fact—not on one national governmental agency, but on several departments of the government. The voivodship budget has been fragmented in to a set of “sub-budgets”, each of them under control of the budget a given ministry. The voivod (a “governor” of a voivodship) is nominated by the prime minister and can be dismissed at any time. There is no political representation on the voivodship level which would be elected by the inhabitants of the region. In this way, the voivodship is more subordinated to the national government than it used to be before 1989, when a political representation did exist on the regional level and when the voivod had much more powers than nowadays.

<sup>9</sup> For example, in Poland the territorial unit on the regional level, *the voivodship*, has become more and more dependant on the national government, and—in fact—not on one national governmental agency, but on several departments of the government. The voivodship budget has been fragmented in to a set of “sub-budgets”, each of them under control of the budget a given ministry. The voivod (a “governor” of a voivodship) is nominated by the prime minister and can be dismissed at any time. There is no political representation on the voivodship level which would be elected by the inhabitants of the region. In this way, the voivodship is more subordinated to the national government than it used to be before 1989, when a political representation did exist on the regional level and when the voivod had much more powers than nowadays.

Thousands of new municipalities were created, some of them not greater than 50 inhabitants. The regional level was abolished. In Hungary the attempts of creating big regions (governed by the so called "Representatives of the Republic") were recently turned down by the left-liberal government. Also in Poland the peasant party, one of the two partners in the left-oriented coalition, has stopped the reforms which aimed at creating some 12–13 big regions. Even in Bulgaria, where the regional units seem to be sufficiently big, there are plans to reintroduce 28 traditional territorial units.

As a result, in most East-Central European countries self-government is limited to the very local level, composed of thousands of small municipalities (numbering up to over 6,000 in the case of the Czech Republic). The regional level in all these countries is solely subordinated to the central government. Moreover, since the regional units are small, their size does not allow for any sensible own development policies of the regional administration, even if such a "strange idea" would come to the minds of its representatives.

As it can be seen from table 4, the territorial organisation of the six states differs considerably.

Table 4.

## Territories and administrative structures in East-Central Europe

Countries	Total area, 1,000 km <sup>2</sup>	Number and status of administrative units		
		regional	county/district	local
Bulgaria	111,0	9 governmental	249 self-governmental	
Czech Republic	78.9	— (8 plus 1 urban abolished in 1991)	75 (3 urban) governmental	6,237 self-governmental
Hungary	93.0	(introduction of 6 Representatives of the Republic stopped in 1995)	19 governmental/indirectly self-governmental, 20 towns of county status	2,915 rural, 156 towns, self-governmental
Poland	312.7	49 governmental/indirectly self-governmental	267 purely governmental	315 urban 1613 rural 555 urban-rural self-governmental
Romania	238.4	40 governmental 1 municipality (Bucharest)		
Slovak Republic	49.0	8	79 governmental	2,679 rural 135 towns self-governmental

Bulgarian regions are the biggest, Polish regions (*voivodships*) are similar in size to Hungarian counties (*megye*) and both these units are bigger than the Czech and Slovak districts—in the Czech part of the former Czechoslovakia the truly regional units were destroyed and very recently in the Slovak Republic the big regions were split into smaller ones. In all countries the government controls the tier(s) of territorial division above the local level.

The self-governmental commune (municipality) is the biggest in Bulgaria—its average size is 430 sq. kilometers and average population 30 thousand. Then comes Poland, where only 27 (i.e. one per cent) communes have less than 2,500 inhabitants. In Hungary one third of municipalities have population smaller than 500 inhabitants. In the Czech Republic some 80% of municipalities have less than 1,000 population.

There are also differences in powers and competencies of local governments. Polish municipalities seem to be the strongest economic and legal entities. Although the size of Bulgarian communes is the greatest, they do not have sufficient competencies and sources of revenues<sup>10</sup>. The following table 5 presents the positions of local budgets within the national systems of public finance<sup>11</sup>.

Table 5.

Expenditure of local budgets within national public finances, 1993

Countries	Local expenditure as per cent of:	
	all public expenditure	GDP
Bulgaria	19.8	8.6
Czech Republic	25.2	9.8
Hungary	26.1	18.7
Poland	19.0	6.2
Romania	-	3.3
Slovak Republic	13.2	6.7

As can be seen from the above table, only in Hungary the system of public finances can be labelled as decentralised. Romania and Slovak Republic display much higher levels of centralisation than other countries.

The powers attributed to local authorities in the post-socialist countries allow them to enter into international cooperation. With involvement of national authorities, the local/regional units of the six countries have established several **EUROREGIONS**, which embrace territorial units from the six post-socialist countries and their neighbours. Through PHARE-CROSSBORDER several projects of transborder cooperation are being financed, which pave the way for future integration of these countries with the European Union. It should be stated, however, that either the transborder cooperation is unevenly supported financially with dominance of one partner only (as in the case of Polish-German and Polish-Czech-German Euroregions) or this cooperation is

<sup>10</sup> A. Stoyanowska, P. Lukanova, J. Spirydonova, *Bulgaria—Country Report for the LEDA Programme*, Sofia-Brussels, 1993 (mimeo).

<sup>11</sup> Z. Gilowska, W. Misiąg, *Decentralizacja polskiego systemu budżetowego* (Decentralisation of the Polish Budgetary System), Instytut Badań nad Gospodarką Rynkową, Gdańsk-Lublin 1995, table 1.4.

weak and waiting for further impediments, as in the case of Polish-Lithuanian and Polish-Ukrainian-Slovak-Hungarian Euroregion Carpathia, for example.

There is a strong relationship between the type of regional policy and the model of the territorial organisation of the state. In a centralised state, in which the decisions are taken on the national levels and in which the state budget has a strong redistributive function, the pro-efficiency regional policies are hard to implement, since the limits for development policies of the regions themselves are very narrow, indeed. In a decentralised state there are much richer possibilities for the regions to conduct their own policies that can be well related to the specific situation of particular regions.

The two models of the territorial organisation of the state can be concisely presented in scheme 1, related to the situation in Poland—a relatively big country.

---

#### **Scheme 1: What state?**

---

##### **A. Centralised**

###### **1. Government-territorial units**

- domination of national government
- domination of the sectoral system over the regional system

###### **2. Territorial organisation of the state**

- two-tier system
- small governmental or governmental/self-governmental region

###### **3. Public finance system**

- domination of the center over the territorial units
- redistributive system

##### **B. Decentralised**

###### **1. Government-territorial units**

- balance between "the center" and the regions
- rather weak role of the sectoral system

###### **2. Territorial organisation of the state**

- three-tier system
- big self-governmental/governmental region

###### **3. Public finance system**

- strong decentralisation of public finance system
  - system that may equalise regional differences explicitly labelled as too great
- 

It can be argued that the decentralisation of the national government can be done only if bigger regional units are created—such units which would be strong (economically and politically) enough to be responsible for their own development policies. Referring to the Polish example it can be easily proved that the current regional (voivodship) unit is much too small for the new type of regional policy that should be designed and implemented by the national government. The regions should be strong enough to conduct their own development policies and to be economically competitive, also in the international context. The development of the institutional and technical infrastructure, necessary for creating favourable conditions for the foreign capital intending to invest in Poland, is another task of the national regional policy, which calls for bigger spatial units being able to undertake such tasks. Creation of modern regional institutions, such as strong regional development agencies of technology transfer centres, is reasonable only in a strong regional setting. Also the need of international regional promotion and trans-border cooperation indicate that the regional units should be stronger and less dependant on the national authorities.

All these reasons support the idea of a reform of the territorial structure of the state, which would result in deep decentralisation of most of its functions. According

to the most mature projects, Poland should be a country with three tiers of territorial structures: commune (*gmina*), district (*powiat*) and regions (voivodship), with ***self-government on each of these levels***. Therefore the desired new structures of the territorial units could be the following:

- 12–13 regional units (voivodships or provinces) would emerge. They would be equipped with strong self-government elected in direct elections. Two administrative systems should be created: the regional representation of the state government administration and the administration of the regional self-government. The state representative should be responsible for the “police-type” tasks, like the quality standards; the regional administration should manage own development policy of the region;
- up to 200 fully self-governmental districts would be created (one should not surrender to the public pressure claiming to increase this number to over 300). They should assume several responsibilities now performed by the voivodships (like hospitals, secondary schools, roads etc.). No present competencies of the communities should be transferred up to the districts;
- the communes, numbering around 2,500 would remain the basic self-governmental territorial structure. It should be assured that the newly created *powiats* would not deprive the communes of any powers and competencies.

Some plans for reforming the territorial organisation of the state are also being considered in the Czech Republic. The regional units (*kraje*—lands) would be reinstalled, numbering from 8 to 14 units. As in Poland, there is no sufficient political will to carry out this reform.

The reforms of the territorial organisation of the state should be regarded as an important part of other structural reforms of the public sphere in all East-Central European countries, briefly mentioned above: the state security system, health care, education etc. It has to be strongly pointed out, that there is not much sense in introduction a deep decentralisation of the territorial structures if other spheres of the national system are to be strongly centralised. The ***territorial decentralisation is just one part of the deep reforms of the post-socialist states***, which has to be performed, if these countries are to be integrated within wider Europe.

## 5. The European integration and the Central European transformation

Becoming the full members of the European Union is for the Central European countries a strategic goal of the highest importance. This membership should be considered in several dimensions:

- ***political***: joining the European structure would unambiguously introduce the CEC into the Western sphere of influence, thus ending their “hanged” position between East and West<sup>12</sup>;

---

<sup>12</sup> There is a famous saying by a Polish playwright, Sławomir Mrożek: “Poland is country located east to the West and west to the East.” The Czechs, as the only ones from Eastern-Central Europe, would not have such problems with self-affiliation, since they belonged to the West for most of their modern history, in spite of their Slavic origins.

- **economic:** the mutual exchange with the European Union markets is the major direction of foreign trade of the CEC; vast majority of foreign investment arrives to the CEC from the EU countries, increasing the possibilities for fixed capital formation and structural change.
- **social:** common cultural heritage, current cultural and social ties, point to the European Union as to the most natural direction of personal contacts, cultural interrelations, tourist movements etc;
- **technological**—achieving technological advancement is a condition for the economic and social restructuring of the CEC. European Union, as the main supplier of foreign capital and the greatest investor, is of crucial importance in this process.

Achieving accessibility to the *common policies of the European Union* and the structural funds is an important, though often exaggerated, advantages of future membership. Currently, the weakest national economies may receive as much as up to 4 per cent of their GDP in the form of payments from the Structural Funds (this is a gross figure—net transfer is twice smaller, since the contribution of a given country to the common budget should be deducted).

It is obvious that present architecture of the common structural policies could not be maintained after enlarging the EU by new three from the CEC group discussed in this paper and Slovenia and Cyprus. The new agricultural and structural policies that would be in place after 1999 have not been sketched yet. In other words, the European Union has embarked upon the process of internal restructuring before opening itself to new members, who may become even more demanding competitors to the common budget for the poorer member states.

There is also another factor that may slow down the association process—the competition on several “sensitive” markets that the CEC may enter into with the producers in the EU. Free exports of agricultural products, coal, steel, textiles—these products in which the CEC may have advantage due to their lower labour costs—are considered as dangerous for EU producers. This is why, despite numerous declarations of support for Central European countries in their attempts at integration with the European Union (EU), the hitherto practice has proved to be different. Especially, the trade restrictions practiced by the EU give grounds to suppose that some EU countries are in fact opposed to a full integration of Central and Eastern European countries since they are afraid of their competition in the particularly sensitive segments of the market.

The balance-sheets of enlargement reveal positive results for both the European Union and the Central European countries, though the “red” (negative) side of these balance-sheets are not blank (see table 6).

On the whole, from both perspectives the enlargement of the European Union seems to lead to positive results and one may hope that this process will proceed in a smooth and uninterrupted way.

## 6. Conclusions

The Central European countries need a break-through in their approach to spatial/regional problems of their development. It can be advocated that the foundations of regional policies should assume the following principles:

Table 6.

**The balance-sheets for accessing the European Union by the Central European countries**

<b>The Central European perspective</b>	
+	-
1. Direct access to the largest single market in the world. 2. Access to sources of capital, new technologies, new organisational skills 3. Taking advantage of the structural funds and other forms of assistance for the poorer member states, regions and individuals 4. Modernising of administrative structures, legislation, norms and rules 5. Taking advantage of political and military integration with the strong partner	1. Necessity of a general economic, social, technical and legislative adaptation to common regulations within the EU 2. Entering into an open competition with the more technologically advanced producers on all markets. 3. Opening of the Central European economies to the intervention of international economic agents, which may result in permanent subordination of the CEC to an international capital
<b>The European Union perspective</b>	
+	-
1. Getting access to an additional market of over 60 million consumers. 2. Securing political and military stability on Eastern side of the Union and thus achieving better control of a "buffer zone" between the Western European "core" and the potentially unstable post-Soviet republics. 3. Proceeding on the economic and political paths of integration. 4. Broadening access to new land acquisitions, locations for retirement, to rich natural environment etc.	1. Admitting competition on the "sensitive" markets. 2. Enlarging the scope of assistance directed to poorer countries, regions, institutions and individuals.

1. Regional policies should be subordinated to the strategic objectives of a country as a whole. These objectives can be formulated as the necessity of catching up with the countries more advanced in socio-economic development by promoting high rate of economic growth and deep structural changes, which is a precondition for joining the European Union.
2. As the pattern of polarised regional development has to be acknowledged as a real and inevitable way of national development, the regional policy at the turn of the century should be oriented towards efficiency, since this principle allows for accelerated growth and increase of new capital formation, which is necessary for changing obsolete economic structures. Therefore, the regional policy should not—at least during the first 10–15 years—be oriented towards equalisation of regional differences.
3. The regional policy of the state should concentrate on these undertakings which are crucial for the spatial-functional structure of the entire country, in particular those of them that are connected with its international relations. The state should be—along with the regional authorities—co-responsible for the development (with the growing participation of the private sector) of basic transport and telecommunications infrastructure, border crossings, sea harbours, air traffic facilities etc.

4. The regional policy of should include in its priorities an assistance for regional restructuring of the areas dominated by traditional industries. This objective has to be undertaken for both economic and political reasons.
5. Since the tasks of equalising some of regional differences should not be totally neglected as they could lead to irreversible divisions in the country and permanent marginalisation of some territories and their communities, a principle of "balancing regional development" should be adopted, which means that nobody would aim at "balanced" meaning "leveled" regional structure of the country, although alleviating those differences which could permanently distort the development potential in the depressed or backward regions should be one of the explicit goal of such a policy.
6. Decentralisation of the territorial organisation of the states should be performed; the territorial self-governmental units should be responsible for most of the duties and tasks that are currently performed by the governmental administration at the central and territorial levels.

**Hans Joachim Kujath**

Institut für Regionalentwicklung und Strukturplanung  
Germany

## **REGIONALIST STRATEGIES FOR CENTRAL EUROPE. A RESPONSE TO GLOBAL CHANGE**

### **1. Economic Integration and Regional Differentiation**

When discussing the phenomenon of globalisation within a European context, it must be kept in mind that we are dealing primarily with a merging—a Europeanisation—of previously “de-linked” national economies. The foreign economic relations of Europe's nation-states are overwhelmingly intra-European in nature, focused around the central institution of the European Union. Undeniably, the activities of Europe's economic core area are having an immense impact on the countries of Central Europe. Poland's most important trade partners, for example, are to be found in the EU. Trade between Germany and East and Central Europe—and in particular with Poland—is expanding rapidly, creating an integrative dynamism in the interstate relationships between these countries.

If we assume a scenario of expansive European globalisation we can pose the following question: which functions might regionalised strategies of economic and spatial development realistically assume? In order to answer this it is necessary to focus closer attention on the structure and the problems of economic and political relationships within the EU itself.

Obviously, the elimination of internal trade barriers is a key element in creating a single market. However, integration implies much more than establishing a free trade zone; it requires, among other things, common foreign trade, agricultural and industrial policies. European Union also involves the harmonisation of social, fiscal

and, crucially, regional development legislation and instruments. Not only has the international exchange of goods and services been liberalised but factor mobility, especially of labour and capital, has been greatly increased. These are now free to circulate virtually unimpeded within the single market.

More importantly perhaps, international transaction costs have been reduced through the achievement of (more or less) compatible infrastructures and legal systems. Indeed, it has been the gradual elimination of hidden (non-tariff) barriers such as these that has been so decisive in the GNP and productivity growth and incomes development of EU states and in levelling (balancing) what once were vast disparities in living standards. With the envisaged currency union trade will enjoy a total liberalisation. This, however, will require an even more intensive process of interstate negotiation in order to multilaterally co-ordinate national economies with regard to issues of common strategic interest.

Geographically speaking, integration does not mean a "homogenisation" of regional economic space. It means, in fact, quite the opposite: a process of spatial "unravelling". Processes of regional spatial differentiation have long been an object of research. What appears to be new in all this is the fact that differentiation is transcending national boundaries. Cores and peripheries are being defined (or re-defined as the case may be) within a much larger, transnational economic space. Accordingly, these processes will force nation-states and regions to accept the necessity of accelerated adaptation and will have very different consequences for the territorial entities affected.

Analyses of international economic relations show that economic exchanges take place mainly between regions exhibiting similar structural characteristics and levels of development (e.g. labour force skills, level of industrialisation, ability to absorb and employ new technologies, quality of infrastructure) and irrespective of national borders. We can observe a regionalisation of economies and, at the same time, new geographic and functional interrelationships between the formerly protected national economies of Europe. Europe's core region is transnational, it stretches from South England through the Benelux states, the Rhein-Ruhr, Rhine-Main and Baden-Wurttemberg regions to Northern Italy. This economic space is not a monolithic mesoregion—it is composed of a variety of smaller regions and centres, specialised in finance, manufacturing, services, technology and knowledge, co-operating and in competition with each other. This collection of competing and co-operating regions with its immense productive, technological and human potential has proven itself to be self-sustaining.

Will the old Central European space between Berlin, Warszawa, Praha, Wien and Budapest be able to catch up through modernisation, developing into a core region in its own right? Or will nation-states and regions at this "edge" of the European Union remain a periphery?

## **2. Berlin-Brandenburg: An Underdeveloped Region at the EU's Edge?**

Seen from the particular perspective of Berlin-Brandenburg, the answer to the above questions must remain ambiguous. In 1990 East Germany was incorporated into the Federal Republic and the EU and acquired the governance structures of West German

federalism. This resulted in the resurrection of the eastern *Länder* and of Greater Berlin as it existed before 1949. These new federal states were immediately an integral part of the Single Market and, as such, benefited from generous German and European development assistance. Formal integration of East Germany into the EU raised great expectations: apart from the surge in personal income levels, it was believed, that new technologies and production techniques would rapidly modernise antiquate former East German enterprises. It was thus deemed possible for the *New Länder* to jump, or rather leap frog, to a commanding position of competitiveness within the EU in only a few years.

In addition to the expectations aroused by market forces and innovation prospects for East German industry, the opening of new markets in Central and Eastern Europe gave substance to optimistic growth scenarios capitalising on East Germany's COMECON experience and its assumed lead in East-West trade. Similarly, the region of Berlin-Brandenburg was understood to enjoy the privileged function of an economic crucible between East and West, facilitating the future integration of Central European states—and particularly of Poland—into the Single Market. It is indeed in the interest of Europe as a whole to fully integrate Berlin and the *New Länder* within the EU framework, for more narrow economic reasons but also in preparation of a full-scale integration of Poland and the Czech Republic. Accordingly, Berlin-Brandenburg and Poland constitute a possible core zone of co-operation in Central Europe. Future scenarios envision Berlin as a centre of information and business and as a gateway to the regional economies of Central and Eastern Europe, themselves interconnected with the Greater Warsaw region. This dynamic East-West corridor between Berlin and Warsaw has been aptly characterised in numerous maps and in futuristic economic geographies of Europe.

Unfortunately, these representations of possible economic spaces have not, as yet, coincided with reality. Berlin-Brandenburg's and indeed all of Eastern Germany's trading focus is clearly westward and within the present EU; although developing, their commercial networks are still relatively weak in Central and Eastern Europe. The situation is not too much different when viewed from a Central European perspective. 70% of Poland's trade is transacted with the EU—and predominantly with the industrial regions of Western Germany. Only 6% of Poland's trade is conducted with other post-socialist "reform" states. Nations and regions in the process of transformation are thus increasingly integrated with the strong regions of the EU but hardly among each other. With respect to Polish-German trade, for example, Berlin-Brandenburg remains basically a zone of transit. Not only the one-sidedness of these economic relationships but also negative balances of trade and payments underscores the peripherality of the East German *Länder* and of Central European regions in transition at present.

The interregionally unbalanced development of Berlin-Brandenburg as well as of the other transformation economies of Central and Eastern Europe corresponds, unfortunately on an almost one-to one-basis, with their internal economic problems, including low value-added production and high unemployment rates despite considerable scientific potential. Berlin-Brandenburg suffers from problems particular to Eastern German transition and resulting disparities between economic performance, productivity and wage levels. Apart from this, however, Berlin-Brandenburg suffers from a general phenomenon of transformation: external domination by (in this case) West German and West European companies who establish manufacturing and distribution subsidiaries, profiting from generous subsidies and the availability of skilled

labour, while preparing market expansion eastward. These western enterprises are now a principle foundation of Berlin-Brandenburg's economy, an important source of capital and know-how. But their contribution to employment is relatively limited. They are also foreign bodies within the regional economy and maintain much closer ties to their company headquarters located elsewhere than to regional actors and enterprises. Furthermore, they are not embedded in regional economic networks as suppliers, purchasers or providers of research and development capabilities. These firms can be seen as intensely competitive, knowledge, technology and capital-intensive units of much larger trusts existing alongside a marginalised economy consisting of remnants of socialist-era combines and a nascent but fragile and fragmented endogenous sector. It is feared that, similar possibly to developments in the Central European states, the economy in Berlin-Brandenburg will be divided into a external dominated core economy and in a peripheral innerregional economy.

Indeed, there are a few industrial clusters in Berlin-Brandenburg around which a critical mass of suppliers, service providers and research activities have developed and that can boast of comparative advantage in international markets. It is primarily in Berlin itself and its immediate surroundings where we find a few modern and localised clusters that could form the basis of an economic core region; here transportation technologies, medical and biological technologies and software development feature prominently. These clusters have already developed close ties to neighbouring states in Central Europe, not only to exploit lower labour costs but primarily to build up effective production systems.

### **3. Strategies for the Berlin-Brandenburg Region**

The above discussion illustrates that, parallel to national structures, a supranational system of regional economies is developing within Europe but that Central European and East German regions are integrating into this system as a periphery dependent on the core regions of the EU. Solutions to the problem of peripherality will not be provided by the often suggested traditional, macro-economic measures alone. The fact that economic liberalization, a modern infrastructure and large transfers of western capital, technology and knowledge have not resulted in a commensurate revitalisation of Berlin-Brandenburg's economy is indeed one of the more bitter and sobering lessons of this region's transformation experiment. Measures of this type are essential but not enough. In addition, we know from the experiences of old industrialised regions in the "west" that under the burden of economic transformation new innovative networks of enterprises and regional growth are not generated spontaneously. What are required are strategies with an extended temporal horizon, taking into account endogeneous characteristics of regions and locations. This regional approach emphasize the role of local small and medium-size firms and the establishment of networks between this firms and external firms, in order to pull down the barriers to market entry by the local firms.

However, how should regional strategies be organised both "interregionally" and "intraregionally"? In principle two regional policy directions are thinkable, the centralistic, "top-down" and the decentralised "bottom-up" approach. This, in turn,

Table 1.

## Regional Policy Options

Direction of action	Top-down	Bottom-up
Level of action		
External relation of region	(a) centralized and hierarchical	(b) federalised and cooperative
Internal relation of region	(c) direct administrative action	(d) self-regulation

Source: Spehl, Harald, 1995: *Nachhaltige Regionalentwicklung—ein neuer Ansatz für das Europa der Regionen*, in: Gahlen, B.; Hesse, H.; Ramser, H. J. (eds.), "Standort und Region—Neue Ansätze zur Regionalökonomik", Tübingen: Mohr, p. 310.

offers four strategic options when considered together with the specific region's external and internal relations:

Regional research carried out in West Europe during the 1980s demonstrates that successful economic development is closely related to regionalisation; that is, to a devolution of economic policy-making power to regional authorities (policy option b). Economic "backwardness", on the other hand, has been correlated with centralism (policy option a)<sup>1</sup>. Compared with more centrally organised European states, post-World War II Germany has thus theoretically enjoyed an advantage in governance structures for the development of subnational economic policy. In fact, the individual federal states of the Federal Republic have their own legislatures and budgets, are legitimised through popular elections and are able to make decisions on behalf of their subregions they represent.

Regional policy as it applies to the reconstruction of eastern Germany is also characterised by federalism. The shared economic policies of the national and federal states (common responsibility for regional economic aid) are the most important expression of this reconstruction effort, whereby regional executive organs administer subsidies for the mobilisation of capital and capital investments in infrastructure. The principal goal is the attenuation of economic and social disparities and the simultaneous improvement of locational factors in order to dynamise regional economies. Research and development activities are also promoted—either by the federal state alone or in conjunction with national policies. Within a regional policy context, the decentralisation of public institutions of higher learning and research is, furthermore, aimed at attracting private research and manufacturing potential.

This regional policy strategy, centred around a "high-tech" vision of development, is, admittedly, a very costly enterprise. However, while it has established the rudiments for regional growth in Berlin-Brandenburg it has not proven effective in utilising development potential in order to promote "endogenous" networking. In dealing with subregional actors, the federal state operates according to principles of hierarchy and top-down intervention (policy option c). This centralistic approach shares much of the blame for the "cathedrals in the desert" described above and—as a result—for the continuing economic weakness of Berlin-Brandenburg as a whole.

The mobilisation of capital as well as the development of a functional network within which innovative enterprises can flourish requires, without question, more

<sup>1</sup> Cooke, Philip, 1996: *Policy. Netzwerke, Innovationsnetzwerke und Regionalpolitik*, in: Heinelt, H. (ed.), "Politiknetzwerke und europäische Strukturförderung", Opladen: Leske u. Budrich, p.59

flexible and regionally adaptable forms of development policy management. As a consequence, the principle of co-operative networking in endogenous development is now being applied as a complementary strategy to traditional top-down approaches. According to this new strategy, regional firms are being encouraged to develop more intense relations with similar enterprises and to productively utilise available regional "brain trusts", research and informational resources. Mutually reinforced clusters of firms, it is hoped, will thus build a foundation for regional economic growth and international competitiveness. The exploitation of regional complementarities is also a strategy this is being pursued with regard to potential partner firms in Poland; the cross-border development of industrial clusters is seen as a particularly innovative element of endogenous strategy.

Successful examples of enterprise networking show that the formation and stabilisation of production networks requires the support of regional policy. This does not imply a top-down or otherwise "planned" development of networks. Instead, we are dealing with a flexible and adaptable form of supportive service that:

- promotes interfirm co-operation,
- subsidises training and re-training programmes,
- facilitates access to innovative markets,
- establishes regional information systems and databases,
- helps to furnish and/or identify sources of venture capital.

These activities cannot be performed by bureaucratic state agencies, even those of Berlin-Brandenburg, alone; responsible regional self-management is also necessary. Self-management implies a co-ordination of economic policies not via hierarchical control mechanisms but through horizontal co-operation and co-ordination (policy option d). It is thus a hybrid form of intervention located between the formal (national and regional) state and the market. Conceivably, regional development agencies or similar institutions could assume important co-ordinating functions by identifying potential complementarities and co-operation possibilities among local firms and otherwise performing the services noted above. In addition, these institutions are important links between regional policies and programmes and the concrete requirements of business. Stable regional networks depend on mutual trust and reliable partnerships as well as on shared values and a congruent perception of regional situations. Regional conferences and forums are ways in which to bring representatives of government, business and research together in debating regional problems and thus laying out the groundwork for genuine co-operation. Economic networking may in this way be able to stimulate endogenous growth, import-substitution and greater international competitiveness of the regional economy as a whole.

These considerations apply not only to Berlin-Brandenburg but to all regions in Central and Eastern Europe that are faced with the multiple challenges of transformation.

To recapitulate: Berlin-Brandenburg (together with neighbouring Central European regions) can only become a European core area if it succeeds in channelling western investment capital into the development of **self-sustaining endogenous economies**. Ultimately, this is the means by which to diffuse technology and organisational know-how regionally and to stimulate international competitiveness. In order to achieve this both a general decentralisation (federalisation/regionalisation) of state policy as

well as a "hybridisation" of policy management at the (sub) regional level seems to be required.

#### **4. Problems of and Approaches to Regional Co-operation in Central Europe**

I began this paper with the statement that in an integrating European Union, economic issues no longer can be addressed solely within national boundaries. Due to a multitude of policies and measures, international transaction costs have decreased remarkably and it is no longer relevant to speak of national economies the way we have in the past. National economies are locked into a process of europeanisation and, geographically speaking, they are organising and re-organising themselves on a regional rather than national basis.

Transnational economic relations of this new quality are only starting to emerge in Central Europe. Here, we are speaking basically of visions and desirable future scenarios, recognising that economic relations are dominated by East-West trade. From the Berlin-Brandenburg point of view, Szczecin, Poznań and Wrocław are the most important immediate neighbours in an integrated European context. In order to come through in the face of relentless competition from the established core areas of western Europe, a transboundary linking together of the Berlin, Warszawa, Praha and Wien regions seems imperative.

The creation of a new transnational economic space in Central Europe can either be promoted or hindered by regional policy. Supplementary to the traditional nation-state systems of intervention new mechanisms of interregional co-operation within political-administrative space are to be found. Europe is by definition a collection of heterogeneous nation-states, each with a different form of territorial administration. Even within the EU nation-states may have lost influence but they persist and will continue to persist. Their roles within regional policy—for better or for worse—remain vital. Of course, one cannot expect Central Europe to achieve in a few years that what the European Union has failed to complete during decades of co-operation. National interests remain paramount for a number of reasons and it is clear that the post-socialist democracies first develop strong national institutions before the question of economic and political integration can be addressed.

Different national administrative and political structures characterise the co-operation environment and often complicate regional transboundary interaction. Actors at the local level are limited to their own nationally-defined institutions and norms with all the fiscal and legal restrictions these entail. The highly variable positions of regions within individual nation-states in themselves can be an almost insurmountable barrier to transboundary co-operation. As Liesbet Hooghe notes "subnational interests mobilize predominantly along national lines, not crosscutting national constituencies"<sup>2</sup>.

In practice, regional transboundary co-operation is presently limited to a rudimentary co-ordination of infrastructural and land use planning. Only in a few cases have transboundary regional development policies with a strategic outlook been able

<sup>2</sup> Hooghe, Lisbet, 1995: *Subnational Mobilisation in the European Union*, European University Institute, Working Paper RSC 95/6, Florenz, p. 5.

to take hold. Ironically, the administration of European structural policy reveals widely diverging national practices that can hinder rather than promote transboundary and transnational co-operation. Table 2 provides a simplified illustration of these asymmetries in implementation.

**Table 2.**

**Influence of Different Administrative Levels on the Implementation of EU Regional Policy within Selected Member States**

	Programming			Implementation		
	EU	central state	region	EU	central state	region
Germany	xx	x	xxx	x	x	xxx
G. Britain	xx	xxx	x	x	xxx	xx
France	xx	xxx	x	x	xxx	xx
Italy	xx	xxx	x	xx	xxx	x
Netherlands	xx	x	xxx	x	x	xxx

xxx—much influence, xx—moderate influence, x—negligible influence.

Source: Heinekt 1995, 282.

In view of this situation, the difficulties involved in transboundary regional co-operation between Berlin-Brandenburg and neighbouring voivodships are obvious. Discontinuities in the cross-border decision-making process have been generally dealt with through provisional and informal arrangements outside official national frameworks. Euroregions and other intermediate co-operation forms (e.g. the German-Polish Economic Development Corporation) offer platforms from which joint projects can be programmed and implemented without violating principles of national sovereignty. Co-operation in cultural and environmental areas has been quite successful. However, progress in areas involving national agencies especially infrastructural development and large capital investment projects has been very slow.

We must therefore, ask the following questions: 1) how can regional policy within EU be structured so that it can transcend national boundaries? and 2) if regional policy can be so defined how should economic social and political actors at the regional level be involved? Answers to these questions imply a restructuring of national institutions and/or the creation of new ones. If we consider the three important levels within the EU—the supranational, the national and the regional—we can conceive of a variety of transnational co-operation forms:

- 1) The state-centred in which member-states opt for loose association and dominate co-operation. A regional level is either missing or dependent on national policies.
- 2) The supranational model in which the EU achieves a dominating position over the nations-states and formulates policy, using a top-down approach. Here again, regions are not free to execute their own policies but transmit, at best, those of the supranational level.
- 3) The multilevel governance model. This model is characterised by a plethora of EU, national and regional decision-making bodies. The supranational and regional levels increase in importance but do not replace the nation-states (sandwich-concept).

It is the third model that appears to be taking hold within the EU. This is indicated by the principal of multilevel subsidiarity (or "vertical partnerships") as defined in Article 2 of the Maastricht Treaty. Furthermore, transnational co-operation (in terms of a horizontal partnership) has become an important operational objective of EU cohesion and structural policies and is supported by the existence of bodies such as the Congress of Local and Regional Authorities of Europe and the Association of European Regions.

The regionalisation and strengthening of regional governance structures is thus not only on the political agenda of EU member-states but also of the associated countries of Central Europe. With the gradual realisation of these objectives subnational transboundary co-operation will develop as a legitimised and complementary level of action. Only within this political context can intermediate forms of transboundary co-operation effectively promote regional "networking" above and beyond the provisional functions of "pre-integration". We must not ignore the fact, however, that these co-operation institutions cannot compensate for the lack of a formal and administrative level of co-operation.

From Berlin-Brandenburg's own perspective, a legally and politically legitimised cross-border regional management framework would be an important element in a general economic development strategy based on competitiveness criteria for the larger transnational region. Co-operative regional management would be of mutual benefit, serving regional development interests on both sides of the border through:

- 1) logistical integration involving a co-ordinated development of transportation and communication infrastructures,
- 2) a co-ordination of regional economic policies,
- 3) the promotion of regionally integrated production complexes utilising synergies and complementary resources,
- 4) regional "networking" that brings together the most important actor groups within the common border region,
- 5) and, finally, the creation of an effective political network between the metropolitan regions of Central Europe.

In order to achieve these aims considerable transfers of resources from the wealthy regions of the EU as well as massive support from the respective nation-states of Central Europe will be necessary—this always with regard to the principles of subsidiarity<sup>3</sup>.

---

<sup>3</sup> Others references: Arnold, H., 1995, *Disparitäten in Europa: Die Regionalpolitik der Europäischen Union*, Boston, Basel, Berlin: Camagni, Roberto (ed.), 1991, *Innovation networks: spatial perspectives*, London, New York: Belhaven; Cappellin, Ricardo, 1994, *Interregional Co-operation in Europe: An Introduction*, in: Cappellin, R.; P. W. J. Batey (eds.), "Regional Networks, Border Regions and European Integration", London: Pion; European Commission, 1993, *Europe 2000+*, EU Commission, Brüssel; Kilper, H., Fürst, D., 1995, *The Innovative Power of Regional Policy Networks. A Comparison of two Approaches to Political Modernization in North Rhine-Westphalia*, in: "European Planning Studies", No. 2, 287–304. Krugman, Paul, 1993, *Geography and Trade*, Cambridge Mass.: MIT Press; Matzner, Egon; Jan Kregel; Gernot Grabher, 1992, *The market shock, an Agenda for the economic and Social Reconstruction of Central and Eastern Europe*, Berlin: Eds, Sigma; Nijkamp, Peter 1993, *Towards a Network of Regions: The United States of Europe*, in: "European Planning Studies", 1(2): 149–68; Scott, James, 1997, *Transboundary Regionalism and Planning Co-operation on the EU's External Boundaries—Synoptic Observations of the German-Polish Experience*, Paper presented on the Pan-European Conference on Regional/Spatial Planning, Poznań, 3–5 April 1997.

**Jan Sadlak**  
UNESCO  
Paris

## **THE UNIVERSITY AND THE QUEST FOR IDENTITY IN CENTRAL EUROPE**

Before I shall try to analyse what role university had in the past and what role it can play in the context of on-going transformations in the Central Europe, I would like to remind ourselves what said about this part of Europe and the universities Milan Kundera, in his 1984 memorable essay titled "The Tragedy of Central Europe"<sup>1</sup>. What is also remarkable that the overall picture is not as pessimistic as this title would itself imply and even if written at the time when collapse of the so-called Soviet block was not yet on the feasible horizon of history, brings about the following argument about the Central Europe. He said: "It would be senseless to try to draw its borders exactly. Central Europe is not a state: it is a culture or a fate. Its borders are imaginary and must be drawn and redrawn with each new historical situation". He also see it to be "a condensed version of Europe itself in all its cultural variety, a small arch-European Europe, a reduced model of Europe made up of nations conceived according to on rule: the greatest variety within the smallest space".

What is interesting in the context of the issues covered by this essay is that Kundera starts his analysis of the cultural configuration of Central Europe by looking at the university. Kundera is foremost attracted by the university and its multi cultural character from the very early years of its existence. He points out that "by the middle of fourteenth century, Charles University in Prague had already brought together intellectuals (professors and students) who were Czech, Austrian, Bavarian, Saxon, Polish, Lithuanian, Hungarian, and Rumanian with the germ of the idea of a multinational community in which each nation would have the right of its own

---

<sup>1</sup> Milan Kundera, *The Tragedy of Central Europe*, "The New York Review" (26 April 1984): 33-37.

language: indeed, it was under the indirect influence of this university (at which the religious reformer Jan Huss was once rector) that the first Hungarian and Romanian translation of the Bible were undertaken." It is worth to point out that in addition to academic standing there were more pragmatic reasons in the university's efforts to attract foreign students as its financial well-being depended substantially on fees paid by that time "foreign students". How familiarly sound those arguments for present-day debates about the contribution which can bring the full-fee paying foreign students to the coffers of the university.

The early universities were founded in Central Europe foremost as "the agent of faith and Western civilization". But they were also seen an important institutions allowing to claim by the given country or nation a place in "the grand family of civilised nations" or to serve as a kind of tampon in the spreading of "foreign" cultural influences. The creation of the Jagiellonian University in Kraków was therefore seen also a counter balance to the influences of the Charles University in Prague<sup>2</sup>.

In addition to Charles University in Prague, which was founded in 1347, there were at the time such universities as Jagiellonian University in Kraków (1364), Janus Pannonius University in Pecs (1367), Erfurt (1379). Those early academic institutions also served as a model for several other universities which were founded in other towns in this part of Europe, such as: Rostock (1419), Universitas Posoniensis in Bratislava (1465), Academia Zamoysciana in Zamość (1474), Frankfurt an Order (1498), Vilnius (1578), Trnava/Nagyszombat (1635), Kosice (1657), Lwów (1661), Breslau (1702).

The cosmopolitan character of the mediaeval Europe was well reflected in a remarkable similarity of what was studied in the universities. Not to mention that teaching was in done in that time lingua franca of Europe—the Latin. The core of subjects—grammar, rethoric, and dialectic (which made up the trivium) were supplement by music, arithmetic, geometry, and astronomy (the quadrivium). It was considered as all what was needed for an educated person. The graduate of such studies could then proceed to the higher faculties of theology, law and medicine.

Those early universities, like many higher education institutions of today, were preoccupied with their status vis-à-vis the state or power as well as its rights. In the mediaeval world order this were foremost the prerogatives of the Catholic Church. But from the down of its existence the university was a multi-purpose institution which linked it, for better or worse, with the history of land and town in which it existed.

Therefore the universities of Central Europe and their academia were directly implicated in the processes which tore apart the religious order of the mediaeval Europe and prepared the way, to great extend during the period of Religious Wars, to the emergence of the "nation-state". It can even be argued that they were the birthplace or witness for some of them. Let me just mention that, for example, Martin Luther nailed, in 1517, his ninety-five theses to the door of the church of University of Wittenberg. Actually, he had a doctoral degree of this university and was teaching there for thirty years, until his death.

The same symbolic argument can be made with regard to Jan Hus whose stand against the pope had academic context as he was a well-known university teacher and the Rector of Charles University. Robert Pynsent, in his book titled "Questions of

<sup>2</sup> See, Maxime Leroy, *L'Université de Cracovie, L'Esprit Européen: L'Europe et les Universités*, Paris: Robert Laffont, 1957, pp.60–64.

Identity: Czech and Slovak Ideas of Nationality and Personality”<sup>3</sup> in which he traces the development of their respective conceptions of individual and national identity describes how important was Jan Hus as a “symbol of freedom of resistance to tyranny” and one of the early figures in marking the beginning of the Czech martyr tradition. Pynsent notes that the Hus cult survived in Czechoslovakia not only during the period of the First Republic but also during the communist period when it was politicised and Hus was seen as “the inspirer of the great Czech mediaeval bourgeois revolution, an embodiment of the dearness of revolution to the Czech national soul”. It is quite remarkable to see how potent is martyrdom in development of symbols which then can become a kind a flagpost of common history and how dear it is to a process of searching identity for the national, ethnic or religious groups.

Like other parts of Europe, also Central Europe, was a scene of fierce struggle between the Catholic and Protestant churches and rulers over who will control schools and universities. On the Catholic side, from the end of sixteenth century until its suppression by pope in 1773, the dominant force represented the Jesuits—the Society of Jesus. They established or took over such universities as Olomouc, Vilnius, Vienna, Breslau, Lwov. In many other universities they had created separate colleges. In its response, the Protestant side were also trying to have “their” universities. which was Leipzig, Rostock, Koenigsberg, Jena, Hamburg, Wittenberg, Halle, Dorpat/Tartu.

The history of some Central European universities particularly those in Prussia, Bohemia and certain estates in Austria shows how fierce was this rivalry over the universities. And those which found themselves in the frontier zone of the religious wars as was the case with those in Prague, Heidelberg, Klagenfurt, Linz or Erfurt, had to change their political and religious allegiance more than once. For example, the Erfurt University, which was founded in 1379 as the Catholic university. In 1631, it felt under the Lutheran control, and in 1648 became again Catholic and the chairs of Lutheran theology had to function outside the university structure. Anyway, it was a better fate than that of other institutions which were just closed down.

Even if it is true that the universities in general and not only those in Central Europe were not in the forefront of the Industrial Revolution, they were gradually catching up with the new developments in natural and technical sciences and started to modernize its syllabus. But it quickly become apparent that it is not enough in view of the expectations of those who had the power nor the society at large. The emerging modernised state, but not necessarily a nation-state, was seeking a more adequate model of the university. One way was to follow a “Napoleonic” model or to follow the so-called Humboldtian model of the university.

Like in so many other matters, the universities in Central Europe also reflect a variation of institutional models, academic structures and administrative systems. They ranged from those representing a corporate form of “federation of chairs” embodied in the Humboldtian ideals of freedom in search of knowledge, through studies as well as teaching and research to the Napoleonic concept of elite academic institutions emphasising technocratic and intellectual excellence at the service of the state. In other words, we can say that while in the first model, the university was more concerned with the intellectual development of an individual and wish

<sup>3</sup> Robert B. Pynsent, *Questions of Identity: Czech and Slovak Ideas of Nationality and Personality*,/ Budapest/London/New York: Central European University Press, 1994, pp. 198 and 201.

responding to individual and collective humanistic aspirations of society—l'université de l'esprit, in the case of the second one, the mission of higher education was more positivist and oriented towards responding to those who are in power—l'université du pouvoir. The former prevailed in Hungary, Poland, and former Czechoslovakia, while the academic institutions in prewar Romania and pre-communist-revolution Russia originated mainly from the latter. Although they respected Western humanistic ideas, uniform professional and utilitarian training was emphasized. In many regards it still characterises the spirit of functioning of higher education institutions and life of the academic community, especially after the repudiation of the communist ideology which created a conceptual vacuum in many areas, including a framework for the mission and organisation of higher education and science<sup>4</sup>.

In conclusion it can be said that if over the centuries Central Europe possessed rather view fundamental unifying institutional elements, its universities and its academe were incontestably directly implicated in the historic process which shaped the present identities and conditions of Central Europe. It should be pointed out that it is not a vocation of the university to create political or economic Europe. Its role is foremost to contribute to a formation of a European citizen. This of course also applies to those Central European countries which now aspire for a membership to European institutions, especially the European Union.

It is worth reminding ourselves what Hermann von Keyserling (1880–1946) said when sensing that union is implicit in the logic of Europe's development as "the things which the Europeans have in common are becoming more significant than those which divide them". At the same time teaching us that in the case of Europe we are dealing "with an astoundingly manifold, astoundingly riven structure. That is why there can be no question of the unification of Europe in the sense of an effacement of all differences, as a desirable goal"<sup>5</sup>.

There is no doubt that on-going process of economic and political integration is not enough and cultural ties are gaining importance. Therefore a debate over the identity is so relevant. It is even more so as certain political formations trying to get ahead of its rivals, are using the debate over the identity in a way which crosses the line from **ubiquity to controversy**. This is not only a phenomenon of this part of Europe which we now refer to as Central Europe. What is specific for this region is that previous framework for identities has broken and not in all areas new ones were brought in its place somewhat chaotic interregnums. But it is also a time of choices and the universities must adopt. And the universities have a long experience in this regard.

From the time of their foundation, universities have been involved in the practicalities of the world, but their history also teaches us that they need a margin for undertaking "contemplative work", in some cases you might call this basic research. I think it is the combination of practicality and contemplation which explains the durability of the university. However, the balance has never been easy to find or maintain. If universities are too closely identified with established powers, they risk sacrificing

---

<sup>4</sup> For analysis of this phenomenon see, Jan Sadlak, In Search of the 'Post-communist' University: The Background and Scenario of the Transformation of Higher Education in Central and Eastern Europe, *Higher Education Reform Processes in Central and Eastern Europe*, K. Hüfner ed., Frankfurt am Main: Peter Lang Verlag, 1995, str. 43–62.

<sup>5</sup> See, Denis de Rougemont, *The Idea of Europe*, New York/London: The Macmillan Company/Collier-Macmillan Ltd., 1966, p. 425.

their independence and creative scholarship. It may also lead to the transformation of universities into trade schools to serve particular interests. On the other hand, a withdrawal from the world and an insistence on theorizing alone may well leave the universities with no students and no support. Each generation has to seek the balance anew because each epoch poses new problems.

We should keep in mind that one of the findings of quite a number of studies on the competitive advantage of nations show that national differences in culture, values and institutions are not threatened by global competition but are vital to success in it. The strength of Central Europe is its cultural diversity—a cosmopolitan centre of multinational Europe. Like New York today and Vienna at the beginning of this century. The universities in Central Europe, per se a social and cultural institutions must see and use creatively this diversity in the context of its overall mission and functioning. This will also be their contribution in the quest for identity of this part of Europe.

**André Hurst**  
Université de Genève

## **LE PATRIMOINE COMMUN DES EUROPEENS ET LEUR AVENIR : LE CAS D'UN ILLUSTRE SAVANT POLONAIS, ALEXANDER TURYN**

Dans le cadre d'un colloque portant sur l'identité<sup>1</sup> de l'Europe centrale, on est forcément conduit à considérer aussi bien ce qui rend cette région unique sur la carte culturelle que ce qui lui permet de se relier au reste du monde, voire à innover son environnement géographique tant proche que lointain.

La musique fournit à ce chapitre des exemples particulièrement clairs. Dans notre siècle, une figure comme celle de Béla Bartók constitue tout à la fois, et avec une égale évidence, une voix de la Transylvanie et un apport au parler musical du monde dans son ensemble.

Ce prélude sert ici à introduire un grand Polonais, Alexander Turyn, dont l'action se situe justement aux deux niveaux des traditions nationales de l'Europe centrale, et plus particulièrement de la Pologne, en même temps qu'elle a rayonné à travers le monde scientifique d'une manière qui donne à réfléchir pour l'avenir de toute la région.

Il s'agit d'un savant actif dans le domaine de la philologie classique, d'un humaniste étudiant la culture antique de notre continent. Or, il se trouve qu'à plusieurs titres, on peut évoquer dans le passé de l'Europe centrale le schisme d'Orient et les frontières qui en résultèrent depuis le XI<sup>ème</sup> siècle, divisant la chrétienté selon une ligne qu'on observe aujourd'hui encore dans les faits. Si l'on veut cependant se donner une chance de surmonter ce que ces frontières pourraient avoir l'air de comporter d'immuable,

---

<sup>1</sup> Précisons d'entrée de jeu que l'identité ne sera pas prise dans le sens de l'exclusion, les lignes qui suivent en témoigneront, on l'espère. Sur les ravages que peut produire ce concept mal manié, voir Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris 1996.

un passage imaginaire vers l'amont, vers une période où ces frontières n'existaient pas, devrait à tout le moins être tenu pour indiqué. On peut se référer ici à l'historien polonais Oskar Halecki : *Europe is the community of all nations which, in the favourable conditions of a continent small but full of variety, accepted and developed the heritage of Greco-Roman civilization, transformed and elevated by Christianity, thus giving to the free peoples outside the ancient empire access to the permanent values of the past*<sup>2</sup>.

Outre le fait que ces "anciennes valeurs" comportent par exemple des instruments conceptuels utiles pour une enquête sur l'identité (on songe par exemple à Hérodote définissant la "grécity", 8.144, à la notion de "mythe" qui devrait s'appliquer aux perceptions collectives), on peut encore mentionner que ces valeurs ont été concrètement mises déjà au service d'une vision communautaire de l'Europe dans une institution internationale peu connue, située à Genève<sup>3</sup> et créée au lendemain de la seconde guerre mondiale par un Allemand opposé au nazisme : Kurt von Hardt. La Fondation qui porte son nom est consacrée à l'étude du passé gréco-romain du continent européen, et ce dans la perspective d'un rapprochement entre des nations qui partagent un héritage commun. Elle reçoit chaque année une bonne centaine de savants venus du monde entier et publie annuellement des *Entretiens* dont les sujets et les participants sont choisis par un comité scientifique international. Tout cela fut rendu possible par la conviction, chez un citoyen allemand, que la mise en valeur de l'héritage classique était un moyen de rendre aux Européens la conscience de leur communauté de culture ; Kurt von Hardt consacra à cette oeuvre sa fortune et le reste de sa vie. C'est à ce même patrimoine qu'Alexander Turyn consacre sa carrière.

Né le 26 décembre 1900 à Varsovie, Alexander Turyn s'est distingué dès son jeune âge par une compétence que l'on reconnaît assez couramment comme un trait des habitants de l'Europe centrale, à savoir le don des langues. Il n'avait que 23 ans lorsqu'il obtint à l'Université de Varsovie le grade de docteur ès lettres. Après un séjour à Berlin, où il put étudier sous la direction de l'un des maîtres incontestés de son temps, Ulrich von Wilamowitz-Moellendorff, il se vit confier des fonctions de plus en plus importantes à l'Université de Varsovie. Il était professeur extraordinaire de philologie classique lorsque, en 1939, dans des circonstances tourmentées que l'on sait, il dut quitter la Pologne. Après deux ans passés à Rome puis à Athènes, étapes quasiment symboliques, Alexander Turyn put se rendre aux Etats-Unis, grâce à une bourse de la Fondation Rockefeller ; il y devint par la suite professeur à l'Université d'Illinois, à Urbana. Pendant les sept dernières années de sa vie, il fut un membre du "Center of Advanced Studies" de cette université. Un ensemble de distinctions reçues dans son pays, en Grèce, en Italie et aux Etats-Unis forme un ensemble permettant de lire concrètement l'étendue du réseau culturel tissé par ce citoyen de la Pologne et du monde<sup>4</sup>.

<sup>2</sup> O. Halecki, *The Limits and Divisions of European History*, London–New York 1950. Je dois la connaissance de cet ouvrage au professeur A. Kuklinski : cf. *European Space, Baltic Space, Polish Space*, ed. A. Kuklinski, Warsaw 1997, t. II, p. 203 (J. Kloczowski).

<sup>3</sup> L'adresse de la *Fondation Hardt pour l'étude de l'antiquité classique* est : 2 chemin Vert, CH-1253 Vandoeuvres, Suisse.

<sup>4</sup> Cf. *Alexander Turyn : Publications and Vita dans Serta Turyniana, Studies in Greek Literature and Palaeography in honor of Alexander Turyn*, edited by John L. Heller, with the assistance of J. K. Newman, University of Illinois Press, 1974, 2–4 ; Lidia Winniczuk *Aleksander Turyn (26.XII.1900–26.VIII.1981)*, *Meander* 9/82 335–345 ; suivi d'un hommage de M. Marcovich, *Przemówienie profesora Jaroslawa Marcovich'a podczas uroczystości pogrzebowych* 345–347. Je dois cette dernière information à l'amabilité de mon collègue et ami O. Jurewicz de l'Université de Varsovie.

Il est décédé en 1981, quatre semaines après avoir mené à terme l'une de ses oeuvres les plus importantes : l'étude des manuscrits grecs des treizième et quatorzième siècles se trouvant dans les bibliothèques de Grande-Bretagne (troisième volume d'une série dont le premier était consacré aux fonds du Vatican, et le deuxième aux bibliothèques italiennes dans leur ensemble).

Le présent colloque ne s'occupe pas professionnellement de philologie classique. Je passerai donc rapidement sur la production scientifique d'Alexander Turyn, laissant le détail pour dégager les lignes de force permettant de situer sa quête intellectuelle. De manière très significative, la première publication d'Alexander Turyn est en latin : les *Observationes metricae* parues dans la revue classique polonaise *Eos* (qui poursuit sa publication) en 1922. Le latin, à travers les siècles, a servi de véhicule à la pensée scientifique européenne, comme chacun sait, mais il a été tout particulièrement cultivé en Pologne et dans le reste de l'Europe centrale. Si des hommes de notre génération ont pu entendre des orateurs improviser en latin, ces orateurs étaient probablement des Polonais, ce fut mon cas en plusieurs occurrences, et l'une des rares conversations latines que j'ai eues dans ma vie fut dans une église de Varsovie à l'époque du gouvernement communiste. Pour Alexander Turyn, par conséquent, le recours à cette langue traditionnelle correspondait à la fois, sans doute, à une recherche d'adéquation avec son sujet, en même temps qu'elle traduisait un besoin d'ouverture au monde que le recours au polonais ne lui aurait offert que dans une bien moindre mesure. A partir de cette date, on voit paraître, sous forme d'articles de revues savantes ou sous forme de livres, des travaux portant sur les grands noms de la poésie antique : Sapho, Pindare, Eschyle.

Avec le temps, on voit aussi Alexander Turyn découvrir le domaine dans lequel il se fera une place incontestée : celui de la codicologie, donc de la recherche, de l'analyse et de la description des manuscrits sur lesquels repose notre connaissance des textes de l'antiquité classique. Il commencera par s'intéresser à la manière dont nous a été transmis ce qui nous reste du texte des grands tragiques athéniens, pour en arriver à se consacrer à l'ensemble de la tradition textuelle.

Parti d'analyse raffinées des textes, il en arrive donc à ce "nerf de la guerre" qu'est la transmission elle-même des textes, domaine difficile, marqué par les accidents de l'histoire : histoire des manuscrits dispersés depuis l'antiquité pour mille raisons diverses, histoire des conditions de copie (changements d'orthographe, de système graphique, de conditions de production des livres), histoire des erreurs de la réception et de la transmission. Cependant, une autre trajectoire est à noter : celle qui mène d'une formation reçue entièrement à Varsovie vers une activité couronnée de succès dans un domaine qui touche l'ensemble des traditions culturelles européennes. Le fait qu'Alexander Turyn ait enseigné aux Etats-Unis est bien évidemment explicable par les vicissitudes du siècle, il n'en demeure pas moins symptomatique du fait que ces traditions culturelles européennes continuent, qu'on le veuille ou non, à constituer un élément fondamental de la culture américaine.

Par deux fois, des volumes d'hommages au professeur Turyn ont marqué ce qu'on pourrait appeler l'internationalisation de sa figure de savant. Chacun sait que les volumes de "Mélanges" en l'honneur de tel ou tel savant remplissent des fonctions diverses. Ne prétendons pas que les *Serta Turyniana* de 1974 ou le volume de 1980 fassent exception : il s'agit à chaque fois, comme l'ont remarqué des sociologues

intéressés au problème des *Festschriften*, de constituer un capital symbolique manifestant la réussite scientifique du destinataire, ou sa réussite de carrière, l'équivalent, a-t-on pu dire, de la villa avec piscine pour le manager au sommet de sa réussite. Cependant, l'extraordinaire contribution internationale qui constitue ces volumes doit être relevée. Les contributeurs proviennent de dix pays dans le premier volume, de douze dans le second. Incontestablement, la figure d'un savant comme Alexander Turyn donne l'occasion de raccorder les traditions d'un pays comme la Pologne avec un réseau international.

Or, il ne s'agit pas ici de mathématiques ou de physique, sujets dont l'ancrage culturel peut être nul. L'étude des classiques de la vieille Europe est un élément constitutif de l'identité polonaise. Le succès d'un savant comme Alexander Turyn manifeste la conjonction d'une formation dans la tradition polonaise et d'un intérêt pour un sujet fondamental de la culture et de l'identité européennes. On entrevoit par conséquent chez lui l'une des possibilités d'une intégration harmonieuse d'une culture particulière qui ne renoncerait pas à ses spécificités et d'une inclusion dans un ensemble culturel plus vaste, dont l'identité repose sur des bases internationales, si l'on prend pour référence les nations telles qu'on les définit aujourd'hui.

L'identité de l'Europe centrale, thème de notre colloque, n'est certainement pas qu'un objet d'étude et d'analyse. Comme toute identité, elle est *une* question, elle est *en* question et se trouve confrontée sans cesse à des décisions impliquant une action (*faire, et en faisant se faire*, selon la formule célèbre de Jean-Paul Sartre). Il se pourrait qu'avec les classiques européens, on se trouve devant l'un des modèles possibles d'une action tout à la fois respectueuse des traditions et par avance ouverte sur un dialogue qui ne soit pas qu'un ensemble de conventions d'ordre économique, mais qui permette un engagement identitaire plus fort entre les nations de demain. Affirmer la présence d'une composante gréco-romaine commune revient donc à mettre en marche une dynamique positive au niveau de la représentation collective.

Rappeler que les langues classiques de l'Europe sont le bien commun des Européens est certes un truisme. Il faut pourtant le rappeler car leur utilité au niveau de la communication peut être sous-estimée : certes, on ne communique plus par leur moyen au sens d'une communication d'information. Mais on communique par leur moyen au niveau plus profond de ce qui nous constitue culturellement.

On pourrait donc profiter du cadre offert par cette rencontre pour lancer un appel : le trésor de manuscrits médiévaux que contiennent les bibliothèques de l'Europe centrale et orientale mérite d'être recatalogué, remis en circulation par le biais de catalogues descriptifs à jour. Une esquisse, pour quelques manuscrits grecs de Pologne, est justement contenue dans l'un des volumes qui honore Alexander Turyn. Il faut persévérer sur cette voie, et non seulement en Pologne<sup>5</sup>, car l'intérêt pour le passé commun des Européens a conduit de nombreux manuscrits copiés dans l'ancien empire byzantin jusque sur les chemins du Nord. Il pouvait y entrer parfois aussi la conscience d'une même appartenance au monde orthodoxe, ce qui ne serait justement pas le cas de la Pologne. Un cas anecdotique mérite d'être cité : celui du célèbre "Codex aureus"<sup>6</sup>,

<sup>5</sup> Il convient de mentionner ici l'entreprise du professeur Jerzy Axer, de l'Université de Varsovie, qui a créé un centre pour l'étude des traditions gréco-romaines dans l'Europe centrale et orientale : OBTA, *Ośrodek Badań nad Tradycją Antyczną w Polsce i w Europie Środkowo-Wschodniej Uniwersytet Warszawski* (Centre for Studies on the Classical Tradition in Poland and East-Central Europe, University of Warsaw).

<sup>6</sup> Cf., e.g., Dan Simonescu, *Codex Aureus*, Bucaresti 1972.

manuscrit des Evangiles datant de l'époque carolingienne, copié avec de l'encre d'or, dont une partie se trouve au Vatican, une autre partie au Batthyaneum d'Alba Iulia (superbe collection de livres de Roumanie) et la reliure au Victoria and Albert Museum de Londres : quel plus bel exemple d'intégration européenne, paradoxalement, que les malheurs advenus à ce livre où chacun se reconnaît ?

Au moment où l'on craint pour les identités culturelles les effets de nivellement dus aux échanges commerciaux et aux programmes de télévision par satellite, le retour, pour chacun, sur ce qui fonde sa culture, est un moyen de sauvegarde. L'identité se définit dans la rencontre avec l'autre, il est banal de le répéter. Souvenons-nous que deux des éléments fondateurs de notre culture, la tradition classique et les traditions judaïques sur lesquelles s'est greffé le christianisme, se définissent dans l'Alexandrie des Ptolémée, au moment où des collectivités de cultures différentes doivent coexister pour des raisons économiques et politiques. Alexandrie, que nous connaissons par la philologie classique et, dans une moindre mesure par l'archéologie<sup>7</sup>, peut être tenue comme le laboratoire antique de notre moderne "village planétaire", et son exemple nous incite à ne pas considérer le nivellement comme inévitable, à condition que nous sachions entreprendre des actions qui feront de nous tous des humains plus conscients des composantes de leur identité, et de ce fait plus ouverts au dialogue. C'est le chemin sur lequel nous engage la figure du grand Polonais que je me suis permis d'évoquer devant vous, un chemin que l'on souhaite largement ouvert devant cette "citoyenneté européenne" que nous avons pour tâche commune de construire.

---

<sup>7</sup> On signalera cependant que ce sont les archéologues polonais qui fouillent le sous-sol d'Alexandrie.

**Anna Adamus-Matuszyńska**  
**Akademia Ekonomiczna**  
**Katowice**

## **ETHNIC AND NATIONAL STEREOTYPES IN THE SOCIAL CONSCIOUSNESS**

### **1. Introduction**

The field of the present study embraces, to some extent, sociology, social psychology, international relations and the political sciences. However several approaches and research, empirical and theoretical analyses have examined the topic of this study, the aim of which a description of intergroup relations not as social actions, but in terms of social consciousness. Both intergroup behaviour and intergroup relations are extremely difficult fields to measure. For that reason this study is an attempt to describe the images which people in one nation have of other nations. When we know the pictures that prevail we may set about an attempt to rectify them more widely<sup>1</sup>.

The first major objective is to reveal the perception of four national groups in a particular geographical area. The investigation concentrates on a particular part of Europe which is called for the purpose of the paper the Central Carpathian Region. The ethnic, religious and cultural differentiation of this region were the main motives for choosing it.

Park and Burgess<sup>2</sup> distinguished the following patterns of social integration: competition, conflict, accommodation and assimilation. They are forms of social action that always follow social consciousness. To foresee future forms of social activity

---

<sup>1</sup> Allport, G. W., 1981, *The Nature of Prejudice*, Addison-Wesley Publish, USA, Canada, p. 189.

<sup>2</sup> Park, R. E., and E. W. Burgess, 1921, *Introduction to the science of sociology*, Chicago: University of Chicago Press.

a knowledge of existing elements in people's awareness seems to be essential. The study is going to distinguish perception, stereotypes and social distance as forms of social thinking. It examines the way in which nationalities see each other, the content of the stereotypes and degrees of social distance between nations living in the region.

Unfortunately, a number of fact limit the comprehensive of the study. The first one is a limitation of space and time in this attempt to research national and ethnic relations. The second one, which seems to be more important, is the complexity of international research which should be undertaken at the same time, on a similar sample, and the language used in the questionnaires should be comprehensible for everybody in the four countries.

The research project has considered national and ethnic stereotypes in the Central Carpathian Region which includes Hungarians, Poles, Slovaks and Ukrainian. It is going to answer the following main research questions:

1. How do Hungarian, Poles, Slovaks and Ukrainians perceive neighbouring nations and national minorities in their countries?
2. Do stereotypes exist and what are they?
3. Are the stereotypes positive, negative or neutral?
4. What is the social distance between nations living in the Central Carpathian region?

When Central-Eastern Europe is looked at from the sociological point of view a wonderful field for scientific consideration reveals itself. Variety of cultures, religions, societies; the interrelation between national minorities and majorities, prejudices, stereotypes, attitudes towards different groups; intergroup relations; tolerance and discrimination, division between 'them' and 'us'; assimilation and integration; national and ethnic identities are current topics for present and future debates.

Four countries, several nationalities and ethnic groups form the field of the present investigation. To begin with some explanation of past events is necessary. It should be emphasised that correlations between people living in the Region have had a long history and without some explanation it would not be possible to understand the stereotypes. History illustrates two significant areas of relationships in the Region: Ukrainian-Polish and Hungarian-Slovak.

## **2. Polish-Ukrainian relationship**

Ukraine and Poland have their own place in world history. Chronicles show that Polish-Ukrainian interdependence used to play a crucial part both in Polish and Ukrainian heritage. Several dates should be mentioned to display some of the most important elements of this history: 1569—the Lublin Union when Ukrainian territories were included in the Polish Republic; 1596—the Church Union between the Orthodox Church and the Holy See; the Cossacks Wars in the seventeenth century, the eighteenth century when both countries were absorbed by Russia and Austria, the nineteenth century which saw each nation aspiring to established a nation-state on its own. However much those moments strongly influenced Polish-Ukrainian relationships, the twentieth century has demonstrated the most major factors.

From the beginning of the twentieth century bonds between Poles and Ukrainians became weaker and weaker. This was tied up with the nationalist movements which

appeared at that time. For example, the founding of the Ukrainian University in Lwów was a time of many tensions. The time leading up to the First World War and during it was, for both nationalities, full of hopes of territorial freedom. In 1919, when the Ukrainian People's Republic was proclaimed, the Polish Government formally accepted this state. Unfortunately, during the long war the Ukrainians did not manage to maintain independence. After 1920 the Ukrainian territory was divided between USSR, Poland, Czechoslovakia and Romania. Two crucial events which determined future relations between these nations in the twentieth century, was the Polish Ukrainian War for Lwów and the Polish expedition to Kiev in 1920. Both sides interpreted their parts in this war differently. Poles treated that war as a civil war, because Ukrainians were perceived as citizens of Poland. Ukraine considered it as a war between two countries<sup>3</sup>

After the First World War there were about 5.5 million Ukrainians living in Poland. Right from the beginning the Polish government took some steps towards offering the Ukrainians autonomy. It, for example, allowed the Ukrainian University in Lwów to be established, passed the self-government law, which were very useful for the Ukrainian minority in Poland. On the other hand the name "Ukrainian" was not established as official until in 1935.

The years of the Second World War brought a wave of anger and hostility between Poles and Ukrainians. Just after the German invasion of Poland in September 1939, the Ukrainian community declared its loyalty to the Polish state and readiness to help. When Poland capitulated the Ukrainians saw their chance of becoming to be an independent state by collaborating with the German government<sup>4</sup>. In spite of this, the fascist terror deeply affected Ukrainians.

The end of the war did not bring the end of conflict between the Poles and the Ukrainians. As a result of the Polish-Soviet demarcation, there were about 850 000 Poles left in USSR territory and about 650 000 Ukrainians living within the Polish borders. Many Hungarians, Poles, Romanians and other East European minorities living in Ukraine were resettled after the war in the newly established people's democracies. In the meantime there was a mass deportation of Ukrainians from Poland to the USSR. The second fact that affected the tensions, was the increasing action undertaken by Polish Peoples' Army against the Ukrainian guerrilla war. Moreover, that army was also used against Polish soldiers who had fought in the non-communist army. The Polish communist authorities wanted to destroy the UPA and founded, to achieve that end, a special force called "Rzeszów". The other action called "Wisła" ("Action W") was undertaken against Ukrainians and up to the present days this name has evoked strong feelings among the Ukrainian minority in Poland. Most Ukrainians had to leave their old villages and towns and they were forced to live on the territory left after the deportation of Germans (the called Eastern Land in Poland). At the beginning the action had a voluntarily character, but from 20 April 1947 it became cruel and compulsory. During that time 150 000 Ukrainians were deported and about 10 000 were killed.

<sup>3</sup> Olszanski, T. A., 1993, *Historia Ukrainy XX wieku*, Warszawa: Volumen, p. 94.

<sup>4</sup> See: Olszanski, T. A., 1993, *Historia Ukrainy XX w.*, Warszawa: Volumen; and also B. Krawczenko, 1985, *Social changes and national consciousness in the twentieth century*, Oxford: St Antony's/MACMILLAN Series, who wrote that: "...the image of smiling Ukrainians in national costume welcoming the German 'liberators' with the traditional bread and salt" was a stereotype peddled effectively during the Cold War.

When we consider the present relationships between the two neighbouring countries of Ukraine and Poland we may also observe some steps toward co-operation. Up to June 1997 both countries have signed many agreements and conventions about mutual co-operation in economic, scientific, cultural fields. Analysing the past events it must be emphasised that at present the relations are the best that they have ever been in four hundred year of history.

### 3. Hungarian-Slovak relationship

The relationships between the two neighbouring countries and between the two nations Hungarian and Slovak is the second basic issue in the Central Carpathian Region. History has not been too kind to the Slovaks, forcing them to wait for an independent state until 1992, with a short break during the Second World War. Hungary, which used to be a monarchy for a long time before the First World War as a part of the Austro-Hungarian Empire, governed several other nations within its territory. Among others there were about 9% Slovaks and a little more than 2% of Ukrainians. The Slovak nation, which had not had a tradition of statehood before, started to announce its own political necessity to be independent in nineteenth century.

When the Trianon Treaty divided the Central-Eastern part of Europe, Hungarians and Slovaks were included within the territory of Czechoslovakia and Hungary. This situation created a lot of tensions. The Czechoslovak government did not respect Hungarian minority rights, although the Hungarian minority was politically wellorganized. The Second World War brought a new division of Central-Eastern Europe and at the same time a new shape to the Hungarian and Czechoslovakian state. As a result, in Hungary there is a small minority of Slovaks and a significant minority of Hungarians in the Slovak state. Many of small and great events like the problem of bilingual names in Slovakia, language law, and schools for minorities make the problem of the Hungarian minority in Slovakia potential cause of tension.

The unsolved problem of the minorities has been improved since the two communist governments signed an agreement to build the Gabčíkovo-Nagymaros hydroelectric dam on the Danube. At present the dam is the second most discussed issue in the mutual connections between these two countries, which did not find clarification even in the Hague Court. As a result, Slovak-Hungarian relations are in the process of looking for a satisfactory solution for both peoples<sup>5</sup>.

In the Central Carpathian Region there is another ethnic problem which one can assume as a possible cause of conflict. This is the ethnic group living in all the four countries of the Region—Ruthenians. The ethnic and national aspirations of the Ruthenians form the topic of a great discussion.

When analysing elements of the social consciousness of the peoples living in the Central Carpathian Region one should take into consideration the three problems mentioned above, namely Polish-Ukrainian relationship, the Slovak-Hungarian past and present and the ethnic status of the Ruthenians.

---

<sup>5</sup> Schoplin, G., 1993, *Hungary and its neighbour*, Paris: Institute for Security Studies.

## 4. Definitions

Individual awareness and individual behaviour are closely tied up with social consciousness. The process of socialisation enters an individual's social life and makes it easier for him or her to react in any given social situation. The attitudes and behaviour of a person depend on social values, tradition and opinions admitted in the society where he or she lives. Generally, his or her individual perception of the intergroup relationship is a kind of repetition of what he has or she recognised in social life.

The definition of "social consciousness" is one of the most difficult and has been widely interpreted. The basic concept of this study will go to use a very common definition of the term "social consciousness". Social consciousness does not mean that many people think in the same way, it does not mean that there is any social consciousness existing above society as an independent "being" (in philosophical terms). Social consciousness (social thinking, social awareness) is the sum of thoughts, feelings, knowledge, beliefs and opinions, which make up a social group, a socially conscious being.

The image of the specified field is the knowledge of this reality, which can be collected in two ways, complementary to one another. Every body collects knowledge when firstly they consciously choose information and secondly, at the same time they accepts a great deal information without any verification. This second way is out of their control and this is the way in which stereotypes are created both in the social and individual consciousness.

The problem of stereotypes has produced many 'solutions' both in theory and practice. The first person to designate the term "stereotype" was the American journalist Walter Lippmann. He called "stereotypes" "pictures in our heads". His theory has been improved by others. Concluding one can point out several important features of stereotypes:

1. Stereotypes exist in the consciousness of every person and every social group<sup>6</sup>.
2. Their resources are non-authoritative. They are not created by the process of knowledge collecting. Their main roots are unknown. Somebody who says that the Irish are red-haired really does not know why they make this statement.
3. They have a social origin. Thus means that they appear in man's thinking during the process of socialisation.
4. They also have social meaning<sup>7</sup>. When we meet a person who is a representative of a particular social group we usually see him or her as a person with specified attributes and features. Let's take some examples. A miner must be a hard working person, an American must know what success means, a British person must read everything which is connected with the Royal Family. What is more, when a person does not do it we think of him or her as a somebody who is not a typical miner, or American, or Briton. Stereotypes are also socially shared, which means that a huge number of people see the given group in the same way, with the specified, well-known traits.

<sup>6</sup> Chlewiński, Z., 1991, *Stereotypy: struktura, funkcje, geneza*, in: *Stereotypy i uprzedzenia*, red. Z. Chlewiński & I. Kurcz, Warszawa: Instytut Psychologii PAN, p. 19.

<sup>7</sup> Chlewiński, 1991, op. cit.

5. The resistance of stereotypes to change, even when reality shows entirely different elements is the next feature<sup>8</sup>.
6. Stereotypes simplify facts, make them one-sided and schematic<sup>9</sup>. Each stereotype helps us to understand everything which is around us. Looked at through stereotypes the whole world looks very simple and more friendly.
7. Stereotypes are sustained by selective perception and selective forgetfulness<sup>10</sup>. We perceive something as we want to see it, as we are used to seeing it. We remember facts which support our stereotypes, we easily forget what does not support our stereotypes.
8. Stereotypes are very functional. They are reflectors of group attitudes. As Allport stressed their functions are: rationalising and justifying<sup>11</sup>. The other role which they have is the defence function. A stereotype is a factor confirming national and ethnic identity and on the other hand devaluing the hostile group<sup>12</sup>.

All the above attributes of stereotypes lead to the conclusion that stereotyping is a common phenomenon. Their social characteristics make them an essential aspect of social consciousness. What is more they are the cause of either division or unity among people.

By describing stereotypes existing in the social consciousness, future oriented goals emerge. Opinions which include stereotypes are usually full of emotional estimations. This is precisely why the knowledge of what stereotypes are, is important. Every political activity usually uses prejudices, feelings and beliefs. It is easy to employ an instrument as stereotypes which are full of negative or positive attitudes. Knowledge about them can protect people living in the region against political manipulation, which very often makes conflict increase, rather than decrease.

The next term which is going to be used in the paper is "social distance". Systematic work on this kind of intergroup relation was carried out by Bogardus who worked on the basic method of surveying social distance<sup>13</sup>.

## 5. The measurement of stereotypes and social distance

Two techniques of measuring stereotypes have been used in the present research. They are based on the assumption that a stereotype can be analysed in two aspects: descriptive and evaluative<sup>14</sup>.

<sup>8</sup> Idem.

<sup>9</sup> Tajfel, H., 1969, *Cognitive aspects of prejudice*, "Journal of Social Issues", 25, 79–97.

<sup>10</sup> Allport, op. cit.

<sup>11</sup> Idem.

<sup>12</sup> Chałasinski, J., 1935, *Antagonizm polsko-niemiecki w osadzie fabrycznej «Kopalnia» na Górnym Śląsku*, Warszawa.

<sup>13</sup> Bogardus, E. S., 1925a, *Analyzing changes in public opinion*, "Journal of Applied Sociology", 9, 372–381; 1925b, *Measuring social distance*, "Journal of Applied Sociology", 9, 299–308; 1925c, *Social distance and its origin*, "Journal of Applied Sociology", 9, 216–226; 1927, *Race friendliness and social distance*, "Journal of Applied Sociology", 11, 272–287; 1933, *A social distance scale*, "Sociology and Social Research", XVII, 265–271; 1939, *Scales in social researches*, "Sociology and Social Researches" XXIV, 69–75.

<sup>14</sup> Kurcz, I., 1992, *Stereotypy, prototypy i procesy kategoryzacji*, in: *Stereotypy i uprzedzenia*, ed. Z. Chlewicki & I. Kurcz, Warszawa: Instytut Psychologii PAN; 1994, *Zmienność i nieuchronność stereotypów*, Warszawa: Wydawnictwo Instytutu Psychologii.

The descriptive method of researching stereotypes is one of the most popular among investigators. The method consists in the direct attributing of different features, which, in the opinion of a respondent, are typical for the particular social group. One of the most popular methods, it was used by Katz and Braly<sup>15</sup>. In their research respondents received the prepared list of traits and had to choose those which they recognised as particular for a given nationality.

Although the descriptive methods of researching stereotypes mentioned above are very common and lots of public opinion polls are based on them, they are not sufficiently effective and raise some doubts<sup>16</sup>. As Antonina Kloskowska stressed "Closing a whole, internally differentiated social group into tight separated parties leads to falsification of social reality"<sup>17</sup>. This is the reason why these methods should be changed and why it is necessary to add others which help to avoid misunderstanding and help to improve the problem.

Two methods have been used in the research. The first was based on Katz and Braly's stereotype check list. The starting point for this list were open interviews with the representatives of the four nations i.e. Hungarian, Polish, Slovak and Ukrainian. They expressed their personal experiences and, based on those, their opinions, pictures and feelings. Collecting all the repeated elements of these descriptions became the basis for the stereotyping check list. Respondents in four countries were asked to point to the five traits which they considered as most characteristic of each of the groups. The following traits were selected: brave, communicative, conceited, consequent, conservative, cultural, friendly, generous, honest, hospitable, mercenary, narrow-minded, nice, old-fashioned, patriotic, polite, proud, quick-tempered, very religious, selfish, shy, tradition-loving, energetic, well-educated, a person, fond of drinking alcohol.

The component of a particular stereotype and the extent to which the respondents accept it can be determined by percentage analysis of the data. Those traits which were most frequently listed and emphasised (by placement of an X) are regarded as elements of the stereotype. A perfect stereotype would result if all respondents selected the same five traits in relation to a given group. In the survey it is assumed arbitrarily, that a trait is accepted as an element of a stereotype when  $\frac{1}{2}$  of the respondents indicate it. This means that about 50% of those questioned perceive a given nation as having this trait and it means that the same number of respondents attribute a trait to the group as point to an other one. Selecting five prevalent traits in the whole sample is a way of examining how many respondents support this picture and what the differences between the four nations are.

The content of the picture is the next element in the check list analysis. All traits which gained more than 20% acceptances are examined as the contents of the picture. As a result two descriptions are expected: firstly the most popular stereotyped image of the nation and secondly a capacity of the stereotype.

---

<sup>15</sup> Katz, D. and Kenneth W. Braly, 1933, *Racial Stereotypes of One Hundred College Students*, "Journal of Abnormal and Social Psychology", 28, 280-290.

<sup>16</sup> Harding, J., Proshansky, H., Kutner, B & Chein, I., 1969, *Prejudice and Ethnic Relations*, in: *The Handbook of Social Psychology*, ed. G. Lindzey & E. Aronson, vol. 5, USA: University of Texas. Wejland, A. P., 1991, *Obrazy grup społecznych. Studium metodologiczne*, Warszawa.

<sup>17</sup> Kloskowska, A., 1993, *Stereotypy a rzeczywistość narodowej identyfikacji i przyswojenia kultury*, in: "Kultura i Społeczeństwo", XXXVII, 4, p. 40.

To make additional comparison a question about autostereotype was given. It has two aims: the first is to look into differences between the perception of the given nation by itself and the perception given by the other nations. Secondly, to demonstrate similarities and differences between the perception of a given nation as expressed by the three groups.

The second method used in the research is the scale of social distance. The Bogardus' scale was adopted and the questions were applied to conditions in the four countries. In the presentation of the question a progression was maintained but in the first place the strongest feeling (rejection) was replaced. The conformed scale is below:

Do you agree that a (representative of the nationality)

1. is not allowed to stay in your country?
2. can visit your country as a tourist?
3. can come and stay in your country?
4. can run a business in your country?
5. can work with you at the same job?
6. can become your close friend?
7. can become a member of your family?

(The name of a given nation was put in place of 'representative' of the nationality).

In addition to the four nations: Hungarian, Polish, Slovak and Ukrainian, two others were given: German and Gypsies. These last two ethnic groups were mentioned because Germany as a nation used to influence this part of Europe. This is the reason why there are many strong feelings related to past events. Also Gypsies are an ethnic group which lives in this territory and both in the past and at present are trying to find their own place in the society of the region. The main aim of including these two additional groups was to provide an opportunity to compare.

Respondents were from these parts of the four countries which are included in the Central Carpathian Region. It means they live in the borders regions where different ethnic groups live one next to the other. The survey was held in autumn 1994 and winter 1995 in the four countries: Hungary, Poland, Slovakia and Ukraine. The same questionnaires were used in these four countries.

## 6. Picture of nations and ethnic groups in Polish eyes

As mentioned above the traits which were selected by more than 50% of respondents can be recognised as stereotypes of a given nation. Accordingly Poles do not perceive other nations in a stereotyping way. Neither Slovaks nor Hungarians are identified in one way, accepted by the majority. None of the traits in the questionnaire were stressed by more than 50% of the people surveyed. However some traits describing the Ukrainian stereotypes received more than 40%, but they can not be recognised as typical stereotypes, according to the theoretical assumption which says that only those traits which received more than 50% answers are stereotypes.

Slovak people are perceived by the Polish sample through very positive attributes and they are described as communicative, hospitable, nice, patriotic and polite persons. These traits received more than 20% and can be recognised as a content of the image of Slovaks in Poles' eyes. The very similar image of Hungarians were presented by the

Poles. Respondents stressed that Hungarians are communicative, hospitable, patriotic, vital, tradition-loving, friendly, cultural.

A slightly different picture of Ukrainians was received from the survey. The image of Ukrainians included negative features, such as quick-tempered, old-fashioned, narrow-minded, as well as very positive such as tradition-loving, patriotic, religious and hospitable. The perception of Ukrainians by Poles, is much more stereotyped than the perception of the other nations in the Central Carpathian Region. Of special interest is the fact that none of the images presented by people answering the questionnaires is simplified or generalised. A broad range of traits was stressed by a large number of the respondents.

Different results were received from the part of the questionnaire which concerned autostereotype of Poles. More than half of the respondents perceived themselves as religious, patriotic and hospitable. This means that the authors of answers see some typical features in their own nation group, which put together comprises of a stereotype of Poles.

The minority/population relationship and nation/nation relationship can be characterised by the way of perception one another. We shall focus on these relationships while keeping in view the stereotypes described above. From the Polish perspective which has been recognised we can emphasise that the Poles see the people from Hungary, Slovakia and Ukraine in a very positive way. The images are not strongly stereotyped and do not consist of any prejudices against these nations.

The method developed by Bogardus to measure social distance and prejudice towards members of other national and ethnic group can help to reveal stereotypes from the social distance point of view. The analysis can be done through the answers "no" for the questions of the Bogardus scale, from two to seven which assumed the possibility of interpersonal contact from weak to very close such as family membership. The question number one must be analysed differently because it assumed the lack of any contact.

All questions in the scale, for every nation or ethnic group, received 672 answers "no" or "yes". In the case of Hungarians, Slovaks and German there were more answers "yes" than the answers "no". It can be assumed generally the Polish respondents accept these three nations. Different results were received in the case of Ukrainians and Gypsies, because the answer "no" were more often stressed by the population surveyed. Interestingly the answers to the first question inquiring about permission, to stay in Poland or its lack, not fully confirm the above results for the questions from two to seven. It turned out that the majority of Poles do not want to agree Ukrainians could live in Poland, but the majority of them are able to give Gypsies permission to stay.

The last question in the scale asked about the closest relations, such as family relations. Between three nations: Hungarians, Slovaks and German there are no deep differences in the answers of the Polish respondents. It must be emphasised that Ukrainians and Gypsies are not accepted as members of families by the majority of Poles.

The distance to these two groups Ukrainians and Gypsies can also be observed by analysing the total number of answers "no", according to the assumption that the more answers "no" the more rejected the group. The average percent of the answer "no" (the average percent of the disapproval) is 44,7%, which means that two groups:

Ukrainians and Gypsies have been rejected by more than half of the Polish respondents. It should be noticed that the distance between the Germans as a group rejected by less than half of the surveyed population and the Ukrainians as the first group rejected by more than half, is rather great, and is almost 15%.

Basing on the above we can stress a tendency in the researched sample which we can describe as an evaluative stereotype marked out by social distance. There is a greater social distance to Ukrainians than to the other nationalities living in the Central Carpathian Region, which has the roots in the deep history of the Polish Ukrainian relationships. There is also a high social distance between Poles and Gypsies which can be rooted in the tradition culture of Gypsies which is not accepted by the majority of Poles.

## **7. The picture of the nations in slovaks' eyes**

Respondents from Slovakia had more stereotyped images of the four nations than Polish representatives. Particularly when analysing the image of a Hungarian we can notice that it is stereotyped. The Slovaks characterised Hungarians as quick-tempered, conceited and patriotic. These three traits were stressed by more than half of the Slovakian respondents. Two of them seem to be rather negative, the other, patriotic, a positive feature. A large number of respondents pointed out that Hungarians are proud (46%) and selfish (39%). The other traits which received more than 20% answers were: mercenary and tradition-loving. In fact, Slovaks perceived the Hungarians in a stereotyped way, the image is more negative than positive.

These results can find an explanation in the current relationship between these two nations and the relationship between the Hungarian minority living in Slovakia. They show a correlation between past and present events and images in people's consciousness. As an additional reason for this explanation can be the fact that the images of the two other nations, are not so stereotyped as the Hungarian one.

The Slovaks suggested that Poles are very religious and mercenary people. These two traits were indicated by more than half the Slovak respondents. They are the elements of the Polish stereotype. The other traits which were pointed out by more than 20% of the researched population show that Poles are communicative, friendly, patriotic and hospitable.

The image of Ukrainians is less stereotyped, none of the traits were stressed by more than 50% respondents. More than 20% of Slovaks perceived Ukrainians as hospitable, tradition-loving, patriotic, friendly, quick-tempered and old-fashioned people. This image consists of more positive than negative traits.

The most stereotyped image the Slovaks have is about themselves. They identified themselves as hospitable, friendly persons. The other traits stressed by more than 20% of respondents showed that the Slovaks are religious, well-educated, generous and tradition-loving.

The four images of four nations held by the Slovak respondents show that there is a real stereotype of a Hungarian in the Slovak consciousness, which may have a significance influence on the Slovak-Hungarian relationship. It must be stressed that the background of this relationship is different than the background

of the relationship between the Slovaks and Poles or Ukrainians. Concerning the stereotypes and their contents we must take these circumstances into consideration.

Great social distance did not follow the stereotyped images of the nations. In fact, there are not too many differences in social distance between Slovaks and Hungarians, Ukrainians and Poles. Although the Polish people received the lowest number of answers "no" from these three groups (Hungarians 34%, Ukrainians—34,5%), the lowest social distance is between Slovaks and Germans. The German received only 19,6% of the answers "no" for the questions from two to seven in the Bogardus scale. For all four nations Hungarians, Germans, Poles and Ukrainians, answers "yes" were much more often stressed by respondents than answers "no".

A contrasting result was received when analysing social distance between Slovaks and Gypsies. The range of rejection is very high, 62% respondents did not want to be in contact with this ethnic group, which means that more than half of the respondents did not want to be in any contact with this ethnic group. The average percentage of answers "no" is 54%, the only group which is placed above it, is the group of Gypsies.

The total amount of answers "yes" and "no", for each of group in the questionnaire, was 667. The following table shows the distribution of the answers "no" for all questions in the Bogardus scale held by Slovaks towards the Hungarians, Ukrainians, Poles, Germans and Gypsies.

Examining the answers for the questions from two to seven also confirms the great social distance of Slovaks to the Gypsies. However 67% respondents did accept Gypsies as a group who can visit Slovakia, but comparing this result with those towards all the rest of nations including in the questionnaire, who received more than 90%, we can emphasise the disapproval of the Gypsies by the Slovak population. Similar results were collected through the rest of questions, the Gypsies are much less accepted by Slovaks than the other group.

The most meaningful conclusion comes from the last question about the acceptance to be a member of a family. Only 12% Slovak respondents were able to give a Gypsy the permission to be a member of the family. This verdict is very severe and may be the proof of the deep social distance between the Slovaks and the Gypsies.

The first question in the scale used to investigate social distance asked for possible prohibition to stay and live in Slovakia. The result is the consequence of the negative attitude towards Gypsies and this demonstrates that 43% of the respondents did forbid Gypsies to stay in Slovakia. This attitude towards Hungarians, Ukrainians, Germans and Poles, is supported by a much lower number of the researched population.

In conclusion it should be highlighted that the Slovaks perceived the neighbouring nations in a positive way, without great social distance. The only group towards whom they expressed strong negative stereotypes, are Gypsies. This can allow us to suppose that this ethnic group, its culture and style of life, is not accepted by Slovaks and the fact that Gypsies live in Slovakia may be the cause of tensions and conflict.

## **8. The ukrainians' perception of the nations and ethnic groups living in the central carpathian region**

The check list was also used to research the Ukrainians perception of the nations and ethnic group living in the Central Carpathian Region. These results seem to be very important because the ethnic differentiation is very large in this part of Ukraine which belongs to the CCR. There are Hungarians, Poles, Slovaks and Gypsies in the Ukrainian part of the Region. This is the reason why the interpretation of the results is crucial, though not very easy to do. The problem which appeared is how to distinguish about whom the respondents displayed their attitudes. The question is whether they had in mind the ethnic group in the Region, or about the nations abroad, or both ethnic group and nations in the other countries. Unfortunately there is no answer to this question, because the questionnaire was simplified to realise the survey in the four countries, so there was no additional question which would have allowed the distinction between ethnic group living as minority in the respondents' country and nations living in their own states to be made. The survey was made in Usgorod, a town in the Transcarpathia. The total amount of respondents answering the check list was 100.

The respondents who answered the Bogardus scale were students from the National University of Ukraine in Kiev, but they were selected from those, who were citizens from the Western part of Ukraine, from the Transcarpathia, Lwów, Iwano-Franko and Wolyn oblast. The number of respondents expressing their social distance was 70.

The perception of Hungarians is the most differentiated among the others. There were 11 traits which were pointed out by more than 20% of respondents. The image of Hungarians is very heterogeneous, it consist of both positive and negative elements. The Hungarians were described as proud, mercenary or selfish as well as tradition-loving, hospitable, religious, patriotic, polite, cultural and vital. Only one trait was stressed by more than half of the respondents. From the questionnaire we can assumed that Hungarians are perceived by the Ukrainians as quick-tempered people. This is the only element which we can treat as a stereotype, because it received the necessary amount of support. Finally, it should be emphasised that the image of Hungarians is not stereotyped but very differentiated. It means that there is neither a particular picture of this nation nor strong prejudices towards the Hungarians in the social consciousness of the Ukrainians.

In the case of the image of the Poles different results were obtained. The picture is not as differentiated as the Hungarians is. It consists of two traits which can be treated as elements of a stereotype. From the survey we can know that the Poles are perceived as very religious and patriotic. In addition to those stereotyped traits some other which received more than 20% acceptance must be add to the content of the picture of the Poles. In the Ukrainians' opinion the Poles are proud, quick-tempered, vital, mercenary, culture and tradition-loving. However, we also have a very unusual image consisting of several contradictory components.

Slovaks are the next group being described by the surveyed population. The image held by the Ukrainians consists of less traits and the only one can be assumed as an element of a stereotype. In the Ukrainians' perception, above all, Slovaks are mercenary, 54% respondents characterised them stressing this traits. Likewise, the

other traits are very differentiated, from positive such as patriotic and energetic, to rather negative, such as conceited, conservative and selfish.

The Ukrainians held the most stereotyped image about themselves. Their autostereotype contain two traits: hospitality and generosity. Both of them are very positive, though the Ukrainians perceive themselves in affirmative way. The rest of traits which created the content of an image are also very positive. The Ukrainians identified their people as tradition-loving, vital, communicative, friendly, patriotic and religious. In other words they did not assess themselves in negative way. Here it should be emphasised that to the questionnaire provided to the Ukrainians were not included the traits defining: 'somebody who likes drinking alcohol'. It was cut because of the fact that the Ukrainians were perceived by the majority of the other nations taking part into the survey as people who drink too much. To avoid unnecessary misunderstandings this element was reduced.

To sum up it must be stressed that the Ukrainians autostereotype is very positive, compared to the other autostereotypes received during the present research. Therefore the Ukrainians did not perceive the other nations and ethnic groups from the Central Carpathian Region according to stereotypes and prejudices. The images are very heterogeneous.

The Ukrainians perception of the social distance between them and Hungarians, Slovaks, Poles, Germans and Gypsies is definitely opposite to those characteristic for the Poles and Slovaks which were described previously. First of all the smallest number of answers 'no' the Ukrainians gave to express their social distance to the nations and ethnic groups included in the questionnaire. Among 2100 answers given to the questions from two to seven in the scale, only 21% were negative. For this reason we can assume that the Ukrainians have much less social distance to other people. Furthermore, their relation to the Gypsies as the most frequently rejected group by the other group surveyed in the present research, is also rather positive. In fact only 18% respondents did not allow a Gypsy to stay and live in their country.

On the other hand the answers for the rest of the questions investigating possibility of close relationships between Ukrainians and Gypsies are very similar to the results received on the Slovak and Polish sample. However, the proportion of the Ukrainians who could accept a Gypsy as a member of the family is very low and comparable with the others. This is only twenty per cent.

That is to say that the Ukrainian respondents did not present negative attitudes towards Hungarians, Poles, Slovaks and Germans. From the data obtained they seem to be very open and ready to co-operate on a different level of social life. However their attitudes towards Poles are the most negative compared with the others, but in spite of this it is not accurate to say that the social distance between the Ukrainians and the Poles from the Ukrainian point of view is very deep.

The average percent of the answers 'no' is 24. As a result the Gypsies are the only group placed much higher above the average number. On the other hand they are not so strong rejected by the Ukrainians as by the Slovaks or the Poles.

Finally it must be repeated that the Ukrainians perceptions of the other nations, revealed in the research, are not stereotyped. They seem to be very open and perceive apprehend members of 'out-group' in terms of tolerance of others.

## 9. Carpathian nations and ethnic groups in the Hungarians' eyes

Hungarians were the last group to be asked to answer the two questionnaires, one on stereotypes and the second on the social distance. The sample consisted of people living in the north-eastern Hungary which is part of the Central Carpathian Region. In the present research 150 Hungarian respondents were asked to complete the check list and stress those traits which seemed to them typical for the four nations including the Hungarians. The respondents were selected by chance and the present sample consisted mainly of young Hungarians.

Ukrainians are perceived by the Hungarians in the most stereotyped way. The image included two traits which were stressed by the majority of the respondents. The first one says that the Ukrainians are old-fashioned (71% of the respondents saw this trait as typical for Ukrainians), and the second—that they like to drink alcohol (60% of the respondents responded thus). Furthermore, two other features were chosen by quite a large amount of the people surveyed. Forty seven percent alleged that Ukrainians are quick tempered and forty two per cent, that they are shy. More than 30% of respondents perceived a typical Ukrainian as mercenary and narrow-minded, more than 20% of respondents indicated that he/she was conservative, energetic and conceited. As a result, the image of Ukrainians is quite stereotyped, it consists less number of traits stressed by more than twenty per cent of the Hungarian respondents compared with the other images described above in the present research.

A very similar picture was received in case of the perception of Poles. The Hungarians who took part in the research considered the Poles as very religious. Only this trait was assumed as typical for Poles by more than 65% respondents. But also quite a large number of people surveyed, more than forty per cent noticed that the Poles are patriotic, hospitable and tradition-loving. The next three perceiving the Poles as energetic, nice and conservative were stressed by more than 20%. However, we receive the image of Poles consists of eight traits, but the one was supported by the majority. On the other hand one may make an obvious statement that this image is rather stereotyped because it does not include a very broad range of traits.

The picture of Slovaks may be of special interest because of the common for both Slovak and Hungarian history and because of the current situation connected with the dispute on the Danube dam. These fact influence the present relationship and can improve the prejudiced perception.

In the case of the present research it must be stressed that the picture is very differentiated. It consists of eleven features which were indicated by more than twenty percentage of the Hungarian respondents. They perceived the Slovaks as conceited, narrow-minded, selfish, old-fashioned, patriotic, mercenary, proud, quick-tempered, conservative, tradition-loving and shy. As one can see the image is composed of negative, positive and neutral features. Its great differentiation does not permit us to conclude that the Hungarians perceive their neighbours in a stereotyped way. By comparison to the Slovak perception of the Hungarians which consists of only six traits stressed by more than 20%, we have to emphasise that the Hungarians do not interpret the Hungarian-Slovak relationships through past and even present events.

As a final image the Hungarian autostereotype should be described. In contrast to the autostereotypes mentioned earlier the Hungarian autostereotype is also not very

stereotyped. However two traits were declared as typical for the Hungarians by more than half of the respondents, but other traits were stressed by more than twenty per cent of the population Hungarians surveyed. The Hungarians perceived themselves in very positive way, only two negative traits were revealed.

The last part of the present analysis is considering the social distance between Hungarians and the other national and ethnic groups in the Central Carpathian Region. In that case the sample is representative for the population in the north-eastern part of Hungary.

Examining the Bogardus scale results it can be seen that the Hungarian respondents stressed the answer 'no' in the questionnaire more often than the other groups described above. The average percentage of the answers 'no' for the questions from two to seven is the highest compared with the other results, and it is 40%. As a result only German as were placed below the average result. The rest of groups received the position, as follows: Poles—44%, Slovaks—46%, Ukrainians—52% and Gypsies—65%. According to the great number of the answer "no" it can be assumed that there are great social distances between the Hungarians and the other national and ethnic groups.

Analysing a separate question one can observe that the Hungarian respondents may be divided into two groups which may have almost equal number of members. They can be divided into those who aspire to be in close connections with the other national groups and those who rejected the relationships with the others. There are not too many differences between the four nations: Ukrainians, Slovaks, Poles and German. All of them are only partly accepted as friends, colleagues at job, or members of the family. In fact the strongest rejected group—Gypsies does not seem to be disapproved of in a particular way. However this group is most often rejected by the Hungarian respondents, comparing the responses of this group with the others, Gypsies are not eliminated much more often than Poles, Ukrainians, Germans and Slovaks. The only one question displays the strongest feeling disapproval of the Gypsies. This is the question about the closest family relationships. Only 14% of the respondents was able to accept a Gypsy as a member of his or her family.

To sum up one can emphasise that the Hungarians feel a deep social distance towards the other national and ethnic groups and seem to be more reserved to very close relations, than the Poles, Slovaks or Ukrainians. In other words, from the present research Hungarians perceived the other national and ethnic groups in the Region in a more stereotyped way and the level of their acceptance of others is the lowest among the nations living in the Central Carpathian Region.

## **10. Conclusions**

As illustrated in the above case studies, historical events serve both to create and support the continued maintenance and manifestation of a group's identity. This is particularly true when members of a social entity are faced with a challenge from individuals external to the community. In such a case, a re-affirmation of identity ensues, creating a spiral wherein the out-group likewise responds in affirmation of

identity and so on. This process heightens individuals' and communities' awareness of social identity<sup>18</sup>.

In the face of the developing possibility of co-operation and a new dimension of inter-group and inter-personal contacts in Europe, it is critical for social scientists to understand the dynamics of such relationships. It is for this reason that we have conducted this enquiry into the interplay between history, social identity, social consciousness, and the galvanisation of social action to political extremes. In this sequence, social consciousness and social identity are understood as intermediary phenomena in the correlation between history and social action.

What is specially important to understand roots of ethnic conflicts and to prevent future conflicts, are: to analyse social perception of 'out-group' with the set of prejudices, stereotypes, beliefs; to analyse whether elements of social thinking may be used by a policy as a tool to stir up a conflict; to understand the relation between a given social group and politicians or policy which the people are able to follow although they may even lose their goods, happiness and wealth.

---

<sup>18</sup> Social identity can manifest itself in two ways: first, when traditional attitudes utilize the past to protect cultural values—for example the centrality of Ukrainian religion as a key element in Ukrainian tradition. Interpretation of events in terms of the current political situation is the second manner in which an act of social identity takes place. In both case-studies the second type of manifestation is dominant: politics plays a real and formative role in inter-group relations, as social identity and social consciousness provide the link between history and social action undertaken by an ethnic group.

**Marek Kucia**  
Uniwersytet Jagielloński

## **PUBLIC OPINION IN CENTRAL EUROPE ON EUROPEAN INTEGRATION. THE CASES OF THE CZECH REPUBLIC AND POLAND<sup>1</sup>**

This article gives an account of some of the results of the Central and Eastern Eurobarometer (CEEB), a major quantitative research that was conducted on behalf of the European Commission in the countries of Central and Eastern Europe in autumn 1996<sup>2</sup>. It also discusses the main results of a qualitative research project which the author of this publication carried out in Poland and the Czech Republic in spring 1997<sup>3</sup>. The key objective of this article is to address the issue of Central European identity in the context of opinions and attitudes on European integration in two of the countries of the region. This text has also a methodological goal. It aims at a complementary analysis and interpretation of quantitative and qualitative data in order to overcome certain limitations of the former and demonstrate the advantages of the latter.

---

<sup>1</sup> This work was supported by the Research Support Scheme of Higher Education Support Programme, grant n°: 93/1995.

<sup>2</sup> The results referred to in this article come from a publication entitled *Central and Eastern Eurobarometer*, No. 7, March 1997, published by the European Commission, and from the CEEB result tables. Earlier data come from *Central and Eastern Eurobarometer*, Nos 1 & 2. Acknowledgements to Mr. George Cunningham and Ms. Małgorzata Kuźma from the European Commission for providing these sources of information.

<sup>3</sup> The author of this article did the research design, field work in Poland, the Polish part of the research report, and the overall report. Dr. Jiri Subrt from the Charles University in Prague was involved in the project as a consultant, conducted the Czech part of the field work and wrote the Czech part of the research report. In both Poland and the Czech Republic numerous people were involved in organising and carrying out the field work. To Dr. J. Subrt, those many helpers, and *the participants* at the research as well the author wishes to express his acknowledgements.

## 1. An Account of A Quantitative Research

The Central and Eastern Eurobarometer (CEEB) is the best known and sometimes considered the best source of quantitative data on public opinion on the general situation and European integration in the countries of Central and Eastern Europe. What is important, it is a source of comparable data as the same questions are generally asked in the same countries of the region. The CEEB data are obtained through the medium of face-to-face interviews conducted according to a structured questionnaire with national representative samples of *c.* 1,000 people per country.

CEEB has been conducted yearly since 1990. As the time was passing and the political changes in the region were progressing, the number of the countries covered by CEEB was increasing from 4 (Poland, Czechoslovakia, Hungary, and Bulgaria) in 1990 to 20 in 1996, including the lands lying further and further east of the centre of the continent such as the Baltics, Belarus, the Ukraine or even beyond the geographical Europe such as Armenia, Georgia, Kasakhstan, and Russia east of the Urals.

The geographical scope and the name of the *Central and Eastern Eurobarometer* certainly does not reflect the official view of the European Commission on the borders of Central and Eastern Europe. Elsewhere in its publications, the Commission refers to Central and Eastern Europe as encompassing 10 (post-communist) states which aspire to become members of the European Union: Hungary, Poland, Romania, Slovakia, Latvia, Estonia, Lithuania, Bulgaria, the Czech Republic, and Slovenia, to list them in order of the submission of their applications for the EU membership.

In addition to surveying the general populations of Central and Eastern Europe, in 1996 a set of the CEEB questions was asked to opinion-formers and decision-makers of the 10 candidate countries. This survey was conducted by means of telephone interviews with a random sample of over 1,500 of the representatives of those elites in the region.

This part of the article will present some of the CEEB data concerning public opinion on European integration among the general populations of 10 EU-candidate states and their opinion-forming and decision-making elites. It will discuss specifically those data which concern the Czech Republic and Poland. Out of the many topics covered by CEEB, three will be addressed: (1) Support for EU Membership, (2) Image of EU, and (3) EU Issues of Interest.

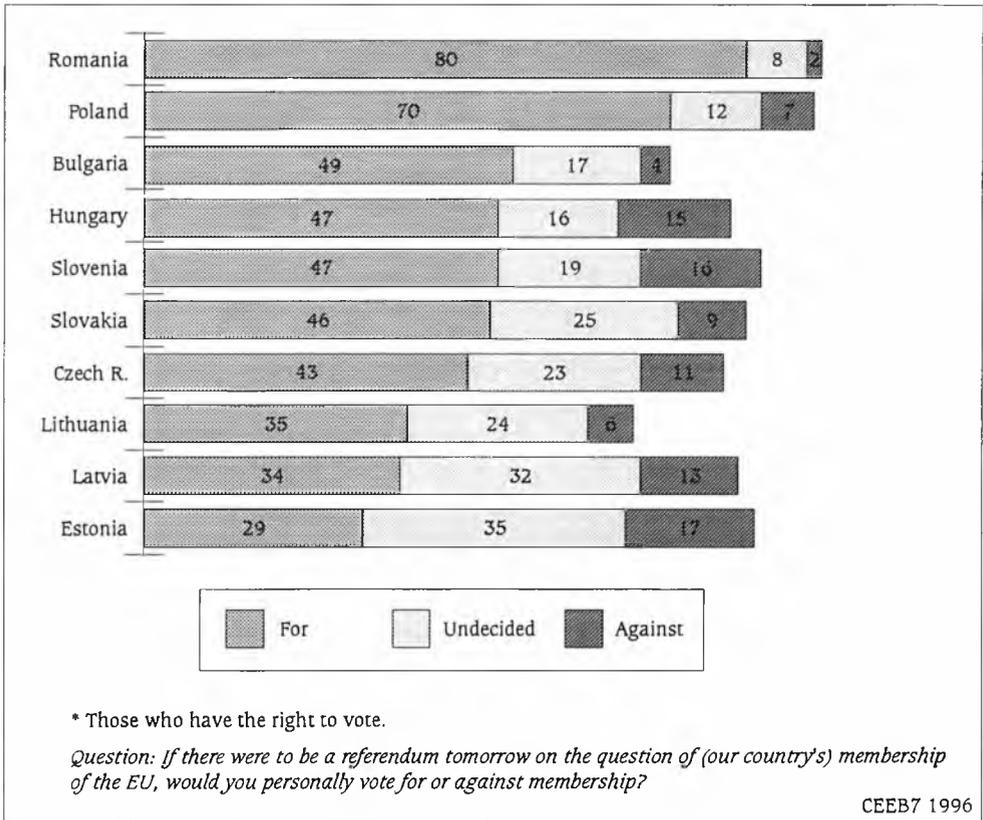
### 1.1. Support for eu membership

#### 1.1.1. Referendum on EU membership

"As many as 70% of Poles and only 43% of Czechs would vote for their country's membership in the European Union if a referendum were to take place." A sentence like that could be head from the media in March 1997 after the results of CEEB of autumn 1996 had been released by the European Commission. Poland looked particularly well and the Czech Republic fairly pale among the other countries surveyed (see Figure 1).

Was the Polish support really so high and the Czech really so low? Yes, compared to each other and related to other candidate countries. Poles seemed by two thirds more positive about European integration than Czechs. Only in Romania support for

Figure 1. Referendum on EU Membership\*



the EU membership was higher than in Poland. Only the three Baltic states showed lower rates than the Czech Republic.

The "net" support for EU membership related to the "net" opposition against it, however, was bigger in each country surveyed. Taking into account the positive and negative "votes" only, overwhelming majorities in both of the two countries considered (91% in Poland, 80% in the Czech Republic) would have decided for their countries' membership in the European Union if referenda had really been held in autumn 1996 (see Figure 2).

### 1.1.2. Changes in Support for European Integration

The public support for European integration in Poland and the Czech Republic has been changing throughout the years. Comparing survey results from 1991 and 1996, one can see that opinion on EU (EC) membership, although measured through different indicators, decreased slightly in Poland (from 79% in 1991 to 70% in 1996) and declined by half in the Czech Republic (from 86% in 1991 to 43% in 1996). At the same time, the number of opponents declined by half in Poland and almost tripled in the Czech Republic.

Figure 2. Referendum on EU Membership—'Net Results' (Those who know how they would vote)

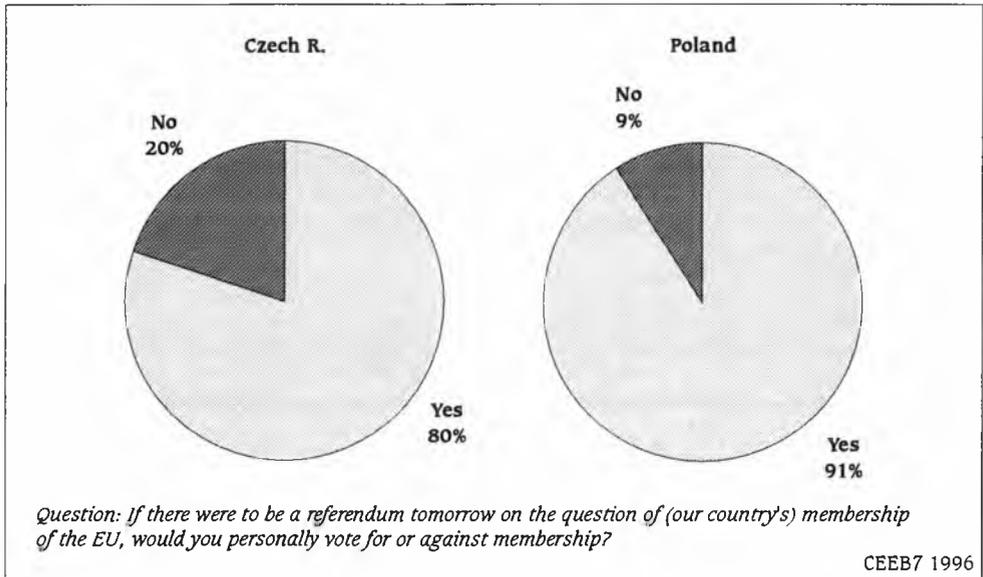


Table 1.

## Changing Opinion on EU (EC) Membership

Poland	For	Against	D/K & N/A	Czech R.	For	Against	D/K & N/A
1991	79	4	17	1991	86	4	10
1996	70	2	8 & 20	1996	43	11	23 & 23

1991: If your country were to join the European Community in the future, would you be strongly in favour, somewhat in favour, somewhat opposed or strongly opposed?

1996: If there were to be a referendum tomorrow on the question of (our country's) membership of the EU, would you personally vote for or against membership?

Do these results of public opinion surveys indicate that there is a good support for EU membership in Poland and a dangerously low one in the Czech Republic? This question, unfortunately, cannot be answered by means of the quantitative data which CEEB provides. In order to address it one needs to refer to a qualitative research. An attempt to do so will be taken in the second part of this paper.

### 1.1.3. Reasons Why For/Against EU Membership

In 1996 CEEB ventured for the first time to research the reasons why people in Central and Eastern Europe would be in favour of or against their countries membership in the EU. An open-ended question was asked to the supporters and opponents of the entry into the EU in the ten candidate countries.

The reasons given for EU membership in Poland expressed primarily strong hopes for economic development (38% of those in favour) and civilisational progress (27%). A significant number of EU supporters (17%) indicated that the EU will give them

higher living standards. In the Czech Republic, strong hopes for a general progress thanks to EU help (37%) came to the fore. They were followed by a fairly firm belief in the improvement of the economy (21%) and an expectation that the EU will make the Czech Republic stronger (17%).

The negative reason that was given the most frequently was that the EU membership would worsen economic crisis, be too expensive or bring no benefit. Interestingly, this fear was much stronger in the Czech Republic (12% of those against) than in Poland (4%). According to CEEB, the Czechs were also more concerned about a possible loss of identity and/or independence than the Poles (6% and 1% of those against EU membership respectively).

**Table 2.**

**Reasons For EU Membership** (given by those intending to vote "Yes" in a referendum)

CEE7 1996

Poland		Czech R.	
Economy will improve/open market	38	General progress thanks to EU help	37
General progress thanks to EU help	27	Economy will improve/open market	21
EU will give us higher living standards	17	EU makes us strong	17
Open borders/world outlook broader	12	EU contrib. peace, hum. rights & democracy	8
We should integrate in Europe	9	We should integrate in Europe	7
Economic/financial aid from EU	8	Open borders/world outlook broader	6
EU contrib. peace, hum. rights & democracy	8	Economic/financial aid from EU	3
General coop.: science, technology, culture	6	Hard to answer why	3
Hard to answer why	5	General coop.: science, technology, culture	1
EU makes us strong	2	Other	1
Other	0	EU will give us higher living standards	0

*Question: What are the main reasons why you would vote for? Any other reasons? (Free answers categorised. Multiple entries possible.)*

**Table 3.**

**Reasons Against EU Membership** (given by those intending to vote "No" in a referendum)

CEE7 1996

Poland		Czech R.	
EU will worsen economic crisis/is too expensive/no benefit	4	EU will worsen economic crisis/is too expensive/no benefit	12
EU acts in its own interest	2	Loss of identity/independence	6
EU brings instability & disintegration	2	EU brings instability & disintegration	3
Loss of identity/independence	1	EU acts in its own interest	0
Hard to answer why	1	Hard to answer why	0
Other	0	Other	0

*Question: What are the main reasons why you would vote against? Any other reasons? (Free answers categorised. Multiple entries possible.)*

Generally, CEEB revealed that there are many positive and strongly felt reasons for EU membership and that the negative reasons are fewer and are felt weaker than the positive ones in both countries considered. (The same was the case in the other candidate countries surveyed.) This, however, does not necessarily mean that the support for European integration in Central and Eastern Europe is well grounded. Firstly, what is taken as "positive reasons" may turn out unrealistic expectations. Secondly, and more importantly from the research point of view, CEEB introduced a kind of dualism of public opinion: there are supporters of EU membership who give the positive reasons and there are opponents who give the negative ones. This dualism, however, overlooks the fact that the supporters can have fears or see problems and the opponents need not think only in a negative way. This common-sense observation has found empirical evidence in the qualitative research that will be discussed in the second part of this article.

## **1.2. Image of EU**

The image of the European Union is one of the factors contributing to a positive or negative attitude towards one's country membership in that organisation. In 1996, like in the case of support for EU integration, the image of the EU in the eyes of the populations of the countries polled by CEEB was one of the most positive in Poland (58%). It was one of the least positive in the Czech Republic (33%) compared to all the candidate countries (see Figure 3). The image of the EU among the decision-makers and opinion-formers was also one of the most positive in Poland (88%) and one of the least positive in the Czech Republic (68%) (see Figure 4).

The positive image of the EU among the general population prevailed in Romania and Poland only. In all the candidate countries there was a considerable number of those holding a neutral opinion or no opinion at all. In Poland and Romania those being neutral constituted almost a quarter of the population (24% and 21% respectively). With those having no opinion, the number grew to about a third (37% and 33% respectively). In the Czech Republic 2 in 5 were neutral (42%). Those neutral and without an opinion were 6 in 10 (58%).

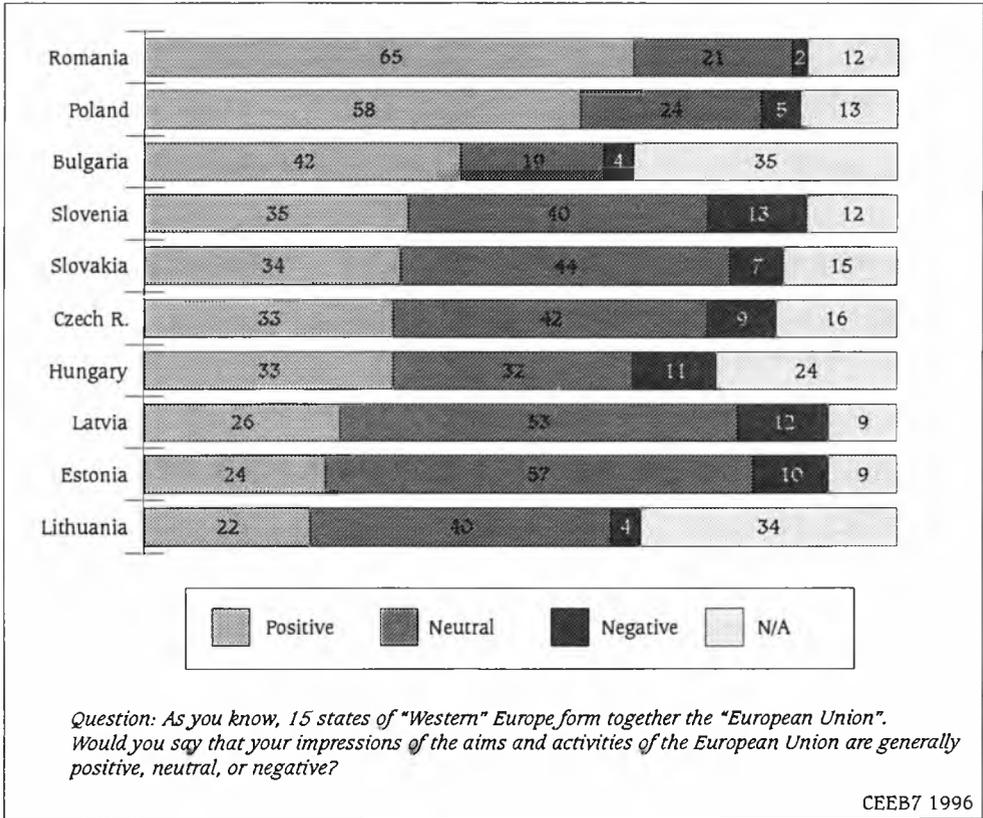
The CEEB of 1996 revealed that there were few people in Central and Eastern Europe who had held a negative view of the EU (between 2–13%). Poland was among the countries who had them the least (5%); the Czech Republic—one of the most (11%).

The large numbers of those neutral could be interpreted as positive if neutrality means realism rather than indifference. If, however, neutrality and no opinion both mean indifference, a well-designed information and communications campaign will be required to weaken opposition and/or generate support for EU membership, particularly in the countries like the Czech Republic and even Poland.

### ***1.2.1. Changes in the EU Image***

In the Czech Republic and Poland there have occurred significant changes in the perception of the EU (EC) over the years. Between 1990 and 1996 Poles became more positive about the EU (EC) as Czechs became less positive and more negative and neutral. The EU (EC) image in those two countries changed from almost a similar, predominantly positive one in both countries in 1990 to a twice more positive, twice less neutral, and twice less negative in Poland than in the Czech Republic in 1996.

Figure 3. Image of EU. General Public



One may say that Poles have become increasingly euroenthusiastic and Czechs have become more and more eurorealistic.

### 1.2.2. "Elites" versus "Masses"

The 1996 survey revealed that there is a much higher positive view of the EU among the elites of the EU-candidate countries of Central and Eastern Europe than among the general populations of those countries. (The difference ranges from 53 points in Hungary and 50 points in Slovakia to 24 points in Romania.) The decision-making and opinion-forming elites are also much less negative and neutral than the general population. (One of the greatest differences in the negative view is in Slovakia. The greatest difference in the neutral view is in Poland.) Very few representatives of the elites do not have a view of the EU as opposed to a fairly large number of the members of the general public.

In the Czech Republic, the elites are twice (or over 30 points) more positive about the EU than the masses (see Figure 5). In Poland, where the population has an almost twice more positive impression of the EU than Czechs, the opinion-formers and

Figure 4. Image of EU. Elites

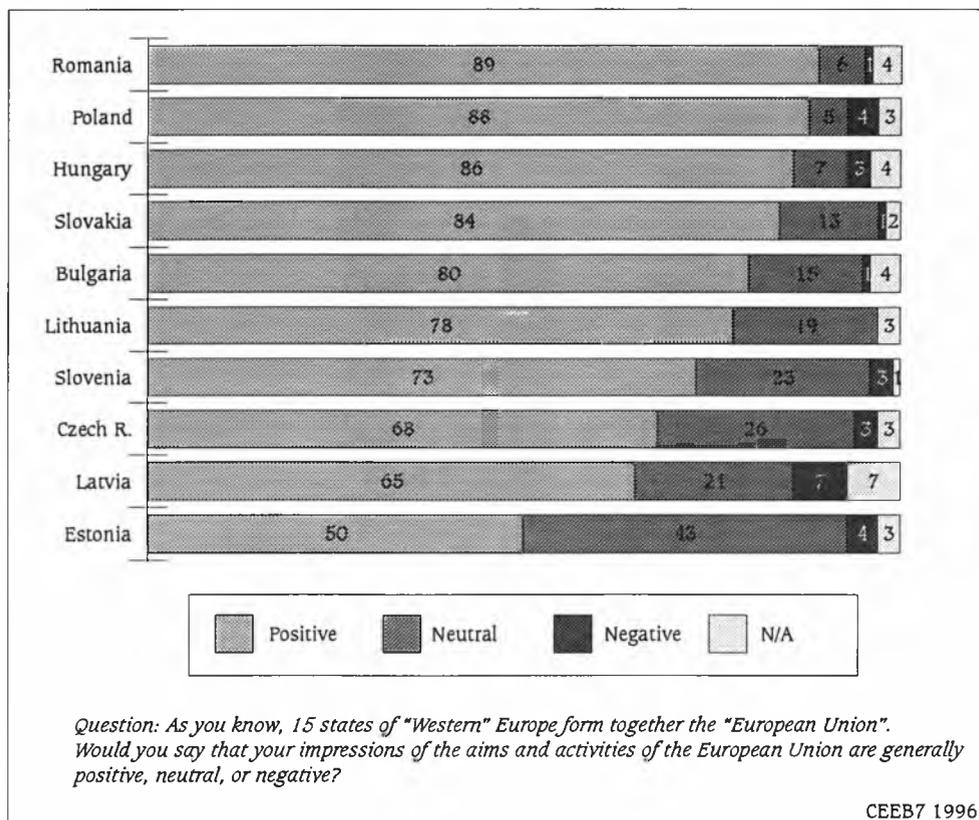


Table 4.

Changing Image of EU

Poland	1990	1996	Czech R.	1990	1996
Positive	46	58	Positive	49	33
Neutral	24	24	Neutral	23	42
Negative	3	5	Negative	2	9

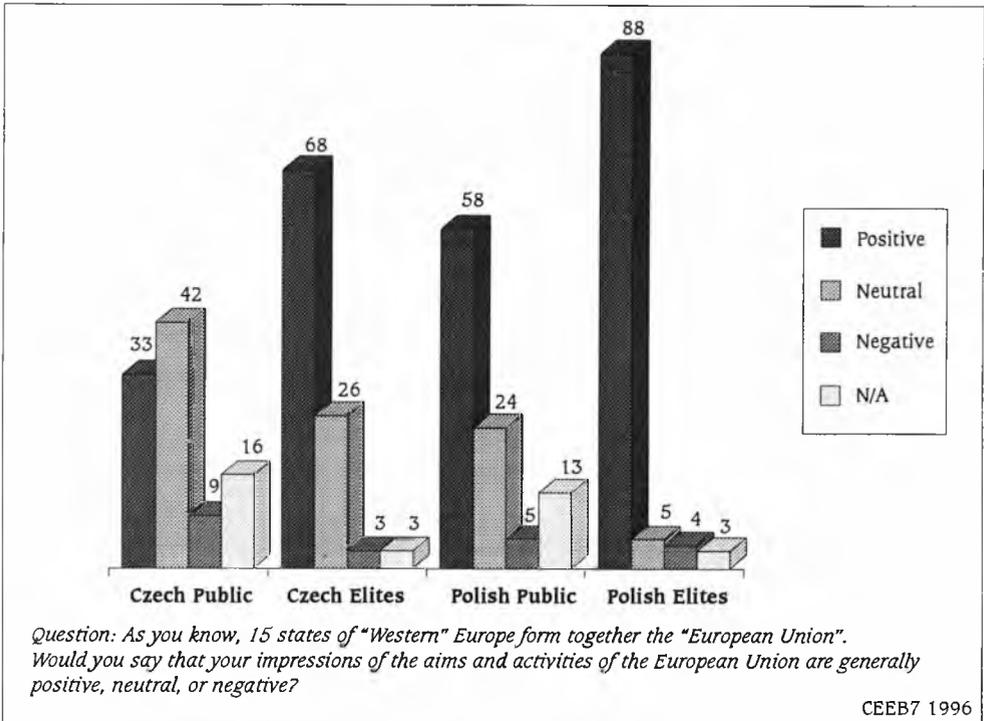
Question: Would you say that your impressions of the aims and activities of the European Union (European Community) are generally positive, neutral, or negative?

decision makers are by half (or exactly 30 points) more positive about the EU than the masses.

Why is there such a major difference between the perception of the EU by the general populations on the one hand and the decision-makers and opinion-formers on the other? What consequences that difference may have?

There seems to be a number of good reasons why the elites are more responsive, more positive, less negative, and less neutral about the EU than the masses. By their nature, the decision-makers and opinion-formers have more involvement and more

Figure 5. Image of EU. Czech Republic and Poland



interest in public affairs than the general population. European integration is one of the key issues in each of the countries surveyed. It is an issue furthered by the elites. The more positive the elites are, the better for their countries' accession into the EU. The decision-makers and opinion-formers have been being subject to a communication campaign by the European Commission. (The sample for the poll of the elites has been drawn from the mailing list of the *European Dialogue* magazine published by the Commission.) Campaigns oriented towards general populations are only now being launched in some of the countries considered. (There was the first wave of a campaign in Poland in May 1997. A campaign in Hungary is being designed.) All this makes that the European Union which has been a project of the elites in the West is also clearly such in Central and Eastern Europe. The masses in their majority, however, are large remaining fairly behind their elites. This may cause problems of social support for European integration in Central and Eastern Europe similar to those in the European Community at the time of the ratification of the Maastricht Treaty.

### 1.3. EU Issues of Interest

There is a difference between the elites and the masses of the Central and Eastern European countries as far as issues of interest in the EU are concerned. In all candidate countries surveyed in 1996, the general population was primarily interested in the EU dealings with: (1) working conditions (63% of the respondents indicated this item), (2) human rights (52%), and (3) environment (42%). At the same time the decision-

makers and opinion-formers of the candidate countries were the most interested in: (1) relations between the EU and their countries (78%), (2) PHARE assistance (69%), (3) economic and monetary affairs (66%) and (4) environment (66%).

Table 5.

## EU issues of interest

General Public		Elites	
Working and living conditions	63	EU-(our country) relations	78
Human rights	52	PHARE programme	69
Environment	42	Economic/Monetary affairs	66
EU-(our country) relations	37	Environment	66
Agriculture/Fisheries	37	EU institutions	63
Business/Industry/Technology	35	Trade with EU	62
Trade with EU	35	Business/Industry/Technology	62
Economic/Monetary affairs	33	Single Market	61
Common Foreign & Security Policy	31	Science, Research & Development	58
Culture/Audiovisual	29	Human rights	58
Science, Research & Development	28	Competition/Privatisation	57
Single Market	28	Working and living conditions	57
PHARE programme	25	Culture/Audiovisual	56
Competition/Privatisation	24	Common Foreign & Security Policy	55
EU institutions	22	Transport	39
Energy	21	Energy	34
Transport	21	Agriculture/Fisheries	34
None	13	None	0

*Question: The European Union deals with many issues. I will now ready you a list of some them. Would you, or would you not personally like to know more about what the European Union is doing in the areas of...*

In the Czech Republic and Poland there is a difference in the level of interest in the EU between those countries general publics. There is however a considerable similarity in the priorities of EU interest. Poles seem generally more interested in the EU issues than Czechs. Both nations are primarily concerned with the same issues that matters their everyday lives.

Table 6.

## EU Main Issues of Interest. Czech and Polish General Publics

Czech R.	Poland
(1) Environment (58%)	(1) Working and living conditions (74%)
(2) Working and living conditions (56%)	(2) Human rights (67%)
(3) Human rights (46%)	(3) Environment (61%)

The elites of those two countries have similar kinds of interests in the EU. These are "high politics" interests. These interests are different to those of the general populations, except for environment issues. Interestingly, the Czech elites look more concerned with the EU issues than the Polish decision-makers and opinion-formers, unlike those countries general populations.

Table 7.

EU Main Areas of Interest. Czech and Polish Elites.

Czech Republic		Poland	
(1)	EU-Czech relations (85%)	(1)	EU-Polish relations (67%)
(2)	PHARE programme (81%)	(2)	Environment (65%)
(3)	Environment (80%)	(3)	Business/industry/technology (56%)

(Czech Republic: Sample of 145 people. Poland: Sample of 437 people.)

Thus, the difference between the elites and the masses of the EU candidate countries in regard of areas of interest in the EU activities is twofold. Firstly, the decision-makers and opinion-formers have a greater level of interest in the EU than the general public (with some exception of Poland). This difference seems fairly understandable. Secondly, the elites and the masses have different priority areas of the EU interest. The masses are primarily concerned with what matters them personally, particularly their well-being. The elites interest lies essentially in high politics. These differences, particularly the second one, may indicate that the elites and the masses may have different visions of the European Union and its relations with their countries. This may cause problems during negotiations of the EU membership conditions and after if the elites do not take into account their publics' view.

## 2. An Account of A Qualitative Research

Qualitative social research aims at discovering *what people think* or *why they think in certain ways* rather than *how many think in various ways*, which is an objective of quantitative research. The aim of qualitative research is most often achieved through the medium of *group discussions* (also called *focus group interviews*). In this technique a researcher-moderator asks groups to discuss a set of questions. The groups differ in the demographic, societal, and economic characteristics that are significant from the research point of view. A well designed group composition, that is, the determination of the significant participant characteristics, and a careful selection of group participants according to those characteristics ensure the representativeness of qualitative research. The objectivity of qualitative research depends on a skilful and sensitive application of content analysis to the material obtained in the discussions. As the analysis is always conducted by an individual, in a sense it is always subjective.

There is no sharp division between quantitative and qualitative research. In a quantitative research one may ask and indeed one asks qualitative questions, that is, *what* or *why do you think* questions which allow respondents free rather than categorised answers. (Some questions of this kind asked by CEEB have been discussed

above.) In a qualitative research one often uses questionnaires with quantitative questions which aim at obtaining categorised answers. (This has been the case in the research to be discussed below.)

There is a major commonality between quantitative and qualitative research. There can be a high quality quantitative research and a low or no quality qualitative research as well as there can be a low or no quality quantitative research and a high quality qualitative project.

**This qualitative research** project which will be discussed here was meant to provide a view of the public opinion on European integration complementary to that given by the Central and Eastern Eurobarometer. The qualitative project focused on two countries of the region: the Czech Republic and Poland. It was intended to research qualitatively the opinion of those groups of the Czech and Polish populations whose support or opposition may prove key to the success of European integration of those countries.

The **main objectives** of the qualitative research project discussed were the following:

- to discover the reasons why the key socio-economic groups in the Czech Republic and Poland want or do not want their countries to join the European Union;
- to identify fears, dangers, and problems that people feel their countries and themselves will face as the Czech Republic and Poland becomes closer integrated in the European Union;
- to research the identity of Czechs and Poles, namely, the extent of their Czechness or Polishness, Europeanness, "*region-*" and "*localityness*" as well as their "*Central Europeanness*".

This qualitative research project was conducted via the technique of group discussions or focus group interviews. Prior to the discussions, each group participant filled in a questionnaire with a set of questions which had been meant to evoke and categorise opinion. The group interviews consisted of discussions of the key questions which had appeared in the questionnaire. These interviews were to reveal participants' opinions, motivations, emotions and deep patterns of thinking.

The groups comprised: (1) pupils and (2) teachers from the secondary schools in Praha in the Czech Republic and Kraków in Poland, (3) workers and (4) pensioners living in the industrial regions of Northern Moravia in the Czech Republic and Upper Silesia in Poland, and (5) private farmers from a village outside Kraków. Prior to discussions with those groups a pilot discussion was carried out with a group of intelligentsia in Kraków. Altogether, there were conducted 4 groups in the Czech Republic and 5 plus a pilot in Poland. The total number of participants in each country was *c.* 50 people.

The field work was done in April 1997. In the Czech Republic it was conducted by Dr Jiri Subrt of the Charles University, Praha and his team of the ASAN company. In Poland it was carried out by the author of this article, who also supervised the Czech part of the project.

The remainder of this part of the article discusses the main findings of the qualitative research which concern: (1) Reasons Why To Join EU, (2) Fears, Dangers, and Problems of European Integration, and (3) Identity of Czechs and Poles.

## 2.1. Reasons why to join EU

All but a few for EU membership; more Czechs than Poles in favour.

A simple question: *“to join or not to join the European Union?”* asked to participants in all discussions revealed that overwhelming majorities in both the Czech Republic and Poland were in favour of their countries becoming EU members. On average in both countries, only one in ten of the group discussion participants was against. The Polish results obtained in this qualitative project corresponded to those of the CEEB7: over 70% said Poland should join the EU. Unsurprisingly, farmers were the least in favour ( $\frac{1}{3}$  for,  $\frac{1}{3}$  against, and  $\frac{1}{3}$  don't know). All other groups had one or two opponents and the undecided. In the Czech Republic there was a higher percentage of group participants who were in favour of their country's membership in the EU than in Poland. Among the Czechs, pupils and teachers were all for joining the EU. Workers said yes, but on an equal benefit basis. Among pensioners 8 out of 10 were in favour.

Although the quantitative results obtained in the qualitative project presented do not pretend to be representative of the overall populations or respective segments of the populations of the two countries, they show certain deep tendencies of public opinion, particularly when read in the context of the qualitative results. The opinions and attitudes expressed in the discussions were the following.

### 2.1.1. Poles

shallow and emotional support, much wishful and negative thinking

unavoidability, almost a fate of European integration  
 economic and financial benefits expected  
 integration in Europe as a sequel of the grand transformation  
*“do not hurry with joining EU”*  
 for a loose Union  
 need for more information and knowledge

Asked why they were for the EU membership, the Polish discussants stressed an unavoidability, almost a fate, of European integration. *“There is no other option”* repeated many of the discussants. *“Unless we join the Commonwealth of Independent States”* joked a pupil.

Several discussants pointed to prospected economic and financial benefits of the EU membership: *“It will create better opportunities”* said a pensioner. The groups of pensioners and workers strongly expressed their wish that the EU would bring prosperity, perhaps not instantly, but certainly for future generations. The EU was perceived by many as some kind of a mythical force that would change peoples lot. Some discussants sounded fairly cynically: *“Bring us money”* exclaimed a pupil.

Joining the European Union was frequently perceived as a sequel of the grand transformation that had proceeded in Poland since 1989. This view was strong among workers, but also present among pensioners and teachers. *"EC standards will force better work"* indicated a worker. *"Our authorities will have to comply with firm regulations and will not be able to cheat us any more"* hoped another.

Those positive about the EU membership of Poland mostly stressed that joining the European Union should not occur in a hurry. This view was particularly prominent among the farmers. Discussants indicated that the country's economy should be developed before Poland enters the economically more powerful EU.

Groups were asked to discuss what Europe they would like to have: an "ever closer Union" (as envisaged in the Treaty of Maastricht) or a loose union of states. Almost all participants in the group discussions were in favour of a looser Union. *"I am for preserving diversity that is a great treasure of Europe"* said a teacher said. The idea of an "ever closer Union" was approached with disbelief and distrust. *"Poles will never let it happen"* remarked a teacher.

Almost every group expressed their need for better information and knowledge of the European Union and Poland's integration into it.

To summarise, the Polish groups had an unclear vision of what might happen as integration progresses. Their utterances were full of wishful thinking and negative emotions. Every group indicated more negatives than positives.

### 2.1.2. Czechs

fairly realistic, rational and positive attitudes towards EU membership

integration in Europe as a natural development  
civilisational and economic benefits expected  
*"no hurry with integration"*  
for a just integration  
a looser rather than an ever closer Union

Among the *Czech* group discussion participants the general feeling was that becoming a member of the EU would be a natural development for the Czech Republic. Not joining the European Union would make harm to the country. *"EU will be Europe. Who will not join will remain outside"* said a pupil.

Some group discussion participants indicated civilisational benefits of the EU entry. *"We can easily get to a higher level of development"* contended a teacher. Some others saw it as a way of the final overcoming of the past. *"We need the EU, particularly after the 40 years of communism"* mentioned a pupil.

All groups stressed the economic character of the European Union. All expressed the opinion that joining the EU will be beneficial for the Czech economy. *"We need [the EU membership], mainly for economic reasons. We are*

not like Norway who could afford remaining outside the EU" believed a pupil. The general feeling was that benefits would outweigh losses, "despite the problems that it will bring, particularly to agriculture and heavy industry" as believed a pupil.

The groups generally believed that the joining of the EU should occur without a hurry.

"Let us not rush, let us join in the most suitable moment" said a teacher.

The need for a greater development of the country's economy prior to joining the EU was stressed. "One has to increase the productivity of our economy first" remarked a pensioner. "Let us join later after our economy reaches a higher level of development" contended a worker.

Workers were particularly strong about a just integration. "Yes, let us join but only if equal rights and reciprocal benefits of members are secured; no if they are to command us what we should produce".

Association was strongly criticised in the workers group: "We would have done better if we had become members of the EC in early 1990s instead of merely entering into association where they benefit more and we have become a European banana republic."

Like in Poland, almost all participants in the group discussions in the Czech Republic were in favour of a loose rather than an "ever closer Union".

In general, the Czechs were fairly realistic, rational and positive about their country's joining of the EU. They also sounded fairly well informed. The groups held a constructive approach to the issue of integration in the EU through pointing out prospected advantages, yet not hiding the perceived future negatives.

## 2.2. Fears, Dangers, and Problems of European Integration

Poland	Czech Republic
<p><b>Economic and Financial</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Collapse of economy due to competition</li> <li>2. Foreigners buying out the country</li> <li>3. Poland becoming a cheap labour market</li> <li>4. Too high costs</li> </ol> <p><b>Social</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>5. Unemployment</li> <li>6. Migrations</li> <li>7. Lower living standards</li> </ol> <p><b>Cultural and Political</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>8. Loss of cultural and ethnic/national identity</li> <li>9. Loss of sovereignty</li> </ol> <p><b>Consciousness</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>10. Mental unpreparedness</li> </ol> <p>Most of workers had no worries.</p>	<p><b>Economic and Financial</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Economic problems</li> <li>2. Destruction of domestic production</li> <li>3. Western expansion on the Czech market</li> <li>4. Too high costs</li> </ol> <p><b>Cultural and Political</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>5. Loss of sovereignty</li> <li>6. Loss of cultural and ethnic/national identity</li> </ol> <p><b>External</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>7. Worsening relations with Russia</li> <li>8. Too much German influence</li> </ol> <p><b>Social</b></p> <ol style="list-style-type: none"> <li>9. Consumerism</li> <li>10. Unemployment</li> </ol> <p>Many participants did not indicate</p>

### 2.2.1. Poles

The fear which was felt the strongest in the Polish groups concerned the collapse of economy. *"There will occur a destruction of the industrial and agricultural economy"* foresaw a farmer. *"A part of Polish businesses may go bankrupt"* believed a pupil. *"There will occur problems in the functioning of large state-owned enterprises"* indicated another.

Foreign *competition* in general and *cheap food products* in the case of agriculture were indicated as potential threats to the Polish economy. So was the *"influx of Western companies"* which would *"monopolise"* or *"dominate"* the Polish market. In this context some discussants pointed out a danger of the *economic dependence on the West*. A few mentioned the fear of *foreigners buying out the country, its land and industry*. Some feared that Poland would become a *cheap labour market*. *"We shall become a lenient labour"* feared a farmer. Some discussants were afraid of *too high costs of integration for Poland*. *"There will be a long period of unequal opportunities in which we shall lose out"* commented a pensioner. In some groups there surfaced the danger of *migrations*, both *"influx of migrants from abroad"* (a teacher) and *emigration of Poles* (a farmer).

Some respondents pointed out that integration into the EU would *"cost too much"*. Two pensioners indicated that there would occur a *long period of unequal opportunities in which we shall lose out*.

Among *social problems* that integration in the EU might bring, the participants at group discussions most frequently indicated unemployment. Single individuals mentioned such dangers as *decrease in living standards, larger income differentials, too high social costs and lesser social privileges*.

The second strongest felt fear concerned the *loss of cultural and ethnic/national identity*. *"The Polish cultural heritage will no longer be valued"* said a teacher. *"There will occur a breakdown of the traditional catholic family life"* pointed out a farmer. *"Poles will think themselves more European which will imply the danger of the loss of ethnic/national identity"* argued a pupil.

A considerable number of group participants saw the danger of the *loss of state's sovereignty*. *"Others will be deciding on our matters"* complained a farmer. *"Decisions will be taken outside Poland"* indicated a teacher. *"Foreign policy will be contrary to the Polish interests"* feared a pupil.

In almost all groups there appeared opinions which indicated a *mental unpreparedness* of Poles for integration in the European Union. This unpreparedness seemed to be caused by the lack of communications about the nature and objectives of European integration. *"The society is completely unaware [of the significance and nature of integration]"* indicated a member of intelligentsia in the pilot group. She pointed out possible problems of this lack of knowledge: *"[People] may become influenced by the opponents of integration and thus may slow down the process."* A pensioner noticed: *"There is a need for more information and knowledge [about integration in the European Union]."* The same person continued: *"The society is expecting too much. People don't realise that they will have to give up many of their habits."* Pupils saw problems of *Polish mentality* such as *lack of tolerance*. Various groups rightly perceived the *slow approximation of law* as an obstacle to European integration.

Among the Polish groups workers seemed to have the least or no worries connected with European integration. Only two people pointed to general unpreparedness and economic or social problems such as *competition* and *unemployment*.

Generally, the Poles researched spoke of fears, problems and dangers in almost all contexts of the group discussions. The questionnaires brought a multitude of answers to the appropriate open-ended question.

### 2.2.2. Czechs

Czechs generally expressed less fears, problems and dangers connected with European integration than Poles.

The largest group of problems indicated by the participants in the research concerned the *economy*. "[Our] economy may suffer". This general remark or some of the following more specific points appeared in all groups researched.

The area that arose the most fears as far as the economic sphere is concerned was the *destruction of domestic production*. A worker warned of what he called a "*Banana republic*" effect. By that he meant that the Czech Republic would be treated as a cheap labour market and a market for selling Western goods which could not be sold in the West.

Much concern was expressed over a possible *Western expansion on the Czech market*. The group participants generally feared that there would not be a "*balance between import and export of goods*". "*There will be [too] little protection of [our] domestic agriculture*" pointed out a student.

A number of respondents indicated financial problems of *too high costs* of becoming a EU member. "*There will be more financial spending*" feared a teacher. "*It will cost more*" pointed out a pensioner. A worker was fairly blunt: "*Let us not allow ourselves to be robbed*".

The second largest group of dangers and problems connected with integration into the European Union that was perceived by the Czech participants at the research concerned the *loss of sovereignty* and *loss of cultural and ethnic/national identity*. These fears were particularly prominent among pupils and teachers. Participants in the two other groups also felt them. A pensioner indicated: "*We shall lose our sovereignty*". A worker expressed the problem in a simple fashion: "*May the state not disappear*".

In all groups participants pointed to various *external problems* of the integration of the Czech Republic into the EU. Generally those problems concerned current and past *relations with the East*, particularly with *Russia*, as indicated in the groups of teachers and pensioners. There also surfaced (among pensioners) a fear of *German influences*.

Among other problems or dangers indicated in the Czech Republic there was an *increase in consumerism* (a pupil) and *social problems*, mainly *unemployment* (a worker).

Many Czech participants at the research did not indicate any fears, problems or dangers connected with integration into the EU. In the questionnaire, 3 of the total of 53 respondents wrote an answer "*none*", and 14 left no entry in the appropriate field. During the discussions the participants usually did not point out problems if

they were not prompted. When asked, they gave one or two, without discussing them in a greater length.

### 2.3. Identity of Czechs and Poles

Concepts defining identity						
Poland	Grade	Not at all	Czech	Republic	Grade	Not at all
1stly Being Polish	1.29		1stly Being Czech		1.62	
2ndly Place of Birth or Residence	1.96	1	2ndly Region of Birth or Residence		1.77	2
3rdly Region of Birth or Residence	2.02	1	3rdly Place of Birth or Residence		1.97	5
4thly Europe	2.57	1	4thly Central Europe		2.60	2
5thly Central Europe	3.24	5	5thly Europe		2.63	2
<i>Question: Which of those concepts describe your identity the most and which describe it the least? Scale: from 1—the most to 5—the least; or X—not at all</i>						
<i>"We are European as we live in Europe."</i>						
Central Europe—essentially a geographical concept						

Asked to indicate which concepts describe their identities the most and the least, both Czech and Polish respondents in all groups pointed to their "being Czech" or "being Polish" as the primary identification. The second and third came the place or region of birth or residence. The order of these two concepts differed in the two countries, although the difference does not seem to be significant. There was also a slight difference in the degree of identification with the two concepts in each country.

The third in Poland and the fourth in the Czech Republic came "Europe", yet with a similar degree of identification. "Central Europe" was preceding "Europe" among the concepts defining the identity of the Czechs surveyed. The difference in the degree of identification with those concepts, however, was insignificant. Among the Polish respondents, "Central Europe" was the least important concept, with a fairly weak degree of identification and its rejection by every one in ten of the respondents.

The results of the questionnaire administered to group discussion participants allows one for general statements whose validity must remain limited as was the number of the respondents. Bearing this in mind, one may however say the following about the group identity of Czechs and Poles.

Poles define their identity firstly and above all in the ethnic, national, cultural and state terms of "being Polish". The places and region of their birth or residence both matter less. "Europe" comes just about the middle between the important and unimportant. "Central Europe" means very little if not nothing to the identity of the Poles.

Czechs define their identity very closely though their "being Czech" and place or region of birth or residence. Then, "Central Europe" and "Europe" come very closely. They are situated just a little bit further than the middle between the important and unimportant.

As the group discussions and questionnaire results showed, "Europe" and "Central Europe" are understood primarily in geographical terms. History and culture are the two following contexts which define the two notions. Politics matters the least. In this

regard communism is more important for the meaning of Central Europe to today's Czechs and Poles than the European Union for their meaning of Europe.

When Czechs and Poles researched were asked *What does it mean to you to be European?*, the answer given the most frequently: *"We are European as we live in Europe"*.

**Maria Halamska**

**Europejski Instytut Rozwoju Regionalnego i Lokalnego  
Warszawa**

## **L'IDENTITE SOCIALE DES AGRICULTEURS CENTRE-EUROPEENS**

Dans les pays d'Europe centrale où le modèle agraire soviétique, fondé sur la propriété collective et les grandes exploitations agricoles, était prépondérant, l'agriculture n'était pas homogène. Malgré de fortes similitudes, l'histoire de la collectivisation, l'importance relative et les fonctions des différentes formes d'organisation, leur état technique ainsi que la place de l'agriculture dans l'économie nationale montrent que les notions de "campagne collectivisée" ou d'«agriculture collectiviste» ne sont que des modèles théoriques. Les variantes nationales de ces modèles se distinguaient suffisamment les unes des autres pour former des types d'agriculture collective bien différents<sup>1</sup>.

### **1. De l'homogénéité systémique aux disparités nationales**

L'objet de notre analyse est la nature de l'intégration des agriculteurs à la société et le caractère de leur identité sociale. Il est possible de mettre en avant deux hypothèses concurrentes, ou peut-être seulement complémentaires, à propos de notre objet d'investigation. Selon la première, la nature de l'intégration des agriculteurs à la société globale et le caractère de leur identité sociale seraient déterminés avant tout par les particularités du système social défini au niveau supranational. Ceci signifie que les systèmes collectivistes autoritaires «produiraient» un mode d'intégration et des

---

<sup>1</sup> Ces différences parmi les agricultures collectivistes centre-européennes sont bien expliquées par Marie-Claude Maurel dans *La transition post-collectiviste*, L'Harmattan, 1994, 366 p.

types spécifiques d'identité sociale des agriculteurs. On en trouve confirmation aussi bien dans les modèles théoriques que dans certains résultats de recherches. L'analyse de la nature de l'intégration des agriculteurs familiaux à la société globale montre que certaines formes d'intégration sont soit caractéristiques, soit dominantes selon les types de systèmes globaux<sup>2</sup>. Les relations du type « paysan », dans leur version traditionnelle ou modernisée, ne se manifestent pratiquement pas en France ni au Canada, pays qui sont des exemples de régime capitaliste développé ; des relations fondées sur le professionnalisme et l'esprit d'entreprise y prédominent. En revanche, les relations paysannes *lato sensu* dominent dans tous les systèmes étrangers au capitalisme développé, en l'occurrence dans le système collectiviste, mais aussi dans les systèmes capitalistes dépendants des pays en voie de développement.

Examinons maintenant la seconde hypothèse. Un grand nombre de facteurs influent sur le mode d'intégration de l'individu ou du groupe à la société, de même que sur la forme de son identité sociale. Ils sont façonnés dans une large mesure par la position actuelle — objective ou subjective — d'un groupe donné dans la société et aussi par l'attitude des autres groupes à l'égard du groupe concerné. Ces deux facteurs se sont formés en grande partie par le passé. Appuyons-nous ici sur l'autorité de Maurice Halbwachs et de Placide Rambaud : le premier fait état du rôle du passé dans la formation de la position sociale et des fonctions actuelles d'un groupe ou d'une classe sociale<sup>3</sup>, le second traite du rôle du passé, de l'histoire, dans la constitution de l'identité sociale<sup>4</sup>. Si l'on examine de ce point de vue la collectivité sociale étudiée, on peut constater que la situation économique et la place symbolique de l'agriculture dans les pays concernés, d'une part, et que la position sociale des personnes qui y travaillent, d'autre part, sont divergentes. Elles sont le résultat de différentes « situations initiales » *lato sensu*, dont fait partie également l'arrière-plan historique, mais aussi la dynamique de développement propre à ces sociétés. Ainsi l'adoption de cette hypothèse signifie-t-elle que les facteurs différenciant le mode d'intégration des populations agricoles dans une société globale et leur identité sociale se placent au niveau national plutôt qu'au niveau systémique.

À partir de ces deux hypothèses initiales, concurrentes ou peut-être seulement complémentaires, essayons donc d'examiner de plus près les facteurs d'homogénéité systémique aussi bien que les spécificités nationales.

Il existe beaucoup de facteurs par rapport auxquels on peut rechercher les facteurs influant sur l'homogénéité des producteurs agricoles en Europe centrale. L'un d'eux est certainement l'histoire. Il semble cependant que l'homogénéité actuelle de ce groupe découle avant tout de son « appartenance » au modèle agraire soviétique, ce qui revêt des conséquences idéologiques, économiques et sociales.

Les structures de production agricole propres à ce modèle s'inscrivent dans le contexte idéologique particulier à la société collectiviste, et elles y sont reconnues

<sup>2</sup> Nous faisons référence ici aux études comparatives internationales sur le fonctionnement des exploitations agricoles familiales dans différents systèmes socio-économiques. Elles ont été réalisées sous la direction de Hugues Lamarche, chargé de recherche au CNRS, de 1988 à 1990, dans cinq pays : Brésil, Canada, France, Pologne et Tunisie. Les résultats sont publiés dans un ouvrage en deux volumes : *L'agriculture familiale*, Tome I, *Une réalité polymorphe*, 1991, 304 p. ; Tome II, *Du mythe à la réalité*, 1994, 303 p., éd. L'Harmattan. Voir à ce sujet l'article de M. Halamska, "Les relations avec la société globale", tome II, 201-234.

<sup>3</sup> Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, PUF, Paris, 1952.

<sup>4</sup> P. Rambaud, *Organizacja pracy na roli a tożsamości alternatywne*, "Wieś i Rolnictwo", 1982, n° 4.

comme des structures « supérieures » par rapport aux structures ayant existé autrefois ou se maintenant en parallèle (exploitations familiales). De ce fait elles sont considérées comme structures d'avenir possibles. Les principes idéologiques fondant le modèle collectiviste de société, avec son attitude caractéristique à l'égard du passé pris comme tel, réduisent l'influence différenciatrice de celui-ci. Le passé ainsi que les institutions, les structures, les positions et fonctions des groupes sociaux qui en sont héritées apparaissent « inutilisables » dans l'édification d'une société de type nouveau. Dans une situation où l'édification de la société est fondée non pas sur la continuité et la stabilité, mais sur la rupture et le changement, le passé ne peut servir que de repoussoir. L'implantation des systèmes collectivistes est possible grâce au rejet de l'institution de la propriété privée, à la dissolution ou au moins au retrait de l'autonomie des structures de production agricoles mises en place<sup>5</sup>, à la redéfinition de la position et de la fonction des groupes sociaux liés à la production agricole, à la désagrégation des liens les unissant.

Un autre élément d'homogénéité est la spécificité économico-fonctionnelle des unités collectives de production agricole. Leurs formes d'organisation et leurs règles de fonctionnement sont significatives de toutes les entités de l'économie administrée ; d'une part, elles n'ont pas d'autonomie économique stratégique, d'autre part, elles ne sont pas astreintes à fonctionner selon les règles « dures » du marché, car leur développement comme leur activité courante sont subventionnés par l'Etat. Ces unités assument un grand nombre de fonctions sociales, ce qui fait qu'elles fonctionnent conformément à une rationalité socio-productive duale.

Le rang social des individus travaillant dans les exploitations collectives résulte de deux genres de sujétions, à savoir les règles générales régissant la société collectiviste (appelée aussi « socialiste ») et la spécificité des structures de production (exploitations collectives) qui dominent dans l'agriculture. La relation fondamentale unissant les individus aux structures de production agricole est ici la condition de salarié, dont la manifestation matérielle est un salaire mensuel qui ne dépend des résultats économiques obtenus par l'exploitation que dans une faible mesure.

Un autre groupe de facteurs d'homogénéisation est en rapport avec la spécificité du travail dans l'agriculture socialiste, et plus particulièrement avec les règles de l'organisation interne du travail. Les principes de l'organisation du travail qui y sont en vigueur changent la nature même des activités de l'agriculture ; le travail agricole y est dépouillé de son caractère individuel, indépendant et complet et devient un travail spécialisé qui n'embrasse qu'un fragment du processus de production. Aucune des catégories professionnelles n'est une catégorie autonome.

Aussi ne peut-on percevoir leur sens qu'en les traitant en bloc, en analysant leur situation les unes envers les autres et leurs relations réciproques dans la structure hiérarchique de l'exploitation collective. La hiérarchie du personnel au sein des exploitations agricoles semble revêtir des caractéristiques universelles, bien que l'existence de particularités nationales ou locales ne soit pas exclue.

Dans cette situation, nous devons examiner si nous sommes en présence d'un seul et unique groupe de travailleurs d'exploitations agricoles collectives ou bien d'un

<sup>5</sup> L'exemple de la Pologne est ici significatif. Après 1956, le programme de collectivisation de la terre a été abandonné par le pouvoir, mais dès le début des années soixante, la théorie de la socialisation indirecte a fait son apparition. Ses auteurs s'efforcent de trouver la manière la plus efficace de limiter l'autonomie des exploitations agricoles familiales, de façon à ce que le rôle de leurs propriétaires soit ramené à la condition de salariés.

ensemble d'étroites spécialisations professionnelles fortuitement réunies par le type et le lieu de travail.

La spécialisation professionnelle, qui nécessite des compétences précises et un certain niveau d'instruction, assigne à l'individu une position dans la structure interne de l'exploitation. Cela ne suffit cependant pas pour déterminer sa situation dans la société globale de type collectiviste ; elle se complète par un ancrage dans une spécialisation donnée à l'intérieur des branches de l'économie.

Comme le montre J. Staniszkis, la position sociale, et également matérielle, d'un individu donné dans la société propre au « socialisme réel » dépend non seulement de ses compétences, mais avant tout du fait de savoir dans quelle structure professionnelle elles sont mises à profit<sup>6</sup>.

À partir des années soixante-dix, l'agriculture considérée comme un secteur stratégique de l'économie — principalement en raison de la pénurie alimentaire —, fait figure, dans une certaine mesure, de secteur privilégié de l'économie socialiste des pays de l'Est. La rente de situation dont jouissent les individus consiste dans des avantages donnés par une fonction sociale très développée et des fonds élevés affectés à la consommation collective. Cependant tous les types existants de formes agricoles de production ne tirent pas profit uniformément de la rente en question, mais selon des modalités propres aux spécificités nationales.

Dans le contexte de l'interrogation sur l'influence uniformisatrice du modèle agraire soviétique, nous devons aborder le principe de l'absence de marché dans l'économie collectiviste. En effet, cette spécificité trouve son reflet dans le caractère de la structure sociale. L'absence de principe de régulation (le marché) de la situation matérielle met en mouvement toute sorte de mécanismes structurants, qui font que la structure sociale de la société socialiste a un caractère discontinu et alvéolaire. Chaque segment se distingue selon des critères différents et d'autres mécanismes déterminent sa survie. [...] à chacun des segments sont attribuées des propriétés et règles différentes (particulières), selon lesquelles il fonctionne. Chacun d'eux est caractérisé (et se caractérise lui-même) selon des critères qui lui sont propres<sup>7</sup>. Il en résulte que l'image de la structure sociale dans la conscience collective, tout comme sa formation, sont particulières.

La seconde des hypothèses avancées dans la présente analyse considère que le mode d'intégration et le caractère de l'identité sociale dépendent de la nature de la communauté culturelle déterminée par les frontières de l'Etat-nation. Cela revient à dire que la force homogénéisant les particularités du système — collectiviste en l'occurrence — se briserait sur le cadre étatico-national. La disparité de l'histoire, des traditions et des mythes nationaux, y compris ceux qui se rapportent à la campagne, à l'agriculture et au paysan, mais aussi les divergences en matière de structures et d'état de l'économie, ainsi que la situation de l'agriculture dans cette dernière, fournissent des arguments de poids en faveur de cette hypothèse.

Chacune des sociétés nationales postcommunistes faisant l'objet de la présente analyse a une dynamique quelque peu différente (tableau 1).

Complétons cette différenciation des caractéristiques économiques par des valeurs symboliques spécifiques, conférées à l'agriculture et aux agriculteurs par la culture propre à chaque pays, et aux valeurs assimilées par les individus lors du processus

<sup>6</sup> J. Staniszkis, *Onthologie du socialisme*, In Plus, 1989, Varsovie.

<sup>7</sup> Cf. J. Staniszkis, 1989, *op. cit.*, pp. 90-91.

Tableau 1.

## Les sociétés centre-européennes : démographie et économie

	Hongrie	Pologne	Rép. tchèque	Roumanie
Population urbaine (en% de la population totale)	62,2	61,8	75,6	53,9
Classes d'âge (en%) :				
< à 19 ans	27,8	32,5	31	31,4
> à 65 ans	13,4	10,2	11,7	10,6
Taux de croissance (%)	-1,9	3,7	1,8	7,7
PNB par habitant (en dollars US)	2 790	1 913	2 567	2 302
% PNB pour la consommation	69,2	61,4	80,3	—
Agriculture en % du PNB	14,9	8,3	10,2	13,9
% dépenses pour l'agriculture	11,4	13,1	12,7	17,3
% population active agricole	20,9	27,8	13,1	—
Consommation de viande par habitant (kg)	78	69	91	—
Rendements céréaliers (quintaux/ha)	49,7	38	50	24,4
Nombre de porcs aux 100 hectares	123	117	108	81,3
Rendement laitier (litres/vache/an)	5 000	3 174	4 765	1 618

Données pour 1986–1990.

Source : *Rocznik Statystyczny 1992*, Warszawa, GUS 1992.

d'acculturation. À cet égard, nous devons attirer l'attention sur certains éléments historiques et leurs transformations.

Certaines théories sociologiques attribuent une grande importance à la base historique, dont l'influence se montre aussi bien dans des types de personnalité que dans les formes de la structure sociale. B. Moore<sup>8</sup> considère la position des « classes rurales » et leurs relations réciproques comme les « principaux responsables » de l'avènement des systèmes démocratiques ou, à l'inverse, du développement des régimes totalitaires. Dans les pays étudiés d'Europe centrale et orientale, la structure sociale a revêtu un caractère particulier jusqu'à aujourd'hui, ne fût-ce qu'en raison du rôle marquant des « classes rurales ». Les deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle constituent les césures de sa forme et de son image. La Seconde Guerre mondiale apporte toute une série de changements radicaux dans la structure sociale des pays faisant l'objet de la présente analyse. En premier lieu, au travers de la nationalisation et des réformes agraires, la noblesse foncière terrienne a été éliminée, puis la collectivisation s'est attachée à réduire les paysans individuels. La première entreprise a été couronnée de succès, mais la collectivisation, en dépit de l'unicité de modèle et de formes de mise en œuvre au départ, aboutit à des résultats différents.

Il en découle une autre structure et une diversité des relations entre les nouvelles « classes agraires » plus que « rurales ». Dans chaque pays, la « classe agricole », considérée comme le groupe s'occupant de la production de denrées alimentaires, est nombreuse ou relativement nombreuse. Elle se compose de groupes semblables, mais ayant dans chaque cas une importance variée. Compte tenu de leur statut social,

<sup>8</sup> Barrington Moore, *Les origines sociales de la dictature et de la démocratie*, La Découverte, Maspero, Paris, 1983, 431 p.

nous en distinguerons trois : les producteurs indépendants, bien que ce ne soient pas toujours des paysans, les coopérateurs et les travailleurs agricoles placés à des postes d'exécutants, enfin les cadres dirigeants des exploitations collectives. Même si on néglige la situation matérielle, susceptible d'évoluer dans le temps, chacun des groupes en question jouit d'un prestige différent et a des possibilités dissemblables au sein de la société collectiviste. En ce qui concerne nos observations, il serait particulièrement important, non seulement de pouvoir définir, dans la mesure du possible, la forme d'intégration de la classe agraire au sein de la société globale, mais encore d'en établir la composition et le degré de diversification interne.

Dans chacun des pays analysés ici, la diversité des statuts et de conditions matérielles de la classe agraire revêt un caractère quelque peu différent. La classe agraire collectiviste tchèque est la moins diversifiée de toutes, tout en présentant un niveau de vie assez élevé. Nous observons une différenciation plus grande au sein de la « classe agraire » polonaise ; dans ces deux pays, aux disparités internes aux structures collectives s'ajoutent les différences existant entre les types d'exploitation.

La « classe agraire » hongroise est fortement diversifiée ; on peut y remarquer la position des « barons verts »<sup>9</sup> qui se consolide depuis les années soixante-dix, de même que celle des exploitations quasi privées, symbiotiques et clientélistes à l'égard des exploitations collectives.

Une autre différenciation affecte la classe agraire roumaine ; l'exclusion des travaux de mécanisation des coopératives agricoles met nettement en évidence le groupe des « partisans de la mécanisation », tout en simplifiant la structure sociale interne de la ferme coopérative ; il en résulte une augmentation de la distance entre les dirigeants et les exécutants. Lorsque la différenciation est aussi forte et s'appuie sur plusieurs éléments (niveau d'instruction, revenus, nature du travail effectué, position dans la structure de l'entreprise), il est sans doute difficile de parler de classe agraire collectiviste en tant qu'entité. Il n'est pas non plus possible, ne fût-ce qu'en raison des divergences considérables entre le statut des cadres supérieurs et celui des travailleurs subalternes, de définir sa forme d'intégration au sein de la société.

## 2. La « classe agraire » socialiste face à la société globale

Essayons maintenant, en partant des études réalisées, de caractériser le mode d'intégration de la « classe agraire » socialiste à la société globale<sup>10</sup>. L'enquête a été réalisée en 1991 et 1992, lorsque commence la décollectivisation et qu'il est déjà possible d'en observer les premiers résultats. La population analysée compte au total 478 personnes, dont 124 travaillent dans des exploitations agricoles d'Etat et 275 sont des membres et des travailleurs de coopératives agricoles de production (cf. tableau 2). Il y a dans ce groupe 126 Hongrois, 121 Polonais, 120 Tchèques et 111 Roumains ; 72,2% d'entre eux sont des hommes, 27,6% des femmes.

Plus de 80% des personnes interrogées ont été formées après la Seconde Guerre mondiale, c'est-à-dire qu'elles ont été soumises à l'influence du système éducatif de

<sup>9</sup> L'expression désigne les présidents de coopératives et les directeurs des fermes d'Etat.

<sup>10</sup> Je tiens à remercier tout particulièrement Marie-Claude Herrero, du Groupe de recherche sur les Mutations des sociétés européennes de Paris X-Nanterre, pour sa collaboration sur le plan informatique.

Tableau 2.

## Caractéristiques de la population centre-européenne enquêtée

	Hongrie	Pologne	République tchèque	Roumanie	Total
Sexe					
Masculin.....	78,6	74,4	57,5	78,4	72,2
Féminin.....	21,4	25,6	42,5	20,7	27,6
Âge					
Moins de 35 ans.....	23	34,7	35,8	52,3	36,0
35-50.....	51,6	50,4	49,2	32,4	46,2
50-65.....	24,6	13,2	13,3	14,4	16,5
65 et plus.....	0,8	1,7	1,7	0,9	1,3
Poste occupé dans la structure d'exploitation					
Manuel non qualifié.....	36,5	17,4	25	49,5	31
Manuel qualifié.....	35,7	46,3	55,8	7,2	36,8
Cadre moyen.....	14,3	24	16,7	4,5	15,1
Cadre supérieur.....	6,3	12,4	2,5	2,7	6,1
Possession d'un (e)					
Lopin (moins de 1 hectare).....	44,4	50,4	66,7	5,4	42,5
Exploitation (supérieure à 1 ha).....	39,7	6,6	5,8	93,7	35,4
Ensemble des possédants.....	83,1	57	72,5	99,1	77,9
Exercice d'un autre métier auparavant					
Oui.....	50	45,5	52,5	51,4	49,8
Non.....	50	53,7	47,5	47,7	49,8
Total					
En nombre.....	126	121	120	111	478
En % de la population totale.....	26,4	25,3	25,1	23,2	100

la société collectiviste. Les travailleurs manuels qualifiés ou non qualifiés constituent la majeure partie des personnes concernées par cette enquête. Les cadres moyens et supérieurs, qui occupent des fonctions élevées et des postes dirigeants dans la hiérarchie sociale de l'entreprise, représentent respectivement quelque 15% et 6%. On peut supposer que l'appartenance à la « classe agraire », pour de nombreux représentants de ce groupe, est une question de pur hasard plutôt qu'un choix délibéré : environ 50% des personnes interrogées avaient déjà auparavant exercé un autre métier, en dehors de l'agriculture. Dans certains cas, les caractéristiques des populations nationales diffèrent fortement des moyennes globales, ce qui ne découle qu'en partie des disparités nationales, mais tient compte de la spécificité des exploitations sélectionnées par l'enquête<sup>11</sup>.

Désireux de saisir la spécificité de l'intégration de la « classe agraire » socialiste à la société globale, nous sommes servis, pour autant que cela était possible, d'un schéma d'analyse semblable à celui mis en œuvre lors d'une précédente étude comparative. Les

<sup>11</sup> Compte tenu de la méthode d'investigation choisie (étude des occurrences), les échantillons analysés ne peuvent être considérés comme des représentations nationales des « classes rurales ».

investigations ont été réalisées sur le modèle des études comparatives internationales portant sur la situation des exploitations agricoles familiales dans divers systèmes sociopolitiques, effectuées entre 1986 et 1990. L'exploitation paysanne avait été choisie à l'époque comme modèle de référence pour la majorité des exploitations étudiées. Lors de l'analyse du mode d'intégration des exploitations agricoles familiales à la société globale, nous voulions alors connaître la nature de leurs liens avec la société industrielle. Nous avons également pris en compte les considérations propres à la spécificité de la structure et du mode d'intégration de la société collectiviste, en particulier de l'absence (ou d'un mode d'existence déformé) de la société civile. L'individu intégré est donc situé, d'une part, au niveau de la macrostructure étatico-nationale, de l'autre, au niveau des microstructures élémentaires que sont la famille et les groupes de voisinage. L'échelon moyen d'intégration, à savoir la communauté locale, le parti politique, l'organisation professionnelle est un échelon vide. Nous désirions vérifier si les thèses relatives à ce mode d'intégration se rapportent également au segment agricole de la société collectiviste, c'est-à-dire à sa « classe agraire ».

À partir des données de l'enquête et en nous servant de règles et de procédures semblables à celles des études précédentes, nous avons créé un ensemble d'indices synthétiques, susceptibles de décrire, d'une part, l'intégration dans la société, d'autre part, l'intégration locale de la "classe agraire" socialiste. Ces indices, gradués de 1 à 2 (faible et fort) ou de 1 à 3 (faible, moyen et fort), exprimaient les manifestations d'intégration économique, idéologique (instruction, information, religiosité), politique et locale. Une partie des indices (tableau 3), tels que l'instruction, la mise en œuvre de l'information, la religiosité, l'importance de l'autosuffisance ou le mode de perception de la communauté locale, démontrent une différenciation considérable des producteurs agricoles postsocialistes. D'autres indices, tels que les éléments de l'intégration économique et politique, ou bien les manifestations diverses de participation à la vie locale, témoignent d'une forte homogénéité de la communauté.

Il est possible, à partir de cette répartition, de formuler deux genres de conclusions. De la répartition fortement uniforme des caractéristiques, on peut déduire une certaine homogénéité de la « classe agraire » postsocialiste. Cependant, à part une régularité commune, il existe encore des variantes de répartitions. Ce qui est significatif des répartitions statistiques de presque toutes les caractéristiques, c'est la répétition de la régularité suivante : une répartition régulière dans trois pays et une répartition spécifique concernant un seul pays. L'analyse de ces variantes doit aboutir à une première approche des spécificités socialistes des « classes agraires » socialistes. En ce qui concerne la Hongrie, cette variante se manifeste par une forte intégration économique hétérogène, une importance relative de l'autosuffisance et certains aspects d'intégration idéologique et politique forte. La Pologne manifeste sa particularité par une importance relativement faible des éléments économiques et politiques et par une grande importance de la religiosité. Dans la République tchèque, on remarque — outre le haut niveau d'instruction — la force des relations avec la communauté locale. En Roumanie, par contre, on constate une intensité passagère de l'importance des facteurs économiques<sup>12</sup> et une image positive et peu conflictuelle de la communauté

<sup>12</sup> En Roumanie, il s'agit d'une « surreprésentation » d'indépendance économique des personnes consultées, ce qui découle d'un dérèglement total de l'économie au moment de l'enquête (par exemple, le calcul des frais, compte tenu de l'inflation, se fait en pourcentage de récoltes), ainsi que de la faiblesse

locale. La première approche statistique fournit donc des arguments en faveur des deux hypothèses avancées ci-dessus.

L'analyse factorielle nous donne encore une autre approche de l'image de l'intégration des « classes agraires » postsocialistes aux sociétés globales. Les treize variables caractérisées ci-dessus, dont la répartition dans l'espace factoriel est illustrée par la figure 1 (page suivante), définissent deux axes de l'analyse, à savoir l'intégration locale et l'intégration globale. Le mode d'intégration locale (axe horizontal) est défini par l'opposition entre un pôle négatif exprimant l'aliénation et un pôle positif exprimant l'incorporation. L'appartenance aux partis politiques, la participation aux fêtes locales, la participation aux réunions, l'exercice de responsabilités au niveau local, la perception de la société locale et la pratique religieuse interviennent pour qualifier les modalités de cette intégration. L'intégration à la société globale, dont les pôles sont déterminés par les notions d'autonomie-exclusion (en négatif) et de dépendance-inclusion (en positif), est définie par le niveau de formation, l'usage régulier des médias (journaux, radio, télévision), l'utilisation des intrants industriels par l'exploitation et son caractère marchand.

C'est ainsi que l'incorporation s'explique comme une forte intégration politique locale, la participation aux fêtes et aux réunions locales, l'exercice d'une fonction à l'échelon local, une image plutôt positive de la communauté locale, une certaine confiance politique qui se manifeste par l'absence de contestation électorale (participation régulière aux élections parlementaires et municipales avant et après 1990)<sup>13</sup> et... une observation irrégulière, occasionnelle des pratiques religieuses, ou leur absence totale.

Du côté de l'aliénation se regroupent les valeurs contraires de ces indices, en l'occurrence une faible intégration politique locale, la non-participation aux fêtes et aux réunions locales, le non-exercice de fonctions locales, une vision indéterminée, ou plutôt négative, de la communauté locale, une « impudence politique » s'extériorisant par une propension à ne pas prendre part aux élections, une grande religiosité.

Si l'on admet que l'axe de l'intégration locale constitue l'axe de partage de la collectivité étudiée, c'est alors un partage très inégal au point de vue statistique. Par ailleurs, il faut remarquer que la religiosité s'insère prétendument dans la logique de dispersion des composantes définissant l'axe d'intégration locale. Ces doutes disparaissent cependant lorsque nous arrivons à comprendre la double signification des pratiques religieuses et la place de la religiosité dans le modèle idéal de la société collectiviste. Si nous voulons savoir quelle est la signification des pratiques religieuses, nous serons informés soit de l'existence de l'intégration à une communauté plus importante, soit de l'émergence de comportements concrets qui s'inscrivent tout de même dans l'espace local. Nous devons plutôt conférer à nos réponses cette seconde signification. En revanche, la situation susmentionnée des valeurs des indices résulte de la place de la religion et de la religiosité dans le monde idéal de société communiste. La laïcité ou l'absence de pratiques religieuses sont synonymes de conformité avec ce modèle, tandis qu'une religiosité affectée correspond à des comportements contestataires à l'égard

---

des structures postcollectivistes qui sont en train de se former. Les groupements familiaux, comme les entités juridiques, payaient les participations aux bénéfices de leurs membres en pourcentage des récoltes.

<sup>13</sup> La corrélation indique que la participation aux élections et l'abstentionnisme sont des attitudes adoptées en principe par la même population avant et après 1990.

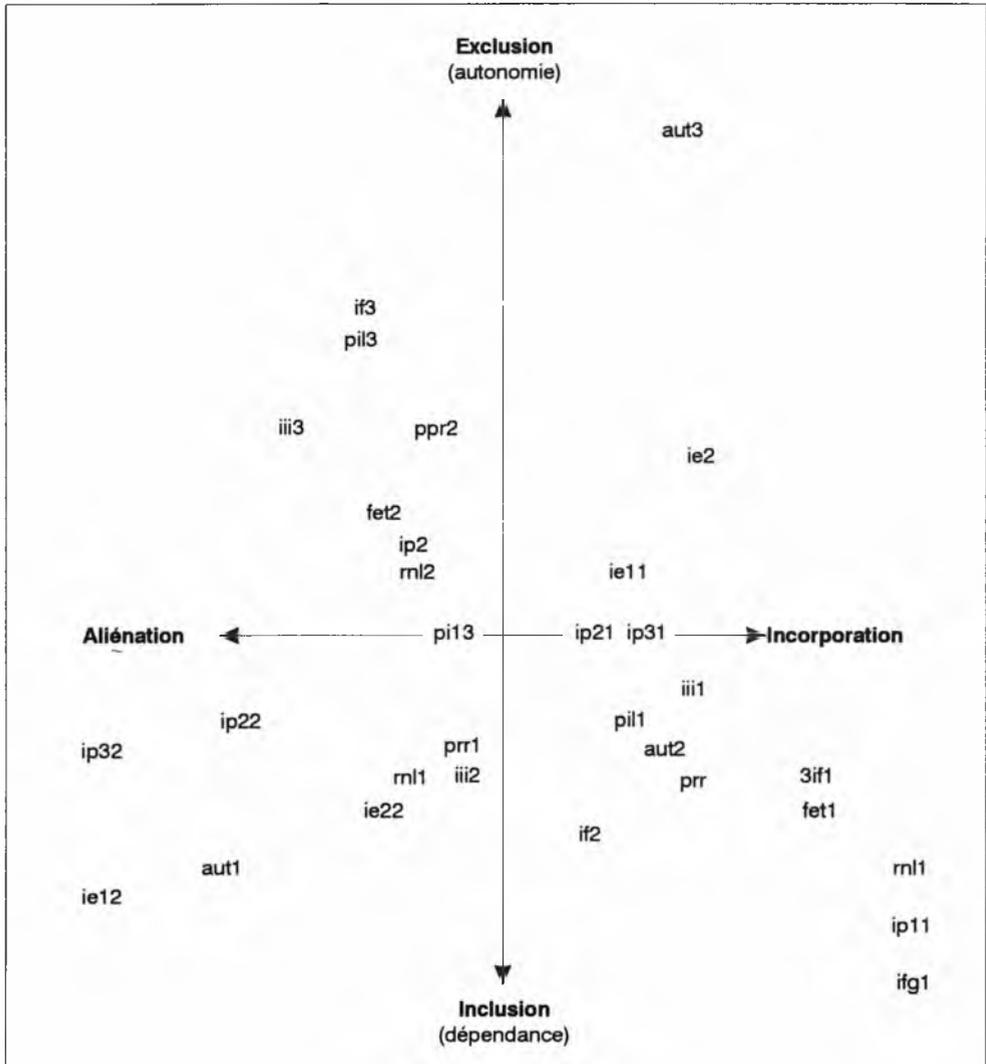
Tableau 3.

## Dispersion des indices synthétiques selon les pays (en %)

	Hongrie	Pologne	République tchèque	Roumanie	Total
<b>ie1</b> (intégration économique en amont)					
Existe .....	100	62	90	99,1	87,7
N'existe pas .....	0	38	10	0,9	12,3
<b>ie2</b> (intégration économique en aval)					
Existe .....	69	35,5	25,8	78,4	51,9
N'existe pas .....	31	64,5	74,2	21,6	48,1
<b>if</b> (intégration idéologique — formation)					
Forte .....	15,1	18,2	27,7	12,7	18,5
Moyenne .....	41,3	52,1	64,7	15,5	43,9
Faible .....	43,7	29,8	7,6	71,8	37,6
<b>iii</b> (intégration idéologique — information)					
Forte .....	77,8	33,9	50,8	36,9	50,4
Moyenne .....	18,3	29,8	30	25,2	25,7
Faible .....	4	36,4	19,2	37,8	23,8
<b>pr</b> (intégration idéologique — religiosité)					
Forte .....	12,7	70	11,7	11,1	26,6
Moyenne .....	45,2	27,5	37,5	61,1	42,4
Faible .....	42,1	2,5	50,8	27,8	31
<b>aut</b> (auto-apvisionnement)					
Faible .....	9,5	52	15	2,8	20,2
Moyen .....	54	47,9	73,3	47,2	55,8
Grand .....	36,5	—	11,7	50	24
<b>ip1</b> (intégration politique)					
Existe .....	23,8	12,4	17,5	11,7	16,5
N'existe pas .....	76,2	87,6	82,5	88,3	83,5
<b>ip2</b> (intégration politique avant 1989)					
Existe .....	89,7	84,3	99,2	96,4	92,3
N'existe pas .....	10,3	15,7	0,8	3,6	7,7
<b>ip3</b> (intégration politique après 1989)					
Existe .....	95,2	80,2	97,5	91	91
N'existe pas .....	4,8	19,8	2,5	9	9
<b>fet</b> (participation aux fêtes locales)					
Forte .....	30,4	30,6	43,3	34,5	34,7
Faible .....	69,6	69,4	56,7	65,4	65,3
<b>ifg</b> (participation aux réunions)					
Forte .....	16,8	19,5	27,5	11,3	19,1
Faible .....	83,2	80,5	72,5	88,7	80,9
<b>rn1</b> (responsabilité au niveau local)					
Oui .....	12,7	6,6	22,5	16,2	14,4
Non .....	85,7	93,4	77,5	82,9	84,9
<b>pil</b> (perception de la société locale)					
Positive .....	31	31,4	35,8	39,6	34,3
Indéfinie .....	9,5	9,9	5,8	15,3	10
Négative .....	59,5	58,7	58,3	45	55,6

**Légende :** Pour construire des indices synthétiques, on a utilisé les réponses aux questions suivantes : **ie1** — Utilisation des engrais chimiques et pesticides; **ie2** — Vente de la production végétale et animale; **if** — Niveau de formation : supérieur au secondaire, supérieur au niveau élémentaire, niveau élémentaire; **iii** — Utilisation régulière des moyens de communication comme les journaux, les hebdomadaires, la radio, la télévision; **pr** — Pratique religieuse régulière, occasionnelle, aucune; **aut** — Importance de l'auto-apvisionnement en neuf produits : de 20% à 70%, au-dessus de 70%; **ip1** — Appartenance aux partis politiques et participation aux réunions politiques; **ip2** — Participation aux élections législatives avant 1989; **ip3** — Participation aux élections législatives et locales après 1990; **pil** — Il est difficile ici de faire quelque chose ensemble, d'avoir des amis : les gens aiment critiquer, ils s'occupent de leurs propres affaires, l'étranger est repoussé.

Figure 1. Dispersion des indices synthétiques dans l'espace factoriel



de celui-ci. Les pratiques religieuses régulières vont de pair avec les comportements électoraux « déloyaux ». Cela veut dire également que la condition d'intégration locale, dans les sociétés collectivistes, était au moins la non-contradiction avec les fondements idéologiques du système.

L'axe vertical, désignant l'intégration globale, est défini par les pôles d'autonomie-exclusion et de dépendance-inclusion. L'autonomie rassemble plusieurs valeurs indicelles, telles un niveau d'instruction peu élevé, une utilisation sélective des informations diffusées, une importance relativement grande de l'autosuffisance, qui témoigne du savoir-faire individuel, ainsi que... des indices d'intégration économique élevés. Par contre, la dépendance, ou plutôt l'insertion au système global, est déterminée par un

niveau d'instruction relativement bon, une utilisation étendue des informations propagées, une importance restreinte de l'autosuffisance, qui est une preuve d'incapacité acquise, de même que par... l'absence d'intégration économique. Le fait de positionner les valeurs indicielles positives de l'intégration économique du côté de l'autonomie et les valeurs négatives du côté de la dépendance est encore une autre particularité systémique.

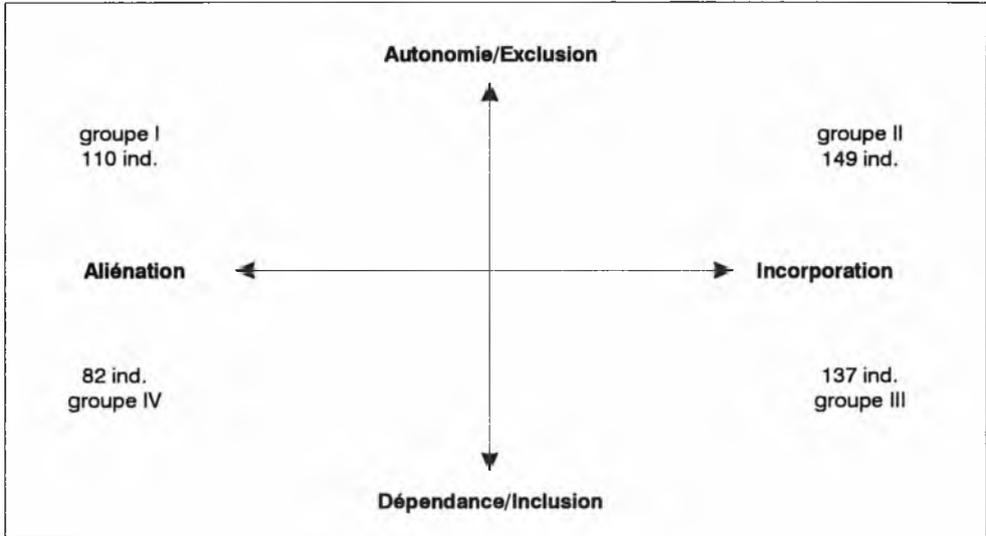
Deux indices d'intégration économique ont été élaborés à partir des relations avec le système économique au travers de la production agricole. Cette dernière, pour ce qui est des travailleurs de l'agriculture collective, revêt une importance supplémentaire. Leur relation avec le système économique existant repose sur un salaire mensuel. Dans ce contexte, les indices acquièrent une importance tout à fait autre, à savoir que l'existence de relations au travers de la production agricole signifie posséder deux genres de relations, c'est-à-dire des relations hétérogènes avec le système économique, ce qui augmente l'autonomie de l'individu. Le manque de relations par le biais de la production agricole implique seulement l'existence de relations salariales, c'est-à-dire homogènes et dépendantes du système global.

Les deux axes ainsi qualifiés d'intégration locale et d'intégration globale partagent l'espace analysé en quatre champs définis par les pôles des axes (cf. figures 2 et 3). Le premier est le champ déterminé par les pôles négatifs, à savoir : l'aliénation (axe d'intégration locale) et l'autonomie-exclusion (axe d'intégration globale). Dans la zone d'appartenance à ces pôles se trouvent 110 personnes interrogées. Dans leur forme pure, ce serait un groupe de personnes vivant tout à fait en dehors de la société propre au socialisme réel, un groupe de marginaux. Le deuxième champ est cerné par l'autonomie-exclusion globale et l'incorporation (intégration) locale. On dénombre 149 personnes dans la zone d'influence de ces pôles. Le troisième champ est délimité par les deux pôles positifs, qui désignent une double intégration : l'intégration locale (incorporation) et l'intégration globale (dépendance-inclusion). Ce champ-là, qui rassemble 137 enquêtés, définit la partie de la "classe agraire" le mieux adaptée à la société propre au socialisme réel. Le quatrième et dernier groupe, comptant 82 des personnes interrogées, est formé de ceux qui étaient sous l'influence de facteurs définissant, d'une part, la dépendance-inclusion (globale) et, d'autre part, l'aliénation (locale). Nous devons souligner que ce serait, selon les analyses critiques dissidentes du socialisme réel, le groupe pouvant s'enorgueillir de présenter le modèle type d'intégration, qui apparaît la conséquence de l'absence de société civile.

Voyons maintenant dans quelle mesure les groupes distincts sont des groupes sociologiquement importants, c'est-à-dire qui diffèrent entre eux par les caractéristiques sociales et, peut-être aussi, par leur identité sociale.

La forte concentration d'individus autour du point d'intersection des axes pourrait indiquer une grande ressemblance des quatre groupes distincts. En réalité, les valeurs retenues dans l'analyse des treize indices synthétiques déjà évoqués plus haut ne se rangent pas nettement selon le modèle idéal de répartition décrit ci-dessus, et l'appartenance d'un individu concret à tel groupe relève non pas de la totalité des caractéristiques, mais seulement quelques-unes d'entre elles. Cependant, le groupe consulté n'est pas totalement homogène dans son mode d'intégration à la société globale. C'est ainsi que le groupe I, compris entre les pôles d'aliénation et d'autonomie-exclusion, se définit pas une très faible hétérogénéité en matière d'intégration économique, une faible intégration idéologique, une religiosité relativement affichée, une

Figure 2. Dispersion des individus dans l'espace factoriel



très faible importance de l'autosuffisance, une certaine contestation politique et une forte intensité des visions négatives de la communauté locale. C'est un groupe que nous qualifierons de marginaux.

Le groupe II, regroupant les personnes intégrées dans la société locale mais exclues par rapport à la société globale, se distingue avant tout par des valeurs indicielles élevées sur la participation à la vie locale, en parfaite corrélation avec une perception positive de la communauté. Cela s'accompagne d'une forte intégration idéologique. C'est le groupe des incorporés.

Le groupe III est le mieux intégré, globalement et localement, à la société collectiviste. Les intégrés se caractérisent par une très forte intégration économique hétérogène, une utilisation généralisée de l'information (intégration idéologique), une grande importance de l'autosuffisance, une indifférence politique, une assez faible participation à la vie de la communauté locale et une image propre plutôt positive.

Le groupe IV, rassemblant les dépendants du système global mais aliénés localement, se signale surtout par une non-participation à la vie locale, qui est sans doute fonction de la perception négative dont ils sont l'objet, et fait preuve d'une assez faible intégration idéologique et économique. Il se distingue du groupe I, c'est-à-dire des marginaux, par des pratiques religieuses moins ostentatoires et une importance beaucoup plus grande de l'autosuffisance. Somme toute, il existe plus de ressemblances que de différences entre les groupes I et III, aussi est-il possible de les traiter conjointement.

Compte tenu de la répartition des caractéristiques, l'analyse factorielle a permis de répartir les membres de la communauté postcollectiviste en trois groupes : les marginaux, les intégrés et les incorporés mais la caractéristique sociologique des groupes plaide en faveur d'un partage en quatre groupes.

Relativement à son mode d'intégration à la société, la population consultée n'est toutefois pas tout à fait homogène. Si les différences entre deux groupes aux valeurs



Tableau 4.

## Caractéristiques des quatre groupes (en %)

Groupes	I	II	III	IV
<b>Structure sociale</b>				
Travail manuel .....	79,1	55	59,9	89
Travail non manuel .....	18,2	34,9	20,4	1,2
<b>Origine sociale — Profession</b>				
Terre avant la décollectivisation .	34,5	40,3	67,9	64,5
Ancêtre paysan .....	71,8	73,2	93,4	81,7
<b>Appartenance à un parti politique</b>	0,9	16,1	2,9	1,2
<b>Travailleur de la :</b>				
Coopérative .....	49,1	52,4	67,1	62,2
Ferme d'Etat .....	44,5	34,2	8,8	14,6
<b>Âge</b>				
Inférieur à 35 ans .....	46,4	30,2	31,4	40,2
de 35 à 50 ans .....	41,8	52,3	47,4	39,1
de 50 à 65 ans .....	10,3	16,1	20,4	18,3
<b>Statut familial</b>				
Marié .....	38,2	71,8	82,5	54,9

manuelle, situation de famille stable et âge plus « mûr », mais aussi appartenance à un parti politique. Les caractéristiques de ces groupes contredisent certains stéréotypes en vigueur. Ce n'est pas le personnel des exploitations d'Etat, qui forme la fraction la plus nombreuse parmi les moins bien intégrés, mais les coopérateurs d'origine paysanne qui forment le groupe le mieux « introduit ». Est-ce que c'est l'excellent état d'esprit des descendants des paysans au sein de la société typique du socialisme réel qui fait qu'en fin de compte, après quarante années, ils ont été collectivisés, ou bien est-ce une fois encore une manifestation de l'adaptabilité des paysans ? Essayons de répondre à cette question par l'analyse de certaines représentations collectives des personnes interrogées.

Nous nous sommes intéressés ici avant tout à deux ensembles de représentations : l'un est lié à la position sociale de la personne consultée, l'autre à l'agriculture.

Pour décrire le premier, nous avons pris en compte des informations telles que l'évaluation de la situation personnelle de l'enquêté dans la société et la comparaison de celle-ci avec la condition des autres agriculteurs, le désir de conserver ou de changer le statut socioprofessionnel actuel, des éléments du sentiment de sécurité (aide de l'Etat), la détermination de sa place — au travers du travail, des préoccupations et de la qualité de vie — dans la dynamique des générations. Dans l'intention d'illustrer les représentations collectives et l'attitude des classes socialistes à l'égard de l'agriculture, nous avons choisi quelques questions significatives de l'attitude vis-à-vis de la campagne (lieu d'existence et milieu social), de l'appréciation du rôle passé, présent et futur des producteurs agricoles (paysans), des éléments de la conception du métier d'agriculteur.

Tableau 5.

## Les représentations selon les groupes

Groupes	I	II	III	IV	Total
REA	81,6	90,6	86,9	76,8	85,1
OAE	52,7	58,4	59,9	42,7	54,8
IAE	40	48,3	51,1	35,4	45
ARP	60,9	75,2	76,6	65,9	70,7
ARA	63,6	65,1	72,2	61	66,3
CEI	32,7	30,2	40,1	24,4	32,6
NPT	49,1	61,7	74,5	72	64,2
DIE	38,2	43	59,1	61	49,6
RVC1	44,5	51,7	38,7	39	44,1
RVC2	29,1	26,8	39,4	32,9	32
RPA3	27,3	32,9	35,8	39	33,5
RPE1	49,1	67,1	56,9	45,1	56,3
RPD1	35,5	53	49,6	37,8	45,4
ASI	4,22	5,15	5,16	4,91	4,90
API	4,26	5,18	5,18	5,1	4,96

**Légende :** ARA = le rôle futur des agriculteurs dans le développement du pays est très important et important); ARP = le rôle des agriculteurs dans le passé du pays est très important et important); CEI = il/elle voudrait être exploitant familial; DIE = ici, les différences entre les exploitants sont très grandes; IAE = les agriculteurs peuvent influencer la politique agricole; NPT = la propriété de la terre est nécessaire pour être agriculteur; OAE = on ne peut pas compter sur l'aide de l'Etat; REA = l'Etat doit jouer un rôle dans l'agriculture; RPA = son travail est pareil à celui de son père; RPD = il a le sentiment, qu'il vit mieux que son père; PRE = il a le sentiment d'avoir plus de soucis que son père; RVC = on vit mieux en ville (1), à la campagne (2).

Essayons de restituer certains des aspects de l'autoportrait psychologique collectif de la classe agraire postsocialiste au début des années 1990. Son représentant moyen estime qu'il se trouve juste au milieu de l'échelle sociale. Il est convaincu d'occuper une place semblable à celle des autres agriculteurs. Cela conduit à penser qu'il est plutôt satisfait de cette position, car une immense majorité de ses congénères désirent la garder. À peine un tiers des personnes interrogées ont exprimé le désir de changer leur condition et de devenir exploitants indépendants, et seulement 13% affecteraient leurs économies à des investissements agricoles. C'est donc dans sa grande majorité une population agricole mais non paysanne (et même non « postpaysanne »). Dans le même temps, dans cette communauté se manifeste une érosion du sentiment de sécurité collective. La majeure partie de ses représentants croient qu'on ne peut guère compter sur une aide de l'Etat, ce qui est sans doute la conséquence des changements intervenus après 1990 dans les pays pris en considération. De la confrontation de deux convictions dominantes, à savoir le peu d'empressement à « prendre ses affaires en mains » et la perception de la désintégration du parapluie protecteur de l'Etat, on peut en déduire un état de frustration en train de se développer dans cette collectivité. Cette frustration se trouve également justifiée par l'appréciation ambivalente de la promotion de sa propre génération. Les changements de nature et de pénibilité du travail sont

les plus mal perçus. On observe le plus souvent, chez les individus consultés, un sentiment de similitude entre leur travail et celui qu'accomplissait leur père. Beaucoup plus fréquemment, car cela concerne presque la moitié de la population observée, les personnes interrogées ont ressenti une amélioration de leurs conditions d'existence.

Mais c'est aussi une collectivité « rurale » et « prorurale ». Bien que prédomine l'opinion qu'on vit mieux en ville, elle n'est partagée que par moins de la moitié des personnes consultées. Une sur trois estime toutefois que la vie est meilleure à la campagne. La campagne en tant que milieu social n'est pas perçue de la même façon par tout le monde. Près de la moitié est convaincue de l'existence à la campagne de grandes divergences entre les exploitants agricoles, alors que le reste en a une vision plus égalitaire. Il vaut la peine de retenir que la perception dans le proche voisinage de grandes disparités sociales est souvent (comme le confirment d'autres études<sup>14</sup>) un indicateur d'une vision conflictuelle de la société. En revanche, la conviction est presque unanime que l'agriculture est du ressort de l'Etat, et que c'est l'Etat qui doit y jouer un rôle d'importance. Cependant, c'est plutôt une manière de penser qui ne fait que témoigner de l'étatisation de la collectivité, car seulement 45% de cette dernière expriment l'opinion selon laquelle la politique peut se développer sous la pression des forces sociales, en l'occurrence que les agriculteurs sont susceptibles d'exercer une influence sur la politique agraire. En revanche, le rôle des agriculteurs dans le développement passé et futur du pays bénéficie d'une appréciation beaucoup plus élevée. À l'examen attentif des caractéristiques de cette collectivité, nous pourrions affirmer qu'il s'agit d'un nouveau type de collectivité agricole : rurale mais aussi non paysanne.

La conscience sociale des quatre groupes distingués est différemment imprégnée des éléments caractérisés ci-dessus. Si nous mettions en évidence la nature des groupes au travers des opinions les plus éloignées de la moyenne<sup>15</sup>, le groupe I se distinguerait par un point de vue relativement moderne et non paysan sur le métier d'agriculteur (pour exercer le métier d'agriculteur, il n'est pas nécessaire d'être propriétaire de la terre), une importance plutôt faible à mettre sur le compte de la disparité du milieu rural, une appréciation défavorable du rôle des paysans et un sentiment plus faible qu'ailleurs de promotion générationnelle.

Les représentants du groupe II, qui s'écarte le moins des « paramètres moyens », se signalent par une accentuation plus forte des préoccupations que de la promotion sociale, une orientation pro-citadine et des marques d'attachement à l'étatisme plus évidentes (l'Etat devrait se charger de l'agriculture).

Le groupe III se singularise par un point de vue paysan sur le métier d'agriculteur (nécessité absolue de la propriété de la terre), une perception plutôt aiguë des divergences existant dans le monde rural, la certitude que l'on vit mieux à la campagne qu'en ville et la conviction que les agriculteurs sont capables d'exercer une influence sur la politique agraire. C'est dans ce groupe qu'est notée la plus forte proportion de

<sup>14</sup> Wojciech Zaborowski, *Postrzeżenie społecznych nierówności*, PWN, 1988, Warszawa.

<sup>15</sup> Pour l'échantillon du niveau de distinction intrasystémique ou nationale des groupes, on a utilisé la procédure des plus grandes différences. Pour chacun des groupes cités plus haut on a additionné les points de différences (positifs ou négatifs au-dessus de 3, ce qui considéré comme une limite de coïncidence statistique) entre la valeur du trait distinctif dans le groupe et la valeur moyenne dans la population examinée. Les sommes de ces différences pour les groupes respectifs sont les suivantes : groupe I = 68,1 ; groupe II = 54,7 ; groupe III = 61,4 ; groupe IV = 95,8 ; pour les pays : Hongrie = 75,7 ; Pologne = 85,9 ; République tchèque = 106,4 ; Roumanie = 100,1.

personnes désireuses de posséder une exploitation agricole individuelle, une sur quatre investirait ses économies dans des équipements agricoles (ainsi que « pour aider les enfants », dans une proportion de 40%). Tout cela fait que le portrait psychologique de ce groupe est le plus proche du portrait paysan.

Le trait le plus significatif du groupe IV est que ses membres aspirent le moins à devenir exploitants à part entière. En revanche, ils ont plus que les autres confiance en l'Etat, ne se plaignent que rarement de leurs soucis (bien qu'ils les considèrent plus grands que ceux de leurs pères) et perçoivent assez nettement la diversité du milieu agricole où ils se trouvent. On pourrait dire que c'est le groupe le plus proche de la variété rurale d'*homo sovieticus*.

L'étude détaillée des attitudes des deux groupes opposés analysés ici, en l'occurrence les « marginaux » (groupe I) et les « intégrés » (groupe III), montre qu'ils ne se différencient que partiellement. Les représentants des deux groupes évaluent d'une manière semblable leur position respective dans la société, et ils sont plutôt d'accord sur un point, à savoir : l'Etat devrait jouer un rôle d'importance dans l'agriculture. Ce qui les différencie, c'est leur attitude envers l'Etat : les « marginaux » sont plus méfiants, tandis que les « intégrés » lui accordent une plus grande confiance.

D'autres disparités font apparaître les vues sur l'agriculture, telles que les estimations de l'influence des agriculteurs sur la politique agraire et les opinions sur leur rôle passé et futur dans le développement du pays. Les « marginaux » sont beaucoup moins pro-agricoles dans leurs convictions. Ils mettent en doute l'influence des agriculteurs sur la politique agraire de l'Etat, ont une plus mauvaise opinion du rôle passé des paysans et perçoivent plus mal leur rôle futur (quoiqu'il soit plus important que dans le passé). Les représentations des « intégrés » suivent une direction tout à fait autre. Ils apprécient davantage le rôle passé, présent et futur des paysans. Les opinions sur les divergences en matière de qualité de vie à la ville et à la campagne sont également assez variées. Parmi les « marginaux » prédominent les vues (traditionnellement paysannes, d'ailleurs) que la vie est en ville meilleure qu'à la campagne, alors que parmi les « intégrés » les opinions sont partagées sur ce sujet, et les proportions des partisans de la campagne et de la ville y sont presque à égalité. L'attitude à l'égard de son propre passé est également différente. Le sentiment d'une « meilleure existence » par rapport à celle de la génération parentale, bien que cela soit accompagné d'un plus grand lot de préoccupations et de travail, est beaucoup plus courant chez les « intégrés ».

Cependant, de la nature variée des groupes semblent préjuger les réponses données aux questions concernant le désir de garder la position sociale acquise, le souhait de posséder une exploitation agricole individuelle et les éléments des représentations du métier d'agriculteur. Bien qu'ils forment un groupe moins satisfait que les « intégrés », les « marginaux » perçoivent leur entourage d'une manière plus égalitaire et semblent aussi être plus attachés à leur statut social : presque 80% d'entre eux désirent le conserver, tandis que seulement un sur trois exprime le désir d'avoir une exploitation individuelle. C'est donc un groupe ayant moins ressenti l'évolution de sa condition, qui est aussi caractérisé par une certaine inertie intellectuelle (perte de vue des inégalités sociales), mais c'est également un groupe potentiellement statique qui, par peur de tout changement, défendra opiniâtement le *statu quo*.

Les « marginaux » paraissent former un groupe socialement découragé, anti-agricole et anti-rural, qui endure une privation sociale. À l'inverse, les « intégrés » semblent être un groupe socialement beaucoup plus dynamique, qui remarque plus fréquemment la

promotion intergénérationnelle, discerne nettement les inégalités sociales et est plus favorable aux changements. C'est un groupe qui n'est pas socialement découragé, où l'on constate une singulière association d'opinions traditionnelles et modernes. Une preuve peut en être la conviction y régnant que les conditions de vie sont aussi bonnes à la campagne qu'en ville, mais aussi que, pour devenir agriculteur, il faut cependant posséder la terre en propre. Les « intégrés » apparaissent comme un groupe beaucoup plus ouvert aux changements, quoique possédant également des rudiments de l'ancien système de valeurs propre à la paysannerie.

Somme toute, cela conduit à dire que ce sont des paysans adaptés à l'existence dans une société collectiviste plutôt qu'un produit de celle-ci. Or, il faut remarquer que nous avons abouti à un nouveau paradoxe en caractérisant ces deux groupes opposés : le groupe le mieux adapté, ou peut-être susceptible de s'adapter le mieux possible à la vie dans une société collectiviste, possède également les plus grandes capacités potentielles de tirer avantage de sa désintégration. Le groupe qui n'avait été en mesure de s'intégrer que très faiblement dans le fonctionnement de la société d'alors, continue d'être un groupe dépourvu de perspectives, un groupe aliéné à jamais. Est-ce que la transformation systémique confirmerait donc, une fois encore, les régularités de l'hérédité du statut social ?

### 3. La spécificité des particularités nationales

Examinons maintenant les divergences entre les modes d'intégration socialiste de la classe agraire dans chacun des quatre pays faisant l'objet de l'étude. Sur la base des distributions globales et nationales des indices synthétiques, nous avons constaté que la différenciation se manifeste d'une façon particulière et disproportionnée (majorité absolue — minorité appréciable). Un autre trait caractéristique de cette différenciation est le fait que la fraction minoritaire est presque toujours dominée par les représentants d'une seule nation. Est-ce que cela signifie que les traits caractéristiques des groupes, y compris les traits décrits plus haut, découlent principalement des spécificités nationales ? Voyons de plus près la composition nationale des groupes distingués.

Tableau 6.

Composition nationale des groupes distingués

Pays Groupes	Pays			
	Hongrie	Pologne	République tchèque	Roumanie
I	14,5	53,6	28,2	3,6
II	26,2	21,5	40,3	12,1
III	40,9	6,6	16,1	36,5
IV	18,3	25,6	8,5	47,6

Chacun des quatre groupes modèles a une composition nationale différente. Quel est l'impact des caractéristiques nationales sur la configuration sociologique des groupes distingués<sup>16</sup> ?

Le groupe I, les « marginaux », le moins bien intégré à la société collective, est un groupe binational avec prédominance de Polonais. En effet, ceux-ci constituent la moitié de ce groupe, alors que les Tchèques n'y participent que pour le tiers. Sur treize traits distinctifs pris en compte pour caractériser la spécificité des Polonais, sept ont une valeur nettement différente de la moyenne.

Quatre d'entre eux définissent en plus la spécificité sociologique du groupe I. L'influence de la spécificité tchèque est très forte aussi, car elle porte sur la valeur de quatre traits distinctifs également, dont trois sont communs avec la spécificité polonaise.

La composition du groupe II, moins bien intégré au niveau global mais qui l'est mieux à l'échelon local, est très diversifiée. Les représentants de trois nations, en l'occurrence les Tchèques, les Polonais et les Hongrois, constituent presque 90% du groupe. Ce groupe se distingue le moins fortement de toute la population examinée, et les différences de valeur des traits distinctifs décidant de leur spécificité semblent être des résultantes compliquées de l'action conjuguée des spécificités nationales.

Le groupe III, les « intégrés », apparaît presque binational : il est constitué en grande majorité par des Hongrois et des Roumains, les Tchèques et les Polonais y étant plutôt rares. En regard de la population enquêtée, c'est un groupe beaucoup plus disparate que le deuxième. Sa particularité est surtout façonnée par l'influence de la spécificité roumaine.

Le groupe IV, dans lequel nous trouvons des dépendants du système global, qui sont en même temps aliénés de la communauté locale, est dominé en nombre par les Roumains, et comprend une proportion assez importante de Polonais et de Hongrois. Les caractéristiques de ce groupe s'éloignent le plus de la moyenne, bien que dans ce cas-là il ne soit guère possible d'observer une influence nationale quelconque.

Chaque nation marque de son empreinte les quatre groupes en question, mais l'attribution à un groupe d'une spécificité « nationale » est liée à une nette supériorité numérique. On le voit clairement (jusqu'à toucher à des stéréotypes nationaux) dans le cas du groupe I, qui peut être appelé « polonais », et du groupe III, à dominante « roumaine ».

Cependant, une autre régularité se présente plus distinctement, à savoir le caractère différent de l'intégration de chacune des classes agraires nationales à la société globale collectiviste. La distribution variée des groupes nationaux étudiés selon l'axe d'intégration locale (horizontal) et l'axe d'intégration globale (vertical) illustrent cela d'une manière remarquable.

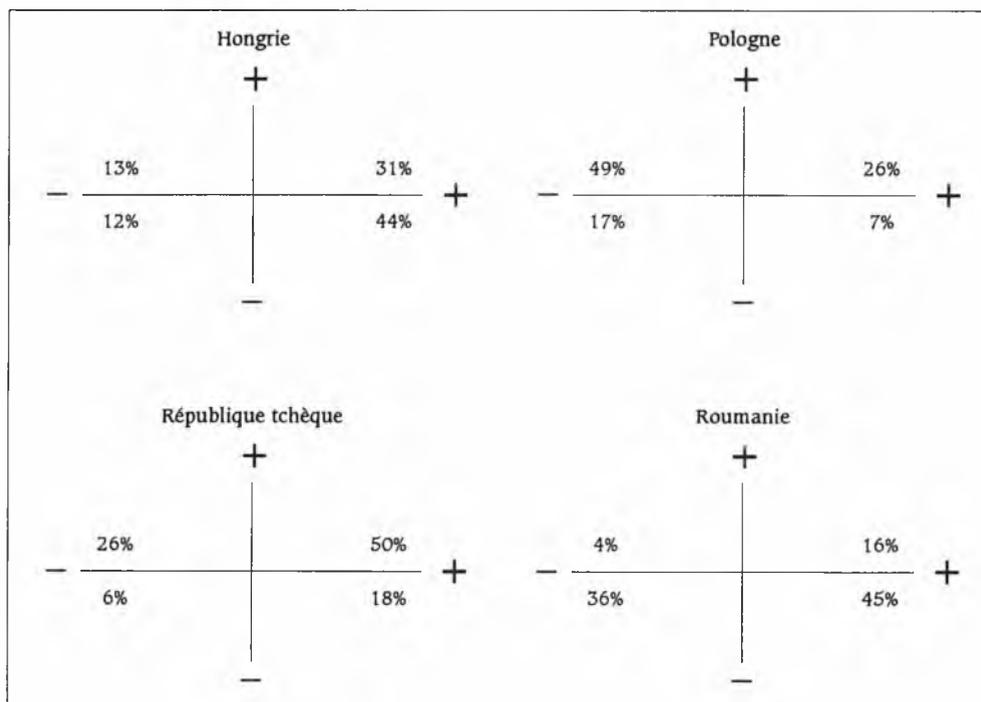
<sup>16</sup> C'est ainsi que les valeurs s'écartant le plus de la moyenne ont les caractéristiques suivantes : groupe I : NPT, DIE, RPD1, ARP ; groupe II : RPE1, RPD1, RVC1, REA ; groupe III : NPT, DIE, CEI, RVC2 ; groupe IV : CEI, OAE, DIE, RPE1. En revanche, les spécificités nationales sont déterminées comme suit : Hongrie : DIE, IAE, RPE1 ; Pologne : IAE, ARP, DIE, RPD1 ; République tchèque : DIE, NPT, RVC1, RVC2 ; Roumanie : NPT, RVC2, RVC1, RPD1.

Tableau 7.

## Les représentations selon les groupes nationaux (en %)

Groupes	I	II	III	IV	Total
REA	84,1	85	89,2	81,1	85,1
OAE	56,3	62,2	48,3	52,3	54,8
IAE	61,9	27,3	40	50,5	45
ARP	72,2	54,6	78,3	78,3	70,7
CEI	37,3	35,5	27,5	29,7	32,6
NPT	63,5	54,5	47,5	93,7	64,2
DIE	86,5	36,4	23,3	50,5	49,6
RVC1	44,4	41,3	60	29,7	44,1
RVC2	37,3	22,3	21,7	47,7	32
RPA3	34,1	33,9	28,3	37,8	33,5
RPE1	62,7	57	60	44,1	56,3
RPD1	50,8	33,1	45,8	52,3	45,4
ASI	4,34	4,46	4,70	7,81	4,91
API	4,53	4,40	4,66	6,28	4,96

**Légende :** ARP = le rôle des agriculteurs dans le passé du pays est très important et important); CEI = il/elle voudrait être exploitant familial; DIE = ici, les différences entre les exploitants sont très grandes; IAE = les agriculteurs peuvent influencer la politique agricole; NPT = la propriété de la terre est nécessaire pour être agriculteur; OAE = on ne peut pas compter sur l'aide de l'Etat; REA = l'Etat doit jouer un rôle dans l'agriculture; RPA = son travail est pareil à celui de son père; RPD = il a le sentiment, qu'il vit mieux que son père; PRE = il a le sentiment d'avoir plus de soucis que son père; RVC = on vit mieux en ville (1), à la campagne (2).



Si l'on prend comme base la force qui attire les individus vers les quatre pôles distingués et qui s'exprime par le poids des sous-groupes, le mode d'intégration de la classe agraire hongroise par rapport à la société globale pourrait alors être considéré comme une incorporation avec des formes de dépendance, de la classe agraire polonaise comme une autonomie avec aliénation, de la classe agraire tchèque comme une incorporation avec autonomie, de la classe agraire roumaine comme une dépendance avec incorporation. Cependant, en ajoutant à ces caractéristiques de base de nouveaux traits distinctifs, nous pouvons en déduire que la structure d'intégration de chaque « classe agraire » analysée ici revêt un caractère spécifique. Lorsque nous réduisons le nombre de traits distinctifs — en continuant de nous fonder sur les distributions numériques —, le caractère de l'intégration des classes agraires peut même être défini à l'aide d'un seul mot-clé. Dans cette situation, le mode d'intégration de la classe agraire hongroise peut se résumer par le mot-clé « incorporation », polonaise et tchèque par « autonomie », roumaine par la « dépendance ». En resserrant progressivement notre modèle d'analyse, nous sommes parvenus à la limite inquiétante des stéréotypes nationaux, bien que cela n'ait pas été dans nos intentions.

Est-ce que les caractéristiques spécifiques nationales de la conscience et des représentations collectives des classes agraires collectivistes vont également de pair avec les spécificités nationales ? Selon la méthode adoptée des plus grandes différences, les opinions des Hongrois s'écartent le moins des opinions moyennes du producteur agricole collectiviste. Ce qui caractérise tout particulièrement le Hongrois, c'est sa sensibilité aux inégalités sociales qui l'entourent, sa conviction profonde que les agriculteurs peuvent exercer une influence sur la politique agraire. Il éprouve un sentiment assez marqué de promotion par rapport à la génération parentale, tout en étant persuadé que la vie se complique de plus en plus. L'image des représentations les plus significatives des Polonais est une image nettement dépressive. Le Polonais modèle n'a plus d'illusions sur le fait que les agriculteurs puissent influencer sur la politique agraire, porte un jugement très peu favorable sur le rôle des agriculteurs dans le développement ultérieur du pays, ne voit pas d'inégalités dans son entourage social et remarque beaucoup plus rarement que ses collègues la promotion générationnelle de sa famille. Le Tchèque moyen a les opinions les plus égalitaires ; selon lui, il n'existe presque pas dans son milieu de différences importantes entre les exploitants agricoles. Il a aussi une approche moderne, pas tout à fait paysanne, du métier d'agriculteur : on peut l'être même si l'on ne possède pas la terre en propriété. En général, il ne partage pas l'avis que la vie soit plus facile au village qu'en ville, et il opte carrément pour la ville. L'ensemble des représentations collectives du Roumain moyen est imprégné de caractères distinctifs traditionnellement campagnards et paysans : à son avis, pour être agriculteur, il faut posséder la terre en propre, et on vit à la campagne beaucoup mieux qu'en ville<sup>17</sup>. Il se distingue également par une perception optimiste de la dynamique intergénérationnelle : son niveau de vie est supérieur à celui de son père, mais il a en revanche beaucoup moins de soucis.

Les situations « nationales » de la conscience collective postcollectiviste propre à la « classe agraire » ont, semble-t-il, leur spécificité. Les différences de chemin parcouru et de situations vécues, plutôt que les stéréotypes nationaux, orientent ces particularités.

<sup>17</sup> Cette certitude massive de la supériorité de la vie à la campagne sur la vie citadine est la conséquence de la crise. Une conviction semblable, accompagnée d'un changement généralisé d'opinion, est observée en Pologne à la charnière de 1981 et 1982.

#### 4. En Guise de conclusion

L'analyse que nous avons présentée donne l'occasion de formuler quelques remarques. Commençons par celles sur la nature de l'intégration sociale dans les sociétés collectivistes. Les quatre groupes faisant l'objet de l'analyse, à savoir les « marginaux », les « incorporés », les « intégrés » et les « dépendants », nous informent que le système collectiviste admet l'existence de groupes au caractère et à la force d'intégration variés. Il produit même des groupes aliénés, comme le groupe des « marginaux » qui reste en dehors des systèmes sociaux de portée aussi bien globale que locale. D'autre part, le système collectiviste semble être cependant un système intégrant sans restriction et sans aucune alternative. On ne peut pas être intégré à l'échelon local si l'on ne reconnaît pas les limites globales du macrosystème.

Posons maintenant une question sur l'importance des clivages et des disparités entre les groupes de la « classe agraire » postcollectiviste. La répartition des variables dans l'analyse factorielle et la dispersion de la population semblent plaider pour sa diversification assez faible. Les caractéristiques des groupes le confirment. Le système collectiviste paraît donc avoir une forte capacité unificatrice, ce qui n'est d'ailleurs pas une grande découverte. Les changements qui se sont opérés sous son influence dans la collectivité des producteurs agricoles apparaissent plus importants. Une partie d'entre eux ont conservé des éléments de comportements et d'identité propres aux paysans. Les autres éléments typiquement paysans ne vont pas de pair avec eux, mais leurs contraires non plus. Le groupe des « intégrés » est le plus paysan du point de vue de la mentalité.

Si nous sommes disposés à constater une forte influence des facteurs macrosystémiques sur le processus d'intégration, pouvons-nous dire comment il en va de l'identité sociale ? Le problème essentiel est ici de répondre à la question sur la nature même de l'identité sociale et professionnelle des personnes travaillant dans des structures agricoles qui étaient autrefois collectivistes. L'application d'un schéma typiquement « agricole » pour l'analyser ne semble guère possible dans ce cas-là, car est autre la logique des relations entre les caractères distinctifs habituellement analysés. Il s'agit d'une collectivité qui se prévaut de son ascendance paysanne, en est plutôt fière, ce qui ne veut toutefois pas dire qu'elle opte massivement pour le retour à sa condition initiale de paysan ou de « postpaysan ». C'est une collectivité singulièrement proagricole et prorurale, attachée au lieu dans lequel elle vit, mais aussi satisfaite de sa condition actuelle de dépendance, et plutôt rarement désireuse de la changer.

Cependant, est-ce que dans ce cas-là nous observerons également une régularité semblable à celle — fondamentale — qui a été décrite par J.-P. Billaud ? Est-ce que là aussi le centre de gravité de chaque système de représentations se situe au niveau national<sup>18</sup>, ou bien est-ce que là aussi le système collectiviste a laissé son empreinte uniformisante ? Selon la méthode de la somme des plus grandes différences, décrite ci-dessus, les différences culturelles, de même que les différences situationnelles (par exemple, la Pologne avec une moindre proportion d'agriculture collective, ou la Roumanie en pleine crise économique lors de la réalisation de l'enquête), semblent avoir une importance fondamentale. En examinant cette hypothèse, nous ne devons cependant pas oublier que cette nouvelle identité, rurale et agricole, mais plutôt non paysanne et non postpaysanne, est le produit du système collectiviste.

<sup>18</sup> Lamarche (coord.), *L'agriculture paysanne*, tome II, 1994, p. 151, *op. cit.*





